



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

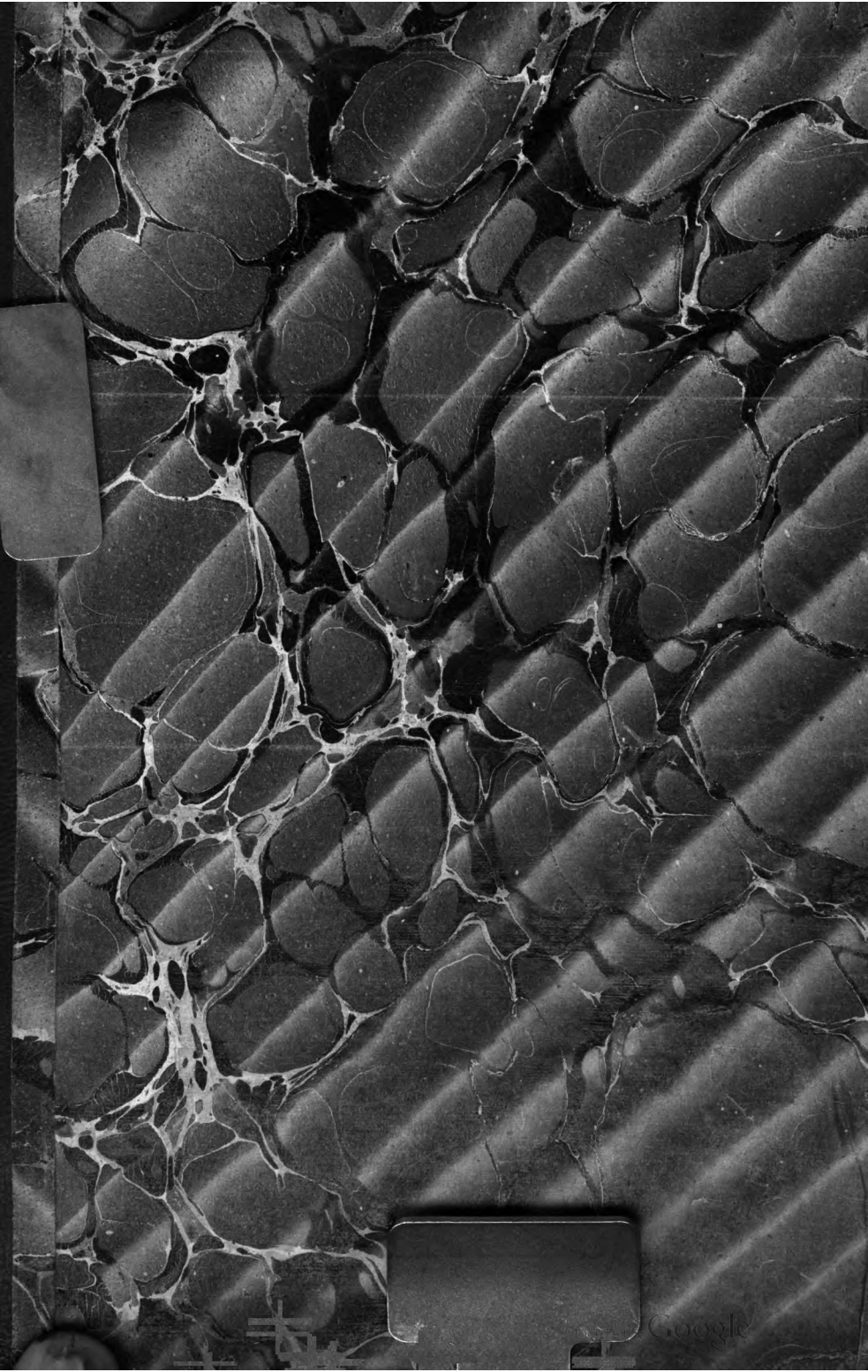
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

H.g.hum.

452

4

5839





H.g. hum. 452 2

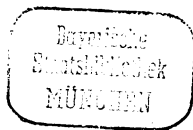
STATUTS
ET
RÈGLEMENS GÉNÉRAUX
DE L'ORDRE MAÇONNIQUE
EN FRANCE.

07/01/78

STATUTS
ET
RÈGLEMENS GÉNÉRAUX
DE L'ORDRE MAÇONNIQUE
EN FRANCE.



O.° DE PARIS.
DE L'IMPRIMERIE DE VEUVE DONDEY-DUPRE,
RUE SAINT-LOUIS, 46, AU MARAIS.
—
AN DE LA V.° L.° 5839.



RÉSUMÉ

DES

RAPPORTS FAITS AU G. . O. . DE FRANCE

AU NOM DE LA COMMISSION DE RÉVISION ,

LES 30 NOVEMBRE 1838 ET 13 MARS 1839 ,

En présentant à sa sanction le résultat de la discussion des Statuts et
Règlemens généraux de l'Ordre, par le Comité central.

La prospérité et la stabilité de toutes les institutions humaines dépendent presque toujours des lois organiques qui les constituent et les régissent, et la Maç. . ne fut si long-temps dépourvue de l'influence morale qu'elle était appelée à exercer sur les peuples, que parce qu'elle n'avait pas encore créé ces liens législatifs puissans, qui, en formant un centre commun et régulateur, impriment le mouvement et la vie à toutes les parties qui s'y rattachent, et les font, pour ainsi dire, graviter d'une manière uniforme autour de l'unité qui sait les diriger vers le même but avec discernement et sagesse.

En effet, nous voyons, en remontant à l'origine de notre institution en France, qu'à cette époque elle n'avait pas de lois écrites, et que

l'usage ou des traditions plus ou moins altérées par le temps furent la seule boussole qui servit de règles aux fondateurs de cette fraternelle et philanthropique Association, jusqu'au moment où le G. . O. . jeta les premières bases organiques de l'Ordre en harmonie avec les principes sur lesquels il repose.

Cependant ce Code maç. . primitif , bien que discuté avec maturité et approprié aux mœurs du temps où il fut promulgué, ne tarda pas à offrir des lacunes, par suite du mouvement ascensionnel des esprits au dix-huitième siècle ; de sorte qu'il fallut à diverses époques modifier et même refondre les Réglemens, pour les mettre à la hauteur des idées philosophiques hardiment émises et propagées par les amis de l'humanité.

Les Tables de la loi maç. . que le G. . O. . est appelé à buriner, vous le savez , mes FF. . , sont le résumé des travaux entrepris avec courage et dévouement par nos prédécesseurs , auxquels vous avez ajouté un grand nombre d'améliorations qui vous avaient été signalées par les Atel. . de votre obéissance, et quelques autres que votre longue expérience des hommes et des choses vous avait suggérées, pour la plus grande gloire de l'Ordre.

Les phases de la révision par le Comité central des Statuts et Réglemens généraux de 5826, vous ont été exposées à plusieurs reprises avec des détails trop précis et trop circonstanciés pour

que votre Commission ne se croie pas dispensée de revenir encore aujourd'hui sur des faits accomplis.

Abandonnant donc ce point, qui nous paraît avoir été suffisamment développé, votre Commission a pensé qu'avant d'analyser les divers changemens apportés à ces mêmes Statuts, but essentiel de ce rapport, il serait utile, pour mettre les Atef. et les Maç. à même de juger de leur importance et d'établir la comparaison entre le passé et le présent, de vous tracer un tableau rapide, mais exact, des modifications successives et lentes que le temps et les circonstances imprimèrent aux lois qui régirent l'Ordre depuis le moment où apparurent quelques traces législatives jusqu'à celui où nous parlons, en appuyant ce travail sur des documens authentiques.

Nous allons donc essayer, mes FF., au nom de votre Commission, de remplir, avec le plus de précision qu'il nous sera possible, cette honorable mission, qui fournira, nous osons l'espérer, un résumé instructif et d'un haut intérêt pour l'histoire de la Maçonnerie.

La plupart des historiens impartiaux assurent que ce ne fut que de 1720 à 1725 que le Rite moderne s'introduisit clandestinement en France par des Maç. anglais; mais si ce fait n'est pas avéré, il est du moins incontestable qu'en 1725 mylord DERVENT-WATERS, le Chev. MASKELINE, M. D'HÉGUERTY et quelques seigneurs anglais, éta-

blirent à Paris la première L. : rue des Boucheries-Saint-Germain. Cette L. fut régulièrement constituée par la grande L. d'Angleterre le 7 mai 1729, sous le titre distinctif de *Saint-Thomas*, au Louis d'Argent.

Quelque secrètes et peu nombreuses que fussent les réunions primitives des adeptes français, les principes d'égalité et d'indépendance qui font l'essence de la Maç. impressionnèrent tellement les esprits méditatifs, que cette L. devint, pour ainsi dire, le sanctuaire de la liberté de la pensée.

Le nivellement inconnu jusque alors des diverses classes de la société, l'amalgame de conditions et de professions opposées, et pour titre distinctif la dénomination de F. participant en commun à des cérémonies mystiques, offrirent un attrait si puissant, que la plupart des intelligences supérieures, fatiguées d'un long asservissement, briguèrent la faveur de l'initiation.

Ces réunions primitives n'eurent pour règles que le rituel de chaque grade ; pour juridiction et pour arbitre que la volonté et le bon plaisir de chaque Vén., qui était le propriétaire et le dictateur de la L. qu'il présidait ; néanmoins ce mélange bizarre de despotisme et de liberté n'entrava pas la propagation de la Maçonnerie.

Au fur et à mesure que le nombre des LL. augmenta, surtout après la mort du duc d'ANTIN, qui fut le troisième G. M. de l'Ordre, les

présidens des Atel.: de la capitale sentirent le besoin de créer un point central pour administrer et pour propager régulièrement l'institution maç.: sur les divers points de la France. Ils se réunirent dans ce but le 11 décembre 1743, sous la dénomination de G.: L.: anglaise de France, et élurent pour G.: Maître *Louis* de BOURBON, prince de CLERMONT. Cette administration centrale délivra des constitutions, discuta les intérêts particuliers et jugea les différens qui pouvaient s'élever dans le sein des LL.:, et bien qu'elle n'eût pas encore de lois écrites, la justice et l'équité furent les bases constantes de ses décisions.

Ce tribunal de famille fut un progrès d'autant plus avantageux qu'il affaiblit considérablement la puissance dictatoriale des Vén.: de Loges.

En 1754, la réunion des présidens des LL.: de l'O.: de Paris, en prenant le titre de G.: L.: de France, conçut le projet de réunir sous sa bannière les LL.: indépendantes et isolées de province. Elle créa à cet effet des administrations locales et fédératives, sous la dénomination de GG.: LL.: provinciales. Chacune d'elles se composait de plusieurs présidens d'Atel.:. Elles eurent le droit de constituer des LL.: dans toute l'étendue de la circonscription déterminée par la G.: L.: de France et de prononcer en première instance sur les affaires litigieuses des Atel.: placés sous leur juridiction. La G.: L.: prononçait en dernier ressort et homologuait

toutes les constitutions accordées par les GG. : LL. provinciales. Ces deux degrés de juridiction furent une amélioration qui mit à l'abri du despotisme les membres de chaque L. :.

Le Rite écossais cependant ne tarda pas à s'établir en France sous les yeux de la G. : L. : et sans son autorisation ; et bien qu'il n'eût pas d'administration centrale, son organisation néanmoins était plus régulière que celle du Rite français ; car il avait un Règlement particulier pour chaque grade, lequel déterminait les attributions des Atel. : et des FF. :.

Un tribunal suprême jugeait sans appel toutes les contestations et toutes les infractions réglementaires, et ses GG. : Insp. : Gén. : pouvaient suspendre et même démolir un Atel. :.

Ici nous devons faire observer que, du moment où l'administration centrale du Rite français eut pris le titre de G. : O. : de France, le Rite écossais prit celui de G. : O. : de Clermont, à cause du duc de Clermont-Tonnerre qui en fut le G. : Maître.

L'établissement de deux rites différens donna naissance à des conflits d'autorité, et suscita des rivalités affligeantes ; mais, malgré ces graves inconvéniens, chaque rite coopéra activement à la propagation de la Maç. : et parvint à infiltrer progressivement ses doctrines sur les divers points de la France et à déposer mystérieusement au sein des populations les principes

philosophiques que chacun d'eux renfermait.

Aux coutumes féodales qui entachaient le Rite écossais et qui étaient contraires à tous progrès législatifs, le G. . . O. . . conçut, en 1772, la pensée d'opposer un Code plus en rapport avec les bases de l'institution. A partir de cette époque, et sous l'égide de cette législation, la puissance du G. . . O. . . s'agrandit et se consolida malgré la résistance opiniâtre des Vénérables à vie et le schisme déplorable qu'entraînaient nécessairement les divers rites professés.

Le G. . . O. . . fut alors composé, non seulement des Vén. . . en exercice, mais encore de tous les députés de LL. . . régulièrement élus; il se déclara seul législateur et régulateur de l'Ordre, et confia son administration à trois chambres. La Chambre de Conseil et d'Appel fut également créée, et eut pour attribution de confirmer ou d'infirmer les décisions des trois chambres administratives, ainsi que celles des Atel. . . de sa correspondance. Le Vénéralat à vie fut abrogé, et chaque L. . . eut le droit d'élire son président et ses dignitaires.

C'est ainsi, mes FF. . ., qu'à l'aide de courage et de constance, et par des lois sages en même temps qu'énergiques, le G. . . O. . . parvint à opérer graduellement la fusion de la plupart des rites; mais la révolution de 1789 vint bientôt suspendre ses travaux et arrêter l'impulsion donnée; les temples maç. . . furent fermés, et les

LL. ne purent rallumer le feu sacré qu'en 1796.

Cependant l'existence du G. O. de Clermont s'opposait à la réalisation de l'unité maç., et pour arriver à anéantir cette rivalité funeste à l'Ordre, il fallait trouver un Maç. assez dévoué et dont l'ascendant moral fût assez fort pour opérer la réunion des deux puissances opposées. L'ill. F. ROETTIERS DE MONTALEAU père entreprit cette tâche, d'autant plus difficile à remplir qu'il fallait dépouiller les présidens d'Atel. du Rite écossais des immenses prérogatives dont ils jouissaient pendant leur vie.

Cet obstacle ne l'arrêta pas, et il parvint en 1799 à opérer la fusion si long-temps désirée par un Concordat qui portait en substance :

1° Que le G. O. se composerait à l'avenir de ses Off. et de ceux du G. O. de Clermont ;

2° Que chaque Vén. du Rite écossais conserverait sa chaire pendant neuf années consécutives, à partir de la signature du Concordat.

Cette transaction amicale et fraternelle rendit le G. O. seul législateur et régulateur des deux rites, français et écossais, et bien que la concession faite aux présidens d'Atel. du Rite écossais fût une infraction flagrante à la législation de 1772, on voit cependant que, par ce moyen de conciliation, on parvenait à établir, à la fin de la neuvième année, l'égalité la plus parfaite dans le régime intérieur de tous les Atel. de France et à faire disparaître toute trace de privilège.

Ce pacte solennel exerça une si grande influence, que chaque ville érigea des temples maç. et que, plus florissant que jamais, l'Ordre fut porté au plus haut point de splendeur; mais ce calme ne fut pas de longue durée; car en 1804 surgit un nouveau rite dit *écossais ancien et accepté*, composé de 33 degrés.

L'infatigable F. Roëttiers de Montaleau, qui avait si puissamment contribué à créer une unité administrative maç., parvint encore à ranger ce nouveau rite sous la bannière du G. O..

Un des articles du Concordat passé en décembre 1804, dispose que : le G. O. possédera dans le sein du G. Chapitre général (aujourd'hui Chambre du suprême Conseil des Rites), le G. Conseil du 32° et le sublime Conseil du 33°. Ce traité n'ayant pas été exécuté par les membres du Rite écossais ancien et accepté, le G. O. publia en 1806 un nouveau Code maç..

La plupart des principes constitutifs des Réglemens généraux de 1772 furent conservés, et d'autres subirent d'importantes modifications. C'est ainsi que les GG. LL. provinciales furent supprimées, ce qui rendit la marche administrative plus facile, et centralisa de plus en plus la puissance maç..

Les attributions de chaque chambre du G. O. furent mieux précisées, et celle de Conseil et d'Appel, composée de tous les dignitaires du G. O., eut pour attributions spéciales de don-

person avis sur toutes les affaires présentées au G. . O. . ; de prononcer en dernier ressort sur les appels des décisions des Chambres administratives, et de nommer tous les Off. . et dignitaires sur une liste double de présentation, dressée par chacune des trois Chambres. Les élections étaient soumises à la sanction du G. . O. . .

Une G. . L. . dite des GG. . Experts, composée de quarante-cinq membres, fut instituée pour juger les fautes commises dans le G. . O. . ainsi que les délits contre l'honneur.

On organisa un Atel. . supérieur sous la dénomination de G. . Directoire des Rites, et on le divisa en autant de sections qu'il existait de Rites différents. Les questions dogmatiques étaient exclusivement du ressort de cet Atel. . . Cette nouvelle disposition offrit un appui tutélaire à chaque rite, garantit à chacun d'eux l'intégralité de leur doctrine, et invalida tacitement tous les actes du Suprême Conseil des GG. . Insp. . Gén. . 53^{es}.

Une contribution annuelle fut fixée pour chaque Atel. . ; enfin on attacha à chaque Chambre administrative des GG. . dignitaires choisis parmi les Off. . d'honneur. Ils avaient pour mission spéciale de diriger les travaux du G. . O. . dans toutes les solennités, mais au préjudice des dignitaires ordinaires.

Cette concession, si peu en rapport avec les

principes de l'Institution maç.^{..}, contribua cependant à ranger sous la bannière du G.^{..} O.^{..} la plupart des illustrations civiles et militaires de l'empire.

Ces dispositions législatives agrandirent encore la puissance du G.^{..} O.^{..}, et les finances de l'Ordre furent pendant long-temps dans l'état le plus satisfaisant ; mais les malheurs qui pesèrent sur notre belle patrie en 1814, brisèrent bientôt cette prospérité passagère. Le découragement s'empara des ouvriers, un grand nombre de temples furent abandonnés, et le Supr.^{..} Conseil pour la France, qui était resté séparé du G.^{..} O.^{..}, fut également désorganisé. L'Ill.^{..} F.^{..} HACQUET, toujours dévoué à l'Ordre, parvint, par son influence, à réunir dans le sein du G.^{..} O.^{..} l'immense majorité des Maç.^{..}, revêtus des 32^e et 33^e degrés, qui composaient naguère le Supr.^{..} Conseil pour la France, et à cet effet, on institua un Atel.^{..} suprême sous la dénomination de G.^{..} Consistoire des Rites, particulièrement composé des membres de ce Conseil. La réintégration de cet Atel.^{..} supérieur dans le G.^{..} O.^{..} ne fut que l'accomplissement du Concordat de 1804.

En 1815, le G.^{..} O.^{..} établit une législation spéciale sous le titre d'articles additionnels, afin d'opérer d'une manière définitive la centralisation des Rites dans son sein. A cet effet, le G.^{..} Chap.^{..} général fut supprimé et remplacé par une chambre dite du Supr.^{..} Conseil des Rites.

Elle eut pour attributions de délivrer les titres constitutifs et maç. au-dessus des Gr. Symb. et de statuer sur les affaires contentieuses des LL. de perfection sous les titres de Chap., Collèges, Conseils, Tribunaux et Consistoires.

Les mêmes articles additionnels disposent : que tout titre constitutif pour les hauts grades, délivré par toute autre autorité que celle du G. O., sera soumis à son visa (sans frais) dans l'espace de quatre-vingt-un jours, et que les Atel. supérieurs qui ne se soumettraient pas à cette formalité seront regardés comme irréguliers ; que tous les membres du Supr. Cons. des Rites et tous les dignitaires du G. O. seront astreints à prendre les plus hauts grades de la Maç. dans l'espace de 33 jours, et qu'enfin le G. Consistoire des Rites conférerait seul le 32^e dans la Vall. de Paris, et le 33^e pour toute l'étendue de la France.

Cette nouvelle législation ne fit que confirmer le droit légal et incontestable que possédait le G. O., de régir tous les Rites maç. dont les doctrines sont en rapport avec les principes généraux de l'Institution, et la nomination de l'Ill. F. Maréchal de BEURNONVILLE comme 2^e G. Maître Adjoint de l'Ordre, donna une impulsion si salutaire, que les ouvriers reprirent bientôt leurs travaux, et concoururent activement à réparer les dégradations que les circonstances avaient faites au temple de Salomon.

Toutefois , et malgré sa marche progressive et sa législation plus parfaite , le G. . O. . ne tarda pas à sentir le besoin impérieux de la refonte des lois maç. . qui régissaient l'Ordre ; aussi , pour satisfaire aux besoins de l'époque , nomma-t-il , en 1818 , une Commission composée de neuf membres , chargée de présenter un projet de Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre. La Commission consacra plusieurs années à la confection de ce travail , qui fut beaucoup plus étendu et plus complet que tous ceux qu'on avait faits précédemment. Ce projet fut soumis à une discussion lumineuse et approfondie ; de sorte que les Statuts et Réglemens généraux qui nous régissent encore en ce moment ne furent promulgués que huit ans après la réunion de la Commission , c'est-à-dire en 1826. L'ensemble de ce grand travail , fruit des méditations de Maç. . instruits , dévoués et laborieux , satisfait généralement les Atel. . et les Maç. . . On y remarquait particulièrement les améliorations suivantes :

Une *Charte* qui détermine les principes sur lesquels repose l'institution , ainsi que ses élémens constitutifs ; une organisation définitive et complète du G. . O. . et des Atel. . ; enfin l'énumération des pouvoirs dont le corps suprême est investi.

Les Off. . d'honneur furent conservés , mais avec la seule attribution de concourir à la nomi-

*

nation des cinq premiers GG. . Dignitaires de l'Ordre.

On confia à un Comité central et d'élection , composé des Off. . des trois Chambres administratives et de Députés de semestre , l'élection des Off. . et des Dignitaires du G. . O. . . Ce Comité fut également chargé de prononcer sur tout appel interjeté dans le cas du non visa par les Chambres administratives, d'un pouvoir de Député ou de l'élection contestée d'un Président d'Atel. . .

La durée des fonctions des dignitaires du G. . O. . et des Présidens d'Atel. . fut déterminée ; l'indépendance et les droits des Atel. . et des Maç. . furent précisés , et la Chambre de Conseil et d'Appel ne fut plus, conformément à son titre, que le Conseil particulier du G. . O. . , et la Cour suprême de la Maç. . en France.

Un Code disciplinaire, avec trois degrés de juridiction, fut établi pour les Atel. . et les Maç. . de la Correspondance. Ces dispositions législatives, qui offraient toutes les garanties désirables, firent que la Chambre de Conseil et d'Appel n'eut qu'à prononcer sur un très-petit nombre d'affaires. Enfin, le G. . Coll. . des Rites eut pour attributions spéciales la collation des trois derniers degrés du Rite écossais, ou ceux équivalens des autres Rites ; le droit d'accorder des délégations aux Consistoires de la correspondance ; il fut aussi chargé de la conservation du dogme des divers Rites reconnus par le G. . O. . .

Quelque parfait que parût à cette époque le Code maç.:. qui nous régit encore, et qui se fera toujours remarquer par sa méthode, sa clarté, et par de vastes connaissances profanes et maç.:., le G.:. O.:. introduisit cependant, par prévision, un article qui dispose que dans le cas où l'expérience nécessiterait quelques modifications à ces mêmes Statuts, elles ne pourraient être prises en considération qu'après cinq années révolues à dater de leur promulgation, afin de laisser aux Atel.:. et aux Maç.:. un temps assez long pour juger de l'application de cette nouvelle législation.

En exécution de cet article et des autres dispositions réglementaires qui s'y rattachent, le G.:. O.:. nomma, vers la fin de 1831, une commission pour examiner les observations adressées par les Atel.:. de la correspondance pendant la période quinquennale.

Le travail de la Commission et la discussion en Comité central furent terminés en juin 1833, sauf quelques articles qui furent renvoyés à la Commission, et l'on espérait voir le nouveau Code maç.:. si impatiemment attendu, promptement promulgué, lorsque des discussions pénibles surgirent au sein du G.:. O.:., et le forcèrent à suspendre ses travaux législatifs jusqu'en avril 1835, époque où ils furent entièrement recommencés sans interruption avec une courageuse persévérance. Votre Commission a employé 75 séances à préparer et à rédiger le travail qu'elle a eu la faveur

de présenter au Comité central en juillet 1836, et ce dernier en a consacré 49 à sa discussion.

L'énumération succincte des principales modifications nouvellement introduites pourra vous faire juger, mes FF., si elles comblent les lacunes que renferment les Statuts et Réglemens de 1826, et si, profitant avec modération et sagesse de la marche progressive du siècle, vos Commissaires et votre Comité central sont parvenus à donner à la Maç. la somme de liberté et d'indépendance compatible avec les devoirs qui sont imposés au G. O., et dont il ne doit jamais s'écarter.

A l'avenir, on pourra être reçu Maç. à l'âge de dix-huit ans ; mais le candidat sera tenu de présenter le consentement de son père ou de son tuteur.

En supprimant les Off. d'honneur, le G. O. a rétabli la fraternelle égalité qui doit exister entre tous les membres de la grande famille maç. . .

Jusqu'à ce moment, les Députés nommés par les Atel. de la correspondance et admis par les Chambres, n'avaient pas exercé toute la plénitude de leur mandat, puisqu'ils s'effaçaient pour ainsi dire en présence du Président dans la question du vote. Aujourd'hui, et par suite de la modification de l'art. 425, les Députés admis, en leur qualité de mandataires spéciaux des Atel. qu'ils représentent, sont rendus à leurs fonctions administratives et législatives, en votant exclusive-

ment dans toutes les questions pour lesquelles ils sont appelés à délibérer. Ce droit n'est plus acquis aux Présidens d'Atel. : qu'en l'absence des Députés.

Beaucoup d'Atel. : de la Correspondance n'envoyaient pas leurs tableaux, ou n'y portaient pas tous les FF. : en activité. Il en résultait que lorsqu'un Atel. : demandait au G. : O. : un Diplôme, un Bref ou une patente pour un F. : , le titre était souvent refusé, le nom de ce dernier ne figurant pas sur le tableau à consulter.

Cette omission ne paraissant reposer que sur la contribution proportionnelle exigée par les art. 305 à 306, le G. : O. : , à l'aide d'une contribution fixe et uniforme , espère faire disparaître à l'avenir cet inconvénient.

En modifiant l'annexe n° 4 par la suppression de quelques mots qui avaient paru blesser la susceptibilité de plusieurs FF. : , on a pensé pouvoir rapprocher toutes les opinions et satisfaire toutes les consciences.

C'est par le même motif, mes FF. : , que les expressions d'*irrégulier* et d'*irrégularité* maç. : , ont été généralement supprimées, et qu'elles n'ont été conservées que pour quelques cas exceptionnels et spéciaux.

A l'avenir, la majorité absolue des suffrages suffira pour l'admission d'un Député, soit par les Chambres, soit par le Comité central et d'Élection ; mais tout en adoptant ce principe, la ma-

majorité des deux tiers est toujours indispensable pour l'application d'une peine.

Les pouvoirs plus étendus accordés à la Ch.:. Symb.:. et à celle du Supr.:. Conseil des Rites, de suspendre provisoirement un Atel.:. et même de le *démolir* dans de graves circonstances, préviendront les écarts déplorables qui ont eu lieu et que le G.:. O.:. a été à regret forcé de réprimer, et le droit qu'il s'est réservé d'évoquer toute affaire dont les suites seraient de nature à compromettre le salut de l'Ordre, est une mesure législative qui a pour but d'étouffer, dans son principe, toute tendance aux perturbations toujours si funestes à la marche régulière de l'administration..

Le laps du temps de stage exigé par les Réglements de 1826, pour tout Off.:. avant de pouvoir être élevé à une dignité dans le G.:. O.:. a été réduit à une année. Par ce moyen, on pourra à l'avenir choisir pour les hautes fonctions parmi les Maç.:. instruits, qu'on était jusqu'à ce moment forcé de laisser pendant trois ans sur les colonnes, et qui par cette restriction ne rendaient pas à l'Ordre tous les services dont ils étaient susceptibles.

En supprimant la section dite des *Scissions*, votre Comité central a rendu hommage au principe si généralement admis dans le monde profane de la puissance des majorités, qui seules font aujourd'hui la loi; mais aussi en faisant dispar-

raître cette faculté, qui donnoit souvent lieu, dans les Atel. ., à des rivalités et faisaient surgir des ambitions dangereuses, on a créé une section, dite des *Fusions*, qui donne à un Atel. . dont les travaux seraient sur le point d'être suspendus par le petit nombre de ses membres, la faculté de s'associer à un autre Atel. ., pour ne plus former qu'une seule et même famille.

Désirant, sans entraver l'expédition des affaires, introduire cependant toute l'économie possible dans les dépenses de l'Ordre, on a pensé qu'il convenait de diminuer le nombre des tenues du Comité central et d'élection, de la Chambre de Conseil et d'Appel, et du G. . Collège des Rites, sauf à les réunir extraordinairement au besoin. Dans ce cas, les membres qui en font partie jouiront du droit de présence.

En ordonnant pour l'avenir la radiation de tout Député, Off. . titulaire et dignitaire qui, pendant trois mois, sans motifs légitimes, n'aurait pas signé une feuille de présence, soit dans le G. . O. ., soit dans ses Chambres, on a voulu stimuler le zèle des membres du G. . O. . et assurer leur coopération dans l'exécution des travaux qui leur sont confiés.

Le chapitre relatif à la discipline intérieure du G. . O. . a subi également plusieurs modifications importantes, relatives au Conseil d'examen, à l'instruction des affaires et à l'application de la peine.

Une section nouvelle a été introduite pour établir le mode de procédure à suivre lors de l'évocation d'une affaire par le G. . . O. . . , ainsi que les degrés de pénalité et l'application de la peine.

Le renouvellement périodique des Chambres connu sous le nom de *roulement* a été supprimé comme absolument inexécutable, et ne faisant qu'entraver la marche administrative, sans résultats satisfaisans pour l'Ordre.

En fixant le minimum du prix à payer pour l'initiation ou l'obtention des divers grades, on a pensé faire cesser les abus qui existent dans beaucoup d'Atel. . . , lesquels admettent trop facilement des profanes, et par ce moyen faire disparaître le paupérisme, cette plaie qui ronge nos sociétés sur presque tous les points du globe, et relever ainsi la dignité de l'Ordre maç. . .

Il a aussi paru indispensable à votre Comité de détruire la centralisation des pouvoirs en la personne d'un seul F. . . , qui d'après les Réglemens de 1826, art. 155, pouvait être à la fois Vénérable, T. . . S. . . et Président de Conseil.

Ce droit exorbitant et évidemment en opposition avec les principes d'égalité qui dominent dans l'Ordre maç. . . , avait d'abord pour inconvénient d'éloigner des hautes fonctions des capacités qui pouvaient être très-utiles, et de ne former à la direction des travaux qu'un très-petit nombre de FF. . . en état de remplacer au besoin les dignitaires chargés d'un si pesant fardeau.

Un autre inconvénient non moins grave, c'est qu'un F. . cumulant toutes les dignités devait nécessairement laisser en souffrance quelque partie confiée à ses soins ; car où est le Maç. ., même le plus actif et le plus zélé, qui pourrait se flatter de faire marcher de front tous les détails de l'administration, des réceptions et des travaux de cabinet qu'exige la présidence de trois Atel. . .

L'art. 789 des Statuts de 1826 donnait le droit aux FF. . Visiteurs de prendre la parole dans les assemblées du G. . O. . ou de ses Chambres , concurremment avec les FF. . ayant voix délibérative. Votre Comité Central, considérant que pour discuter les affaires d'un corps régulièrement constitué, il faut avoir mandat, et que les Députés et les Présidens d'Atel. . réunissent seuls tous les pouvoirs ; considérant, en outre, que dans le monde profane, que nous prenons souvent pour exemple, les électeurs qui sont présents à la Chambre législative ne pourraient jamais prendre part à la discussion sans amener des perturbations dangereuses , a annulé ce droit , tout en réservant d'ailleurs aux Maç. . qui auraient des observations judicieuses , et dans l'intérêt de l'Ordre , à présenter au G. . O. . , les moyens de les produire d'une manière régulière, et souvent plus efficace, puisqu'elles seront examinées en temps utile et discutées avec soin et maturité.

Enfin la marche tracée par lesdits Réglemens pour la discussion des modifications qu'indiqueraient l'expérience après une période quinquennale, ayant paru beaucoup trop compliquée et de difficile exécution, on a pensé devoir transmettre tout d'abord au G. . O. . les documens adressés par les Atel. . dans la forme indiquée par les Statuts. Ces documens sont ensuite confiés à une commission de quinze membres pris dans les élémens qui constituent la représentation maç. ., et sur le rapport de cette même commission, le G. . O. ., en assemblée générale, discute, adopte ou rejette les modifications proposées, réunissant à lui seul la puissance législative et régulatrice de l'Ordre.

En terminant l'honorable mission qui nous a été confiée, mes FF. ., permettez-nous d'en résumer ici les dispositions les plus saillantes :

Offrir aux Atel. . un tableau fidèle de la marche progressive de la législation maç. . en France ;

Abaisser l'âge de l'initiation, et l'entourer de toutes les garanties désirables pour l'Ordre ;

Fortifier le faisceau d'union des Atel. . autour de la bannière du G. . O. . de France ;

Rendre les Députés à leurs véritables fonctions administratives et législatives ;

Fixer d'une manière uniforme et invariable la contribution annuelle des Atel. . et leur donner

la plus grande liberté possible, en ce qui concerne leur administration intérieure ;

Simplifier les formalités prescrites pour la fondation des Atel. . . ;

Effacer de vos Statuts tout ce qui, mal compris ou mal interprété, pouvait paraître contraire aux principes d'égalité et de fraternité qui sont la base de la Maç. . . ;

Prendre toutes les décisions à la majorité absolue, à l'exception de ce qui est relatif aux peines et à leur application ;

Fortifier le pouvoir des Chambres et du G. . O. . , afin d'arrêter ou de prévenir les infractions aux Réglemens ;

Faciliter aux Off. . zélés et instruits les moyens d'arriver plus rapidement aux dignités de l'Ordre dans le G. . O. . ;

Faire disparaître des Statuts le mot *scission*, qui doit être inconnu parmi des Maç. . et des FF. . ;

Suppléer par une section spéciale au silence des Réglemens sur les *fusions* ;

Chercher à diminuer les dépenses, tout en ne laissant pas périliter l'administration ;

Décentraliser les pouvoirs, qui se trouvaient souvent réunis dans la main d'un Président d'Atel. . , afin d'appeler le plus de Maç. . capables au maniement des affaires et à la direction des travaux ;

Donner un caractère plus solennel aux délibérations du G. . O. . et de ses Chambres ;

Eclairer quelques points relatifs à l'instruction et aux jugemens des affaires disciplinaires ;

Affranchir le G. . O. . des principes de désorganisation qu'y avait introduit le système de renouvellement triennal des Chambres , connu sous le nom de *roulement* ;

Simplifier la discussion quinquennale des modifications proposées par les Atel. . et les Maç. . ;

Enfin, rendre indistinctement à tous les membres du G. . O. . les honneurs funèbres qui leur sont dus.

Tel a été le but vers lequel la Commission de Révision et votre Comité central ont constamment dirigé leurs efforts ; puisse l'ensemble des modifications introduites dans le nouveau Code maç. . justifier la confiance que les Atel. . et les Maç. . ont droit d'attendre de la sollicitude paternelle du G. . O. . de France , et resserrer de plus en plus les liens fraternels qui les unissent à sa bannière , qui porte pour devise : UNION , FORCE , SAGESSE.

Les Membres de la Commission :

DELACHANTERIE, Président ; P. MORAND, PILLOT,
DETOURNAY , BESSIN , ARTHAUD , JANIN ,
SICARD, Off. . du G. . O. . ; BAILLY , Député.

VASSAL , Rapporteur .



ARRÊTÉ

DU G. O. DE FRANCE,

En son Assemblée générale du 13 Tamuz 5839 (24 juin 1839 ère vulg.).



LE G. O. DE FRANCE,

Considérant que l'œuvre de la révision des Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre Maç. est terminée, par la sanction que le G. O. de France leur a donnée, dans son assemblée générale et spéciale du 15 mars 1839 ;

Considérant que ces nouveaux Statuts ont aussi obtenu la sanction des GG. Dignitaires de l'Ordre, par leurs signatures apposées au bas de la minute originale le 22 de ce mois ;

Considérant que par les art. 856, 857, 858 et 867, ces nouveaux Réglemens, déjà proclamés comme loi fonda-

mentale de la **Magisterie en France**, sont rendus exécutoires à dater de leur promulgation, et que les précédens Statuts sont et demeurent abrogés à partir de la même époque ;

Considérant qu'il ne s'agit plus que de procéder à la mise à exécution et de la coordonner avec les délais nécessaires pour la promulgation, l'impression desdits Statuts et leur envoi aux Atel. de la Correspondance ;

Où le V. F. Orat. dans ses conclusions ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le G. O. proclame définitivement les nouveaux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, adoptés et sanctionnés dans sa séance du 15 mars 1839, pour recevoir leur exécution comme il est dit ci-après.

Art. 2. La Ch. de Correspondance et des Finances, de concert avec la Commission de Révision, pourvoira sans délai à l'impression des nouveaux Statuts.

Art. 3. Le nombre des exemplaires sera tiré à 2,000 format in-8°.

Art. 4. Chaque Atel. contribuera pour une médaille de trois francs aux frais de cette impression, prix fixé pour chacun des exemplaires.

Art. 5. La distribution et l'envoi desdits Statuts seront terminés par la Ch. de Correspondance, dans le courant du septième mois de la présente année maç. (septembre 1839), et les Atel. devront en accuser immédiatement réception par une Pl. timbrée, scellée et signée par les cinq premiers Dignitaires.

Art. 6. L'exécution entière et littérale des nouveaux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre est fixée, savoir :

1^o Pour le G. O. de France, à partir du premier octobre prochain.

2^o Pour les Atel. des O. de Paris, des départemens, et des pays limitrophes, au premier novembre suivant.

3^o Pour les Atel. d'outre-mer, au premier mars 1840.

TABLE SOMMAIRE.

PREMIERE PARTIE.

De la Constitution.

SECTION PREMIERE.

De l'Ordre maçonnique et des Maçons.....	PAGE 1
--	--------

SECTION DEUXIEME.

Des Sociétés maçonniques.....	3
-------------------------------	---

SECTION TROISIEME.

Du Grand-Orient de France.....	4
--------------------------------	---

SECTION QUATRIEME.

Des Chambres du Grand-Orient.....	6
-----------------------------------	---

SECONDE PARTIE.

De l'Organisation, du Régime et des Réglemens généraux des Ateliers.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Organisation des Ateliers.

SECTION PREMIERE.

De la formation des Loges.....	8
--------------------------------	---

SECTION DEUXIEME.

De l'installation des Loges.....	12
----------------------------------	----

SECTION TROISIEME.

De l'établissement des Chapitres.....	18
---------------------------------------	----

SECTION QUATRIEME.

De l'établissement des Conseils.....	20
--------------------------------------	----

SECTION CINQUIEME.

De l'établissement des Consistoires.....	22
--	----

SECTION SIXIÈME.

Dispositions relatives à l'établissement des Ateliers et à la diversité des Rites	24
---	----

SECTION SEPTIÈME.

Du Grand Collège des Rites.....	25
---------------------------------	----

SECTION HUITIÈME.

Des Dignitaires et de leurs fonctions en Loges.	26
Du Vénérable.....	27
Des Surveillans.....	29
De l'Orateur.....	29
Du Secrétaire.....	31
Des Experts.....	31
Des Maîtres des Cérémonies.....	32
Des Députés au G. O.....	32
Des Officiers comptables et responsables.....	33
Des Officiers adjoints ou temporaires.....	33
Du F. Servant.....	34

SECTION NEUVIÈME.

Des Dignitaires dans les Ateliers supérieurs,	
Chapitres.....	34
Conseils.....	35
Consistoires.....	35
G. Collège des Rites.....	36

SECTION DIXIÈME.

De l'incompatibilité des Offices et du nombre d'Ateliers dont on peut être Membre.....	37
--	----

SECTION ONZIÈME.

Des droits d'élection ou d'éligibilité aux offices de Dignitaires.....	37
--	----

SECTION DOUZIÈME.

Des époques et du mode d'élection dans les Ateliers. ..	39
---	----

SECTION TREIZIÈME.

De l'installation des Officiers.....	41
--------------------------------------	----

SECTION QUATORZIÈME.

De la reconnaissance par le Grand-Orient des Députés et des Présidens d'Ateliers.....	42
--	-----------

CHAPITRE SECOND.

Du Régime extérieur des Ateliers, et de leurs Relations avec le G. . O. . sous les rapports administratifs et des finances.

SECTION PREMIÈRE.

Des demandes en cumulation de rites.	46
--	-----------

SECTION DEUXIÈME.

Des demandes en agrégation de nouveaux rites.....	48
--	-----------

SECTION TROISIÈME.

Des formalités prescrites pour la suspension ou la reprise des Travaux.....	50
--	-----------

SECTION QUATRIÈME.

Des causes d'irrégularité maçonnique en ce qui concerne les Maçons et les Ateliers.	53
---	-----------

SECTION CINQUIÈME.

Des moyens de régularisation pour les Maç. . et les Ateliers.....	56
--	-----------

SECTION SIXIÈME.

Des tableaux annuels à fournir par les Ateliers.	62
--	-----------

SECTION SEPTIÈME.

Des demandes de Diplômes, Brefs ou Patentés.	63
--	-----------

SECTION HUITIÈME.

Des Mots de semestre et annuels.	65
--	-----------

SECTION NEUVIÈME.

Du régime particulier des Ateliers et du droit d'appel ou d'observation.	67
--	-----------

SECTION DIXIÈME.

Des Affiliations collectives ou individuelles, des Initiations privées, et de la faculté d'imprimer.	71
--	-----------

**

— XXXIV —

SECTION ONZIÈME.

De la Fusion des Ateliers.....	74
--------------------------------	----

SECTION DOUZIÈME.

Des Scissions.....	76
--------------------	----

SECTION TREIZIÈME.

Des diverses rétributions dans les Ateliers, et des contributions annuelles à verser au G. O.....	77
---	----

SECTION QUATORZIÈME.

De la fixation du nombre des Ateliers dans chaque O. relativement à sa population.....	79
--	----

CHAPITRE TROISIÈME.

Du Régime intérieur des Ateliers.

SECTION PREMIÈRE.

De la tenue dans les Temples et de l'ordre à observer dans les Travaux.....	82
---	----

SECTION DEUXIÈME.

Des Visiteurs.....	86
--------------------	----

SECTION TROISIÈME.

Des règles à observer pour l'Initiation, l'Affiliation ou la Régularisation.....	88
--	----

SECTION QUATRIÈME.

Du mode de Scrutin dans les Initiations, Affiliations et Régularisations.....	90
---	----

SECTION CINQUIÈME.

De la division et de l'intervalle à observer dans la collation des Grades.....	91
--	----

SECTION SIXIÈME.

Des Démissions et des Congés.....	93
-----------------------------------	----

SECTION SEPTIÈME.

Des Honneurs et des Préséances maçonniques.....	94
---	----

SECTION HUITIÈME.

Des Fêtes d'Ordre et des Banquets.....	97
--	----

SECTION NEUVIÈME.

Des Pompes funèbres.....	98
--------------------------	----

CHAPITRE QUATRIÈME.

De la Discipline intérieure des Ateliers.

SECTION PREMIÈRE.

Du Refus de paiement.....	99
---------------------------	----

SECTION DEUXIÈME.

Des Fautes et des Délits maçonniques.....	101
---	-----

SECTION TROISIÈME.

Du Comité d'Instruction.....	103
------------------------------	-----

SECTION QUATRIÈME.

Du Jugement.....	106
------------------	-----

CHAPITRE CINQUIÈME.

SECTION UNIQUE.

De l'Inspection des Ateliers de la Correspondance par les Membres du G. . O.	111
--	-----

TROISIÈME PARTIE.

*De l'Organisation, du Régime administratif, des Finances
et des Réglemens particuliers du G. . O. . de France.*

CHAPITRE PREMIER.

De l'Organisation.

SECTION PREMIÈRE.

Des Élémens du G. . O.	114
-----------------------------	-----

SECTION DEUXIÈME.

Des Officiers et des Chambres administratives du G. . O.	116
--	-----

— XXXVI —

SECTION TROISIÈME.

Du mode d'élection des Officiers titulaires et honoraires du G. . O.	117
--	-----

SECTION QUATRIÈME.

Des Officiers dignitaires et des travaux du G. . O.	120
--	-----

SECTION CINQUIÈME.

Des Dignitaires et des attributions de la Chambre de Cor- respondance et des Finances.	122
--	-----

SECTION SIXIÈME.

Des Dignitaires et des attributions de la Chambre Sym- bolique.	125
---	-----

SECTION SEPTIÈME.

Des Dignitaires et des attributions du Suprême Conseil des rites.	128
---	-----

SECTION HUITIÈME.

De l'Organisation et des Attributions de la Chambre de Conseil et d'Appel.	129
--	-----

SECTION NEUVIÈME.

Des Attributions du Comité central et d'élection.	132
--	-----

SECTION DIXIÈME.

Des Commissions en général et du Secrétariat.	134
--	-----

SECTION ONZIÈME.

De l'Incompatibilité des Fonctions.	136
--	-----

SECTION DOUZIÈME.

Du Mode d'élection du G. . Maître, des GG. . Dignitaires et du Représentant particulier du G. . Maître.	137
---	-----

SECTION TREIZIÈME.

Des Fonctions en général dans le G. . O.	139
Du G. . Maître et des GG. . Dignitaires.	139
Du Représentant particulier du G. . M.	141
Des Présidens.	141
Des Surveillans.	143

Des Orateurs.....	143
Des Secrétaires.....	144
Des Experts.....	145
Des Maîtres des Cérémonies.....	146
Des Off. Députés près des Chambres administratives.....	146
Des Off. dignitaires, adjoints et temporaires.....	146

SECTION QUATORZIÈME.

De la durée des Fonctions.....	147
--------------------------------	-----

SECTION QUINZIÈME.

Du Renouvellement périodique de la Chambre de Conseil et d'Appel, du G. Collège des rites, ainsi que des Dignitaires des trois Chambres administratives, et de la fixation des époques d'élection.....	148
---	-----

SECTION SEIZIÈME.

Du Mode des Installations.....	150
--------------------------------	-----

CHAPITRE SECOND.

Du Régime Administratif du G. O. de France.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Organisation du Comité d'inspection du Secrétariat, de Statistique et des Archives.....	152
---	-----

SECTION DEUXIÈME.

Des Employés du Secrétariat.....	155
----------------------------------	-----

SECTION TROISIÈME.

De la Réception et de l'Envoi des pièces de la Corres- pondance.....	157
---	-----

SECTION QUATRIÈME.

Des Archives, du G. Archiviste et de la communication des pièces.....	158
--	-----

SECTION CINQUIÈME.

De l'Enregistrement et de la remise des Titres constitu- tifs, Diplômes, Brefs, Patentes, etc.....	161
---	-----

SECTION SIXIÈME.

Des Timbres et Sceaux, et des Gardes des Timbres et Sceaux.....	162
---	-----

— XXXVIII —

SECTION SEPTIÈME.

Des Oppositions aux Sceaux et à l'Enregistrement.....	163
---	-----

SECTION HUITIÈME.

Dispositions particulières aux Appels.....	165
--	-----

SECTION NEUVIÈME.

De l'Examen des demandes en établissement d'Ateliers ou de cumulation de rites, et des Commissaires inspec- teurs ou installateurs.....	167
---	-----

SECTION DIXIÈME.

De l'Examen des demandes de Diplômes, Brefs, Pa- tentés, etc., d'Agrégation de rites, ou de reprise de Travaux, et de leur Inspection.....	170
--	-----

SECTION ONZIÈME.

Des Tableaux, des Mots de semestre et annuels, et de l'Annuaire de l'Ordre.....	171
--	-----

CHAPITRE TROISIÈME.

Des Finances.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Organisation du Comité des Finances et de Bienfai- sance.....	173
---	-----

SECTION DEUXIÈME.

Des diverses Caisses et de leur destination.....	175
--	-----

SECTION TROISIÈME.

Des Fonctions du G. ^l . Trésorier..	179
--	-----

SECTION QUATRIÈME.

Des Fonctions du G. ^l . Hospitalier.....	182
---	-----

SECTION CINQUIÈME.

Des Fonctions du G. ^l . Architecte-Vérificateur.....	184
---	-----

SECTION SIXIÈME.

Dispositions générales relatives aux Comptables.....	185
--	-----

SECTION SEPTIÈME.

De la Cotisation des Officiers du G. O., des jetons de présence, et des mesures contre les retardataires..	186
---	-----

CHAPITRE QUATRIÈME.

Du Régime intérieur du Grand-Orient.

SECTION PREMIÈRE.

Des jours de séance du G. O., de ses Chambres, du Comité central et d'Élection, du G. Collège des rites, et des Comités permanens.....	189
--	-----

SECTION DEUXIÈME.

De la Distribution et de l'Annotation des Affaires.	192
--	-----

SECTION TROISIÈME.

Des Esquisses et de la rédaction des Planches.....	193
--	-----

SECTION QUATRIÈME.

De l'Ordre des délibérations, du Régime intérieur, et de la Signature au registre de présence.....	194
---	-----

SECTION CINQUIÈME.

Des Démissions, des Certificats de service, et de la Ra- diation pour cause de non assiduité aux Travaux.	196
---	-----

SECTION SIXIÈME.

Des Décorations maçonniques.....	199
----------------------------------	-----

SECTION SEPTIÈME.

Des Députations et des Visiteurs	201
--	-----

SECTION HUITIÈME.

Des Honneurs et des Préséances maçonniques.....	201
---	-----

SECTION NEUVIÈME.

Des Banquets.....	203
-------------------	-----

SECTION DIXIÈME.

Des Cérémonies et Commémorations funèbres.	204
---	-----

CHAPITRE CINQUIÈME.

De la Discipline intérieure du G. O.

SECTION PREMIÈRE.

Des Fautes.	205
------------------	-----

SECTION DEUXIÈME.

De la Plainte.	207
---------------------	-----

SECTION TROISIÈME.

Du Conseil d'examen.	208
---------------------------	-----

SECTION QUATRIÈME.

Du Grand Jury.	211
---------------------	-----

SECTION CINQUIÈME.

Des Peines et de leur application.	213
---	-----

CHAPITRE SIXIÈME.

Dispositions générales.

SECTION PREMIÈRE.

Des Ateliers et des Maçons irréguliers.	215
--	-----

SECTION DEUXIÈME.

De l'Évocation des Affaires par le G. O.	217
---	-----

SECTION TROISIÈME.

De l'Envoi, de l'Exécution et des Modifications des pré- sens Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre.	218
Annexe des modèles prescrits par les statuts généraux. ...	223

FIN DE LA TABLE.

STATUTS

ET

RÈGLEMENS GÉNÉRAUX

DE L'ORDRE MAÇONNIQUE EN FRANCE.

PREMIÈRE PARTIE.

DE LA CONSTITUTION.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Ordre maçonnique et des Maçons.

ARTICLE PREMIER.

L'Ordre des Francs-Maçons a pour objet l'exercice de la bienfaisance, l'étude de la morale universelle, des sciences et des arts, et la pratique de toutes les vertus.

ART. 2.

Il est composé d'hommes libres, qui, soumis aux lois, se réunissent en société constituée d'après des Statuts généraux.

ART. 3.

Nul ne peut devenir Maçon. et jouir des droits attachés à ce titre :

1° S'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis ; s'il n'a de bonnes mœurs , et s'il n'a obtenu le consentement de son père ou de son tuteur. Cette dernière condition ne sera exigible que jusqu'à l'âge de vingt-un ans révolus ;

2° S'il n'a un état libre et honorable ;

3° S'il n'est domicilié depuis six mois dans le département où est située la L. . à laquelle il se présente ; s'il est étranger , après six mois de résidence ;

4° S'il n'a le degré d'instruction nécessaire pour cultiver sa raison ;

5° S'il n'est admis dans les formes déterminées par les réglemens et statuts généraux.

Sont dispensés de l'autorisation de leur père ou tuteur, les militaires en activité de service, âgés de dix-huit ans accomplis et ayant six mois de présence au corps.

ART. 4.

Les droits des Maç. . se perdent :

1° Par une action déshonorante prouvée maçonniquement ou civilement ;

2° Par l'exercice d'un état servile ou notoirement déconsidéré dans l'ordre social ;

3° Par la violation des sermens de fidélité à l'Ordre maç. . ou aux présens Statuts, dans les cas ultérieurement déterminés.

SECTION DEUXIÈME.

Des Sociétés maçonniques.

ART. 5.

Les Maç. . peuvent suivre dans leurs travaux des rites différens ; mais le but est toujours le même.

ART. 6.

Les Sociétés maçonniques des différens rites sont distinguées par les dénominations de *Loges*, *Chapitres*, *Conseils*, *Tribunaux*, *Consistoires*, ou autres reconnues par le G. . O. . . Ces réunions, considérées isolément, sont appelées *Ateliers*.

ART. 7.

Aucun Atel. . au-dessus du 3^e Gr. . ne peut être érigé sans le consentement formel d'une L. . , qui est l'Atel. . primaire, ni prendre d'autre titre distinctif que celui de la L. . même.

La cessation des travaux de la L. . entraîne de droit la cessation des travaux de tout Atel. . dont elle est la base.

ART. 8.

L'organisation, les droits et les devoirs de chaque Atel. . sont déterminés par les Statuts généraux.

ART. 9.

Le nombre des LL. . et des Atel. . supérieurs est réglé suivant la population et les circonstances locales.

ART. 10.

Il n'existe, pour tous les Atel. . , qu'un centre com-

mun d'autorité maç. en France, sous la dénomination de **GRAND-ORIENT DE FRANCE**.

SECTION TROISIÈME.

Du Grand-Orient de France.

ART. 11.

Le G. O. de France se compose :

1° D'un G. Maître de l'Ordre, de deux GG. Maîtres adjoints, d'un G. Conservateur, d'un Représentant particulier du G. Maître ;

2° Des Députés des LL., Chap., Cons., Trib. et Consist. de son obédience, régulièrement élus et admis conformément aux Statuts généraux ;

3° Des Présidens de ces différens Atel. ;

4° Enfin des Officiers honoraires.

Les droits de chacun de ces FF. seront ultérieurement déterminés.

ART. 12.

Le G. O., législateur et régulateur de l'Ordre, en réunit les pouvoirs. Il les exerce directement ou les délègue à des *Chambres* créées dans son sein.

ART. 13.

Lui seul a le droit de reconnaître et de consacrer tous les rites en harmonie avec les lois, les bonnes mœurs et les principes maçonniques.

ART. 14.

Il lui appartient :

1° D'exercer directement ou de déléguer le pouvoir ;

2° De constituer et instituer les divers Atel. . . spécifiés art. 6 ou tous autres Atel. . . ;

3° De leur délivrer des Diplômes , Brefs , Patentes , Chartes ou Titres constitutifs ;

4° De vérifier l'acte d'élection de chaque Président d'Atel. . . ;

5° De statuer sur l'admission des Députés d'Atel. . . ;

6° De proposer, adopter ou rejeter les affiliations entre lui et les corps maç. . . étrangers ;

7° De statuer définitivement sur les questions législatives , dogmatiques , réglementaires ou administratives non prévues par les Statuts généraux , et qui lui sont soumises par les divers Atel. . . ;

8° D'évoquer, s'il le juge convenable, toutes les affaires disciplinaires et celles qui intéressent l'Ordre en général, et, dans ce cas , le G. . . O. . . se constitue en *Grand Jury extraordinaire* ;

9° De recueillir les vœux émis par les Atel. . . , soit dans l'intérêt général de l'Ordre, soit sur les modifications dont peuvent être susceptibles les présens Statuts et Réglemens généraux ;

10° D'organiser ses chambres, d'en étendre ou restreindre les pouvoirs, suivant les limites tracées par les présens Statuts.

ART. 15.

Le G. . . O. . . n'accorde point de titres constitutifs à des Atel. . . situés dans des pays étrangers où il existe une puissance maç. . . suprême.

ART. 16.

Il ne reconnaît point d'Atel. . constitués en France par des autorités maç. . étrangères , soit immédiatement , soit par leurs délégués.

ART. 17.

Il ne reconnaît point de grandes Loges provinciales : tous pouvoirs accordés à ce sujet sont et demeurent révoqués.

ART. 18.

Le siège du Grand-Orient de France est fixé à *Paris*.

SECTION QUATRIÈME.

Des Chambres du Grand-Orient.

ART. 19.

Le G. . O. . de France confie l'administration de l'Ordre à quatre Chambres et à un Comité central et d'élection ; savoir :

- 1° La Chambre de Correspondance et des Finances ;
- 2° La Chambre Symbolique ;
- 3° La Chambre des hauts Grades ou Suprême Conseil des Rites ;
- 4° La Chambre de Conseil et d'appel ;
- 5° Le Comité central et d'élection formé de la réunion des trois Chambres administratives.

ART. 20.

La composition et les attributions de chacune des Chambres et du Comité central et d'élection sont

déterminées par les Statuts et Réglemens généraux.

ART. 21.

Leurs arrêtés sont exécutés, *sauf* appel, s'il y a lieu, et d'après les formes prescrites par les mêmes Statuts et Réglemens.

ART. 22.

Les actes de chacune des Chambres et du Comité central sont intitulés ainsi qu'il suit :

A la gloire du G. . . A. . . de l'Univ. . .

Le G. . . O. . . de France , en sa Chambre (en désigner le titre) , ou en Comité central , etc. , suivant que l'acte émane de l'une ou de l'autre , arrête , etc.

ART. 23.

Les frais d'administration de l'Ordre sont supportés par les Atel. . . de la Correspondance et par les Off. . . du G. . . O. . . , d'après le mode déterminé par les présens Statuts et Réglemens.

SECONDE PARTIE.

DE L'ORGANISATION, DU RÉGIME ET DES RÉGLEMENS
GÉNÉRAUX DES ATELIERS.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION DES ATELIERS.

SECTION PREMIÈRE.

De la formation des Loges.

· ART. 24.

Sept Maît.·. réunis dans un même O.·., pourvus de diplômes délivrés par une L.·. en activité, constituée ou reconnue par le G.·. O.·., peuvent créer une L.·. en se conformant aux dispositions suivantes.

· ART. 25.

Les Maç.·. désignés art. 24 se constituent en L.·. provisoire, sous la présidence de l'un d'eux, qui prend le titre de *Vénérable*. Les autres Off.·. ou Dignit.·. sont un premier et un deuxième Surveillant; un Orateur, un Secrétaire, un Trésorier, un Hospitalier, et, si le nombre le permet, un premier Expert, un Architect.·., un F.·. Couvr.·. et un Maître des Cérémonies.

· ART. 26.

La L.·. provisoire se choisit un titre distinctif

étranger à toute idée politique. Ce titre devient définitif par la sanction du G. . O. . .

ART. 27.

Les premiers travaux de cette L. . provisoire ont pour objet d'adresser au G. . O. . une demande en constitutions , signée par les cinq premières dignités, suivant le modèle n° 1 ci-annexé ¹.

ART. 28.

Cet Atel. . joint à sa demande , et en double expédition , un tableau de tous ses membres , conforme au modèle n° VII ci-annexé , contenant les noms , prénoms , lieu et date de naissance , âge , demeure , qualités civiles et maç. . de chacun d'eux , et la désignation des LL. . où ils ont été reçus. Ce tableau doit être signé par tous les FF. . et certifié par les cinq premières Lum. . .

ART. 29.

Dans un O. . autre que celui de Paris , ce tableau doit être soumis au visa d'une L. . du même O. . que celui de l'Atel. . provisoire ; et , dans le cas où il n'y en existe aucune , le visa est demandé à la L. . la plus voisine.

ART. 30.

La réponse à une demande en visa doit être donnée dans le délai de trente-trois jours pour tous les Atel. . établis en France , et dans le délai de soixante jours pour les Atel. . établis outre-mer.

¹ Tous les modèles relatés dans les présents Statuts se trouvent à la fin du volume.

ART. 31.

L'Atel. . consulté nomme une Commission de trois membres , qui se rend dans le sein de la L. . provisoire , inspecte les travaux aux trois Gr. . Symb. . , vérifie la régularité des Diplômes , Brefs ou Patentes maç. . de tous les FF. . qui la composent , et s'assure de la profession libre et honorable de chacun d'eux.

ART. 32.

Cette Commission fait son rapport par écrit à sa L. . , qui statue sur la demande de l'Atel. . en instance.

ART. 33.

Si le visa est accordé , il est apposé sur les deux expéditions du tableau , conformément au modèle n° II ci-annexé , signé par les cinq premiers Dignit. . , timbré et scellé. Ces deux expéditions sont de suite remises à la L. . en instance.

ART. 34.

Si la L. . n'accorde pas le visa , elle motive son refus dans un rapport signé par les cinq premiers Dignit. . , timbré et scellé. Ce rapport est adressé au G. . O. . dans le délai de trente-trois jours pour les LL. . de France , et de trois mois pour les LL. . d'outre-mer.

ART. 35.

Dans le cas de refus du visa ou de silence de la L. . consultée , l'Atel. . provisoire envoie les Diplômes ,

Brefs ou Patentes de chacun de ses membres au G. . O. . pour qu'il soit statué.

ART. 36.

Tout Atel. . provisoire à l'O. . de Paris joint à sa demande en constitution les titres maç. . de chacun de ses membres , ainsi que les pièces constatant leur régularité.

ART. 37.

Ces formalités remplies , et après un premier rapport fait à la Chambre compétente, l'Atel. . provisoire est inspecté par trois Commissaires du G. . O. . chargés de vérifier la régularité des travaux.

ART. 38.

Tout Atel. . militaire provisoire , indépendamment de ce qui est prescrit par les art. 25 , 26 , 27 , 28 et 35 , joint à sa demande en constitution le consentement de l'Officier qui commande le corps et le visa d'une L. . régulière.

ART. 39.

Tout Atel. . provisoire transmet , avec sa demande , son adresse *anagrammatique* , ainsi que l'indication du lieu de ses séances , et dépose dans la caisse des consignations de l'Ordre le prix des constitutions et des cahiers des Gr. . , fixé dans le tableau annexé aux présents Réglemens ; enfin la contribution fixe énoncée art. 291 ¹.

ART. 40.

Si le G. . O. . n'accorde pas les constitutions , les métaux déposés , ainsi que les Diplômes qui pourraient

¹ Les dépêches doivent toujours être affranchies.

être joints à la demande, seront rendus à qui de droit, en échange du récépissé et contre décharge. Les autres pièces seront déposées aux Archives.

SECTION DEUXIÈME.

De l'Installation des Loges.

ART. 41.

Les LL. . de l'O. . de Paris et des OO. . circonvoisins sont toujours installées par trois Commissaires Off. . du G. . O. .

ART. 42.

Dans les OO. . plus éloignés, l'installation est faite de la même manière ou par délégation à des LL. ., selon que le G. . O. . le juge convenable.

ART. 43.

Les Commissaires installateurs fixent le jour et l'heure de l'installation. La L. ., à leur arrivée au local des séances, ses travaux ouverts, députe trois de ses membres pour recevoir la communication de leurs pouvoirs.

ART. 44.

Sur le rapport des Députés, neuf membres de l'Atel. ., si le nombre des FF. . le permet, armés de glaives et munis d'étoiles, vont recevoir hors du Temple les Commissaires installateurs.

ART. 45.

Le Vén. . et les Surv. . attendent, à l'entrée du Temple, les Commissaires installateurs, leur remettent les trois maill. . et les conduisent sous la voûte

d'Ac. . . jusqu'à l'O. . . ; alors les travaux de la L. . . sont suspendus.

ART. 46.

Le Président, à l'installation, occupe le fauteuil et fait placer le Vén. . . à sa droite. Les deux autres Commissaires remplissent les fonctions de premier et de deuxième Surv. . .

ART. 47.

Avant d'ouvrir les travaux, le Président fait parcourir les Col. . . par les deux Commissaires Surv. . ., pour s'assurer de la régularité des Maç. . . présens.

Tout F. . . visiteur qui ne donne pas le mot de Sem. . . ne peut assister à la séance.

ART. 48.

Le président ouvre les travaux du G. . . O. . ., au 1^{er} Gr. . . du rite de la L. . . Dès ce moment, nul Maç. . . ne peut être introduit qu'après l'installation.

ART. 49.

Le Président fait donner lecture par le Secrétaire des pouvoirs et des constitutions, et les remet ensuite au Vén. . . ; il en ordonne la transcription sur le livre d'Archit. . . de la L. . . et le dépôt aux archives. Il remet pareillement au Vén. . . les cahiers manuscrits des Gr. . ., et un exemplaire des Statuts et réglemens généraux de l'Ordre.

ART. 50.

Le Vén. . ., en son nom et en celui des deux Surv. . ., ensuite le F. . . Orat. . ., entouré des Off. . . et des membres de la L. . ., en son nom et au leur, prêtent entre les mains du Président l'obligation suivante :

Je jure solennellement d'obéir sans restriction aux statuts et réglemens généraux, et de rester inviolablement attaché au G. . O. . seul législateur et régulateur de l'Ordre maç. . en France.

ART. 51.

Le Secrétaire fait ensuite l'appel nominal des membres inscrits sur le tableau de la L. . , et chacun d'eux signe, en double expédition, la formule du serment que lui présente le Président à l'installation.

ART. 52.

Les Commissaires installateurs certifient les signatures apposées sur les deux doubles de l'obligation, dont l'un est déposé aux archives de la L. . , et l'autre entre les mains du Président, à l'installation.

ART. 53.

Le Président prononce un discours relatif à cette solennité, et fait annoncer sur les Col. . qu'il va être procédé à l'installation de la L. . .

ART. 54.

Après cette annonce, tous les FF. . étant debout, à l'ordre et le glaive en main, le Président prononce l'installation en ces termes :

A la gloire du G. . A. . de l'Univ. . , au nom du G. . O. . de France, en vertu des pouvoirs à nous délégués, nous installons à l'O. . de une L. . au rite de , sous le titre distinctif de ; la L. . de EST INSTALLÉE.

Cette annonce est répétée trois fois sur les Col. . , et couverte par les batt. . du rite.

ART. 55.

Le Président, à l'installation, fait former la chaîne d'union par les seuls membres de la L. . . , leur communique le mot de Sem. . . , et ferme les travaux du G. . . O. . .

ART. 56.

Immédiatement après la clôture des travaux, les trois premières Lum. . . de l'Atel. . . reçoivent les maill. . . des mains des Commissaires, qui, après avoir clos et signé le procès-verbal d'installation, prennent place à l'O. . . , le Président à la droite du Vén. . . , et les deux autres à sa gauche.

ART. 57.

La L. . . remet ses travaux en vigueur. Les morceaux d'Archit. . . prononcés dans cette solennité sont remis aux Commissaires pour être déposés par eux aux archives du G. . . O. . . , avec l'un des doubles de l'obligation, et le procès-verbal d'installation.

ART. 58.

Lorsque le G. . . O. . . ne procède point par ses Off. . . à une installation, il en charge trois Commissaires pris dans une L. . . du même O. . . que l'Atel. . . naissant, ou de l'O. . . le plus voisin.

ART. 59.

Les constitutions, les cahiers des Gr. . . , un exemplaire des réglemens, les pouvoirs, les instructions, les deux doubles de l'obligation, un tableau des membres du nouvel Atel. . . , et le modèle du procès-verbal à rédiger, sont envoyés à la L. . . , chargée par la Chambre Symb. . . de nommer les commissaires installateurs.

ART. 60.

A la réception de ces pièces, la L. . en ordonne l'enregistrement sur son livre d'Archit. . et la transcription textuelle du mandat de la Chambre Symb. . ; elle nomme ensuite les trois Commissaires, auxquels elle remet toutes les pièces et les pouvoirs du G. . O. .

ART. 61.

Les Commissaires se font annoncer à la L. . en instance, en qualité de Délégués du G. . O. . de France. On observe, pour leur réception et pour la cérémonie de l'installation, ce qui est prescrit par les art. 43 et suivans, jusques et compris l'art. 57.

ART. 62.

A la première assemblée de la L. . qui les a nommés, les Commissaires rendent compte de leur mission et remettent toutes les pièces qui constatent l'installation.

ART. 63.

La L. . ordonne le dépôt dans ses archives du mandat qu'elle a reçu, ainsi que du pouvoir délivré aux Commissaires. Elle transmet sans délai au G. . O. . l'un des doubles de l'obligation, et le procès-verbal d'installation.

Ces deux pièces sont certifiées et signées par le Vén. ., les deux Surv. ., l'Orat. ., le Secrétaire, et timbrées, scellées et signées par le Garde des Timb. . et Sc. .

ART. 64.

Une L. . en instance peut obtenir l'autorisation de s'installer elle-même, lorsque les circonstances l'exigent. Dans ce cas, les Commissaires installateurs sont

toujours le Vén. : et les deux Surv. : , remplacés d'office pour le cérémonial de l'installation.

ART. 65.

Ces Commissaires, avant de recevoir des membres de la L. : l'obligation, la prêtent eux-mêmes en ces termes entre les mains du Vén. : d'office, qui en donne acte au procès-verbal :

Nous, en notre qualité de Vén. : et de Surv. : de cet Atel. : , jurons solennellement, en présence de nos FF. : , d'obéir sans restriction aux statuts et réglemens généraux, et de rester inviolablement attachés au G. : O. : , seul législateur de l'Ordre maçonnique en France.

ART. 66.

Le Vén. : et les Surv. : signent les doubles de l'obligation, et reprennent leurs fonctions d'installateurs.

ART. 67.

L'installation des LL. : a lieu à l'O. : de Paris dans le délai de deux mois au plus tard , à dater du jour où le titre constitutif a été accordé à l'Atel. : impétrant ; de trois mois pour les autres OO. : de la France, et de neuf mois pour les OO. : d'outre-mer , à partir du jour de l'envoi des constitutions.

ART. 68.

Les pouvoirs des Commissaires cessent de plein droit si, dans les délais fixés, les LL. : ne sont point installées ; ces Commissaires, ainsi que les Atel. : impétrans, sont alors tenus, chacun de leur côté, de faire connaître les motifs de ce retard au G. : O. : , qui statue.

ART. 69.

Les LL. . ne sont admises de droit à la correspondance du G. . O. . qu'après le dépôt dans ses archives de l'un des doubles de l'obligation et du procès-verbal de leur installation.

ART. 70.

Une L. . ainsi constituée a droit de créer des Maç. . aux trois premiers Gr. . Symb. . Elle doit nommer son Député au G. . O. . dans le délai de trois mois de son installation.

SECTION TROISIÈME.

De l'Établissement des Chapitres.

ART. 71.

Un Chap. . ne peut être érigé que dans le sein d'une L. . constituée ou reconnue par le G. . O. . Ce Chap. . doit obtenir le consentement de la L. . et professer le même rite.

ART. 72.

Le nombre de sept Chev. . R. . C. . pourvus de brefs réguliers est indispensable pour former un Chap. . provisoire.

ART. 73.

L'autorisation de la L. . étant accordée, le Chap. . nomme ses Off. ., et délibère sur la demande en *Lettres capitulaires* au G. . O. .

ART. 74.

Le Chap. . joint à cette demande :

1° La délibération de la L. ., signée par les cinq premières Lum. ., timbrée et scellée ;

2° Un double tableau de ses membres, revêtu du sceau de la L. . et du visa d'un Chap. . en activité, en se conformant pour le tout à ce qui est prescrit art. 28, 29, et 35 ;

3° L'obligation de chaque Chev. ., conforme à celle prescrite par l'art. 50 ;

4° Le coût des lettres capitulaires, des cahiers des Gr. ., et d'un exemplaire des statuts et réglemens généraux ;

5° La cotisation annuelle, et l'engagement de l'acquitter régulièrement chaque année.

ART. 75.

Un Chap. . ne peut à l'avenir prendre d'autre titre distinctif que celui de la L. . qui lui sert de base.

ART. 76.

Tous les actes d'un Chap. . en instance sont revêtus des timbre et sceau de la L. . ; dès qu'il est installé, il doit se procurer des timbre et sceau particuliers.

ART. 77.

Les Chap. . suivent pour la demande, l'obtention ou le refus de visa, l'inspection et l'installation, s'il y a lieu, ce qui est prescrit par les art. 28 à 70 inclusivement des présens réglemens.

ART. 78.

Les Chap. . constitués selon les formalités ci-dessus prescrites ont seuls le droit de conférer les Gr. . supérieurs à celui de M. . jusqu'à celui de Chev. . R. . C. . inclusivement. Ils ne peuvent le faire par délégation.

SECTION QUATRIÈME.

De l'Établissement des Conseils.

ART. 79.

Un Conseil ne peut être établi que dans le sein et de l'aveu d'un Chap. . écossais, constitué ou reconnu par le G. . O. . , et s'il n'est composé au moins de sept Chev. . K. . , pourvus de patentes régulières.

ART. 80.

Le Chap. . ne peut donner son consentement à la formation d'un Cons. . , s'il n'y est autorisé par la L. . à laquelle il appartient.

ART. 81.

L'autorisation de la L. . et du Chap. . étant obtenue, le Cons. . provisoire nomme ses Off. . , et délibère sur la demande d'une *Patente constitutionnelle* au G. . O. . .

ART. 82.

Le Conseil joint à sa demande :

1° Les délibérations de la L. . et du Chap. . relatives à cette demande ;

2° Deux exemplaires du tableau de ses membres, revêtus du sceau du Chap. . et du *visa* d'un Cons. . , certifiant la régularité des patentes, ainsi qu'il est prescrit par les art. 28 et 29 ;

3° A défaut du visa, soit à raison d'une trop grande distance d'un Cons. . , soit pour cause de refus improuvé par le G. . O. . , en son Supr. . Cons. . des rites, le Cons. . joint à sa demande la patente régulière

de chacun de ses membres constatant leurs Gr. . et qualités civiles et Maç. . ;

4° Les pièces et Mét. . mentionnés aux §§ 3, 4 et 5 de l'art. 74.

ART. 83.

A l'avenir le titre distinctif d'un Cons. . est invariablement le même que celui du Chap. . dans le sein duquel il prend naissance.

ART. 84.

Tous les actes d'un Cons. . en instance sont revêtus des timbre et sceau du Chap. . ; dès qu'il est constitué et installé, il a ses timbre et sceau particuliers.

ART. 85.

Le mode d'inspection et d'installation des Cons. . est le même que celui des LL. . et Chap. . (art. 41 à 67). En cas d'impossibilité, il est déterminé par le G. . O. . en son Supr. . Cons. . des Rites.

ART. 86.

Un Cons. . régulièrement constitué a pour attribution spéciale la collation des Gr. . supérieurs à celui de Chev. . R. . C. . jusqu'à celui de Chev. . K. . inclusivement.

Il ne peut le faire hors de la Vall. . dans laquelle il est établi, ni déléguer aucun pouvoir à cet effet.

Le Cons. . doit nommer son Député dans le délai de trois mois de son installation.

SECTION CINQUIÈME.

De l'Établissement des Consistoires.

ART. 87.

Un Consist. de Pr. Maç. ne peut être érigé que dans le sein et du consentement d'un Cons. de Chev. K., et de l'aveu de la L. et du Chap. qui lui servent de base. Il n'y a d'exception que pour le Consist. établi dans le G. Collège des Rites.

ART. 88.

Il ne peut être provisoirement constitué que par sept Maç. au moins, possédant le Gr. de Pr. de R. S., et ne doit prendre d'autre titre distinctif que celui du Cons. qui lui sert de base.

ART. 89.

Après avoir obtenu le triple consentement exigé par l'art. 87, il procède à la nomination de ses Off., et délibère sur la demande en érection du Consist. qu'il adresse au G. O..

ART. 90.

Ce Consist. joint à l'appui de sa demande :

1° L'extrait des délibérations de la L., du Chap. et du Cons. auxquels il se rattache ;

2° Un double tableau de ses Membres, signé *manu propriâ*, revêtu du sceau du Cons. et visé par le Consist. le plus voisin de la vall. où il s'établit ;

3° A défaut du visa, la patente régulière de chacun de ses Membres, ou bien un certificat signé, timbré et scellé par le G. Coll. des Rites, constatant leur état civil et maç. ;

4° Les pièces et les mét. . mentionnés aux §§ 3, 4 et 5 de l'art. 74.

ART. 91.

Les Consist. . ont pour attribution spéciale la collation du Gr. . d'Insp. . Inq. . , et par délégation seulement de celui de Pr. . de R. . S. . (art. 105).

ART. 92.

Lorsqu'un Consist. . juge qu'un Insp. . Inq. . mérite d'être élevé au Gr. . de Pr. . Maç. . , il en sollicite l'autorisation auprès du G. . Collège des Rites , et joint à sa demande, signée par les cinq premières Lum. . , timbrée , scellée et signée par le garde des timbre et sceau :

1° Les nom , prénoms , jour , mois , année et lieu de naissance , domicile et qualité civile et maç. . du F. . présenté, ainsi que la date de sa réception au Gr. . d'Insp. . Inq. . ;

2° La déclaration de ce F. . conforme à celle prescrite par l'art. 50.

ART. 93.

Le Consist. . fait transcrire sur son livre des Bal. . la délégation accordée par le G. . Coll. . des Rites , et en ordonne le dépôt dans ses archives.

ART. 94.

Les dispositions précédentes (art. 31 à 67), relatives à l'inspection et à l'installation des LL. . , Chap. . et Cons. . , sont applicables aux Consist. . En cas d'impossibilité , le mode est déterminé par le G. . O. . en son Supr. . Cons. . des Rites. Le Consist. . doit nom-

mer son Député dans le délai de trois mois de son installation.

SECTION SIXIÈME.

Dispositions relatives à l'Établissement des Ateliers et à la diversité des Rites.

ART. 95.

Un Atel. . en instance peut recevoir des FF. . visiteurs ; mais il ne peut procéder à aucune initiation , affiliation ni régularisation, avant l'obtention de son titre constitutif.

ART. 96.

Il ne peut également , avant son installation , se procurer des timbre et sceau dont le projet doit être préalablement soumis par lui au G. . O. . .

ART. 97.

Un Rite, quel que soit le nombre de ses degr. . , ne peut prétendre à aucune prééminence sur un autre Rite.

Aucun Atel. . , quel que soit son Rite et ses degr. . , ne peut exercer de suprématie sur un autre Atel. . .

ART. 98.

Les Atel. . ne peuvent avoir entre eux d'autres rapports que ceux des affiliations. Il leur est interdit de délibérer collectivement.

ART. 99.

Un Atel. . constitué à un Rite ne peut en suivre un autre sans'en avoir obtenu l'autorisation du G. . O. . , et sans s'être conformé à ce qui est prescrit pour la cu-

mulation des Rites , sous peine d'être rayé de la correspondance.

SECTION SEPTIÈME.

Du Grand-Collège des Rites.

ART. 100.

Il est établi dans le sein du G. . O. . de France un G. . Coll. . des Rites.

ART. 101.

Le G. . Coll. . des Rites est composé d'Off. . du G. . O. . et de Maç. . , tous revêtus des Gr. . les plus élevés du Rite écossais.

Les GG. . Insp. . Gén. . et les PP. . de Roy. . -Sec. . en font partie , avec voix délibérative dans tout ce qui concerne le Dogme , le Rite et les réceptions seulement.

ART. 102.

La direction des travaux du G. . Coll. . des Rites est confiée à trente-six Off. . titulaires du G. . O. . , pris en nombre égal dans chacune des trois Chambres administratives , et à vingt-sept adjoints choisis parmi les Off. . honoraires du G. . O. . et les plus anciens Présidens des Atel. . de la Vall. . de Paris , possédant les Gr. . les plus élevés.

ART. 103.

Le G. . Coll. . se divise en autant de sections qu'il existe de Rites reconnus par le G. . O. . .

ART. 104.

Le Gr. . de G. . Insp. . Gén. . , ou tout autre Gr. . équivalent , de quelque Rite que ce soit , est exclusive-

ment conféré par le G. . Coll. . des Rites , qui ne peut donner de pouvoirs à cet effet.

ART. 105.

Le G. . Coll. . des Rites remplit également les fonctions de Consist. . pour la Vall. . de Paris seulement. Il délègue aux Consist. . des autres Vall. . des pouvoirs pour conférer le Gr. . de Pr. . de Roy. .-Sec. . , ou tout autre Gr. . correspondant dans les divers Rites , et accorde , seul , des délégations pour conférer le Gr. . de Chev. . K. . dans les Vall. . où il n'existe pas de Cons. . à plus de 7 myriamètres et demi de distance (15 lieues).

ART. 106.

La patente nécessaire pour constater la régularité de tous les Maç. . revêtus des Gr. . supérieurs à celui d'Insp. . Inq. . Command. . ne peut être délivrée que par le G. . O. . sur la demande du G. . Coll. . des Rites.

ART. 107.

Les actes du G. . Coll. . des Rites sont intitulés :
A la Gl. . du G. . A. . de l'Univ. . , le G. . Coll. . des Rites au nom du G. . O. . de France , et en vertu des pouvoirs qu'il en a reçus , arrête , etc.

SECTION HUITIÈME.

Des Dignitaires et de leurs fonctions en Loge.

ART. 108.

Chaque L. . est dirigée par des Off. . qu'elle élit parmi ses Membres. Ces Off. . sont :

Un Vén. . ;

Un premier et un deuxième Surv. . . ;

Un Orat. . . ;

Un Secrétaire ;

Un premier Expert ;

Un Député au G. . . O. . . ;

Un Trésorier ;

Un Hospit. . . ;

Deux Maîtres des Cérémonies ;

Un Archiv. . . , Garde des timbres et sceaux ;

Un Archit. . . -Contrôleur ;

Deux Experts ;

Un Maître des Banq. . . ;

Un F. . . Couvr. . . ;

En tout, et autant que le nombre des FF. . . le permet, seize Off. . . et le Député, dont les cinq premiers sont désignés par la qualification spéciale de *Lum. . .*

ART. 109.

Le nombre et les qualifications de ces Off. . . diffèrent selon les Rites ; mais ces variations sont déterminées dans les cahiers d'instruction adressés aux LL. . . par le G. . . O. . . , lors de leur installation.

ART. 110.

Une L. . . a la faculté de nommer des Adjoints aux offices d'Orat. . . ; de Secrétaire, de Maîtres des cérémonies et des Banquets.

Du Vénérable.

ART. 111.

Le Vén. . . seul convoque la L. . . ; il en préside toutes les séances ordinaires ou extraordinaires ; il est

Président né de toutes les commissions ou députations ;
il ne peut être repris par aucun F. . . ; la voie d'observation est la seule permise à son égard.

· ART. 112.

Au Vén. . . appartient exclusivement :

- 1° D'ouvrir et de fermer les travaux ;
- 2° De mettre les propositions sous le maill. . . ;
- 3° D'initier les Prof. . . aux Myst. . . de la Fr. . . -
Maç. . . ;
- 4° De conférer les Gr. . . , jusqu'à celui de M. . .
inclusivement ;
- 5° De proclamer les résultats des délibérations ;
- 6° De signer toutes les Pl. . . d'archit. . . , et de régler
la Correspondance ;
- 7° De vérifier toutes les pièces de comptabilité , et
d'ordonnancer toutes les dépenses autorisées par la
L. . . sur le *visa* nécessaire de l'Archit. . . ;
- 8° De provoquer des délibérations sur tous les objets
qui peuvent intéresser la L. . . en particulier ou l'Ordre
en général.

· ART. 113.

Le Vén. . . a droit de retirer la parole à un F. . . qui
s'écarte de l'ordre.

Il peut aussi lui faire couvrir le Temple, et même,
dans un cas grave, suspendre ou clore les travaux.

Il doit s'abstenir d'influencer l'opinion des Membres
de la L. . . , mais il résume les avis et requiert les con-
clusions de l'Orat. . .

Enfin, il est membre né du G. . . O. . . , et représente

la L. . dans toutes les cérémonies et relations extérieures.

Des Surveillans.

ART. 114.

Les Surv. . ont la direction de leurs Col. . .

Il leur suffit d'un coup de maill. . pour obtenir la parole.

Ils transmettent à leurs Col. . respectives les annonces du Vén. . ; y maintiennent l'ordre et le silence, et peuvent retirer la parole aux FF. . qui la prendraient sans l'avoir obtenue.

Ils ne peuvent être repris en L. . que par le Vén. . .

Ils signent, ainsi que lui, les tracés de chaque tenue et toutes les Pl. . officielles.

Le premier Surv. . remplace de droit le Vén. . en son absence.

Le deuxième Surv. . remplace de droit le premier Surv. . absent ou tenant d'office le premier maill. . .

Il préside la L. . en cas d'absence des deux premières Lum. . , et ne peut être remplacé dans ces fonctions instantanées que par le Vén. . titulaire.

Enfin il reçoit, par l'intermédiaire du premier Surv. . , les annonces du Vén. . , les transmet à sa Col. . , et rend compte du résultat de ces annonces au premier Surv. . , qui en informe le Vén. . .

De l'Orateur.

ART. 115.

L'Orat. . est le Conservateur né des Statuts et réglemens généraux de l'Ordre.

Il doit s'opposer à toute délibération qui leur serait contraire, demander acte de son opposition, et la transmettre au G. . O. . .

Il veille aussi à l'exécution des réglemens particuliers de la L. . , et s'oppose à leur infraction ; dans ce cas, la L. . ne peut statuer que dans la séance suivante sur le mérite de cette opposition.

L'Orat. . est placé à l'O. . ; la parole lui est accordée sur les objets en discussion ; il l'obtient directement du Vén. . .

Lorsque le Vén. . a résumé les avis, l'Orat. . donne ses conclusions sans pouvoir les motiver. Il peut néanmoins citer les art. des statuts généraux sur lesquels il fonde ses conclusions.

L'Orat. . est spécialement chargé : -

- 1° D'expliquer aux Init. . les Symb. . des Gr. . ;
- 2° De présenter à chaque fête d'Ordre un compte analytique des travaux de l'Atel. . et de leur résultat pendant le semestre ;
- 3° De célébrer les fêtes et les pompes funèbres par des morceaux d'archit. . ;
- 4° De communiquer toute la Correspondance du G. . O. . , qui doit lui être remise en séance par le Vén. . ;

Enfin l'Orat. . assiste de droit au dépouillement des votes recueillis par le scrutin, et signe l'esquisse des travaux de chaque tenue pour la collationner avec la rédaction définitive de la Pl. . .

Du Secrétaire.

ART. 116.

Le Secrétaire est placé à l'O. . . , en face de l'Orat. . .

Il demande, comme lui, la parole au Vén. . .

Il rédige l'esquisse des travaux, en donne lecture avant qu'ils soient fermés; et, sur cette esquisse, il dresse la Pl. . . d'Archit. . . qui doit être soumise à l'approbation de la L. . . dans la séance suivante.

Il est chargé de la correspondance, de la rédaction des tableaux et de l'expédition des diplômes.

Il convoque les FF. . . sur le mandement du Vén. . .

Il contresigne toutes les Pl. . . qui émanent de l'Atel. . . , ainsi que celles qui sont inscrites au livre d'Archit. . .

Il assiste, comme l'Orat. . . , au dépouillement des votes.

Des Experts.

ART. 117.

Le premier Exp. . . remplace le deuxième et le premier Surv. . . , et même le Vén. . . , en leur absence.

Il est spécialement chargé :

1° De s'assurer avec la plus grande attention des qualités maç. . . de chaque Visiteur, de le tuiler, et de donner son avis au Vén. . . sur son introduction;

2° De faire préparer et de diriger les épr. . . ;

3° D'introduire et d'accompagner les Init. . . dans leurs voy. . . ;

4° De recueillir les boules ou les bulletins des votes, et d'assister à leur dépouillement.

Le premier Exp. . absent est remplacé par le deuxième , et celui-ci par le troisième.

Les deuxième et troisième Exp. . , l'Orat . . , le Secrétaire , le Trésorier , l'Hosp. . , l'Archit. .-Contrôleur et le Député ne peuvent présider la L. . .

En cas d'absence des Dignit. . qui ont droit de présider l'Atel. . , l'ex-Vén. . , ou , à son défaut , le Doyen d'âge des Membres actifs, prend la direction des travaux.

Des Maîtres des Cérémonies.

ART. 118.

Les Maîtres des Cérémonies sont chargés de diriger le cérémonial , d'introduire les Visiteurs sur l'ordre du Vén. . , de placer les FF. . suivant leurs gr. . et dignités ; de faire circuler le sac des propositions ; de joindre leurs batt. . de remerciemens à celles des autres Membres de la L. . , des FF. . Visiteurs, des Affil. . ou des Init. . ; et , au besoin , de prendre pour eux la parole.

Ils distribuent les scrutins ou les boules pour les votes ; ils vérifient et rapportent au Vén. . les mots d'ord. . ou de sem. . transmis sur les col. . .

Des Députés au G. . O. . .

ART. 119.

Les Députés , après leur admission au G. . O. . , sont auprès de lui les représentans élus des Atel. . , et ceux-ci doivent nommer à ces importantes fonctions les FF. . les plus propres à soutenir la dignité de

l'Ordre par leur éducation, leurs talens, et par leurs qualités civiles et maç...

Ils ont pour mission spéciale de veiller près du G. . O. . aux intérêts de leur Atel. . ; de communiquer réciproquement à l'un et à l'autre les vœux ou les délibérations d'une importance générale, et d'entretenir, par tous leurs efforts, le feu sacré de l'union fraternelle.

Des Officiers Comptables et Responsables.

ART. 120.

Les Off. . comptables et responsables sont le Trésorier, l'Hospitalier, l'Archiviste Garde des Timbre et Sceau, et l'Architecte - Contrôleur. Les Réglemens particuliers de Chaque Atel. . déterminent leurs fonctions. A défaut de Réglemens, les dispositions des présens Statuts, relatives à ces offices dans le G. . O. . , leur sont applicables. Il en est de même pour les autres Off. . dont les attributions sont suffisamment indiquées par leurs titres.

Des Officiers Adjoints ou Temporaires.

ART. 121.

Les Off. . Adjoints remplacent les titulaires pendant leur absence, et jouissent, tant que durent leurs fonctions, des mêmes droits et prérogatives. Il en est de même de tout F. . nommé d'office ou temporairement à une fonction quelconque ; mais les droits qui y sont attachés cessent avec cette fonction.

ART. 122.

L'Orat. . Adjoint ou nommé d'office doit terminer

une affaire commencée en l'absence de l'Orat. . . titulaire et donner ses conclusions lors même que ce dernier arriverait pendant la délibération.

Du F. . . Servant.

ART. 123.

Le Serv. . . est un F. . . nommé et salarié par la L. . . pour exécuter les ordres du Vén. . . et des Off. . . dignitaires.

Il doit être au moins régulièrement pourvu du premier Gr. . . Symb. . . ; mais il ne peut assister à aucune délibération.

SECTION NEUVIÈME.

Des Dignitaires dans les Atel. . . supérieurs.

Des Chapitres.

ART. 124.

Les Off. . . d'un Chap. . . de Chev. . . R. . . C. . . , sont :

Un T. . . S. . . ou Athers. . . ;

Un premier et un deuxième Surv. . . ;

Un Orat. . . ;

Un Secrétaire ;

Le Député au G. . . O. . . ;

Un premier Exp. . . ;

Un Trésorier ;

Un Hospit. . . ;

Deux Maîtres des Cérémonies et Introdut. . . ;

Un Archiviste Garde des Timbre et Sceau ;

Un Archit. . . -Contrôleur ;

Quatre Exp. . . ;
Un Maître des Réfect. . . ;
En tout dix-sept Off. . . et le Député.

Des Conseils.

ART. 125.

Les Off. . . d'un Cons. . . de Chev. . . K. . . sont :
Un G. . . M. . . ou Président ;
Deux GG. . . Chev. . . Surv. . . ;
Un Chev. . . d'Éloquence ;
Un Chancelier ;
Un Député au G. . . O. . . ;
Un Trésorier ;
Un Éléemos. . . ;
Trois GG. . . Exp. . . ;
Un G. . . Garde des Timbre, Sceau et Archives ;
Un G. . . Introduct. . . Maître des Cérémonies ;
Deux Serv. . . d'armes ;
Un Ordonnateur des Agap. . . ;
En tout quinze Off. . . et le Député.

Des Consistoires.

ART. 126.

Les Off. . . d'un Consist. . . de Pr. . . Maç. . . ou de
R. . . S. . . sont :
Un Command. . . ;
Deux Lieut. . . Command. . . ;
Un Min. . . d'État ;
Un Chancelier ;
Un Député au G. . . O. . . ;

Un Garde du Trésor ;
Un Éléemos. . . ;
Un Exp. . . Porte-Étend. . . ;
Un Exp. . . Introd. . . ;
Un Garde des Timbre, Sceau et Archives ;
Un Capit. . . des Gardes ;
En tout onze Off. . . et le Député.

ART. 127.

Les titres des Off. . . varient dans les Gr. . . intermédiaires ; mais ils sont déterminés par les cahiers d'instruction du G. . . O. . .

ART. 128.

Les art. depuis 111 jusqu'à 123 inclusivement, relatifs au régime intérieur des LL. . . et aux attributions des Dignit. . . , sont applicables aux Atel. . . supérieurs.

Du Grand-Collège des Rites.

ART. 129.

Les Off. . . du G. . . Collège des Rites, sont :
Un T. . . P. . . Souv. . . G. . . Command. . . ;
Un G. . . Lieut. . . Command. . . ;
Un G. . . Chancelier, Secrétaire du Saint-Empire ;
Un G. . . Éléemos. . . ;
Un G. . . Garde des Timbre et Sceau ,
Un G. . . Maître des cérémonies Introd. . . ;
Un G. . . Capit. . . des Gardes ;
Un G. . . Porte-Étend. . .

En tout huit Dignit. . . choisis parmi les trente-six Off. . . du G. . . O. . . de France, conformément à l'ar-

ticle 102, et nommés par le G. . Collège des Rites, à la majorité absolue des votans.

SECTION DIXIÈME.

De l'incompatibilité des Offices, et du nombre d'Atel. . dont on peut être membre.

ART. 130.

Il y a incompatibilité,

1° Entre les fonctions de Président et les autres dignités du même Atel. . ;

2° Entre les fonctions de comptable et celles des Off. . chargés du visa ou de l'apurement des comptes ;

3° Entre les cinq premières dignités.

ART. 131.

Un Maç. . ne peut présider qu'un seul Atel. . .

ART. 132.

Un Président d'Atel. . étant membre-né du G. . O. . , ne peut être le représentant élu de cet Atel. . .

ART. 133.

Un Maç. . ne peut être à la fois membre actif cotisant de plus de deux LL. . , de deux Chap. . , de deux Cons. . , de deux Trib. . et de deux Consist. . .

SECTION ONZIÈME.

Des Droits d'élection ou d'éligibilité aux offices de Dignitaires.

ART. 134.

Les membres actifs d'un Atel. . , cotisant depuis trois mois au moins, et les membres honoraires ayant acquis

cette qualité par neuf années d'activité dans l'Atel. . ,
jouissent seuls du droit d'élection. Les Maç. . . en état
de suspension ou d'interdiction en sont privés.

ART. 135.

Les conditions, pour être élu Président d'un Atel. . ,
sont :

- 1° D'être âgé de trente ans accomplis ;
- 2° D'être né ou naturalisé Français ;
- 3° D'être reçu Maç. . . depuis trois années, et domicilié civilement, depuis un an, dans l'O. . . de l'Atel. . . ;
- 4° D'être revêtu des Gr. . . les plus élevés conférés par l'Atel. . . , et d'en être membre actif depuis un an au moins.

ART. 136.

Après un exercice triennal, aucun Président d'Atel. . . ne peut être réélu à cette dignité qu'après une année d'intervalle.

ART. 137.

Les autres Dignit. . . ne peuvent être choisis que parmi les FF. . . possédant le plus élevé des Gr. . . que confère l'Atel. . . ; ils peuvent être réélus.

ART. 138.

Les conditions exigées par les § 1 et 2 de l'art. 135 sont applicables au Député près le G. . . O. . . Ce mandataire doit, en outre, être :

- 1° Reçu Maç. . . depuis trois ans ;
- 2° Membre actif d'une L. . . de Paris ou de la banlieue ;

- + 3° Revêtu des Gr. : les plus élevés conférés par l'Atel. : qu'il représente ;
- + 4° Domicilié civilement depuis un an dans un rayon de deux myriamètres de Paris.

SECTION DOUZIÈME.

Époques et mode des Élections dans les Ateliers.

ART. 139.

Les LL. : sont tenues de procéder chaque année aux Élections, vers le solstice d'hiver (*décembre*) ; les Chap. : , dans le onzième mois (*janvier*) ; les Cons. : , Trib. : et Consist. : , dans le douzième mois maç. : (*février*).

ART. 140.

Le jour, l'heure, le lieu et l'objet précis des travaux doivent toujours être annoncés, à chacun des membres d'un Atel. : , par des Pl. : de convocation envoyées à domicile.

ART. 141.

Les Élections doivent être faites par bulletins. Ils sont recueillis par l'Exp. : , ouverts et lus à haute voix par le Président, en présence de l'Orat. : , du Secrétaire et du 1^{er} Exp. : . Le résultat en est constaté et écrit au fur et à mesure par des Scrutateurs qui doivent toujours être choisis parmi les Membres actifs non dignitaires.

ART. 142.

Les Élections aux fonctions des sept premières dignités, et à celle de Député au G. : O. : , ne sont valables qu'autant que chaque candidat a obtenu la

majorité absolue des suffrages. Pour les autres Offices, il suffit de la majorité relative.

ART. 143.

Si les Scrutateurs ne sont pas d'accord sur le résultat du scrutin, on procède à un scrutin nouveau.

ART. 144.

Lors des Élections des sept premiers Dignit. . et du Député, si le premier tour de scrutin ne donne point de majorité absolue, le scrutin est recommencé. Si le second tour ne produit point encore cette majorité, on procède à un troisième tour, par ballottage, entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix. Si, par le résultat de ce troisième tour, il y a égalité de suffrages, le doyen d'âge maç. . obtient la préférence ; et s'il y a égalité d'âge maç. ., elle est accordée à l'âge civil.

ART. 145.

Tout scrutin où le nombre des bulletins est supérieur à celui des votans est nul.

ART. 146.

Les Travaux pour les Élections sont toujours ouverts au moins élevé des Gr. . que confère l'Atel. . .

ART. 147.

Les nominations des Présidens et des Députés sont immédiatement communiquées au G. . O. . par des Pl. . spéciales, timbrées, scellées et signées par les cinq premières Lum. ., et conformes aux modèles nos III et V ci-annexés.

SECTION TREIZIÈME.

De l'Installation des Officiers.

ART. 148.

Tout Off. ., avant d'être reconnu et proclamé dans sa nouvelle dignité, prête, entre les mains du Président qui l'installe, l'obligation d'observer fidèlement les Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, ainsi que les Réglemens particuliers de l'Atel. ..

ART. 149.

Le Président nouvellement élu est proclamé et installé par son prédécesseur, et, en l'absence de ce dernier, par le 1^{er} Surv. .; enfin, en cas d'absence ou d'empêchement pour l'un et l'autre, par le 2^e Surv. . ou l'Off. . le plus élevé en dignité.

ART. 150.

Immédiatement après son installation, le nouveau Président procède simultanément à celle du 1^{er} et du 2^e Surv. ., qu'il proclame et fait reconnaître en cette qualité.

ART. 151.

L'installation des autres Off. . a lieu collectivement; l'Orat. . prête l'obligation en leur nom et au sien.

ART. 152.

Chacune de ces installations est consacrée par les batt. . et les acclamations d'usage.

ART. 153.

Les installations doivent être faites dans la séance qui suit immédiatement celle des élections.

ART. 154.

Si un Office vient à vaquer pendant le premier semestre de l'année d'exercice, il y est pourvu dans les formes prescrites art. 140 à 146; mais si cette vacance n'a lieu que pendant le second semestre, et pour des fonctions autres que celles des Surv. et du 1^{er} Exp., le Président nomme d'office à ces fonctions pour le reste de l'année.

ART. 155.

Dans le cas prévu par l'art. précédent, pour les vacances pendant le second semestre, le Président, les Surv. et le 1^{er} Exp. sont remplacés dans l'ordre hiérarchique, ainsi qu'il est prescrit par les art. 114 et 117.

ART. 156.

Les droits d'élection, d'éligibilité, et les formalités d'élection ci-dessus établies, sont communs aux Chap., aux Cons., aux Trib. et aux Consist..

SECTION QUATORZIÈME.

De la reconnaissance par le G. O., des Députés et des Présidens d'Ateliers.

ART. 157.

Les Atel. adressent au G. O., en sa Chambre de Correspondance et des Finances :

1° L'extrait des procès-verbaux de leurs élections, en ce qui est relatif à celle des Présidens. Ces extraits, signés des cinq premiers Off. dignit., doivent être conformes au modèle n° III ci-annexé.

2° La déclaration du Président, écrite et signée par lui, conforme au modèle n° IV ci-annexé.

ART. 158.

Si les pièces constatant l'élection sont jugées conformes aux réglemens de l'Ordre, la Chambre, sur les conclusions de l'Orat. ., ordonne la mention au livre d'or des noms des Présidens, et le dépôt des pièces aux archives.

ART. 159.

S'il s'agit d'un Atel. . à l'O. . de Paris, la Chambre de Correspondance et des Finances convoque le Président, qui, sur le réquisitoire de l'Orat. ., est admis à prêter son obligation dans le G. . O. . ou dans l'une de ses Chambres, selon le Gr. . qu'il possède, en sa qualité de Président. Aussitôt après, il est reconnu et proclamé membre-né du G. . O. .

ART. 160.

Si la Chambre décide qu'il y a irrégularité dans les pièces constatant l'élection, elle en instruit l'Atel. . et l'invite à la rectifier; s'il s'y refuse, le Président n'est point admis, et, dans ce cas, l'Atel. . n'a contre cette délibération que la voie d'appel au Comité central et d'élection, qui statue définitivement.

ART. 161.

Les pouvoirs des Députés, rédigés d'après le modèle n° V ci-annexé, timbrés, scellés et signés, ainsi que la déclaration conforme au modèle n° IV, également ci-annexé, écrite et signée par le Député, sont adressés à la Chambre de Correspondance et des Finances, qui nomme un rapporteur pour examiner ces pièces.

ART. 162.

Si le Député est déjà membre du G. . O. . , le pouvoir est visé de droit par chacune des trois Chambres.

ART. 163.

S'il s'agit d'un F. . qui n'est pas Député, la Chambre de Correspondance et des Finances donne immédiatement avis aux deux autres Chambres de la présentation de ce F. . , en leur indiquant en même temps ses nom, prénoms, lieu, date, mois et année de naissance, profession civile, Gr. . maç. . et sa demeure ; le titre de l'Atel. . qui l'a nommé, ceux auxquels il appartient comme membre actif, et enfin le nom du rapporteur.

ART. 164.

Le F. . chargé du rapport le fait dans la séance qui suit celle où le rapport lui a été confié ; il le signe ; l'Orat. . donne ses conclusions, et la Chambre accorde ou refuse le visa du pouvoir.

ART. 165.

La décision de la Chambre, quelle qu'elle soit, ainsi que les pièces, sont renvoyées aux deux autres Chambres ; chacune d'elles peut prendre des renseignemens ; mais, dans ce cas, elle doit prononcer dans la plus prochaine séance.

ART. 166.

Le visa des pouvoirs est décidé par scrutin de boules à la majorité absolue des votans, et l'admission des Députés n'est définitive qu'autant qu'ils ont obtenu cette majorité dans chacune des trois Chambres.

ART. 167.

Si une ou deux Chambres refusent le visa du pou-

voir, l'Atel. . . peut en appeler au Comité central et d'élection, qui statue définitivement par scrutin de boules, à la majorité absolue des votans.

En cas d'appel, toutes les pièces du dossier sont communiquées aux Commissaires désignés par l'Atel. . .

. ART. 168.

Si le visa du pouvoir est définitivement refusé, la Chambre de Correspondance et des Finances en informe l'Atel. . ., qui est tenu de nommer un autre Député dans le plus bref délai possible.

. ART. 169.

Lorsque le pouvoir a été visé par les trois Chambres, ou lorsque, sur l'appel, le visa est accordé par le Comité central, la Chambre de Correspondance en instruit le Député. Il est admis à prêter son obligation dans le G. . O. . ou dans l'une des trois Chambres administratives, selon l'Atel. . . qu'il représente, et après avoir été reconnu et proclamé sur les Col. . ., il entre aussitôt en fonctions comme membre du G. . O. . .

. ART. 170.

L'obligation à prêter par les Députés et les Présidens d'Atel. . . est ainsi conçue :

Je jure solennellement d'obéir sans restriction aux Statuts et Réglemens généraux, et de rester inviolablement attaché au G. . O. . , seul législateur et régulateur de l'Ordre maç. . . en France.

Cette formule est lue à haute voix par le Président, et consacrée par le serment de chaque nouveau membre du G. . O. . , qui répond : *Je le jure.*

ART. 171.

Les Députés sont admis à tour de rôle, chacun pendant six mois, aux travaux des Chambres, avec voix délibérative.

CHAPITRE SECOND.

DU RÉGIME EXTÉRIEUR DES ATELIERS ET DE LEURS RELATIONS
AVEC LE G. . O. . , SOUS LES RAPPORTS ADMINISTRATIFS ET DES
FINANCES.

SECTION PREMIÈRE.

Des Demandes en cumulation de Rites.

ART. 172.

Aucun Atel. . supérieur ne peut obtenir une cumulation de rites, qu'elle n'ait été préalablement accordée à la L. . à laquelle il appartient.

ART. 173.

Tout Atel. . qui sollicite une cumulation de rites est tenu d'adresser au G. . O. . :

- 1° L'extrait de la délibération prise à ce sujet, après la convocation spéciale de tous les membres, et avec l'assentiment des deux tiers des votans ;
- 2° Le tableau des mêmes membres, signé par chacun d'eux ;
- 3° Les Dipl. . de sept membres possédant le rite demandé ;

4° Le titre constitutif du rite auquel il est déjà institué ;

5° Le coût de la cumulation et des cahiers du nouveau rite.

ART. 174.

Lorsque la demande en cumulation de rites est formée par l'un des Atel. de l'O. de Paris, la Chambre compétente à laquelle cette demande est communiquée délibère sur la nomination de trois Commissaires inspecteurs chargés de vérifier les travaux de cet Atel.

ART. 175.

Si c'est un Atel. d'un autre O. qui sollicite la cumulation de rites, il est tenu de se conformer à l'art. 173 ; mais, dans le cas où il ne pourrait pas produire les pièces indiquées au § 3, il les remplacera par un certificat de l'Atel. le plus voisin professant le même rite, constatant que sept des membres ont été reçus au rite dont il s'agit.

ART. 176.

Sur le rapport des Commissaires désignés art. 174, ou sur le visa des pièces demandées d'après les art. 173 et 175, la Chambre compétente accorde ou refuse la cumulation de rites.

Si elle refuse, la voie d'appel est réservée à l'Atel. en instance.

ART. 177.

Si la cumulation de rites est accordée à un Atel. de l'O. de Paris, il est procédé à son inauguration, dans ce rite, par les Off. du G. O. en tour d'installation, d'après les instructions et les formalités prescrites par les réglemens.

ART. 178.

Le G. . O. . . détermine le mode d'inauguration à un autre-rite pour les Atel. . des autres OO. . .

ART. 179.

Un Atel. . en instance de cumulation de rites peut recevoir des visiteurs ; mais il ne peut procéder à des Initiat. . ou Affiliat. . à ce rite avant d'être inauguré.

ART. 180.

La cumulation d'un ou de plusieurs rites ne donne pas lieu à une contribution annuelle plus forte que celle fixée pour chaque Atel. . dans le rite auquel il est déjà institué.

SECTION DEUXIÈME.

Des Demandes en agrégation de nouveaux Rites.

ART. 181.

Les Associations maç. . qui, professant un rite non adopté par le G. . O. . , désirent s'en faire reconnaître, lui adressent une délibération spéciale, ainsi que leurs titres originaux, statuts et cahiers des Gr. . .

ART. 182.

Toutes ces pièces sont renvoyées au G. . Collège des Rites, qui nomme, à la majorité absolue des votes et par bulletin secret, une commission de cinq membres chargés d'examiner ces statuts et cahiers, et de vérifier le titre constitutif des demandeurs. Cette commission fait son rapport par écrit, tant sur la nature du titre que sur l'ensemble du rite.

ART. 183.

Si ce rite ne contient rien de contraire à la morale

ni aux principes généraux de l'Ordre, le G. . . Collège des Rites prend une décision provisoire.

ART. 184.

La décision étant favorable, il en est donné avis à l'association en instance, qui adresse au G. . . O. . . le Tableau de ses membres, et contracte l'engagement de se conformer aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre.

ART. 185.

Le Min. . . d'état du G. . . Collège des Rites fait un rapport par écrit au G. . . O. . ., qui prononce définitivement, et désigne, en cas d'admission, la Chambre, qui devra à l'avenir accorder les constitutions pour le rite nouvellement admis.

ART. 186.

Aussitôt après l'admission du rite, les titres, statuts et cahiers sont déposés et enfermés sous clef dans les archives du G. . . O. . .; l'expédition de la décision où se trouve mentionné ce dépôt est envoyée à l'Association impétrante.

ART. 187.

A dater de la décision prise sur l'agrégation de ce rite, l'Atel. . . impétrant devient régulier; il nomme au G. . . O. . ., dans le délai de trois mois, un Député dont le pouvoir est visé suivant les formalités voulues par les Réglemens.

ART. 188.

Tous les Atel. . . constitués dans ce rite, après l'échange de leur titre primitif contre un nouveau titre

émané du G. . . O. . . de France , font partie de sa correspondance.

ART. 189.

Dans le cas d'une demande de constitution au rite nouvellement admis, l'Atel. . . en instance se conforme aux dispositions prescrites par les art. 24 à 39.

ART. 190.

Dans le cas où le G. . . O. . . n'admet point ce rite, les titres originaux , statuts et cahiers sont rendus à l'association en instance.

SECTION TROISIÈME.

Des Formalités prescrites pour la suspension ou la reprise des travaux.

ART. 191.

Tout Atel. . . qui suspend ses travaux est tenu d'en faire la déclaration au G. . . O. . . par un extrait de la délibération spéciale , mentionnant exactement les motifs de la cessation ou de la suspension des travaux.

Cet Atel. . . joint à cette déclaration son titre constitutif, les timbre et sceau, les cahiers des Gr. . . , et le tableau de ses membres , signé par chacun d'eux.

ART. 192.

Si, par une circonstance imprévue, l'Atel. . . se trouve dans l'impossibilité de délibérer régulièrement, ou de remplir tout ou partie des formalités prescrites art. 191, le Vén. . . , ou, à son défaut, le 1^{er} ou le 2^e Surv. . . , ou tout autre Off. . . ou membre dans l'ordre des dignités ou d'ancienneté dans la L. . . , est person-

nellement responsable envers le G. . . O. . . de l'exécution dudit article.

ART. 193.

Le Vén. . . , ou tout autre Off. . . , ou membre , dans le cas prévu par l'art. 192, fait un rapport circonstancié, qu'il adresse au G. . . O. . . , en y joignant toujours le titre constitutif, les timbre et sceau et les cahiers des Gr. . . . Son rapport doit être revêtu de la signature de tous les FF. . . qu'il a pu réunir.

ART. 194.

Tout Off. . . ou membre de la L. . . , dans le cas prévu par l'art. 192, doit remettre au Vén. . . , ou à l'Off. . . qui suit immédiatement, les timbre, sceau et titres dont il peut être dépositaire, soit à cause de ses fonctions, soit de toute autre manière, et ce, sous peine d'encourir la suspension de ses droits maç. . . : à cet égard, l'exécution de cette disposition est confiée à la loyauté et à la bonne foi des Maç. . . , qui doivent rendre compte au G. . . O. . . des infractions dont ils auraient connaissance.

ART. 195.

La Chambre de Correspondance et des Finances annote l'envoi de chacune des pièces ci-dessus mentionnées, et fait consigner cet envoi sur le Livre d'Or. Le Secrétaire du G. . . O. . . donne à l'Atel. . . , ou à son Délégué, un récépissé des pièces.

ART. 196.

Tout Maç. . . , de quelque Gr. . . qu'il soit, qui garderait en sa possession pendant plus de trois mois, soit à titre de dépôt, soit à titre de don, gage, ou avec auto-

risation de la L. ., de quelque manière enfin que ce puisse être, les titres, timbre ou sceau d'un Atel. . maç. ., sans en prévenir le G. . O. ., et lui en offrir la remise gratuite, est, pour ce seul fait, déclaré Maç. . infidèle; il peut être mandé par la chambre compétente du G. . O. ., et jugé selon la rigueur des pré-sens Statuts généraux; en cas d'éloignement, ce Maç. . peut se faire représenter par un mandataire.

ART. 197.

Tout Atel. . qui suspend ses travaux pendant plus de trois années sans avoir rempli les obligations imposées par les articles ci-dessus est rayé du tableau de la correspondance du G. . O. ., et son titre est abrogé. S'il les remplit, il est dispensé de la contribution annuelle pendant tout le temps de cette suspension.

ART. 198.

La reprise des travaux n'est accordée que sûr une demande signée au moins par sept des FF. . portés sur le dernier tableau déposé au G. . O. ., antérieurement à la suspension.

ART. 199.

Toute demande en reprise de travaux adressée au G. . O. ., est renvoyée à la Chambre qui doit en connaître, et qui ne peut prendre à cet égard de décision que sur l'avis d'un rapporteur nommé par elle.

ART. 200.

La décision qui accorde la reprise des travaux est transcrite sur le titre constitutif de l'Atel. . qui l'a obtenue, et mentionnée sur le Livre d'Or. Le Secrétaire

du G. . O. . lui renvoie, avec ce titre constitutif, ses timbre et sceau.

ART. 201.

Si la reprise des travaux est refusée, la Chambre qui a pris cette décision en donne avis à l'Atel. . en instance, et lui en fait connaître les motifs. Cet Atel. . a la voie d'appel.

ART. 202.

La cessation ou la suspension des travaux d'une L. . entraîne de droit celle des travaux de l'Atel. . supérieur établi dans son sein ; mais cet Atel. . supérieur peut cesser ou suspendre ses travaux sans arrêter ceux de la L. . .

SECTION QUATRIÈME.

Des Causes d'Irrégularité maç. . en ce qui concerne les Maç. . et les Ateliers.

ART. 203.

Sont Maç. . irréguliers :

1° Tout Prof. . reçu Maç. . dans une L. . non reconnue par le G. . O. . , ou par un Maç. . qui n'a point qualité pour conférer ce titre ;

2° Tout Maç. . promu de la même manière à des Gr. . supérieurs ;

3° Ceux qui, ayant fait partie d'un Atel. . en sommeil depuis plus d'un an, ou dont le temple est démoli par le G. . O. . , sont demeurés pendant le même temps sans affiliat. . à une L. . en activité ;

4° Ceux qui, appartenant à la correspondance du G. . O. . , s'affilient à un Atel. . qui n'en fait pas partie ;

5° Ceux qui, sans mission, ont accordé l'Init. à des Prof., ou qui ont conféré les Gr. supérieurs;

6° Ceux qui, sans motif légitime, n'ont pas rempli leurs obligations pécuniaires envers les Atel. dont ils faisaient partie;

7° Ceux qui, par une décision spéciale, sont exclus des Atel. de la correspondance du G. O.;

8° Ceux qui, par la voie d'impression, ou de toute autre manière, rendent publics les cahiers des Gr. et les Myst. de la Fr.-Maç.;

9° Enfin, ceux qui publient les travaux des Atel. de la correspondance, ou ceux du G. O., sans l'autorisation spéciale des assemblées maç. desquelles ces travaux émanent.

ART. 204.

Sont Atel. irréguliers :

1° Ceux qui ont été constitués par une Association maç. non reconnue par le G. O., à moins que, dans le délai de vingt-sept jours pour les LL. de France, et de trois années pour les LL. d'outre-mer., à dater de la promulgation du présent Règlement, ils n'aient obtenu le visa de leurs titres constitutifs, et ne se soient soumis auxdits réglemens;

2° Ceux qui pendant deux années consécutives en France, et pendant trois ans dans les OO. d'outre-mer, ont cessé leur correspondance, et n'ont point acquitté leurs contributions;

3° Ceux qui étant réguliers, reconnus par le G. O., ou tenant de lui leurs titres constitutifs, s'affilient à un Atel. irrégulier;

4° Ceux qui, sciemment, conservent dans leur sein des Maç. . irréguliers ;

5° Ceux qui, sans l'autorisation du G. . O. ., se livrent à des travaux d'un ordre supérieur à celui dans lequel ils ont été constitués, ou qui ajoutent à leurs propres travaux ceux d'un rite non reconnu par le G. . O. . ;

6° Ceux qui tiennent leurs séances ou célèbrent les fêtes maç. . dans des locaux non reconnus par le G. . O. . ;

7° Enfin, ceux qui sont déclarés, par le G. . O. ., réfractaires aux présens Statuts et Réglemens.

ART. 205.

Le G. . O. . ne reconnaît pour locaux maç. . que ceux qu'il a déclarés tels par un arrêté spécial.

ART. 206.

Tout Président et tout Off. . Dignit. . qui provoque ou dirige des travaux de fête d'ordre dans un local non reconnu maç. . peut être suspendu de ses fonctions.

Si cette faute est celle des membres de l'Atel. ., cet Atel. . peut être lui-même suspendu de ses travaux.

Dans l'un et dans l'autre cas, cette suspension sera de un à six mois.

ART. 207.

L'irrégularité cesse pour tout Maç. . qui, n'étant pas exclu à perpétuité des LL. ., reconnaît ses erreurs et les rétracte par écrit d'une manière authentique.

Elle cesse également pour tout Atel. . qui reconnaît la suprématie du G. . O. ., et se conforme aux obligations que ses Statuts imposent à cet égard.

SECTION CINQUIÈME.

Des Moyens de Régularisation pour les Maç.:. et les Ateliers.

ART. 208.

Tout Prof.:. irrégulièrement promu aux hauts Gr.:. par des Maç.:. isolés peut être admis à la régularisation :

1° S'il appuie sa demande d'un certificat favorable, signé par trois membres actifs de l'Atel.:. auquel il s'adresse ;

2° S'il justifie, par des pièces authentiques, du lieu, de l'époque et des circonstances de sa réception, et s'il satisfait au Tuil.:. auquel il doit être soumis ;

3° S'il joint à sa demande la promesse écrite et signée par lui de se conformer aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre.

ART. 209.

Les Maç.:. désignés dans l'article précédent, qui ne justifient pas de leurs qualités maç.:. par aucune pièce authentique, ou ne satisfont en aucune manière au Tuil.:., ne sont point admis à la régularisation. Il est procédé conditionnellement, à leur égard, comme à celui d'un Prof.:. ou d'un Maç.:. non promu aux hauts Gr.:.

ART. 210.

Tout Maç.:. reçu dans un Atel.:. originairement irrégulier peut se faire régulariser en produisant à l'appui de sa demande :

1° La promesse mentionnée § 3 de l'art. 208, ci-dessus, et sa renonciation écrite à toute association maç.:. non reconnue par le G.:. O.:. ;

2° Ses diplômes ou brefs, ou, à leur défaut, la déclaration écrite et signée qu'il ne lui en a pas été délivré;

3° Le certificat favorable de trois membres d'un Atel.: régulier, ainsi qu'il est prescrit par le § 1^{er} de l'art. 208.

S'il est porteur d'un diplôme ou d'un bref, il est tenu d'inscrire, à la suite de leur contenu, l'engagement de se conformer aux Statuts et Réglemens de l'Ordre.

Ce diplôme ou ce bref est échangé contre un titre régulier, que l'Atel.: auquel il s'est adressé lui délivre, avec mention de la date du titre annulé.

ART. 211.

Un Maç.: originairement régulier, qui a cessé de l'être, soit parce qu'il appartient à un Atel.: irrégulier, soit en restant attaché à un Atel.: dans le même cas, soit en s'affiliant à un Atel.: irrégulier, jouit de la même faveur, et aux mêmes conditions que celles énoncées dans l'article précédent, avec cette différence, néanmoins, qu'il ne peut obtenir un nouveau titre qu'après une année d'activité.

ART. 212.

Les Maç.: désignés aux paragraphes 3 et 4 de l'art. 203 ne peuvent être admis de nouveau à la correspondance du G.: O.: :

1° S'ils ne justifient par pièces authentiques de leur existence et de leurs droits maç.: ;

2° S'ils ne produisent à l'appui de leur demande le certificat favorable de trois membres de l'Atel.: dans lequel ils désirent être admis ;

3° Si, indépendamment du coût de la régularisation, ils ne se soumettent à payer la rétribution que cet Atel. . est en droit d'exiger d'eux.

ART. 213.

Les mêmes conditions de régularisation sont exigées de tout Maç. . débiteur volontaire d'un Atel. . dont il a cessé d'être membre actif; mais la rétribution déterminée par le précédent article doit être triple de celle dont il est redevable, à moins que cet Atel. . ne juge à propos de la modifier.

ART. 214.

Les Maç. . qui, sans mission, se sont permis de donner l'Initiat. . à des Prof. ., ou de conférer les hauts Gr. ., ne peuvent être réhabilités dans leur qualité que par le G. . O. ., auquel ils adressent leur supplique à cet effet; ils sont, en outre, obligés de justifier devant le G. . Jury, par pièces authentiques, qu'ils n'ont pas reçu de mét. ., ou que ces Initiat. . n'ont point servi à leur profit. Ils doivent verser dans la caisse de l'Hospit. . une amende à laquelle ils sont condamnés. Enfin, ils sont tenus d'obtenir leur affiliation dans une L. . régulière.

ART. 215.

Ceux qui, par la voie de l'impression, ou de la lithographie, ou par tout autre moyen, ont rendu publics les cahiers des Gr. . et les Myst. . de la Fr. .-Maç. ., sont exclus à perpétuité des Atel. . de la correspondance du G. . O. ., et ne peuvent, en aucun cas, être réhabilités comme Maç. .

Sont passibles d'une suspension temporaire, d'un à

trois ans, ceux qui, par les mêmes moyens, ont rendu compte des actes administratifs du G. . O. . , ou des Atel. . de sa correspondance, sans leur autorisation spéciale.

ART. 216.

Les Atel. . , dans le cas spécifié au paragraphe 1^{er} de l'art. 204, peuvent être admis à la correspondance du G. . O. . , s'ils joignent à leur demande :

1° Leurs titres constitutifs;

2° Le tableau de leurs membres, signé *manu propria*, contenant la promesse solennelle de renoncer à toute communication avec les Atel. . irréguliers, de se conformer aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, et de rester inviolablement attachés au G. . O. . .

Ils doivent, en outre, acquitter d'avance leur contribution annuelle, et nommer leur Député.

Ces formalités remplies, leurs titres leur sont remis, après avoir été visés par la Chambre compétente.

ART. 217.

Les Atel. . déclarés irréguliers pour cessation de correspondance avec le G. . O. . , ou de paiement de leurs contributions pendant le temps fixé § 2 de l'art. 204, jouissent de la même faveur en sollicitant la reprise de leurs travaux, conformément à l'art. 198, et en acquittant une rétribution qui, suivant le cas, est d'une valeur égale au moins, à trois années de la contribution.

ART. 218.

Ceux des Atel. . qui, réguliers à leur origine, ont cessé de l'être par leur affiliation à des Atel. . étran-

gers à la correspondance du G. . . O. . . , peuvent être admis à la régularisation :

1° En se conformant aux dispositions de l'art. 198;

2° En faisant parvenir au G. . . O. . . le titre qu'ils ont reçu d'un Atel. . . irrégulier ;

3° En renouvelant, par un acte authentique , signé par chacun de leurs membres , le serment de fidélité au G. . . O. . . et la promesse de cesser toute relation avec les Atel. . . irréguliers ;

4° En se soumettant à payer une rétribution que la Chambre compétente peut porter à la valeur de cinq années de la contribution.

La mention de leur affiliation aux Atel. . . irréguliers doit être bâtonnée sur leur titre constitutif.

ART. 219.

L'irrégularité cesse avec les causes qui l'ont produite, pour les Atel. . . , dans les cas prévus par les § 4, 5 et 6 de l'art. 204, si, d'après l'injonction qu'ils reçoivent de la Chambre compétente du G. . . O. . . , ils certifient, dans le délai de trois mois, que ces causes n'existent plus, et s'ils prennent l'engagement formel d'exécuter à l'avenir les Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre.

ART. 220.

Les Atel. . . déclarés réfractaires par le G. . . O. . . peuvent être admis de nouveau à sa correspondance :

1° En se conformant aux décisions dont l'inexécution a motivé leur exclusion ;

2° En produisant à l'appui de leur demande le tableau énoncé § 2 de l'art 216 et en nommant un Député ;

3° En se soumettant à payer la totalité des contributions annuelles échues depuis le dernier versement , si elle est exigée.

ART. 221.

Les sommes qui proviennent des contributions désignées art. 217, 218, § 4, et 220, § 3, sont versées dans la caisse générale de l'Ordre.

ART. 222.

Quel que soit le cas où se trouve un Atel. . qui sollicite sa réintégration, sa demande doit être le résultat d'une délibération prise à la majorité des suffrages, d'après une convocation spéciale. Elle doit être timbrée, scellée et signée par les cinq premières Lum. . .

ART. 223.

La demande en régularisation est renvoyée à la Chambre compétente du G. . O. . , qui nomme une commission pour en faire le rapport.

ART. 224.

Si la demande est rejetée par la Chambre, l'Atel. . a le droit d'en appeler au G. . O. . . Dans ce cas , la Chambre de Conseil et d'appel instruit de nouveau l'affaire, donne son avis, et nomme un rapporteur auprès du Comité central, qui statue, sauf la ratification définitive du G. . O. . .

ART. 225.

Si la décision de la Chambre, ou celle du G. . O. . est favorable à l'Atel. . , il en est instruit officiellement par un extrait de la délibération qui l'admet à prendre rang sur le tableau des Atel. . de la correspondance ; savoir, dans les cas spécifiés art. 216, 217, et 219, à

la date de son titre constitutif, et dans les cas prévus art. 218 et 220, à la date du jour où la demande en régularisation a été formée.

ART. 226.

Si la demande est rejetée, elle est déposée aux archives ; mais les pièces et les mét. . sont remis à l'Atel. . .

SECTION SIXIÈME.

Des Tableaux annuels à fournir par les Ateliers.

ART. 227.

Chaque Atel. . adresse annuellement au G. . O. . , dans les trois derniers mois maç. . , pour tout délai, le tableau de ses membres actifs, conformément à l'art. 28 des présents Réglemens. A la suite de ce tableau doivent être inscrits les noms des membres exclus de l'Atel. . , pour cause de non paiement de leurs contributions, ou par une décision régulière.

ART. 228.

Sont reconnus Maç. . , et jouissent des droits attachés à ce titre, ceux dont les noms se trouvent inscrits dans la Col. . des membres actifs, et ceux mêmes dont l'initiation ou l'affiliation est certifiée par l'Atel. . avoir moins de onze mois de date.

ART. 229.

Les Atel. . qui n'ont point adressé le tableau dans le courant de l'année, à dater de l'époque de la nomination de leurs Off. . , reçoivent un avertissement de la Chambre de Correspondance et des Finances du G. . O. . , et si, dans le délai de trois mois, ils ne répon-

dent pas, ils sont provisoirement portés sur le tableau général de l'Ordre, au rang des Atel. en non activité.

ART. 230.

Cette Chambre leur adresse deux autres avertissements, chacun à trente jours d'intervalle.

ART. 231.

L'Atel. qui ne répond pas au troisième avertissement est rayé du tableau de la correspondance ; néanmoins il a le droit d'appel pendant neuf mois, à dater de ce dernier avertissement. Le délai est triple pour les Atel. d'outre-mer.

ART. 232.

Le Président, le Secrétaire et l'Orat. de chaque Atel. sont responsables de la fidélité du tableau, relativement aux FF. qui le composent.

SECTION SEPTIÈME.

Des Demandes en Diplômes, Brefs ou Patentes.

ART. 233.

Le G. O., dans celle de ses Chambres qui doit en connaître, accorde aux Maç. réguliers, et seulement sur la demande de leurs Atel. respectifs, des certificats de leur Gr. maç., sur parchemin, timbrés scellés et signés par les cinq premières Lum. de cette Chambre, et par les Off. de toutes les Chambres. Ces certificats prennent le titre de *Diplômes* pour les trois premiers Gr., de *Brefs* pour les hauts Gr., jusqu'au R. C. inclusivement, et de *Patentes* pour les degr. supérieurs.

ART. 234.

Toute demande à cet égard doit contenir les nom, prénoms, qualités civiles et maç. ., les lieu, jour, mois et année de la naissance, ainsi que la demeure de chaque F. . qui en est l'objet. Elle doit être signée par les cinq premières Lum. ., timbrée, scellée et conforme au modèle n° VI, ci-annexé.

ART. 235.

La demande en certificat pour un des Off. . dont la signature est exigée par l'art. précédent ne peut être signée par lui.

ART. 236.

Le rapport sur une demande en Diplôme, Bref ou Patentes, ne peut être fait que dans la tenue suivante, à moins qu'il y ait urgence motivée.

ART. 237.

Chaque demande de certificat, faite par un Atel. . pour plusieurs de ses membres désignés sur une même Pl. ., peut être accordée par une seule décision, à moins que la Chambre ne se croie obligée de délibérer sur un ou plusieurs d'entre eux séparément.

ART. 238.

Lorsque l'une des Chambres du G. . O. . refuse un certificat, elle en informe l'Atel. . qui l'a demandé, ainsi que de ses motifs; cet Atel. . peut en appeler au G. . O. . en sa Chambre de conseil et d'appel.

ART. 239.

Il n'est accordé de certificat de Gr. . qu'aux Maç. . désignés art. 228. Cette délivrance est ajournée pour tout Atel. . qui n'a point acquitté sa contribution.

ART. 240.

Le G. . O. ., ainsi que ses Chambres, ne visent les titres maç. . d'aucun Atel. . existant en France ; sont exceptés les Diplômes, Brefs et Patentes accordés par les Atel. . des colonies, lorsqu'il y a de leur part une demande officielle.

ART. 241.

Le G. . O. . peut également viser les titres maç. . délivrés par les GG. . OO. . étrangers avec lesquels il est en correspondance.

SECTION HUITIÈME.

Des Mots de Semestres et Annuels.

ART. 242.

A chaque fête solsticiale de l'année maç. ., le G. . O. . donne deux mots de semestre, qui sont adressés à toutes les LL. . Symb. .

Vers la fin du 2^e mois (*avril*) il donne un mot *Ann. .*, qui n'est adressé qu'aux Chap. ., et le 2^e vendredi du 10^e mois (*novembre*) un autre mot *Ann. .* pour les Atel. . supérieurs.

ART. 243.

Les LL. ., Chap. ., Cons. ., Trib. . et Consist. . qui ont acquitté leurs contributions et produit leurs tableaux, reçoivent seuls les mots de *Sem. .* ou *Ann. .*

ART. 244.

Les mots de *Sem. .* ou *Ann. .* sont envoyés dans un billet cacheté ; ce billet ne peut être ouvert dans chaque Atel. . que pendant la tenue des travaux par le Prési-

dent titulaire, et, en son absence, par l'Off. : qui préside.

ART. 245.

Le Président, après avoir fait former la chaîne d'Union, communique à voix basse aux deux FF. : placés à ses côtés le mot qui circule de la même manière sur les Col. : ; le Maître des cérémonies le lui rapporte. Si le mot revient altéré, il circule de nouveau, et lorsqu'il est rendu juste et parfait, le Président prête et reçoit le serment de tous les FF. : de ne le communiquer à qui que ce soit ; puis il livre le billet aux flammes.

Les visiteurs ne reçoivent point les mots de *Sem.* : ni le mot *Ann.* :

ART. 246.

Les FF. : absents pendant la circulation des mots de *Sem.* : ou du mot *Ann.* : le reçoivent du Président. Le mot est demandé à l'entrée du Temple à tous les Maç. : qui s'y présentent.

ART. 247.

L'entrée du Temple est refusée à tout visiteur, lors même qu'il présente un Diplôme, Bref ou Patente du G. : O. : ou d'un Atel. : régulier, si, après avoir été tuilé, il ne donne pas le dernier mot de *Sem.* : ou *Ann.* : ou au moins le précédent.

ART. 248.

Ces mots ne sont jamais communiqués aux FF. : servants.

SECTION NEUVIÈME.

*Du Régime particulier des Ateliers et du Droit d'appel
ou d'observation.*

ART. 249.

Chaque Atel. . peut se créer un régime particulier pour ses finances, ses tenues, sa discipline intérieure et ses relations extérieures ; mais ses réglemens ne doivent rien contenir qui soit en opposition avec les présents Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre ; ils ne deviennent obligatoires pour ses membres qu'autant qu'ils ont reçu la sanction du G. . O. . .

ART. 250.

Aussitôt qu'un Atel. . s'est donné des réglemens particuliers, il en adresse au G. . O. . deux exemplaires manuscrits, cotés, paraphés et certifiés conformes par les signatures des cinq premières Lum. . . Ces exemplaires sont renvoyés à la Chambre compétente, qui nomme une commission de trois membres pour faire un rapport.

ART. 251.

Si ces réglemens contiennent quelques dispositions évidemment contraires aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, et si par ce seul motif ils sont susceptibles de modifications, l'Atel. . est officiellement informé de la décision qui est prise à cet égard par la Chambre, avec invitation d'adopter les changemens proposés ; s'ils'y refuse, il ne lui reste que la voie d'appel.

ART. 252.

Lorsque ces réglemens particuliers sont approuvés,

ou lorsque les changemens indiqués ont été faits par l'Atel. : sur les deux exemplaires, et qu'ils ont été cotés, paraphés et signés, ainsi qu'il vient d'être dit, l'un des exemplaires est déposé dans les archives du G. : O. : , l'autre est renvoyé à l'Atel. : , après avoir été coté, paraphé et signé par les cinq premiers Off. : Dignit. : de la Chambre qui en a fait l'examen.

ART. 253.

Pour les changemens qu'un Atel. : peut faire à ses réglemens, il est procédé à leur sanction de la manière prescrite par les trois articles précédens.

ART. 254.

Les Atel. : ont le droit d'appel au G. : O. : contre les arrêtés de ses Chambres ; ils peuvent également lui adresser des observations dans l'intérêt général de l'Ordre ; mais ce droit ne s'exerce qu'après une délibération prise à la majorité absolue des voix , sur une convocation spéciale. Cette délibération est consignée dans une Pl. : signée par les cinq premières Lum. : , timbrée et scellée.

ART. 255.

Les Atel. : sont admis à soutenir leur appel, savoir : ceux de l'O. : de Paris, par une députation de trois Maç. : , et ceux d'un autre O. : par leurs Députés auxquels ils peuvent adjoindre deux autres FF. : porteurs à cet effet de pouvoirs spéciaux.

ART. 256.

Le secrétariat est tenu d'informer officiellement l'Atel. : , ou le Député, quinze jours au moins à l'avance, du jour où il doit être statué sur l'appel, et de le pré-

venir que les délégués auront seuls le droit de prendre la parole dans les débats.

Les trois Délégués et les Visiteurs couvriront le Temple lors de la délibération, et seront rappelés pour entendre le prononcé de la décision.

ART. 257.

Les observations d'un Atel. . , ou celles d'un F. . , sur les présens Statuts et Réglemens généraux, sont d'abord consignées sommairement sur le registre d'annotation, avec un numéro d'ordre, par la Chambre de Correspondance et des Finances, qui en ordonne le dépôt aux Archives pour être prises en considération aux époques fixées par les mêmes Statuts et Réglemens généraux; elles sont pareillement inscrites, avec un second numéro d'ordre, sur un autre registre.

ART. 258.

La voix d'appel est ouverte à tous les Maç. . individuellement; mais ils ne peuvent user de ce droit que contre les actes des Atel. . dont ils sont Membres, et seulement si ces actes leur sont personnels.

ART. 259.

Tout Maç. . , dans son propre intérêt, peut adresser une demande au G. . O. . , qui statue ce qu'il appartient. Il est également admis à lui faire hommage de ses méditations sur le perfectionnement de l'Ordre, et il en est usé à cet égard ainsi qu'il est prescrit art. 257.

ART. 260.

Chaque Atel. . est autorisé à délivrer sur parchemin, à chacun de ses Membres, un certificat qui con-

state ses gr. . et qualités maç. . ; l'énonciation de ces titres doit être faite au nom de l'Atel. . . Ce certificat est timbré , scellé et signé par tous les membres. Il ne peut contenir aucune expression symb. . ou des hiéroglyphes qui puissent porter atteinte à la dignité et à la suprématie du G. . O. . .

ART. 261.

Ces certificats , dont la dénomination varie selon la catégorie des gr. . , ainsi qu'il est dit art. 233 , suffisent , avec les mots de Sem. . ou Ann. . , aux Maç. . pour être admis comme Visiteurs dans les Temples , ou pour obtenir leur affiliat. . dans un Atel. . régulier.

ART. 262.

Un Atel. . ne doit accorder qu'avec une extrême réserve le duplicata d'un certificat à un F. . qui déclare l'avoir perdu. Cette perte doit être certifiée par sa signature sur le verso de ce duplicata. Il doit , en outre , prêter le serment de rapporter à l'Atel. . ce duplicata , s'il parvient à recouvrer l'original.

ART. 263.

Chaque Atel. . a le droit de discipline intérieure sur tous ses Membres. Ses décisions à ce sujet sont exécutées , sauf l'appel au G. . O. . .

ART. 264.

Tout appel doit être interjeté dans le délai de six semaines pour les Atel. . de l'O. . de Paris ; de trois mois pour ceux des départemens , et d'un an pour ceux d'outre-mer , à dater de la notification de la décision du G. . O. . .

SECTION DIXIÈME.

Des Affiliations collectives ou individuelles ; des Initiations privées, et de la Faculté d'imprimer.

ART. 265.

Les Atel. . d'une même catégorie de Gr. . , quoique de Rites divers , peuvent s'affilier réciproquement. Il ne doit exister qu'une Correspondance fraternelle entre ceux qui sont d'une catégorie différente.

ART. 266.

L'objet de l'affiliation entre les Atel. . est une communication plus intime de pensées et d'intérêts, et spécialement pour les Maç. . qui les composent, la faculté mutuelle d'être admis comme Affiliés libres dans leurs Temples respectifs sans les formalités ordinaires observées à l'égard des Visiteurs.

ART. 267.

L'affiliation collective n'impose aucune obligation pécuniaire, et ne confère point le droit de vote en matière d'administration ou de finances.

ART. 268.

L'effet ordinaire de la Correspondance entre les Atel. . d'une catégorie de Gr. . différens , telle que d'une L. . à un Chap. . , etc. , est l'engagement de la part de cette L. . d'adresser ceux de ses Membres qu'elle y autorise à prendre les hauts Gr. . dans ce Chap. . , qui, de son côté, s'engage à leur conférer ces Gr. . sans exiger le prix d'affiliation.

ART. 269.

Un Atel. . ne peut solliciter ou accorder l'affiliation à plus de quatre Atel. . .

ART. 270.

Les Atel. . affiliés n'en sont pas moins tenus , chacun en ce qui le concerne et séparément , de remplir envers le G. . O. . leurs obligations respectives.

ART. 271.

Les Atel. . peuvent accorder la correspondance ou l'affiliation individuelle à tel nombre de Maç. . qu'ils jugent convenable. Cette affiliation est libre ou active.

ART. 272.

Les noms des Correspondans ou des affiliés libres d'un Atel. . ne doivent point être inscrits sur les tableaux annuels , et l'exercice de leurs droits maç. . ne peut avoir lieu que dans l'Atel. . dont ils sont Membres actifs.

ART. 273.

L'affiliation active ne peut être accordée à un Maç. . s'il est déjà Membre actif de deux autres Atel. . , ou si , ne l'étant que d'un seul , il ne justifie par un acte authentique qu'il est quitte envers la caisse de l'Atel. . auquel il appartient. Cet acte doit être déposé aux Archives de l'Atel. . qui l'affilie.

ART. 274.

Pendant le cours d'une campagne sur terre ou sur mer , et les voyages de long cours , trois Maç. . réunis et possédant au moins les trois premiers Gr. . Symb. . , peuvent initier provisoirement un Prof. . , sous l'obligation expresse de sa part de demander son agrégation

à un Atel. : de la Correspondance du G. : O. : aussitôt que les circonstances le lui permettront. Son initiation devient nulle s'il ne remplit pas cet engagement.

+ ART. 275.

Les initiations tolérées par l'art. précédent doivent être faites sans rétribution. Elles sont consignées en termes maç. : dans une Pl. : où les causes et les circonstances sont énoncées. Cette Pl. : , signée par les FF. : qui ont accordé ces initiations , sert de titre au Maç. : ainsi reçu, pour obtenir, dans une L. : de la Correspondance du G. : O. : , son agrégation , sans laquelle il est considéré comme Prof. : .

+ ART. 276.

La Fr. : -Maç. : étant spécialement vouée à l'exercice de la bienfaisance , les LL. : doivent rigoureusement s'abstenir d'initier des Prof. : qui ne pourraient supporter les charges de l'Ordre , et tous les Atel. : doivent également s'abstenir de créer un régime d'administration intérieure tel que leurs fonds disponibles soient exclusivement employés au profit de leurs Membres.

+ ART. 277.

Nul Maç. : , nul Atel. : , sous peine d'irrégularité , ne peut rendre publics , par la voie de l'impression ou par tout autre moyen , les sujets dogmatiques , administratifs ou contentieux relatifs à la maç. : , conformément aux §§ 8 et 9 de l'art. 203.

+ ART. 278.

Dans les cas prévus par le précédent article il est procédé , pour adopter un projet d'impression et l'au-

toriser, ainsi qu'il est prescrit art. 250, 251, 252, relatifs aux Réglemens particuliers de chaque Atel. . .

Les sujets de morale universelle ne sont pas soumis à ces formalités.

SECTION ONZIÈME.

De la Fusion des Ateliers.

ART. 279.

On entend par fusion la réunion de plusieurs LL. . en une seule.

ART. 280.

La L. . qui désire se réunir à une autre L. . prend une décision à la majorité des deux tiers de ses Membres actifs cotisans, et dans laquelle elle expose les motifs de la fusion demandée.

Cette décision timbrée et scellée est signée par chacun des FF. . présens.

ART. 281.

Le Vén. . de la L. . à laquelle la demande en fusion devra être présentée convoquera par Pl. . spéciale tous les Membres actifs cotisans de son Atel. . ; il leur soumettra la demande en fusion, qui ne peut être accueillie que par décision prise à la majorité des deux tiers des Membres de l'Atel. . .

ART. 282.

Après ces formalités remplies, la L. . qui accueille la demande en fusion adresse au G. . O. . :

1° Une ampliation de la décision de la L. . ou des LL. . qui demandent la fusion ;

2° Une expédition de la décision de la L. . qui

admet cette demande. Ces deux expéditions devront être signées par les cinq premières Lum.: de chaque L.: , timbrées et scellées de leurs Timbres et Sceaux respectifs ;

3° Les Constitutions, Timbre et Sceau de la L.: qui demande la fusion ;

4° Le titre que se propose la réunion des LL.: en une. Ce titre pourra être différent que ceux des LL.: respectives, ou leurs titres pourront être confondus en un seul.

ART. 283.

Dès que la Chambre Symb.: aura reconnu et autorisé la fusion, il en sera donné avis au Vén.: de chaque L.: , et celle qui aura accueilli la demande adressera au G.: O.: ses Constitutions, Timbre et Sceau ; s'il y a changement de titres, le G.: O.: lui délivrera de nouvelles Constitutions moyennant le coût du parchemin ; dans le cas contraire, il apposera son visa sur le titre primitif de la L.: qui aura accueilli la demande.

ART. 284.

Les Constitutions non visées de la L.: ou des LL.: réunies seront bâtonnées et déposées aux Archives du G.: O.: , leurs Timbres et Sceaux seront brisés.

ART. 285.

Les formalités ci-dessus seront remplies pour les Chap.: des LL.: réunies par une fusion.

ART. 286.

Dès que le Supr.: Cons.: des Rites a reconnu et autorisé la fusion, le Secrétariat en donne avis à chaque

Président de Chap.·, et celui qui accueille la fusion adresse au G.·. O.·. ses Timb.·. et Sc.·. et ses Lettres capitulaires. S'il y a changement de titre, le G.·. O.·. délivre de nouvelles Lettres capitulaires, conformément à ce qui est dit art. 283.

ART. 287.

Dans le cas où la L.·. qui demande la fusion posséderait un Conseil de K.·., s'il y a changement de titre, ce Conseil est tenu d'adresser au G.·. O.·. : une demande pour opérer ce changement ; sa Patente constitutive ; ses Timb.·. et Sc.·. ; et le Supr.·. Cons.·. des Rites lui délivre une nouvelle Patente au titre des LL.·. réunies, moyennant le coût du parchemin. L'ancienne patente du Conseil est bâtonnée et déposée aux Archives du G.·. O.·. ; ses Timb.·. et Sc.·. sont également brisés.

Enfin, si la L.·. qui a accueilli la demande en fusion possède un Consist.·. de Pr.·. de Roy.·.-Sec.·., ce Consist.·. remplit les mêmes formalités prescrites à l'art. 283.

SECTION DOUZIÈME.

Des Scissions.

ART. 288.

Le G.·. O.·. ne reconnaît pas de scissions dans les Atel.·.

SECTION TREIZIÈME.

Des diverses Rétributions dans les Ateliers et des Contributions annuelles à verser au G. . O. .

ART. 289.

Les Atel. . assurent les dépenses de leur administration :

1° Par des rétributions annuelles de chacun de leurs Membres actifs ;

2° Par le prix de l'initiation aux Gr. . qu'ils sont autorisés à conférer, et dont le *minimum* est fixé ainsi qu'il suit :

Gr. . Symb. .	(Pour celui d'App. . . . 50 f.)	} 100 f.
	(Pour celui de Comp. . . 20	
	(Pour celui de M. . . . 30	

Pour les Gr. . Capitulaires jusqu'à celui de R. . C. . inclusivement. 40

Pour les Gr. . Philosophiques jusqu'à celui de Chev. . K. . compris. 60

Pour ceux de G. . Insp. . Inq. . et de Pr. . de Roy. .-Sec. 80

Pour celui de G. . I. . G. . 33° et dernier deg. 120

3° Par le coût des titres de ces Gr. . ;

4° Par celui des affiliations actives et des régularisations. Les LL. . pourront cependant recevoir, à moitié prix du *minimum* des trois Gr. . Symb. . , les *Lou tons* dont la conduite maç. . des pères leur paraîtra justifier cette faveur. Les LL. . pourront également recevoir

les militaires à moitié prix du *minimum* des Gr.:
Symb.:..

ART. 290.

Tout Atel.: a le droit de régler ses finances et d'en diriger l'emploi; néanmoins la fixation des rétributions doit être telle, qu'elle puisse coopérer au but de philanthropie que la maç.: se propose, et contribuer aux frais de l'administration générale de l'Ordre dans les proportions suivantes.

ART. 291.

Tous les Atel.: , quel que soit le nombre de leurs Membres actifs, versent annuellement et par avance, à la caisse de l'Ordre, dans le premier mois de l'année maç.: , une contribution fixe pour chacun d'eux, savoir :

1° Pour une L.:	33 fr.
2° Pour un Chap.:.	21
3° Pour un Cons.: de K.:	33
4° Pour un Trib.: de G.: Inq.: Insp.: .	33
5° Pour un Consist.: de Pr.: de R.:.-	
Sec.:	33

ART. 292.

La Chambre de Correspondance et des Finances du G.: O.: remplit envers les Atel.: qui sont en retard de leurs contributions annuelles, les formalités prescrites par les art. 229, 230 et 231, pour ceux qui n'ont pas fait parvenir leurs tableaux.

ART. 293.

Cette Chambre prononce, sauf le cas d'appel énoncé art. 231, la radiation définitive d'un Atel.: qui, pen-

dant un an en France, et pendant deux ans dans un O. . d'outre-mer, à dater du premier avertissement énoncé art. 229, n'a point acquitté ses contributions.

ART. 294.

Toute décision est ajournée sur une demande en Dip. ., Brefs ou Patentes, pour tout Atel. . arriéré de plus de quinze mois de ses contributions.

Le Secrétariat du G. . O. . est tenu de veiller à ce que cette mesure soit rigoureusement exécutée.

ART. 295.

La perception des fonds a lieu par l'intermédiaire du Député de chaque Atel. ., ou par toute autre voie ; mais toujours sur quittance de l'employé comptable du G. . O. .

ART. 296.

Le G. . O. . ne peut augmenter la contribution annuelle des divers Atel. . sans leur en faire connaître les motifs, en les appuyant d'un tableau comparatif des recettes et des dépenses pendant les trois années précédentes.

SECTION QUATORZIÈME.

*Fixation du nombre des Ateliers dans chaque O. .
relativement à sa population.*

ART. 297.

A l'avenir il ne sera établi dans chaque O. . qu'un Chap. . pour trois LL. ., un Cons. . de K. . pour trois Chap. ., et un Consist. . de Pr. . Maç. . par Département.

ART. 298.

La population servira de base à la fixation numérique des LL.·. qui, avec le temps, seront réduites, ainsi que les Chap.·., Cons.·. et Consist.·., conformément au tableau suivant :

TABLEAU statistique du nombre des LL.·. relativement à la population, et du nombre des Atel.·. supérieurs proportionnellement à celui des LL.·.

NOMBRE DES HABITANS D'UN MÊME O.·.	NOMBRE DES		
	LL.·.	CHAP.·.	CONS.·.
De 2,000 à 5,000.....	1	»	»
De 5,001 à 10,000.....	2	»	»
De 10,001 à 15,000.....	3	1	»
De 15,001 à 20,000.....	4	1	»
De 20,001 à 30,000.....	5	1	»
De 30,001 à 40,000.....	6	2	»
De 40,001 à 50,000.....	7	2	»
De 50,001 à 60,000.....	8	2	»
De 60,001 à 70,000.....	9	3	1
De 70,001 à 80,000.....	10	3	1
De 80,001 à 100,000.....	11	3	1
De 100,001 à 150,000.....	12	4	1

ART. 299.

Le nombre des LL.·. à l'O.·. de Paris ne pourra excéder le nombre de *quarante-cinq* ; celui des Chap.·. *quinze*, et celui des Conseils *cinq*. Le G.·. Collège des Rites y remplira la fonction de G.·. Consistoire.

ART. 300.

La L.·. la plus anciennement constituée au Rite français dans chaque O.·., et, à son refus, celle qui la suivra immédiatement dans l'ordre d'ancienneté, ser-

vira de souche au Chap.: dont on demandera l'érection. Le même droit est réservé aux Atel.: qui professent le Rite écossais pour l'érection d'un Conseil de K.:

ART. 301.

Les distances locales et l'intérêt de l'Ordre détermineront les modifications dont peut être susceptible la classification proportionnelle énoncée dans le Tableau précédent.

ART. 302.

La classification établie par les art. 297, 298 et 299 sera réalisée au fur et à mesure que s'éteindront les Atel.: existans, auxquels tous droits acquis sont réservés.

ART. 303.

Le G.: O.: n'accordera la reprise des Travaux aux Atel.: en sommeil du même O.: qu'autant que le nombre déterminé par les art. précédens présentera des vacances.

Dans le cas de demandes simultanées de Constitution d'Atel.: et de reprise de Travaux, ces derniers ont la priorité; mais si deux Atel.: en sommeil demandent en même temps une reprise de Travaux, elle est accordée au plus ancien constitué.

ART. 304.

Si la Chambre compétente refuse cette demande, et si la L.: appelle de ce refus, ou si, la demande étant accordée, l'un des Atel.: du même O.: se rend opposant à cette décision, l'affaire est portée devant la

Chambre de Conseil et d'Appel, qui statue définitivement.

Dans tous les cas, les délibérations relatives à ces sortes d'affaires doivent toujours être motivées.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU RÉGIME INTÉRIEUR DES ATELIERS.

SECTION PREMIÈRE.

De la tenue dans les Temples, et de l'ordre à observer dans les Travaux.

ART. 305.

Le nombre des Membres présens à la tenue d'un Atel. . doit être constaté par la signature individuelle de chacun d'eux, sur une feuille préparée à cet effet.

Cette feuille est close par le Président, après qu'il s'est assuré que personne ne réclame la signature.

ART. 306.

Les Travaux ne peuvent être ouverts ni continués sans la présence de sept Maç. . Membres actifs de l'Atel. . .

ART. 307.

Toute décision peut être prise par acclamation, s'il y a unanimité, par assis ou levé, ou bien par la voie

du scrutin, s'il est demandé par trois Membres ayant droit de voter.

ART. 308.

Le Président, l'Orat. et le Rapporteur d'une affaire ont toujours de droit la parole ; nul autre Membre ne peut l'obtenir plus de trois fois dans une même discussion.

ART. 309.

Les FF. qui siègent à l'O. obtiennent la parole directement du Président ; elle n'est accordée par lui aux autres FF. placés sur les Col., que sur la demande respective des Surv. Le Président et les deux Surv. ont seuls le droit d'interrompre celui qui a la parole, s'il s'écarte de l'ordre ou de la question.

ART. 310.

Toute discussion est fermée après les conclusions de l'Orat. ; on ne peut réclamer que le scrutin. Les boules blanches sont toujours en faveur des conclusions.

ART. 311.

Il ne peut être pris de décision sur une proposition nouvelle d'un intérêt général dans la séance même où elle est faite. Cette proposition doit être renvoyée à une tenue prochaine, ou à une commission chargée d'en faire son rapport. Dans tous les cas, il faut qu'elle soit annoncée d'avance dans les Pl. de convocation.

ART. 312.

Un arrêté peut être rapporté dans la même séance où il a été pris, si aucun des FF. présents à la délibération n'a couvert le Temple. Il ne peut l'être dans une séance suivante, à moins que la proposition du rapport

de l'arrêté ne soit formellement indiquée dans les Pl. de convocation.

ART. 313.

Dans chaque séance, il est dressé une esquisse des Travaux du jour. Cette esquisse est lue, et sa rédaction est mise aux voix avant la clôture, et signée par le Président, l'Orat. et le Secrétaire.

Dans l'intervalle d'une séance à une autre, le Secrétaire la transcrit sur le livre d'or ou d'architecture, avec les développemens dont elle est susceptible. Cette Pl. des derniers Travaux ne peut être adoptée qu'après les conclusions de l'Orateur.

ART. 314.

Les art. 741 à 747 inclusivement des présens Statuts et Réglemens, en ce qui concerne les esquisses et les Pl. du G. O., sont observés par les Atel. de la Correspondance.

Les Pl. sont toujours intitulées de cette formule :

A la Gloire du G. A. de l'Univ.;

Au nom et sous les auspices du G. O. de France.

ART. 315.

Nul ne peut couvrir le Temple sans la permission du Président ou du Surv. de sa Col., et sans avoir acquitté le tribut de la bienfaisance.

ART. 316.

Il est interdit à tout F. de quitter sa place sans la permission du Surv. de sa Col., à moins que son Office ne l'exige. Il est pareillement défendu de tenir des conversations particulières, en un mot, de troubler l'ordre et la décence des Travaux, sous peine d'être

rappelé à l'ordre, ou d'être soumis à une peine plus grave, en cas de récidive.

† ART. 317.

Nul F. ., soit Visiteur, soit Membre de l'Atel. ., ne peut prononcer aucun discours ou pièce d'Archit. ., s'il ne les a communiqués préalablement au Président et à l'Orat. ., et s'il n'en a obtenu l'autorisation.

ART. 318.

Les réunions maç. . doivent s'abstenir rigoureusement de toute controverse sur la politique, sur le gouvernement et sur les différens cultes religieux.

ART. 319.

On se conformera, pour la tenue des Travaux, à l'ordre suivant :

1° Appel des Off. . Dignit. . en service, dont le Tableau doit être déposé sur l'autel; on remplacera d'office les Off. . absens;

2° Ouverture de la séance, lecture et adoption de la Pl. . des Travaux précédens;

3° Introduction des Visiteurs (après le Tuil. . du Gr. . auquel tient l'Atel. .), savoir : des App. ., des Comp. ., des M. . et des Chev. . R. . C. ., et successivement jusqu'aux Degr. . les plus élevés; ensuite des Vén. ., des autres Présidens d'Atel. ., et enfin des Off. . du G. . O. .;

4° Annonce de l'ordre des Travaux du jour, clôture de la feuille de présence, affiliation, régularisation et initiation, s'il y a lieu; rapports, etc.;

5° Nomination aux offices, ou remplacements pour cause de vacance;

6° Circulation du sac des propositions et du tronc de bienfaisance, communication de propositions à l'Atel. ., et annonce du produit de la collecte, qui est remise au F. . Hospitalier, après mention de la somme sur le livre d'architecture ;

7° Lecture et adoption de l'esquisse des Travaux du jour ; clôture.

SECTION DEUXIÈME.

Des Visiteurs.

ART. 320.

Tout Maç. . régulier est admis de droit comme Visiteur dans un Atel. . dont il n'est pas Membre, pourvu qu'il possède le Gr. . auquel travaille cet Atel. ., et qu'il remplisse les conditions voulues par l'art. 247.

Il doit couvrir le Temple si les Travaux sont ensuite ouverts à un Gr. . supérieur au sien, ou si l'Atel. . se réunit en conseil de famille.

ART. 321.

Un Visiteur n'a que voix consultative dans les Atel. . où il est admis, à moins qu'il ne s'agisse de l'initiation d'un Prof. . Il ne peut être introduit qu'après l'adoption de la Pl. . des Travaux de la séance précédente.

ART. 322.

Tout Visiteur prouve sa régularité par un Diplôme, un Bref ou une Patente émanés du G. . O. . ou de l'Atel. . régulier auquel il appartient, et par les mots de *Sem. .* ou *Ann. .* S'il n'est porteur d'un de ces titres, il ne peut être admis que sur le témoignage de

trois Membres de l'Atel. . où il se présente, et dont les noms sont alors consignés dans la Pl. . des Travaux du jour.

ART. 323.

Un Maç. . dont le titre est régulier, mais qui a cessé d'être Membre d'un Atel. . en activité, ne peut être admis plus de trois fois comme Visiteur sans prendre l'engagement de se faire affilier à un Atel. . de la Correspondance du G. . O. . ; son titre est visé chaque fois qu'il est admis.

ART. 324.

On proclame les noms des visiteurs avant leur introduction ; ceux qui ne prouvent pas leur régularité, ou qui manquent à la promesse exigée d'eux par l'article précédent, ne peuvent être admis.

ART. 325.

Tout Visiteur, dans le Temple où il est admis, est soumis à la discipline intérieure de l'Atel. . .

ART. 326.

L'entrée du Temple est refusée aux Visiteurs porteurs d'un titre maç. . émané d'un Atel. . irrégulier ; mais sous aucun prétexte ce titre ne peut être retenu.

Cependant, s'il porte la fausse indication qu'il émane du G. . O. . ou d'un Atel. . régulier, ce titre doit être retenu par l'Atel. . auquel il est présenté, et envoyé par lui au G. . O. . , qui statue.

SECTION TROISIÈME.

Des règles à observer pour l'initiation, l'affiliation ou la régularisation.

ART. 327.

Tout Prof. . qui réunit les conditions exigées par l'art. 3 des présens Réglemens généraux, peut être proposé à l'initiation par un ou plusieurs Membres de la L. . dont il désire faire partie.

Celui ou ceux qui le présentent forment la demande par un bulletin signé individuellement, et déposé dans le sac des propositions. Ce bulletin doit contenir les nom, prénoms, demeure, âge, lieu, jour, mois et année de naissance, et qualités civiles du candidat.

ART. 328.

Le Président donne lecture de ce bulletin, sans faire connaître les noms des présentateurs, et le remet soit à une Commission permanente, s'il en existe une, soit à trois commissaires spéciaux qu'il nomme pour prendre des renseignemens sur la moralité et sur les autres qualités du candidat. La commission ou les Commissaires doivent en faire leur rapport dans la tenue suivante.

ART. 329.

La demande en initiation et son renvoi à une commission peuvent, en cas d'urgence, avoir lieu dans l'intervalle d'une séance à l'autre, par ordre du Président; mais alors les Pl. . de convocation doivent désigner les noms des Prof. . proposés.

ART. 330.

Si le rapport des Commissaires est favorable, on

ouvre la délibération sur l'admission du Prof. ., en la mettant sous le Mail. . . S'il ne l'est pas, le Vén. . adjoint trois Commissaires aux premiers, pour présenter un nouveau rapport dans la prochaine tenue.

ART. 331.

Dans cette seconde séance, si le rapport continue à être défavorable, l'ajournement est déclaré indéfini. Dans tous les cas, l'admission d'un Prof. . ne peut avoir lieu qu'au scrutin et d'après les conclusions de l'Orat. ., prises d'abord sur la question de savoir si les formalités prescrites par les Réglemens ont été remplies, et s'il y a lieu de procéder au scrutin, et ensuite sur la question de savoir si le Prof. . sera ou ne sera pas admis.

ART. 332.

Une L. ., en cas d'urgence, sur la demande d'une autre L. ., et en présence du Vén. . et de deux Membres de cet Atel. ., peut donner, au nom de cette même L. ., l'initiation au Prof. . qu'elle présente. La demande écrite, timbrée, scellée et signée par les cinq premières Lum. . de la L. . qui sollicite, est déposée dans les Archives de celle qui fait la réception.

La présence du Vén. . et des deux autres Membres est constatée par leur signature sur la Pl. . des Travaux du jour.

ART. 333.

Aucun Atel. . ne peut donner à un Maç. . actif faisant partie d'un autre Atel. ., un Gr. . supérieur à celui qu'il possède, sans la demande ou l'assentiment écrit, timbré, scellé et signé par les cinq premières

Lum. : de l'Atel. : auquel il appartient. La réception, dans ce cas, a toujours lieu au nom de l'Atel. : qui sollicite et sur sa garantie.

ART. 334.

Les demandes en affiliation ou régularisation sont soumises aux mêmes formalités que celles qui sont prescrites pour les initiations ; les Atel. : et leurs Commissaires se conforment, à cet égard, aux art. 208 à 212 inclusivement, relatifs aux régularisations, et aux articles 271 et 273, pour les affiliations.

Nul Maç. : ne peut être affilié à aucun Atel. : supérieur s'il ne justifie qu'il est Membre actif d'une L. : de la Correspondance du G. : O. :.

SECTION QUATRIÈME.

Du mode du scrutin dans les initiations, affiliations et régularisations.

ART. 335.

Dans le scrutin recueilli pour la réception d'un Prof. : , s'il ne se trouve que deux boules noires, il est admis aux épreuves. S'il se trouve trois boules noires, ce Prof. : est ajourné à la première tenue ordinaire de la L. :. Dans ce cas, et sur le rapport de trois nouveaux Commissaires désignés par le Vén. : , si le scrutin présente encore le même résultat, le Prof. : est ajourné indéfiniment.

Les Membres de la L. : et les FF. : Visiteurs présents au rapport peuvent seuls prendre part au scrutin.

Avant la prestation du serment, pour l'admission définitive du Prof. : , un second tour de scrutin aura

lieu à la majorité absolue des voix de tous les FF. .
présens à la réception.

ART. 336.

L'affiliation ou la régularisation d'un candidat est accordée, conformément à l'art. 334 , sur les conclusions du F. . Orat. . , par la voie du scrutin de boules, et à la majorité des deux tiers des Membres présens de l'Atel. . .

+ ART. 337.

Si la majorité n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est recommencé, et si ce deuxième tour ne la donne pas, l'ajournement a lieu pour la prochaine séance.

+ ART. 338.

Il est procédé à un troisième tour de scrutin dans la séance indiquée, et si le résultat en est encore défavorable au candidat, l'ajournement est déclaré indéfini.

SECTION CINQUIÈME.

*De la division et de l'intervalle à observer dans la col-
lation des Grades.*

ART. 339.

La série des Gr. . composant chacun des Rites admis par le G. . O. . est généralement divisée en classes, et chaque classe est déterminée par le plus important de ces Gr. . ; ceux-ci ne doivent être conférés qu'avec la pompe et les cérémonies propres à chaque rituel. Les Gr. . intermédiaires seuls peuvent être donnés par communication.

ART. 340.

Sont considérés comme Gr.: ne pouvant être conférés par communication, les trois Gr.: Symb.:, ceux de G.: El.: Écoss.:, de Chev.: R.: C.:, de Chev.: K.:, de Pr.: de R.: -Sec.:, et de G.: Insp.: Général.

ART. 341.

L'intervalle de temps à observer pour la collation des Gr.:, à partir de l'époque de l'initiation, doit être tel qu'on ne puisse être reçu Comp.: qu'à 21 ans 5 mois, M.: à 21 ans 7 mois, G.: El.: Écoss.: à 23 ans, R.: C.: à 25 ans, K.: à 27 ans, Pr.: de R.: -Sec.: à 30 ans, et G.: Insp.: Général à 33 ans accomplis.

A l'égard des initiés âgés de plus de 21 ans, ils ne pourront être reçus Comp.: que cinq mois après leur réception au Gr.: d'App.:, et M.: que deux mois après l'admission au Gr.: de Comp.:.

Néanmoins, en cas d'urgence constatée par l'affirmation d'honneur de trois FF.: membres de l'Atel.: et reconnue par une délibération expresse de la L.:, à la majorité des deux tiers des suffrages, les délais du compagnonage et de la maîtrise pourront être abrégés, sans que ces Gr.: soient cependant jamais conférés le même jour que celui d'App.:. L'affirmation, les noms des FF.: qui l'auront fournie, et la délibération de l'Atel.:, seront consignés au livre d'or.

Pour la collation des autres Gr.:, on observera entre chacun d'eux un intervalle de trois mois, en se

conformant strictement, quant à l'âge, à ce qui est prescrit au premier paragraphe du présent article.

SECTION SIXIÈME.

Des démissions et des congés.

ART. 342.

Toute démission doit être donnée par écrit et signée. Elle est déposée dans le sac des propositions, ou adressée à l'Atel.: dans la personne de son Président.

ART. 343.

Si l'Atel.: le juge convenable, une députation de trois Membres est chargée de se transporter auprès du F.: qui a donné sa démission, pour l'inviter à la retirer. S'il s'y refuse, cette démission est acceptée; dans le cas contraire, elle est regardée comme non avenue.

ART. 344.

Le délai d'un mois est toujours accordé à un F.: pour retirer la démission qu'il a donnée; mais il doit le faire par écrit. On consigne le désistement de sa demande sur le livre d'or ou d'architecture.

ART. 345.

Tout F.: démissionnaire est tenu d'acquitter ce qu'il doit à l'Atel.:; s'il s'y refuse, sa démission n'est point acceptée, et il est procédé contre lui ainsi qu'il est prescrit par les art. 371 à 374.

ART. 346.

Une demande en congé doit être faite par écrit à l'Atel.: , qui en délibère. La Pl.: des travaux du jour en contient la mention.

ART. 347.

Un congé ne peut être accordé pour plus d'une année ; mais il peut être renouvelé après ce terme avec les mêmes formalités. Il est refusé à tout F. . qui n'est point à jour avec la caisse de son Atel. . .

ART. 348.

Un congé ne dispense pas du paiement des cotisations ; néanmoins elles peuvent être remises ou modérées d'après un arrêté spécial de l'Atel. . .

SECTION SEPTIÈME.

Des Honneurs et des Préséances maçonniques.

ART. 349.

Un F. . Visiteur, quelque élevé qu'il soit en Gr. . ou en Dign. . , ne peut prétendre à des honneurs , des préséances ou des prérogatives autres que ceux ci-après désignés.

Il lui est interdit de porter des cordons ou bijoux autres que ceux qui sont autorisés dans l'ordre civil , ou bien admis comme décorations maç. . dans les divers Rites reconnus par le G. . O. . .

ART. 350.

Lorsque les GG. . Dignit. . de l'Ordre ou le Représentant du G. . M. . visitent les Atel. . , ils sont annoncés nominativement ; aussitôt ils sont introduits ; neuf FF. . portant des Ét. . , si le nombre le permet , précédés de deux Maîtres des cérémonies, vont les recevoir à la porte du Temple , et les conduisent à l'O. . ; tous les FF. . sont debout , le glaive en main , formant la voûte d'ac. . , et les maillets batt. . .

ART. 351.

Pour l'introduction des députations des Atel.· dont les Présidens font partie, le nombre des Ét.· est de sept, et si les Présidens ne s'y trouvent pas, ce nombre n'est que de cinq.

ART. 352.

Sont pareillement reçus par cinq FF.· et un Maître des cérémonies, avec cinq Et.· et les autres honneurs, les Off.· honoraires ou titulaires du G.· O.·, tous les Présidens d'Atel.·, ainsi que le Président de l'Atel.· même, s'il se présente après l'ouverture des travaux.

ART. 353.

Le même cérémonial est observé pour l'introduction des Membres du G.· Collège des Rites qui ne sont pas Off.· du G.· O.·, mais avec trois Et.· seulement et sans batt.· de mail.·..

ART. 354.

Les Chev.· K.· et les autres Chev.· R.· C.· sont reçus par le Maître des cérémonies, tous les FF.· debout, à l'ordre et Gl.· en main. Il en est usé de même à l'égard des premiers et deuxièmes Sury.· en exercice, s'ils sont introduits après l'ouverture des travaux.

ART. 355.

Les FF.· Visiteurs qui ne sont pas R.· C.·, ainsi que le F.· Orat.·, après l'ouverture des travaux, et les anciens Présidens de l'Atel.·, sont reçus, les FF.· étant debout et à l'ordre, et conduits à leurs places par le Maître des cérémonies.

ART. 356.

Les autres Dignit. . , dans le même cas, sont seulement introduits et annoncés par le Maître des cérémonies.

ART. 357.

Les FF. . Visiteurs désignés aux art. 350 à 353 inclusivement sont placés à l'O. . , savoir : les plus élevés en dignité auprès du Vén. . , et ceux qui le sont moins dans l'ordre hiérarchique des Gr. . , immédiatement après.

ART. 358.

Les autres Visiteurs sont placés dans le même ordre, en tête des col. . , savoir : les Chev. . R. . C. . sur la Col. . du Midi ou de l'Ouest, suivant le Rite pratiqué, les autres FF. . sur la Col. . opposée.

ART. 359.

Un Atel. . , quel que soit son Rite, un Maç. . , quel que soit son Gr. . , ne peuvent exiger d'être reçus au Rite qu'ils professent dans un Atel. . d'un autre Rite.

ART. 360.

Le Président accueille et complimente les Commissions, les Députations ou les Visiteurs, et fait applaudir à leur entrée.

La triple batt. . a lieu pour les Visiteurs désignés art. 350, 351 et 352 ; la batt. . est ordinaire pour les autres Visiteurs ; les batt. . de remerciemens sont toujours couvertes.

SECTION HUITIEME.

Des Fêtes d'Ordre et des Banquets.

ART. 361.

Les travaux des fêtes d'Ordre sont toujours suivis de banquets pour les LL.°. Ces banquets prennent le nom de *réfectoires* pour les Chap.°, et d'*agapes* pour les Atel.° supérieurs.

ART. 362.

Il y a pour les LL.° deux fêtes de l'Ordre par année, l'une au solstice d'été, l'autre au solstice d'hiver. Il n'y a qu'une fête pour les Chap.°, à l'équinoxe du printemps, et pareillement une seule pour les Atel.° supérieurs à l'équinoxe d'automne.

ART. 363.

Les travaux de table doivent toujours être dirigés et exécutés suivant les usages maç.°; ils sont tenus pour les LL.° au premier Gr.°. Symb.°.

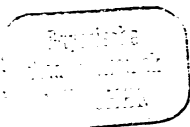
Les Atel.° supérieurs ont la faculté de déterminer à quel gr.° doivent avoir lieu leurs réfect.° ou agapes.

ART. 364.

A quelque Gr.° et à quelque Rite que se tiennent des travaux de table, ils ne peuvent être ouverts et continués ailleurs que dans un local maç.° à l'abri de l'indiscrétion des Prof.°, sous les peines établies art. 206.

ART. 365.

Il y a cinq santés d'obligation :



1° Celle du Souverain et de sa famille , à laquelle on joint des vœux pour la patrie ;

2° Celle du G. . O. . de France , du G. . Maître de l'Ordre ; des Atel. . de la Correspondance et des GG. . OO. . étrangers ;

3° Celle du Président de l'Atel. . ;

4° Celle des Surv. . et des Off. . Dignit. . ; celle des Atel. . affiliés et des FF. . visiteurs ;

5° Celle de tous les Maç. . existans sur l'un et l'autre hémisphère ; pour cette dernière santé, l'Atel. . forme la chaîne d'union, dont le F. . servant fait toujours partie.

ART. 366.

Toutes les santés sont portées par le Président, à l'exception de la troisième, qui est portée par les deux Surv. . . La quatrième est répétée par deux membres de l'Atel. . possédant au moins le Gr. . de M. . et non Dignit. . , désignés par le Président.

ART. 367.

Ces santés sont portées debout et à l'Ordre ; chacune d'elles est terminée par une triple batt. . .

SECTION NEUVIÈME.

Des Pompes funèbres.

ART. 368.

Les Atel. . consacrent un jour de chaque année à répandre des fleurs sur les urnes cinéraires des FF. . décédés dans cet intervalle. L'Orat. . , ou tout autre

F. . prononce un discours en l'honneur des FF. ., décedés.

ART. 369.

Aussitôt que le Président d'un Atel. . est averti du décès d'un des membres , il nomme une députation pour accompagner le convoi au champ du repos. La députation est de trois FF. . pour un membre, de cinq pour un Dignit. . , de sept, pour les Surv. . et d'un nombre indéfini pour le Président.

ART. 370.

Les pompes funèbres exigent des batt. . de deuil.

Les acclamations d'usage y sont remplacées par l'expression de la douleur.



CHAPITRE QUATRIÈME.

DE LA DISCIPLINE INTÉRIEURE DES ATELIERS.



SECTION PREMIÈRE.

Du Refus de paiement.

ART. 371.

Le refus de payer les cotisations et autres charges prévues par l'art. 289 est constaté de la manière suivante :

Après un temps déterminé par les Réglemens de l'Atel. . ou par ses arrêtés particuliers, et, à leur

défaut, après six mois d'arriéré de cotisations ou autres charges prévues ci-dessus, le Conseil d'administration, sur le rapport obligé du F.°. Trésorier, adresse, par l'intermédiaire du Secrétaire, à un mois d'intervalle, au F.°. retardataire, deux invitations de se mettre à jour envers la caisse, en lui rappelant les conséquences de son refus.

Ce F.°. est tenu d'accuser au Président réception de ces deux pl.°.

ART. 372.

Si le F.°. retardataire garde le silence sur la première invitation, il est provisoirement suspendu de ses droits et de ses fonctions maçonniques.

ART. 373.

Si le F.°, mis en demeure, garde le même silence après la seconde invitation, ou s'il refuse formellement d'acquitter ses cotisations ou autres charges prévues par l'art. 289, le Conseil d'administration, par l'organe du F.°. Trésorier, en fait rapport à l'Atel.°. dans le délai d'un mois; le F.°. Orat.°. requiert de suite la radiation du F.°. retardataire du tableau des membres de l'Atel.°, et elle est immédiatement prononcée par le Président.

ART. 374.

L'extrait de la délibération du jour, en ce qui concerne le Maç.°. radié, doit être envoyé, dans l'espace d'un mois pour tout délai, au G.°. O.°, pour l'application des art. 847 et 848. Cet extrait est timbré, scellé et signé par les cinq premières Lum.°. de l'Atel.°.

SECTION DEUXIÈME.

Des Fautes et des Délits maçonniques.

ART. 375.

Les infractions maç. se composent de fautes et de délits.

Les fautes sont la violation de la discipline intérieure, telles que les inattentions, colloques, interruptions, le passage d'une col. à l'autre sans autorisation, enfin l'oubli des bienséances.

ART. 376.

Les délits sont de deux classes, savoir :

Délits contre les mœurs et délits contre l'honneur.

Les délits contre les mœurs sont l'intempérance, les propos grossiers ou inconvenans tenus à haute voix, l'insubordination maç. accompagnée de circonstances graves, les récidives fréquentes et volontaires des fautes indiquées dans l'article précédent ; le port des insignes maç. sur la voie publique. Ces insignes ne pourront être portés que sur le lieu de l'inhumation, au moment de rendre les derniers devoirs à un F. décédé.

ART. 377.

Les délits contre l'honneur renferment tout ce qui tend à avilir le Maç. ou la maç., tel que la collation clandestine et le trafic des Gr., le préjudice volontairement porté à la réputation et à la fortune d'autrui ; enfin tout ce qui, dans l'ordre social, est noté d'infamie.

ART. 378.

La peine attachée aux fautes est prononcée par le

Président , qui l'*inflige avec discrétion*. Il peut aussi imposer aux FF. . qui les commettent une amende au profit des pauvres , dont le *minimum* est de un franc , et le *maximum* de cinq francs , suivant la gravité de la faute.

Le rappel à l'ordre, avec ou sans mention *nominative* au livre d'or ou d'architecture , suffit pour les fautes légères.

Si un F. . se refuse à subir la peine infligée par le Président , son admission dans l'Atel. . est ajournée jusqu'à ce qu'il y ait satisfait.

* ART. 379.

Les délits contre les mœurs sont punis suivant la gravité des circonstances et d'après une décision spéciale de l'Atel. . :

1° Soit par une amende au profit des pauvres, dans une proportion quintuple de celle fixée dans l'article précédent ;

2° Soit par la suspension de l'exercice des droits et des fonctions maç. . ;

3° Soit enfin par la non admission dans le Temple pendant un temps déterminé, sans que l'une ou l'autre de ces peines puisse dispenser du paiement de la cotisation annuelle.

ART. 380.

Les délits contre l'honneur sont toujours punis par l'expulsion définitive et la radiation du tableau des membres de l'Atel. . conformément aux dispositions ci-après.

SECTION TROISIÈME.

Du Comité d'instruction.

ART. 381.

Les délits contre les mœurs et contre l'honneur exigent une instruction et un jugement.

ART. 382.

Tout membre d'un Atel. . peut se porter plaignant contre tout autre membre, excepté contre le Président ; cette plainte doit être déposée dans le sac des propositions. Le nom du plaignant, ni celui du F. . inculpé, ne sont point prononcés par le Président.

Si la plainte est anonyme, ou souscrite d'un faux nom , elle est à l'instant même brûlée entre les deux Col. .

ART. 383.

Si la plainte est régulière, le Président , ou l'un des Off. . désignés art. 386, si le cas l'exige, convoque extraordinairement, pour former un comité secret et spécial d'accusation, les cinq premières Lum. ., s'il s'agit d'un F. . non Off. . ; les sept 1^{ers} Dignitaires, s'il s'agit d'un F. . Off. ., et tous les Dignit. . de l'Atel. ., s'il s'agit d'un Président.

La plainte est remise au comité, dans la personne de l'Off. . qui le préside, et qui en donne récépissé.

ART. 384.

Le comité spécial ainsi présidé par le F. . à qui les pièces ont été remises doit instruire secrètement l'affaire, appeler le plaignant, requérir les preuves du fait articulé, entendre séparément le prévenu dans ses moyens de défense, et se former une conviction morale

sur l'existence, la nature et la gravité du délit, sans jamais faire connaître le nom du plaignant, à moins d'y être autorisé par un écrit signé de lui.

ART. 385.

Si la plainte est retirée, les pièces et l'instruction sont de suite anéanties ; mais si le comité spécial, à la majorité des deux tiers des voix, reconnaît que la plainte n'est point fondée et qu'elle est calomnieuse, l'Atel., après avoir pris connaissance des pièces dans une séance subséquente, pourra appliquer au F. plaignant, suivant le cas, l'une des peines prévues par les art. 378 et 379.

ART. 386.

Si le comité spécial déclare la plainte fondée, il nomme un rapporteur, dresse l'acte d'accusation, que son Président adresse à celui de l'Atel., avec toutes les pièces de l'affaire.

Dans le cas où le Président lui-même de l'Atel. se trouve être l'objet de l'inculpation, la plainte et les pièces sont envoyées au premier Surv., ou bien au deuxième, en cas de refus du premier, et si ni l'un ni l'autre n'accepte, elles sont alors remises au F. le plus élevé en dignité, jusqu'à l'office de premier Exp. inclusivement, lequel est tenu de la recevoir.

Dans tous les cas, le comité ne peut délibérer si les trois cinquièmes des membres qui le composent ne sont présents.

ART. 387.

Dans le cas prévu par l'article précédent, l'exercice

des droits et des fonctions maç. du F. inculpé est provisoirement suspendu.

ART. 388.

La plainte dirigée contre un Président d'Atel. n'est recevable qu'autant qu'elle est signée par cinq membres, qui s'engagent individuellement et collectivement à la soutenir. Cette plainte cachetée est remise par l'un d'eux, au premier Surv., ou bien, à son défaut, au deuxième Surv., et, dans le cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, au premier Expert qui est tenu de la recevoir.

Elle doit porter cette suscription : *Le F. N.... est invité par cinq membres de l'Atel. à convoquer le comité spécial désigné art. 383 des réglemens généraux de l'Ordre.*

ART. 389.

Trois jours après la transmission de la plainte dont il s'agit, le F. de l'Atel. à qui elle a été remise appelle auprès de lui le F. dont il l'a reçue, et lui demande s'il y persiste, ainsi que les quatre autres FF. qui l'ont signée. Après avoir entendu la réponse, et l'avoir fait confirmer par le serment, il convoque immédiatement le comité spécial, pour qu'il soit pris une décision.

ART. 390.

Le F. qui reçoit la plainte doit chercher à en pénétrer les motifs, et user de son influence pour concilier l'affaire : s'il y parvient, cette plainte est anéantie, et le tout reste enseveli dans le plus inviolable secret.

Le comité spécial procède à l'égard d'un Président

d'Atel. . ou d'un Dignit. ., comme envers tout autre membre, soit pour l'instruction, soit pour la transmission des pièces à l'Atel. . qui doit juger l'affaire.

SECTION QUATRIÈME.

Du Jugement.

ART. 391.

Lorsque le Président de l'Atel. . a reçu du comité spécial une accusation admise contre un de ses membres et les pièces à l'appui, il avertit sur-le-champ le F. . accusé que, dans le délai de trente-trois jours au plus, l'Atel. . doit s'assembler pour entendre sa défense et prononcer son jugement sur le fait dont il lui est donné connaissance. Il l'invite à se trouver à cette séance, ou bien à s'y faire représenter par un Maç. . régulier, muni d'un pouvoir spécial.

Il lui déclare que, dans le cas d'absence de sa part, ou de celle de son mandataire, après avoir été trois fois appelé nominativement à haute voix dans le parvis du Temple, il lui sera nommé un défenseur d'office.

Dans le cas où l'accusation est portée contre le Président titulaire de l'Atel. ., c'est le premier ou le deuxième Surv. ., ou bien, en cas d'absence ou d'empêchement motivé de ces deux Dignit. ., le premier expert, qui reçoit les pièces du comité spécial, et qui remplit à l'égard du Président accusé toutes les formalités ci-dessus.

ART. 392.

Au jour fixé par la convocation régulière de l'Atel. ., si le F. . accusé ou son mandataire fait défaut, et si

aucun F. : ne se présente spontanément pour exposer des moyens de justification, il lui est désigné par la voie du scrutin, à la majorité des votans, un défenseur d'office, auquel on remet toutes les pièces, tant à charge qu'à décharge.

ART. 393.

Si le défenseur nommé d'office déclare n'être pas en état de présenter immédiatement la défense, il lui est accordé un délai de quinze jours pour la préparer.

ART. 394.

Dans la même séance, si le F. : accusé ou son mandataire est présent, ou bien dans la séance suivante, en cas de demande de sa part, l'instruction de l'affaire commence, la défense personnelle ou d'office est entendue, et lorsque l'Atel. : se déclare suffisamment éclairé, le F. : accusé, son mandataire, et son défenseur d'office, couvrent le Temple.

ART. 395.

L'Atel. : entre aussitôt en délibération et le Président met successivement aux voix les questions suivantes :

1° *Le F. : N..... accusé d'un délit maç. : en est-il convaincu ?*

2° *A laquelle des deux classes déterminées par l'article 376 appartient ce délit ?*

ART. 396.

La première question est résolue par le scrutin de boules, et la deuxième par bulletins écrits, portant ces mots : *Première classe* ou *deuxième classe*. Dans ces deux cas, l'Orat. : ne donne point de conclusions.

ART. 397.

Sur la première question, si le scrutin contient deux tiers de boules noires, la culpabilité est établie et déclarée; mais, s'il renferme un nombre moindre des deux tiers de boules noires, l'innocence du F. . accusé est proclamée : il est rappelé dans l'intérieur du Temple et réintégré dans l'exercice de ses droits maç. . .

ART. 398.

La même majorité des deux tiers des votes écrits est nécessaire sur la seconde question pour décider à quelle classe appartient le délit; dans le cas de non majorité des deux tiers, le délit est déclaré de la première classe.

ART. 399.

Si le délit est de la deuxième classe, le F. . Orat. . lit l'art. 380, et le Président applique à l'inculpé la pénalité dudit article. Si le délit appartient à la première classe, l'Orat. . lit l'art. 379, et l'Atel. . détermine par scrutin écrit, et à la majorité absolue des votes, la peine à appliquer au F. . inculpé.

ART. 400.

Lorsque l'Atel. . a statué définitivement, et dans le cas où l'exclusion perpétuelle n'a pas été prononcée, on invite le F. . qui est l'objet de la délibération à rentrer dans le Temple; il lui est donné connaissance de la décision, et il est invité à déclarer s'il consent à l'exécuter; s'il s'y refuse et n'interjette pas appel au G. . O. . dans le délai de sept jours, il est, par ce seul fait, rayé du tableau des membres de l'Atel. . ,

et signalé comme tel au G. . O. . , ainsi qu'il est spécifié art. 404 des présens Statuts.

ART. 401.

La déclaration d'appel au G. . O. . suspend de droit l'exécution de toute décision ; mais le F. . condamné demeure en état d'interdiction maç. . jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur cet appel.

ART. 402.

L'Orat. . a pareillement le droit d'appeler, mais seulement dans le cas où la décision ou l'instruction de l'affaire renfermerait quelque infraction aux Réglemens de l'Ordre. Le délai de l'appel est de vingt-un jours pour les Atel. . de Paris ; de trente-trois jours pour les autres Atel. . de France, et de sept mois pour ceux d'outre-mer. Ce délai expiré, la décision devient exécutoire.

ART. 403.

Si le F. . accusé fait défaut devant l'Atel. . où il a été régulièrement appelé, les FF. . Orat. . , Secrétaire et Trésorier sont chargés de lui notifier à domicile, dans le délai de cinq jours, une expédition certifiée par eux de la décision prise contre lui ; de lui rappeler les dispositions des art. 400 à 404, 847 et 848 des Statuts généraux de l'Ordre, en l'invitant à leur faire connaître au plus tôt sa détermination relative à l'exécution de cette décision, ou bien au droit d'appel.

ART. 404.

Dans le cas prévu art. 403, et d'un silence prolongé au-delà de sept jours de la part du F. . sur cette double notification, l'Atel. . adresse immédiatement au G. .

O. : les nom , prénoms , domicile , Age , lieu de naissance , Gr. : , profession civile du F. : condamné , ainsi que la décision motivée rendue contre lui.

ART. 405.

Dans le cas d'appel , l'Atel. : est tenu de transmettre au G. : O. : , avec sa décision , toutes les pièces relatives à cette affaire.

ART. 406.

Celle des chambres du G. : O. : qui doit connaître de l'appel peut , si elle le juge nécessaire , procéder à une nouvelle instruction.

Elle statue définitivement , sauf le pourvoi à la Chambre de Conseil et d'Appel.

ART. 407.

La décision définitive du G. : O. : est , dans le délai de quinze jours , notifiée au F. : condamné et à l'Atel. : , avec injonction de s'y conformer respectivement.

ART. 408.

Dans aucun des cas prévus ci-dessus , les Off. : qui ont signé la plainte ne peuvent prendre part au jugement de la L. : ni à celui du G. : O. :.

CHAPITRE CINQUIÈME.

SECTION UNIQUE.

*De l'Inspection des Ateliers de la Correspondance
par les Membres du G. . . O. . .*

ART. 409.

Les travaux des Atel. . de la Correspondance sont inspectés annuellement par les Off. . du G. . O. . désignés par ordre d'ancienneté, conjointement avec les Députés de semestre pris à tour de rôle. La Chambre Symb. . leur délivre des pouvoirs pour l'inspection des LL. . , et le Supr. . Conseil pour les Chap. . et Atel. . supérieurs.

ART. 410.

Chacune des deux chambres désigne à cet effet des Commissions composées de quatre Off. . , dont un Dignit. . faisant fonction de Président, et d'un Député de semestre.

La présence de trois membres suffit pour valider une inspection.

ART. 411.

La durée des fonctions de chaque Commission est de trois mois.

ART. 412.

La Chambre Symb. . et le Supr. . Conseil des Rites désignent les Atel. . que chaque Commission doit inspecter; les pouvoirs délivrés par l'une ou l'autre de

ces chambres sont signés des cinq premières Lum. et scellés du sceau de l'Ordre.

ART. 413.

Les Commissions d'inspection sont tenues :

1° D'assister aux travaux des Atel. qui leur sont désignés , et autant que possible à une initiation ;

2° De vérifier si le livre d'architecture , ou le livre d'or est à jour ;

3° De s'assurer si les Réglemens généraux sont observés dans toutes leurs dispositions ;

4° De recueillir les vœux des Atel. qu'ils inspectent , pour les transmettre au G. O. .

ART. 414.

Les membres composant les Commissions d'inspection ne peuvent inspecter les Atel. dont ils font partie.

ART. 415.

Chaque Commission , soit avant , soit à l'expiration de son mandat , rend compte à la chambre compétente du résultat de son inspection , et propose les améliorations que les circonstances lui paraissent exiger.

ART. 416.

Chaque Commission d'inspection est tenue de présenter ses pouvoirs avant son introduction dans l'Atel. qu'elle va inspecter ; elle est reçue avec les honneurs déterminés pour toute Commission du G. O. de France.

ART. 417.

La Chambre Symb. et le Supr. Conseil des Rites peuvent donner des délégations pour faire inspecter les Atel. situés hors de l'O. de Paris.

ART. 418.

Chaque Commission d'inspection établie par délégation n'est composée que de trois membres nommés par la Chambre qui donne la délégation. Ses fonctions et ses obligations sont les mêmes que celles des Commissions d'inspection pour l'O. . de Paris.

ART. 419.

Les trois Chambres administratives , réunies en Comité central , peuvent accorder à tout Off. . du G. . O. . qui a plus de trois années d'exercice une délégation pour inspecter les Atel. . des départemens.

TROISIÈME PARTIE.

DE L'ORGANISATION, DU RÉGIME ADMINISTRATIF, DES
FINANCES, ET DES RÉGLEMENS PARTICULIERS DU
G. . O. . .

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION.

SECTION PREMIÈRE.

Des Éléments du G. . O. . .

ART. 420.

Le G. . O. . est composé de tous les Députés dont il a sanctionné les nominations, ainsi que des Présidens d'Atel. ., qui ont prêté leur obligation.

ART. 421.

Chacune des Chambres administratives se conforme, pour l'admission des Députés, aux dispositions prescrites art. 163 à 170 inclusivement; pour celle des Présidens d'Atel. . des départemens à l'art. 158, et pour celle des Présidens d'Atel. . de l'O. . de Paris aux art. 159 et 170.

ART. 422.

Les Députés sont admis à tour de rôle d'ancienneté, chacun pendant six mois, avec voix délibérative, aux

travaux des Chambres. La répartition en est faite de la manière suivante :

Neuf dans la Chambre de Correspondance et des Finances ;

Neuf dans la Chambre Symb. . . ;

Neuf dans la Chambre du Supr. . . Conseil des Rites.

Parmi ces vingt-sept Députés, chaque Chambre en désigne deux pour faire partie de la Chambre de Conseil et d'Appel, et un pour le Comité des Finances créé art. 501.

ART. 423.

Le tableau des Députés en exercice reste toujours exposé dans l'intérieur du Temple, pour être consulté par les membres du G. . O. . . Ce tableau est dressé à la fin de chaque semestre maç. . par la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 424.

Chacune des trois Chambres administratives désigne sur le tableau dressé par la Chambre de Correspondance et des Finances ceux des Députés qui doivent lui être attachés pendant le semestre suivant : ce tableau est divisé en trois colonnes. La première contient les noms des M. . ; la seconde les noms des R. . C. . ; la troisième ceux des FF. . promus à des Gr. . supérieurs.

ART. 425.

Les Députés admis ont voix délibérative dans toutes les assemblées générales du G. . O. . ; les Présidens d'Atel. . qui ont prêté leur obligation n'ont que voix consultative ; mais ils ont voix délibérative en l'absence du Député de l'Atel. . qu'ils président.

ART. 426.

La Chambre de Correspondance seule est chargée du remplacement des Députés pour cause de mutation pendant la durée d'un semestre.

SECTION DEUXIÈME.

Des Officiers et des Chambres administratives du G. . O. . .

ART. 427.

Le G. . O. . délègue l'administration générale de l'Ordre à un nombre déterminé de ses membres cotisans ; ils sont qualifiés Off. . titulaires du G. . O. . , et sont élus d'après le mode prescrit art. 432 et suivans.

ART. 428.

Ces Off. . , au nombre de 81 , sont répartis également dans chacune des trois Chambres administratives instituées art. 19 , ainsi qu'il suit : 27 dans la Chambre de Correspondance et des Finances ; 27 dans la Chambre Symb. . ; 27 dans la Chambre du Supr. . Conseil des Rites.

ART. 429.

Les Chambres du G. . O. . ont des attributions et des fonctions spéciales. Néanmoins elles se réunissent et délibèrent en commun dans les cas prévus par les Réglemens. Leur réunion est alors appelée *Comité central et d'élection*.

ART. 430.

Les décisions des Chambres administratives sont toujours susceptibles d'appel ; néanmoins la suspen-

sion des travaux d'un Atel. . , quand elle aura été prononcée, s'exécutera provisoirement et sans préjudicier à l'appel.

ART. 431.

La Chambre de Conseil et d'Appel, considérée comme Conseil permanent du G. . . O. . . , est composée de vingt-un membres pris en nombre égal dans chacune des trois Chambres administratives.

SECTION TROISIÈME.

Du Mode d'élection des Officiers titulaires et honoraires du G. . . O. . .

ART. 432.

La présentation des Députés au titre d'Off. . . appartient aux trois Chambres ; mais l'initiative est réservée à la Chambre dans le sein de laquelle l'office est devenu vacant.

ART. 433.

Les Chambres procèdent successivement à ces présentations, à la majorité absolue des suffrages, par un bulletin secret qui contient pour chaque office les noms de deux Députés admis.

ART. 434.

Lorsque ces présentations sont terminées, la Chambre de Correspondance convoque, dans le délai de sept jours, le Comité central et d'élection, auquel elle transmet la liste des candidats.

ART. 435.

Ce Comité procède aux élections par bulletins écrits,

à la majorité absolue des votants, et choisit pour chaque office vacant un des candidats présentés par les Chambres.

ART. 436.

Dans le cas néanmoins où il ne resterait plus qu'un candidat pour un office vacant, le Comité pourra choisir parmi les autres candidats présentés dans la même séance, et qui n'auraient point été nommés.

ART. 437.

Chaque Chambre pour les présentations, et le Comité central pour les élections, se conforme à ce qui est prescrit par les art. 140 à 145 inclusivement.

ART. 438.

Le délai de transmission prescrit art. 434, à la Chambre de Correspondance et des Finances, peut être prorogé à trente-trois ou quarante-neuf jours, si dans l'une des trois Chambres il se trouve moins de trois offices vacans.

ART. 439.

Les nominations aux fonctions d'Off. faites par le Comité central sont présentées à la sanction du G. O., qui les approuve ou les rejette par scrutin de boules, à la majorité absolue.

ART. 440.

Si les FF. présentés par le Comité central ne sont point admis par le G. O., il est procédé à une nouvelle élection de la manière prescrite art. 432 à 439 inclusivement.

Les mêmes FF. ne peuvent plus être présentés pour les mêmes offices.

ART. 441.

La durée des fonctions de chaque Off. . est triennale; mais il peut être réélu après trois, six ou neuf années d'exercice et plus, pourvu qu'il soit toujours le représentant d'un Atel. . en activité.

ART. 442.

Il est accordé à tout Off. . qui a cessé d'être Député d'un Atel. . un an pour se pourvoir d'une nouvelle députation. S'il ne l'obtient pas après ce délai, son nom n'est plus porté par la Chambre de Correspondance sur le Tableau du G. . O. ., dont il cesse alors d'être Off. .; les deux autres Chambres et lui-même en sont officiellement informés.

ART. 443.

Tout Off. ., après chaque exercice triennal, est soumis à une réélection. Le Comité central y procède par scrutin de boules, à la majorité absolue. Cette réélection doit être sanctionnée par le G. . O. . Si l'Off. . n'obtient point cette majorité, il est pourvu à son remplacement.

ART. 444.

Tout Off. ., après neuf années consécutives d'activité, peut obtenir des lettres d'honneur. La demande qu'il en fait au G. . O. . est transmise par la Chambre dont il est membre, avec l'avis de cette Chambre. Le G. . O. . accorde ou refuse.

ART. 445.

Les Off. . hon. . ont voix délibérative dans toutes les assemblées du G. . O. .; ils siègent à l'O. ., ne

sont point soumis à la cotisation, et ne reçoivent point de jeton de présence.

ART. 446.

Tout Off. . qui a obtenu des lettres d'honneur peut continuer activement ses fonctions de titulaire, en déposant ses lettres aux archives, en payant la cotisation annuelle, et en justifiant qu'il est pourvu d'une députation.

ART. 447.

Trois Off. . honoraires sont , à tour de rôle d'ancienneté, attachés, avec voix délibérative, à chacune des trois Chambres administratives, ainsi qu'à la Chambre de Conseil et d'Appel.

ART. 448.

Les travaux du G. . O. . et de ses Chambres sont habituellement dirigés par des Off. . qui prennent le titre de Dignitaires ; ils sont toujours choisis parmi les Off. . titulaires.

Nul Off. . ne peut être nommé Dignit. . qu'après une année d'exercice.

SECTION QUATRIÈME.

Des Officiers Dignitaires et des Travaux du G. . O. .

ART. 449.

Les GG. . Off. . de l'Ordre sont :

- 1° Un G. . Maître ;
- 2° Un 1^{er} G. . Maître adjoint ;
- 3° Un 2^e G. . Maître adjoint ;
- 4° Un G. . Conservateur, tous quatre qualifiés de GG. . Dignit. . de l'Ordre ;
- 5° Un Représentant particulier du G. . Maître.

ART. 450.

Les autres Off. . Dignit. . du G. . O. . sont :

1° Un G. . Trésorier ,

2° Un G. . Hospitalier ,

Tous deux spécialement attachés, avec voix délibérative, à la Chambre de Correspondance et des Finances ;

3° Un G. . Archit. . Contrôleur ,

4° Un G. . Garde des Timbres et Sceaux ,

Tous deux spécialement attachés à la Chambre Symb. . ;

5° Un G. . Exp. . ,

6° Un G. . Garde des Archives ,

Tous deux spécialement attachés au Supr. . Conseil des Rites.

ART. 451.

La Présidence des Travaux du G. . O. . appartient au G. . M. . , en son absence, aux GG. . Dignit. . dans l'ordre hiérarchique, et, après eux, au Représentant particulier du G. . M. .

ART. 452.

Ces Travaux sont toujours dirigés, à tour de rôle, par les Off. . Dignit. . de chacune des trois Chambres administratives. Ce tour de rôle est , à chaque tenue, constaté au procès-verbal.

ART. 453.

Les Travaux du G. . O. . ont spécialement pour objet :

1° La nomination des GG. . Dignit. . sur la présentation du Comité central et d'élection ;

2° La confirmation ou le rejet des Off. ou des Dignit. nommés par le même Comité sur la présentation des Chambres ; la réélection des Off. après exercice triennal et la concession des lettres d'honneur ;

3° L'adoption ou le rejet, après discussion, des changemens proposés aux Réglemens généraux par une commission nommée à cet effet ;

4° L'instruction et la solution définitive de toutes les affaires qui intéressent l'Ordre en général et qui pourraient être évoquées par le G. O., conformément au paragraphe 8 de l'art. 14 ;

5° La célébration des fêtes de l'Ordre et les commémorations funèbres ;

6° La communication des mots de semestres ou annuels ;

7° Les relations à établir avec les GG. OO. étrangers ;

8° L'examen et la sanction des comptes des recettes et dépenses générales de l'Ordre.

ART. 454.

Le G. O. ne connaît des affaires contentieuses qu'après qu'elles ont été soumises aux délibérations des Chambres administratives ou aux décisions de la Chambre de Conseil et d'Appel.

SECTION CINQUIÈME.

Des Dignitaires et des attributions de la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 455.

Les Off. Dignit. de la Chambre de Correspondance et des Finances sont :

Un Président, un 1^{er} et un 2^e Surv.:., un Orat.:., un Secrétaire présentés par la Chambre et nommés par le Comité central et d'élection ;

Le G.:. Trésorier et le G.:. Hospitalier désignés art. 450, § 1 et 2 ;

Un Expert ;

Deux Maîtres des Cérémonies et un Garde du Sceau, nommés par la Chambre sans l'intervention du Comité central et d'élection ;

Un Orat.:. adjoint également nommé par la Chambre.

ART. 456.

Il est établi auprès de la Chambre deux Comités permanens, composés ainsi qu'il est dit art. 503 et 504, chargés, en ce qui les concerne, de préparer les Travaux de la Chambre.

ART. 457.

La Chambre connaît de tout ce qui est relatif à la Correspondance, aux Timbres et Sceaux, aux Archives, aux Finances, ainsi qu'aux propriétés du G.:. O.:.

ART. 458.

Elle reçoit et fait enregistrer les pièces et dépêches adressées au G.:. O.:., et renvoie à chacune des Chambres qui doit en connaître celles qui sont régulières. L'ouverture des dépêches lui appartient exclusivement.

ART. 459.

Elle fait expédier, timbrer, sceller et contre-signer toutes les pièces officielles qui émanent du G.:. O.:., ou de ses Chambres, et en surveille l'envoi.

ART. 460.

Elle a l'initiative sur les rapports en admission des Députés, et vérifie la régularité de l'élection des Présidens d'Atel. . .

ART. 461.

Comme Chambre des Finances, et sur le rapport du Comité permanent des Finances, elle arrête, à la fin de chaque mois, le montant des dépenses effectuées dans ce mois, et fixe le compte présumé des dépenses à faire dans le mois suivant.

ART. 462.

Elle ne peut arrêter ni ordonnancer une dépense extraordinaire de plus de 270 francs par trimestre, sans l'assentiment des autres Chambres ou du Comité central.

ART. 463.

Elle reçoit, entend, débat et arrête provisoirement les comptes semestriels et annuels des GG. . . Trésorier et Hospital. . .

ART. 464.

La Chambre de Correspondance et des Finances est encore chargée :

1° De diriger et d'activer les opérations du Secrétariat et de ses Commissions permanentes;

2° D'instruire en temps utile chacune des Chambres des vacances d'office, après exercice triennal, ou pour toute autre cause, et de provoquer les remplacements;

3° D'activer, par des circulaires aux Atel. . . ou aux Off. . . du G. . . O. . . , l'exécution des Réglemens généraux relatifs à l'envoi, pour les premiers, des Tableaux

annuels, et pour tous, des fonds dus à la caisse de l'Ordre;

4° De dresser et faire imprimer, à la fin de chaque année, l'Annuaire ou Tableau statistique de l'Ordre maç. pour l'année suivante;

5° De soumettre dans chaque fête d'Ordre, à la sanction du G. O., la quotité des sommes consacrées à la bienfaisances;

6° De soumettre également, et par avance, à chacune des autres Chambres et au Comité central, le montant des dépenses extraordinaires relatives au cérémonial des fêtes ou des pompes funèbres, et de préparer et faire exécuter ce cérémonial;

7° De convoquer le Comité central et d'élection, ainsi que la Chambre de Conseil et d'Appel, dans les cas extraordinaires, et de leur transmettre les dossiers ou notes instructives des affaires qui leur sont renvoyées.

ART. 465.

Les Travaux de la Chambre de Correspondance et des Finances ont ordinairement lieu au premier Gr. Symb. . .

SECTION SIXIÈME.

Des Dignitaires et des attributions de la Chambre Symbolique.

ART. 466.

Les Off. de la Chambre Symb. sont :

Un Président;

Un 1^{er} et 2^e Surv., un Orat., un Secrétaire

suppléant le G.^o. Hospit.^o., présentés par les trois Chambres et nommés en Comité central et d'élection ;

Le G.^o. Garde des Timbres et Sceaux et le G.^o. Architecte Vérificateur dénommés art. 450, § 3 et 4 ;

Un Exp.^o., deux Maîtres des Cérémonies, un Garde du Sceau, un Orat.^o. adjoint, nommés par la Chambre seule, sans l'intervention du Comité central et d'élection.

ART. 467.

La Chambre Symb.^o. accorde des Constitutions pour l'érection des LL.^o.. Elle délivre des Diplômes pour les Gr.^o. Symb.^o..

Elle prononce sur toutes les demandes en Cumulation de Rites et en reprises de travaux, tant pour la France que pour les LL.^o. d'outre-mer.

ART. 468.

Elle connaît des affaires contentieuses qui peuvent exister dans les LL.^o., et de tous les objets qui les intéressent. Elle est également chargée de surveiller la correspondance relative à ses attributions.

ART. 469.

La Chambre Symb.^o. juge de la validité des oppositions formées par les Atel.^o. contre les demandes en constitutions.

ART. 470.

Elle nomme des Commissaires pour l'inspection des Atel.^o. en demande de Constitutions, de régularisation, de reprise de Travaux ou de Cumulation de Rites.

Les Inspections ou Installations ont toujours lieu au Rite professé par l'Atel. . .

ART. 471.

En exécution des art. 409 à 419 inclusivement, elle délivre des pouvoirs aux Membres du G. . . O. . . chargés d'inspecter les Travaux des Atel. . . Symb. . . , de s'assurer de leur régularité et de recueillir leurs vœux.

ART. 472.

La Chambre juge toutes les questions dogmatiques Symb. . . , sur l'avis préalable du G. . . Collège des Rites.

ART. 473.

La Chambre est également juge de la régularité des Travaux des Atel. . . Symb. . . Elle peut suspendre provisoirement une L. . . qui enfreint les Réglemens généraux ; mais elle instruit immédiatement, et entend la défense de la L. . . suspendue. Lorsque les débats sont clos, elle en prononce la suspension temporaire ou la radiation du Tableau de la Correspondance du G. . . O. . . , s'il y a lieu.

La L. . . peut interjeter appel ; mais cet appel ne suspend pas l'exécution de la décision de la Chambre Symb. . .

ART. 474.

Elle tient ordinairement ses séances au Gr. . . d'App. . .

ART. 475.

En l'absence du G. . . M. . . , des GG. . . Dignit. . . et du Représentant du G. . . M. . . , ou des Présidents des

Chambres, le mot de semestre est donné par l'Off.·. qui préside les Travaux.

SECTION SEPTIÈME.

Des Dignitaires et des attributions du Suprême Conseil des Rites.

ART. 476.

Les Off.·. du Supr.·. Conseil des Rites sont :

Un Président ;

Un 1^{er} et un 2^e Surv.·. ; un Orat.·. ; un Secrétaire suppléant le G.·. Hospit.·., présentés par les Chambres, et nommés en Comité central et d'élection ;

Le G.·. Exp.·. et le G.·. Garde des Archives indiqués art. 450, § 5 et 6 ;

Un second Exp.·. ; deux Maîtres des Cérémonies ; un Garde du Sceau et un Orat.·. adjoint, à la nomination du Supr.·. Conseil des Rites.

ART. 477.

Tout Député revêtu du Gr.·. de R.·. C.·. peut être élu Membre du Supr.·. Conseil des Rites ; mais il ne peut assister aux Travaux des Gr.·. supérieurs sans les posséder. Les Dignit.·. et Off.·. de cette Chambre doivent être revêtus des plus hauts degrés.

ART. 478.

Les fonctions et attributions de la Chambre Symb.·., spécifiées art. 467 à 473 inclus, pour ce qui concerne les Gr.·. Symb.·., sont aussi celles du Supr.·. Conseil des Rites, pour ce qui est relatif aux Atel.·. supérieurs, de quelque Rite ou de quelque Gr.·. que ce soit.

ART. 479.

Le Supr. : Conseil des Rites tient ordinairement ses séances au Gr. : de G. : El. : Écoss. :

ART. 480.

Dans les cas prévus par l'art. 475, les mots *Ann. :* sont donnés par l'Off. : qui préside les Travaux.

SECTION HUITIÈME.

De l'organisation et des attributions de la Chambre de Conseil et d'Appel.

ART. 481.

Chacune des trois Chambres administratives concourt à la formation de la Chambre de Conseil et d'Appel, par le choix dans son sein, et à la majorité absolue des suffrages, de sept Off. : ayant trois années d'exercice.

ART. 482.

Ils ont pour adjoints, avec voix délibérative, trois Off. : honoraires et les six Députés de semestre désignés par les Chambres conformément à l'art. 422.

ART. 483.

Aussitôt après leur nomination, les Off. : et leurs adjoints se réunissent, sous la présidence de leur doyen d'âge maç. :, et procèdent à l'élection de leurs Off. : Dignit. :; cette élection n'est définitive qu'après la sanction du G. : O. :.

Ces Off. : sont :

Un Président ;

Un 1^{er} et un 2^e Surv. : ;

Un Orat. : et son adjoint ;

Un Secrétaire suppléant le G. . . Hospit. . . ;

Un Exp. . . et deux Maîtres des Cérémonies.

En tout huit Dignit. . . et un adjoint.

Ces Dignit. . . sont choisis en nombre égal parmi les Membres élus par chacune des Chambres administratives.

La durée des fonctions des dignit. . . est triennale.

ART. 484.

Lorsque la Chambre de Conseil et d'Appel est constituée, elle en instruit officiellement le G. . . O. . . dans ses trois Chambres administratives, par l'envoi de son procès-verbal d'élection, signé par les cinq premières Lum. . .

ART. 485.

Si, pendant les trois années, il vient à vaquer un ou plusieurs offices, il y est pourvu par celle des Chambres dont les FF. . . à remplacer faisaient partie.

ART. 486.

La Chambre donne son avis dans toutes les affaires qui intéressent l'existence des corps maç. . . et sur lesquelles il n'appartient qu'au G. . . O. . . de statuer définitivement.

Elle juge en dernier ressort toutes les autres affaires dont il est fait appel.

ART. 487.

Lorsque la Chambre s'occupe de questions relatives aux Gr. . . supérieurs, ceux de ses Membres qui ne les possèdent pas ne peuvent assister aux Travaux.

ART. 488.

La Chambre de Conseil et d'Appel peut ouvrir ses

Travaux au nombre de sept Membres; mais onze sont indispensables pour délibérer. Dans le cas où elle n'atteindrait pas le nombre onze, elle accorde voix délibérative, pour la séance seulement, aux Off. et aux Députés présents, dont les noms sont consignés dans le procès-verbal.

ART. 489.

Si une affaire pour laquelle des suppléans ont été nommés d'office n'est point terminée dans la même séance, le droit de vote est conservé à ces suppléans, pour toutes les séances où elle serait reproduite et jusqu'à la décision de la Chambre.

ART. 490.

Les Membres d'une Chambre qui a statué dans une affaire dont est appel, n'ont que voix consultative dans le jugement définitif de cette affaire.

ART. 491.

Toute décision de la Chambre est prise à la majorité des deux tiers; cependant, si, au premier tour de scrutin, on n'obtient pas cette majorité, un second tour de scrutin a lieu, et s'il présente le même résultat, le scrutin circule une troisième fois, et la décision est prise à la majorité absolue des votans. Néanmoins, s'il s'agit de la condamnation d'un Atel. ou d'un F., la décision de la Chambre ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des votes.

ART. 492.

Elle ne s'immisce en rien dans les Travaux administratifs ou dogmatiques, qui sont dans les attributions des autres Chambres.

Les Travaux sont ordinairement tenus au premier Gr. . Symb. . .

ART. 493.

La Chambre de Conseil et d'Appel a deux tenues fixes par an. Elle peut être extraordinairement convoquée par la Chambre de Correspondance et des Finances si le besoin l'exige.

SECTION NEUVIÈME.

Des attributions du Comité central et d'élection.

ART. 494.

Le Comité central institué art. 19 est composé des trois Chambres administratives, ainsi qu'il est spécifié art. 429. Il ne peut s'immiscer dans aucune des attributions réservées aux trois Chambres administratives, et à celle de Conseil et d'Appel.

ART. 495.

Les attributions spéciales du Comité central et d'élection ont pour objet :

1° L'élection d'un G. . Maître, sauf le cas prévu par l'art. 515 ; celle de deux GG. . Maîtres adjoints et du G. . Conservateur, et l'élection de trois candidats à présenter au choix du G. . Maître, pour la nomination de son Représentant particulier ;

2° Celle des cinq premiers Dignit. . des trois Chambres administratives et de six Off. . particuliers désignés art. 450 ;

3° Le choix des Off. . sur les listes de candidature établies par chacune des mêmes Chambres, et la réélection des Off. . après chaque exercice triennal ;

4° L'appel du refus de visa des pouvoirs des Députés ;

5° Les nominations des employés du Secrétariat et d'imprimeur du G. . . O. . . , sur les propositions qui en sont faites par la Chambre de Correspondance ;

6° Tout ce qui est relatif à l'ordre intérieur du G. . . O. . . ou de ses Chambres.

ART. 496.

Dans le cas où les trois Chambres administratives votent différemment sur des questions relatives à des dépenses extraordinaires proposées au G. . . O. . . , ou même à la fixation du prix des Banquets, ces questions sont renvoyées à l'examen du Comité central et d'élection, qui statue définitivement.

ART. 497.

Le Comité ne peut autoriser une dépense fixe de plus de quatre cents francs sans en référer au G. . . O. . .

ART. 498.

Les modifications du coût des Constitutions, Chartes, Patentes constitutionnelles, Diplômes, Brefs, Patentes, Cahiers des Gr. . . , contributions annuelles, etc., ainsi que des traitemens des employés du secrétariat, sont proposées par la Chambre de Correspondance et des Finances et renvoyées au Comité central, qui statue. Quelle que soit la décision, elle est soumise à la sanction du G. . . O. . .

ART. 499.

Les Travaux du Comité central sont alternativement, et à tour de rôle, dirigés par les Off. . . Dignit. . . de chacune des trois Chambres administratives. Ce tour

de rôle est constaté, à chaque tenue, dans le procès-verbal.

ART. 500.

Le Comité central et d'élection a quatre tenues ordinaires par année. Il tient toujours ses séances au premier Gr. Symb. Aucun Visiteur n'y est admis.

SECTION DIXIÈME.

Des Commissions en général et du Secrétariat.

ART. 501.

Il est établi auprès de la Chambre de Correspondance et des Finances, et sous sa surveillance immédiate, deux commissions permanentes, sous les titres de *Comité des Finances et de Bienfaisance*, et de *Comité d'Inspection du Secrétariat, de Statistique et des Archives*.

Les Réglemens particuliers du G. O. déterminent l'organisation et les fonctions de chacun de ces Comités.

ART. 502.

Il peut être établi temporairement, par chacune des Chambres, des Commissions spéciales dont l'existence et les fonctions cessent après qu'il a été statué sur les affaires renvoyées à leur examen.

ART. 503.

Le Comité des Finances et de Bienfaisance est composé de trois Off. non Dignit. pris dans le sein de la Chambre de Correspondance, et auxquels sont adjoints, pour en faire partie intégrante, un Off. et un Député de semestre nommés par chacune des deux autres Chambres.

ART. 504.

Le Comité d'Inspection du Secrétariat est composé des trois Secrétaires titulaires des Chambres administratives, du G. . . Garde des Archives désigné art. 450, et du 1^{er} Exp. . . de la Chambre de Correspondance.

ART. 505.

Le Comité des Finances se choisit un Président, un Vice-Président et un Secrétaire, qui sont renouvelés tous les six mois. Le Secrétaire de la Chambre de Correspondance est Président-né du Comité d'Inspection pendant toute la durée de ses fonctions.

ART. 506.

Les deux Off. . . et les deux Députés élus par la Chambre Symb. . . et le Supr. . . Conseil, pour concourir à la composition du Comité des Finances et de Bienfaisance, sont alternativement renouvelés, par moitié, à la fin de chaque année ; les trois Membres nommés par la Chambre des Finances ne sont remplacés que par tiers ; le sort détermine, pour la première année, quels sont les Membres à remplacer.

ART. 507.

Les employés du Secrétariat sont à la disposition des Présidents de chacun des deux Comités, à raison des fonctions spéciales qui leur sont confiées.

ART. 508.

Les travaux du Secrétariat sont exécutés par des employés choisis par le Comité central, sur une présentation de liste faite par la Chambre de Correspondance, et confirmés ensuite par le G. . . O. . . La Chambre de

Correspondance, sur l'avis du Comité d'inspection, détermine la spécialité du travail de chaque employé.

ART. 509.

Le premier commis prend le titre de chef du Secrétariat ; il tient le pinceau dans les séances du G. . . O. . . , dans celles de ses Chambres, du Comité central et du G. . . Collège des Rites, ainsi que dans les installations des Atel. . . Il rédige définitivement toutes les Esquisses ; il est également chargé de la rédaction de toutes les Pl. . . , sous la surveillance du Secrétaire de la Chambre de Correspondance et des Finances, et surveille l'exécution des travaux confiés aux employés du Secrétariat.

ART. 510.

Les employés du Secrétariat ne peuvent être remerciés ou destitués que par un arrêté du Comité central, provoqué par la Chambre de Correspondance et sanctionné par le G. . . O. . .

SECTION ONZIÈME.

De l'incompatibilité des fonctions.

ART. 511.

Les incompatibilités déterminées art. 130 à 133 inclus, sont applicables aux Off. . . et aux Dignit. . . du G. . . O. . . , considérés seulement comme membres actifs des LL. . .

ART. 512.

Il y a incompatibilité,

1° Entre la qualité d'Off. . . honoraire et celle d'Off. . . titulaire du G. . . O. . . ;

2° Entre les fonctions d'Off. . . Dignit. . . dans les trois Chambres administratives ;

3° Entre les présidences des mêmes Chambres et celles des Comités permanens ;

4° Entre les fonctions d'Off. . . honoraire ou titulaire, de Député et Présidens d'Atel. . . , et celles d'employés au Secrétariat.

ART. 513.

Aucun membre du G. . . O. . . ne peut cumuler plus de trois députations, soit de L. . . , de Chap. . . , de Cons. . . , de Trib. . . ou de Consist. . . , bien que ces cinq Atel. . . aient un seul et même titre distinctif. S'il est nommé par des Atel. . . de titres différens, il est tenu d'opter.

ART. 514.

Tout membre du G. . . O. . . nommé à des fonctions incompatibles est également tenu d'opter.

SECTION DOUZIÈME.

Du mode d'élection du G. . . Maître, des GG. . . Dignitaires et du Représentant particulier du G. . . Maître.

ART. 515.

La nomination d'un Prince du sang à la dignité de G. . . Maître de l'Ordre est préparée par la réunion solennelle de tous les membres du G. . . O. . . , qui nomment une commission de quinze membres, dont les GG. . . Dignit. . . font de droit partie.

Cette Commission fait les démarches convenables dans une circonstance aussi importante pour l'Ordre.

ART. 516.

Si le Prince accepte la dignité de G. . . Maître, la Commission en donne connaissance aux Présidens des trois Chambres administratives, qui font convoquer immédiatement un G. . . O. . . extraordinaire composé des GG. . . Dignit. . ., des Off. . . honoraires, des Off. . . titulaires et de tous les Députés et Présidens d'Atel. . .

Le plus ancien des Orat. . . annonce l'acceptation du Prince, et le G. . . O. . . proclame à l'instant le G. . . Maître de l'Ordre Maç. . . en France.

ART. 517.

L'élection d'un G. . . Maître, s'il n'est pas prince du sang, est préparée, dans le Comité central et d'élection, par une liste triple de présentation et par bulletins écrits, à la majorité absolue des suffrages ; les GG. . . Dignit. . . et les Off. . . honoraires font alors partie du Comité.

ART. 518.

Le G. . . O. . . est convoqué, ainsi qu'il est dit art. 516 ; les noms des trois candidats sont annoncés par le Président : le scrutin écrit circule, et celui des candidats qui a obtenu la majorité absolue des suffrages est proclamé G. . . Maître de l'Ordre Maç. . . en France.

ART. 519.

On procède, ainsi qu'il est spécifié par les deux derniers articles ci-dessus, à l'élection des GG. . . Maîtres Adjoints et du G. . . Conservateur.

ART. 520.

L'élection des trois candidats pour la dignité de Représentant particulier du G. . . Maître, faite par le

Comité central en exécution de l'art. 495, § 1^{er}, est soumise à la sanction du G. . O. . en assemblée générale. Chaque candidat doit être confirmé par la voie du scrutin écrit, à la majorité absolue des suffrages.

ART. 521.

Les candidats ne peuvent être choisis que parmi les Off. . honoraires ou titulaires du G. . O. . .

ART. 522.

La liste des candidats est portée au G. . Maître, qui en choisit un, dont la nomination est proclamée par le G. . O. . .

SECTION TREIZIÈME.

Des fonctions en général dans le G. . O. . .

Du G. . Maître et des GG. . Dignitaires.

ART. 523.

Le G. . Maître préside le G. . O. . et ses Chambres lorsqu'il le juge convenable.

Il donne les mots de semestre et annuels.

Il signe les provisions de chaque Off. . du G. . O. . , les Constitutions, les Lettres capitulaires, les Patentes constitutionnelles, et en général tous les actes solennels du G. . O. . .

Il a le droit de convoquer extraordinairement le G. . O. . , son Comité central et d'élection ou ses Chambres.

ART. 524.

La faculté de réclamer contre les arrêtés du G. . O. . est exercée par le G. . Maître, au moyen d'une déclaration revêtue de sa signature, et transmise au

G. . O. . par l'un des GG. . Maîtres Adjoints ou son Représentant.

ART. 525.

La déclaration du G. . Maître est ainsi conçue :

*Le G. . Maître juge l'arrêté susceptible d'inconvé-
niens.*

L'exécution de l'arrêté est suspendue de droit par cette déclaration.

ART. 526.

La déclaration du G. . Maître passe successivement, à titre de communication, dans chacune des trois Chambres administratives. Il en est fait lecture, et il ne peut être ouvert aucune discussion à ce sujet.

ART. 527.

Si, trois mois après, le G. . Maître persiste dans sa déclaration, et le fait connaître au G. . O. . de la manière indiquée art. 524, l'Orat. . de la Chambre de Correspondance fait son rapport à la Chambre de Conseil et d'Appel ; cette Chambre donne son avis au G. . O. . , qui seul a droit de statuer définitivement.

ART. 528.

Le premier Adjoint du G. . Maître, à son défaut, le deuxième, et, après eux, le G. . Conservateur, suppléent le G. . Maître.

ART. 529.

Les trois GG. . Dignit. . sont suppléés par le Représentant particulier du G. . Maître.

ART. 530.

Le plus ancien des deux GG. . Maîtres Adjoints est le dépositaire du glaive de l'Ordre.

ART. 531.

Le G. . . Maître, les GG. . . Maîtres Adjoints et le G. . . Conservateur, sont dispensés des détails de l'administration. Il ne leur est adressé ni demandes, ni lettres, ni mémoires. Ils ont néanmoins le droit de se faire représenter les actes, registres, papiers, et généralement tout ce qui tient aux archives, au secrétariat et à l'administration.

Le déplacement des pièces ne peut avoir lieu que pour le G. . . Maître.

Du Représentant particulier du G. . . Maître.

ART. 532.

Le Représentant particulier du G. . . Maître en exerce les fonctions pendant son absence et celle des GG. . . Dignit. . . : il est spécialement chargé des relations ordinaires entre le G. . . O. . . et le G. . . Maître.

Il signe et paraphe la première et la dernière page des Livres d'or; il a le droit d'apposer sa signature à tous les actes du G. . . O. . .

Lorsque le G. . . Maître ou les GG. . . Dignit. . . sont présents, le Représentant siège avant les Présidents des chambres.

Des Présidents.

ART. 533.

Le premier Dignit. . . de chaque Chambre en préside les travaux ordinaires ou extraordinaires.

Il ne peut être repris, séance tenante, par aucun F. . . ; la voie d'observation est seule permise à son égard.

A lui seul appartient :

- 1° D'ouvrir et de fermer les travaux ;
- 2° De mettre les propositions sous le Maill. . . ;
- 3° De proclamer le résultat des délibérations ;
- 4° De régler le cérémonial ;

5° D'autoriser la lecture d'une pièce d'architecture, lors même qu'après avoir été préalablement communiquée à l'Orat. . . , selon le vœu des art. 317 et 539, § 5, elle n'aurait pas obtenu son autorisation.

Le Président peut, lorsqu'il le juge à propos, retirer la parole à un F. . . qui s'écarte de l'ordre ; il peut aussi lui faire couvrir le Temple, et même, dans des cas graves, il peut suspendre ou clore les travaux.

Il doit s'abstenir d'influencer l'opinion des membres par un concours actif aux discussions ; mais seul il résume les avis divers, sur lesquels il requiert les conclusions de l'Orat. . .

Il est spécialement chargé, à l'ouverture de chaque séance, de l'annotation des affaires sur le livre d'ordre ; de la nomination des Rapporteurs suivant l'ordre du tableau, et de celle des Commissions dans les affaires peu importantes.

ART. 534.

Le Président signe toutes les Pl. . . officielles qui émanent de la Chambre à laquelle il est attaché, ainsi que celles inscrites dans le livre d'or.

ART. 535.

Dans toutes les délibérations où le scrutin devient indispensable, si, au premier ou au second tour, les votes sont également partagés, un troisième tour a lieu ;

et, dans ce cas seulement, le Président a double vote, si les suffrages sont encore également répartis.

Des Surveillans.

ART. 536.

Les fonctions et attributions des Surv. . . sont déterminées par l'art. 114.

Si, pour cause d'absence, le 2^e Surv. . . occupe le fauteuil, il ne le cède qu'au Président lorsqu'il se présente.

Des Orateurs.

ART. 537.

L'Orat. . . est conservateur-né des Statuts et Règlements généraux de l'Ordre. Il doit s'opposer à toute délibération qui y serait contraire, et demander acte de son opposition, sur le mérite de laquelle il est statué par la Chambre de Conseil et d'Appel.

ART. 538.

Dans toute affaire contentieuse, ou d'un intérêt majeur, le dossier des pièces lui est communiqué par les rapporteurs, huit jours au moins avant la séance où cette affaire doit être mise en délibération. Il peut refuser de conclure si cette formalité n'a pas été remplie.

ART. 539.

L'Orat. . . a toujours la parole pour éclairer et fixer les points d'une discussion. Lorsque le Président a résumé les avis, l'Orat. . . donne ses conclusions sans les motiver ; néanmoins il peut citer les articles des Statuts généraux sur lesquels il fonde ses conclusions. Il peut même les ajourner si la matière ne lui paraît

pas suffisamment éclairée ; mais il est tenu de les fournir verbalement ou par écrit dans la tenue suivante. Il est en outre spécialement chargé :

1° D'annoter le résultat de la délibération sur le dossier de chaque affaire ;

2° De signer les esquisses des Travaux et de les collationner avec les rédactions définitives sur le procès-verbal ;

3° D'assister au dépouillement des votes écrits ou du scrutin des boules.

4° L'Orat. . qui se trouve en tour prononce un discours à chaque fête de l'Ordre, et à chaque pompe funèbre une notice nécrologique sur les FF. . décédés pendant l'année écoulée.

5° Il s'oppose à la lecture de tout morceau d'architecture qui ne lui aurait pas été communiqué. Les Orat. . Adj. . remplissent de droit, dans leurs Chambres respectives, les fonctions d'Orat. . en l'absence des Orat. . titulaires. Ils ne peuvent remplir ces mêmes fonctions dans les tenues du G. . O. . qu'en l'absence des trois Orat. . titulaires.

ART. 540.

L'Orat. . particulier de la Chambre de Conseil et d'Appel doit fournir un rapport par écrit sur chacune des affaires soumises à la délibération de la Chambre. Ce rapport est joint au dossier.

Des Secrétaires.

ART. 541.

Le Secrétaire assiste le Président lors de la distri-

bution des affaires, et inscrit le nom du rapporteur sur chaque dossier.

Il tient note des travaux dans une esquisse dont il donne lecture avant qu'ils soient fermés, et, après son adoption, la transcrit sur le procès-verbal ;

Il contre-signé, par mandement, le procès-verbal et toutes les Pl. . officielles qui émanent de la Chambre à laquelle il est attaché ;

Il est scrutateur-né dans le dépouillement des votes dont il annonce le résultat au Président.

Le Secrétaire en tour, dans une tenue de fête d'Ordre, doit rendre un compte analytique des travaux du G. . O. . depuis la dernière fête. Ce compte a spécialement pour objet les Constitutions des Atel. ., les cumulations de Rites, les Mutations dans la composition des Chambres, la statistique en général, et les observations faites dans l'intérêt général de l'Ordre et recueillies d'après les formes voulues par les Réglemens.

Le Secrétaire de la Chambre de Correspondance et des Finances est spécialement chargé de la direction des travaux du Secrétariat.

Des Experts.

ART. 542.

Le premier Exp. . de chaque Chambre remplace, en cas d'absence, et suivant l'ordre hiérarchique, le Président, ainsi que le 1^{er} et le 2^e Surv. . .

Il est chargé spécialement :

1^o De scruter avec attention les qualités maç. . des Visiteurs, de les tuil. ., et de donner son avis au Président sur leur introduction ;

2° De recueillir les boules ou bulletins des votes , d'assister à leur dépouillement, et de compter le nombre des votans.

Des Maîtres des Cérémonies.

ART. 543.

Les fonctions des Maîtres des cérémonies sont les mêmes que celles déterminées par l'art. 118 en ce qui concerne les attributions du G. . O. . .

Des Off. . députés près des Chambres administratives.

ART. 544.

Chaque Chambre administrative nomme deux de ses membres pour la représenter auprès des deux autres Chambres, et chaque député a voix délibérative dans la Chambre près de laquelle il est nommé.

Ils sont spécialement chargés de transmettre les vœux de leurs Chambres respectives, les décisions qui peuvent intéresser l'Ordre en général, et d'entretenir les liens fraternels qui doivent unir les membres du G. . O. . .

Des Officiers Dignitaires, Adjoints ou temporaires.

ART. 545.

Les art. 121 et 122, relatifs à la spécialité des fonctions dans les Atel. ., régissent également le G. . O. . et chacune de ses Chambres. Néanmoins l'Exp. . nommé d'office n'est point appelé à occuper le fauteuil dans les cas prévus art. 542.

ART. 546.

Il est statué par les art. 593 à 600, 607 à 612 et 680 à 705 inclusivement, sur les droits et devoirs des

GG. : Archiviste, Garde des Timbres et Sceaux, Trésorier, Hospit. : et Archit. : Vérificateur du G. : O. : ..

SECTION QUATORZIÈME.

De la Durée des Fonctions.

ART. 547.

Les fonctions du G. : Maître sont à vie pour un prince, et temporaires pour tout autre Maç. : ..

ART. 548.

Si le G. : Maître n'est point un prince, lui et ses deux adjoints sont élus pour neuf années consécutives. Ils peuvent être réélus deux fois à l'expiration de chaque exercice nonennal. Le maximum à l'égard de chacun d'eux est de vingt-sept ans.

ART. 549.

Le G. : Conservateur est élu pour sept ans, et peut l'être successivement jusqu'à concurrence de vingt-une années de suite.

ART. 550.

L'exercice du Représentant particulier du G. : Maître est de trois années consécutives.

Deux fois seulement après exercice triennal, le Représentant peut être compris au nombre des trois candidats présentés à la confiance du G. : Maître.

Dans aucun cas, la durée de ses fonctions n'excède neuf années.

ART. 551.

Les fonctions des Off. : Dignit. : ne durent que trois ans, après lesquels, pour qu'ils soient rééligibles au même office, il faut l'intervalle d'une année.

ART. 552.

En cas de remplacement, la durée d'un office est bornée à celle du temps qui restait à faire au titulaire remplacé pour achever son exercice triennal.

SECTION QUINZIÈME.

Du Renouvellement périodique de la Chambre de Conseil et d'Appel, du G. . . Collège des Rites, ainsi que des Dignitaires des trois Chambres administratives, et de la fixation des Époques d'Élection.

ART. 553.

Aussitôt qu'une vacance d'un Off. . titulaire ou d'un Dignit. . a lieu dans le G. . O. . ou dans ses Chambres, il y est pourvu d'après le mode prescrit art. 432. . . à 440 inclusivement.

ART. 554.

Chacune des Chambres administratives nomme, dans le délai de ving-un jours, aux offices vacans dans la Chambre de Conseil et d'Appel, dans le G. . Collège des Rites, dans le Comité des Finances, et dans celui du Secrétariat.

ART. 555.

Le renouvellement périodique de tous les Off. . Dignit. . des Chambres du G. . O. . et du G. . Collège des Rites est triennal.

ART. 556.

Dans la première tenue du douzième mois, chacune des Chambres administratives procède à l'élection des Off. . Dignit. . qu'elle doit nommer, et réciproquement désignés art. 455, 466, et 476.

Elle pourvoit aussi aux offices vacans dans la Chambre de Conseil et d'Appel, dans le G. . Collège des Rites, et dans le Comité des Finances.

ART. 557.

Chacune des trois Chambres administratives, dans sa première tenue du douzième mois, s'occupe des présentations aux offices de Dignit. ., en se conformant à ce qui est prescrit art. 443. Elle procède dans la tenue suivante aux nominations spécifiées art. 556.

ART. 558.

Le Comité central et d'élection, dans une séance extraordinaire, qui a lieu le troisième mardi du douzième mois, et, s'il est nécessaire, dans sa séance ordinaire du mardi suivant, procède aux élections des Off. . Dignit. ., ainsi qu'il est prescrit art. 435, 436 et 437.

ART. 559.

La Chambre de Conseil et d'Appel, dans une tenue extraordinaire qui a lieu le quatrième jeudi du douzième mois, élit ses Off. . Dignit. ..

Le G. . Collège des Rites élit les siens dans sa tenue extraordinaire du quatrième samedi du même mois, en se conformant l'un et l'autre aux dispositions des art. 483 et 484.

ART. 560.

Un Off. . titulaire nommé pour remplacer un Off. . Dignit. . ne remplit ces fonctions que pour le reste u temps de l'exercice triennal.

ART. 561.

Les Off. . Dignit. . après exercice triennal continuent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

SECTION SEIZIÈME.

Du Mode des Installations.

ART. 562.

Les Off. . Dignit. . nouvellement élus ne peuvent prêter leur obligation qu'après avoir été proclamés par le G. . O. . . L'assentiment des trois Chambres administratives suffit aux Députés pour être admis à la prêter.

ART. 563.

L'obligation, pour les uns et les autres, consiste dans la promesse solennelle d'être fidèles observateurs des Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, et de remplir avec zèle et assiduité les fonctions auxquelles ils sont appelés.

Cette obligation consiste en outre, pour les cinq premiers Dignit. . de chaque Chambre, à déclarer qu'ils possèdent déjà ou qu'ils se soumettent à prendre une connaissance approfondie de ces mêmes Statuts et Réglemens.

ART. 564.

Le G. . Maître est installé par son prédécesseur, si les circonstances le permettent. Dans le cas contraire, l'installation du nouvel élu, dans le sein du G. . O. . et en son nom, est faite par le plus ancien des GG. . Dignit. . ou l'un des Présidens des Chambres.

ART. 565.

Le même mode d'installation a lieu, dans l'ordre hiérarchique, pour le 1^{er} et le 2^e G. . Maître adjoint et pour le G. . Conservateur.

ART. 566.

En l'absence des G.G. : Dignit. : de l'Ordre, le **Président, en tour, assisté de ses Collègues, procède à l'installation du Représentant particulier du G. : Maître. :**

ART. 567.

Le **Président de la Chambre de Conseil et d'Appel** est installé par le représentant du G. : Maître, assisté des Présidens des trois Chambres administratives. Si le Représentant est absent, le Doyen d'âge civil des Présidens le supplée pour cette cérémonie.

ART. 568.

L'installation des Présidens de chacune des Chambres administratives est toujours faite par le Représentant du G. : Maître, et, en son absence, par le Doyen d'âge civil de la Chambre.

Enfin, le Doyen d'âge civil présent procède à l'installation du Président du G. : Collège des Rites.

ART. 569.

Lorsque le Président de chacune des Chambres ou du G. : Collège des Rites est installé, il procède à son tour à l'installation des autres Dignit. : en la manière prescrite art. 150 à 153 inclus.

ART. 570.

Tout Off. : Dignit. : qui a déjà prêté son obligation en cette qualité ne la renouvelle point.

ART. 571.

Si un Off. : est absent lors de son élection, il en est instruit par une Pl. : officielle du Secrétaire de la **Chambre de Correspondance. S'il s'agit d'un Dignit. :**

élu par le Comité central et d'élection, cette Pl. . est signée par les trois premières Lum. . .

Dans le cas même d'absence, le Président de chaque Chambre est instruit de son élection par une députation de trois membres de la Chambre à laquelle il appartient, et qui lui remet la Pl. . officielle de la Chambre de Correspondance.

ART. 572.

Une députation de trois membres est également envoyée par la Chambre de Conseil et d'Appel, et par le G. . Collège des Rites, à leur nouveau Président, pour faire part à chacun d'eux de son élection.

ART. 573.

Tout Off. . nouvellement élu ne prend rang sur le tableau que du jour de son installation.

Il peut être installé, soit dans le G. . O. ., soit dans la Chambre dont il est membre.

CHAPITRE SECOND.

DU RÉGIME ADMINISTRATIF DU G. . O. . DE FRANCE.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Organisation du Comité d'Inspection du Secrétariat, de Statistique et des Archives.

ART. 574.

Le Comité d'Inspection du Secrétariat, de Statis-

tique et des Archives, établi art. 501, se réunit dans le local du G. . O. . tous les samedis précédant les séances ordinaires de la Chambre de Correspondance et des Finances.

Ces réunions, auxquelles sont appelés, s'il est besoin, le chef ou l'un des employés du Secrétariat, ont pour objet spécial :

1° L'ouverture de la correspondance et les annotations sommaires des sujets de cette correspondance, tant sur le dossier des pièces que sur les livres d'ordre ci-après indiqués ;

2° L'examen et la distribution du travail entre les employés du Secrétariat dans l'intervalle d'une séance à l'autre, et les observations et injonctions auxquelles cet examen peut donner lieu ;

3° Une surveillance active dans les expéditions et dans l'envoi des pièces de la correspondance ;

4° Les propositions tendantes au perfectionnement du système administratif ;

5° Le recensement à la fin de chaque trimestre des signatures sur le registre de présence, et d'en faire connaître le résultat à chacune des trois Chambres ;

6° De faire dresser l'annuaire maç. ., de manière qu'il puisse être distribué au 1^{er} avril au plus tard, et d'en surveiller la rédaction.

ART. 575.

Tout ce qui concerne le Secrétariat, la Correspondance et les Archives, est sous l'autorité de la Chambre de Correspondance, et dans les attributions du Comité d'Inspection ; néanmoins le G. . Archiviste, comme

fonctionnaire responsable, est seul dépositaire de la clef des Archives du G. . . O. . .

ART. 576.

Le Comité ne peut délibérer s'il n'est formé de trois membres au moins. Ses délibérations, signées par les membres présents à l'ouverture et à la clôture de chaque séance, sont consignées sur un registre particulier, coté et paraphé dès l'origine par le Président et le Secrétaire.

ART. 577.

L'ouverture des paquets et les annotations ci-dessus prescrites peuvent cependant être faites par moins de trois membres, mais toujours aux jours et heures fixés par l'art. 574 pour ses réunions. Dans ce cas, celui ou ceux des membres présents à ce travail le mentionnent, le datent et le signent sur le registre du Comité.

ART. 578.

Les délibérations qui auraient pour objet des inculpations contre un des employés du Secrétariat ne peuvent être prises qu'à la majorité des quatre cinquièmes des membres composant le Comité.

ART. 579.

Chaque membre du Comité reçoit un demi-jeton d'argent pour droit de présence à chacune des tenues. Cette présence est constatée par sa signature sur un registre spécial et sur celui des délibérations.

SECTION DEUXIÈME.

Des Employés du Secrétariat.

ART. 580.

Les employés du G. . . O. . . doivent être réunis au Secrétariat tous les jours non fériés, depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures après midi. Lorsque le G. . . O. . . ou ses Chambres sont réunies, l'heure du travail ne cesse pour les employés qu'après la clôture des travaux. Chacun des Comités permanens est autorisé à appeler dans ses séances celui des employés qu'il juge convenable.

ART. 581.

La distribution du travail dont est chargé le Comité d'Inspection doit être telle, à l'égard du chef du Secrétariat, qu'il soit, entre autres choses, spécialement chargé :

1° De rédiger et mettre au net, sous la direction des Secrétaires respectifs, les procès-verbaux des séances du G. . . O. . ., de ses Chambres, du Comité central, et du G. . . Collège des Rites ;

2° De produire sur-le-champ, séance tenante, les pièces ou renseignemens qui lui sont demandés ;

3° De tenir toujours prêt et de déposer sur le bureau des Présidens et sur celui des Orat. . . un duplicata de l'ordre des travaux de chaque tenue ;

4° D'avertir, en temps utile, chacune des Chambres administratives et le Comité d'Inspection, des vacances d'offices et de dignités par démissions ou autrement ;

5° De tenir toujours en ordre les Tableaux des candidats aux députations, ceux des Off. . . titulaires et ho-

noraires, des Présidens et Députés d'Atel.: en exercice, ainsi que des tours de rôle des Off.: ou Dignit.: pour les installations des Atel.:.

ART. 582.

Les employés doivent être membres actifs d'une L.: à l'O.: de Paris.

ART. 583.

Le chef du Secrétariat et le second employé sont, autant qu'il est possible, logés dans le local des séances du G.: O.:. Ils reçoivent, ainsi qu'un troisième employé, s'il est jugé indispensable, un traitement fixé par le G.: O.:, sur l'avis du Comité central et d'élection, provoqué par la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 584.

Le chef du Secrétariat, en cas d'absence par congé, est suppléé par le second employé, et celui-ci par le troisième. Pendant la durée du congé, moitié des appointemens du chef est proportionnellement répartie, comme indemnité d'un surcroît de travail, entre les autres employés.

ART. 585.

Le G.: O.: accorde à ses employés une pension de retraite proportionnée à l'utilité, à la nature et à la durée de leurs services, s'ils n'ont point été par décision exclus de leur emploi, ou si, aptes encore à le remplir, ils n'ont point volontairement donné leur démission pour en exercer un autre.

La pension accordée par le G.: O.:, sur la proposition du Comité central, et d'après l'avis de la Chambre

des Finances, est fixée, savoir : pour dix années d'exercice, à *un tiers* ; pour quinze années, aux *deux tiers* ; et pour vingt années, aux *cinq sixièmes* du traitement d'activité à l'époque où la retraite est accordée.

SECTION TROISIÈME.

De la Réception et de l'Envoi des Pièces de la Correspondance.

ART. 586.

Les actes du G. . . O. . . et de ses Chambres, avant leur envoi aux divers Atel. . . , sont certifiés et signés par le Président, les deux Surv. . . , l'Orat. . . , le Secrétaire de la Chambre de Correspondance et par le garde des Timbres et Sceaux du G. . . O. . .

ART. 587.

Les dossiers des pièces de cette correspondance sont enregistrés par ordre de date et de numéro dans des registres disposés à cet effet.

ART. 588.

Le premier registre, dit d'annotation, contient :

- 1° Le numéro et le sommaire de la pièce ou de l'affaire ;
- 2° Le titre et l'O. . . de l'Atel. . . en instance ;
- 3° Les nom , prénoms et qualités de chaque F. . . porté dans la demande ou réclamation de l'Atel. . . ;
- 4° La date d'envoi des pièces à la Chambre qui doit en connaître ;
- 5° Un extrait de la décision de la Chambre ;
- 6° La date de la réception de la Pl. . . officielle ;

7° La somme envoyée par chaque Atel. : pour contribution annuelle, diplômes, brevets, patentes, etc.

ART. 589.

Le numéro et le sommaire de chaque dossier sont inscrits sur un second registre, ou journal, dit de réception.

ART. 590.

Il est tenu un troisième registre ou journal d'envoi, contenant l'extrait des délibérations transmises aux divers Atel. : de la correspondance.

ART. 591.

Les minutes des réponses aux Pl. : tracées par le G. : O. : portent toutes le numéro d'ordre du registre des copies de lettres. Elles sont annexées aux dossiers qu'elles concernent après avoir été visées par le Secrétaire de la Chambre de Correspondance.

ART. 592.

L'adresse du G. : O. : de France est :

A Monsieur le Grand Nétori.

Les dépêches à cette adresse doivent toujours être affranchies.

SECTION QUATRIÈME.

Des Archives, du G. : Archiviste et de la Communication des Pièces.

ART 593.

Les Archives sont établies dans le local du G. : O. : , et partagées en trois grandes divisions :

La première, pour la Maç. : Symb. : ;

La deuxième, pour tout ce qui concerne les hauts Gr. et la totalité des Rites réunis ;

La troisième, pour la Bibliothèque et le Médailier.

ART. 594.

Les Livres d'Or, registres, chartes, cahiers des grades, minute de réglemens, et généralement tout ce qui tient à la constitution de l'Ordre, occupe une place séparée dans chacune des deux premières divisions.

ART. 595.

Les Livres d'Or ou procès-verbaux sont ceux qui contiennent successivement et sans interruption, suivant l'ordre numérique des dates, les séries des arrêtés pris par le G. O. et ses Chambres, qui sont, à chaque tenue, signés par le Président, les Surv., l'Orat. et le Secrétaire.

Les esquisses qui ont servi à la formation de ces Livres doivent aussi être recueillies et classées séparément dans le même ordre.

ART. 596.

Les actes du G. O. relatifs aux divers Atel., et ceux des Atel. ayant pour objet des demandes en constitution, en cumulation de rites, reprise de travaux ou délivrance de diplômes, brevets ou patentes, et généralement tout ce qui appartient à la correspondance, est placé dans des cartons rangés par ordre alphabétique. Cet ordre est celui de l'O. de chaque Atel..

ART. 597.

Le G. Garde des Archives est chargé de la collection et de la conservation des cahiers de tous les Rites

reconnus par le G. . O. . ; il en surveille toutes les expéditions , les collationne et les certifie conformes aux originaux déposés dans les Archives. Ces expéditions sont contre-signées par celui des Secrétaires de la Chambre qui en ordonne la remise.

Le Garde des Archives tient un registre particulier de cette remise et de l'arrêté de la Chambre en vertu duquel elle a lieu.

ART. 598.

Les Off. . titulaires du G. . O. . , ainsi que les Députés et Présidens des Atel. . , peuvent en tout temps prendre communication des pièces déposées au Secrétariat ou aux Archives.

Tout autre Maç. . , mandataire d'un des Atel. . de la Correspondance, n'obtient cette communication que pour l'objet spécial de sa mission et en vertu d'une délibération de la Chambre qui doit en connaître.

ART. 599.

Les communications des pièces ont lieu sans déplacement, excepté dans le cas prévu par l'art. 531, et dans celui d'une délibération spéciale du G. . O. . ou de l'une des trois Chambres administratives, transmise officiellement au Garde des Archives ou au chef du Secrétariat , et sans laquelle ils ne doivent ni l'un ni l'autre se dessaisir d'aucune pièce.

ART. 600.

Tout F. . qui obtient une communication avec déplacement est tenu d'inscrire lui-même, sur le registre des Archives ou du Secrétariat , le nombre et l'objet des pièces qui lui sont confiées, ainsi que la date et la

durée de cette communication, et d'en signer le récépissé.

Lors du rapport de ces pièces, la remise en est constatée, en sa présence, par le Garde des Archives ou le chef du Secrétariat, qui en écrivent et signent la décharge sur le même registre.

SECTION CINQUIÈME.

De l'Enregistrement et de la Remise des Titres Constitutifs, Diplômes, Brefs, Patentes, etc.

ART. 601.

Les titres constitutifs accordés par le G. . . O. . . sont enregistrés et scellés dans chacune des trois Chambres administratives, et signés par leurs Off. . .

ART. 602.

L'enregistrement du Sceau est constaté dans la Chambre de Correspondance par la signature de son Président et des deux Surv. . .

Il l'est, dans la Chambre Symb. . . et dans le Supr. . . Conseil des Rites, par les Secrétaires, qui signent, tant sur les titres que sur les registres.

ART. 603.

L'envoi des Constitutions symb. . ., Lettres capitulaires et Patentes constitutionnelles, est mentionné au registre, ainsi que la voie par laquelle on les fait parvenir et le jour de l'expédition.

ART. 604.

Tout F. . . à qui l'on remet un titre constitutif, et qui

a qualité pour le recevoir, en date et signe le reçu sur le registre.

ART. 605.

Lorsque le G. . O. . envoie un titre constitutif à un Atel. . , le Secrétaire de la Chambre de Correspondance y joint une lettre d'avis, signée GRAND-NÉTORI, qu'il contre-signe.

ART. 606.

Les Diplômes, Brefs ou Patentes sont remis au Député de l'Atel. . , qui en donne son reçu. En l'absence, ou à défaut du Député, ils sont directement adressés à l'Atel. . .

SECTION SIXIÈME.

Des Timbres et Sceaux, et des Gardes des Sceaux.

ART. 607.

Le G. . Sceau du G. . O. . est en métal; il est confié au G. . Garde des Timbres et Sceaux.

ART. 608.

La Chambre de Correspondance et des Finances, la Chambre Symb. . et le Supr. . Conseil des Rites ont chacun un sceau particulier, appelé petit Sceau du G. . O. . ; il est apposé en cire de couleur. Le Garde du Sceau de chaque Chambre en est le dépositaire; il signe tous les actes qu'il scelle.

ART. 609.

Les Sceaux sont apposés sur les titres constitutifs ou d'agrégation, sur les Provisions d'Off. . , les Lettres d'honoraires, les Certificats de service, Dipl. . ,

Brefs et Patentes, et en général sur tous les actes émanés du G. . O. . .

ART. 610.

Les expéditions des délibérations sont scellées du Sceau particulier de la Chambre de Correspondance, après avoir été collationnées, et signées par les cinq premiers Dignit. . de cette Chambre.

ART. 611.

Le G. . O. . n'a qu'un Timbre; il est apposé sur tous ses actes.

ART. 612.

Le G. . Garde des Sceaux tient un registre particulier de tous les actes scellés du Sceau du G. . O. . .

Il reçoit les oppositions au G. . Sceau et en fait son rapport à la Chambre de Correspondance et des Finances, lors de sa première tenue.

A chaque Fête d'Ordre, il rend compte du nombre et de la nature des pièces qu'il a scellées dans l'intervalle d'une Fête à l'autre.

SECTION SEPTIÈME.

Des Oppositions aux Sceaux et à l'Enregistrement.

ART. 613.

Il peut être formé opposition aux Sceaux et à l'Enregistrement de toutes pièces susceptibles d'être timbrées et scellées.

ART. 614.

Le droit d'opposition appartient exclusivement :

1° A chacune des Chambres administratives ;

2° A l'Orat. . de chacune des Chambres , dans le seul cas de violation des réglemens ;

3° A chacun des Atel. . de la Correspondance, par l'organe de son Député muni d'un mandat en règle et d'un pouvoir spécial ;

4° A une réunion de trois Off. . titulaires du G. . O. . , qui doivent, dans ce cas, former simultanément cette opposition et la signer *manu propria*.

Tout autre mode d'opposition doit être rejeté par le G. . Garde des Sceaux.

ART. 615.

Les oppositions aux Sceaux ou à l'enregistrement des titres constitutifs, récognitifs ou d'agrégation, doivent mentionner la date de l'obtention de ces titres, ainsi que l'O. . et les titres distinctifs des Atel. . qui les ont obtenus.

Les oppositions relatives aux provisions d'Off. . du G. . O. . ne mentionnent que les nom, prénoms, qualités civiles et maç. . de l'impétrant.

Enfin, les oppositions qui ont pour objet la délivrance des Diplômes, Brefs ou Patentes, doivent indiquer, outre les nom, prénoms et qualités de l'impétrant, l'O. . et le titre distinctif de l'Atel. . qui en a formé la demande.

ART. 616.

Une opposition aux Sceaux ou à l'enregistrement ne peut être jugée que par la Chambre qui a accordé le titre constitutif ou individuel.

ART. 617.

Toute opposition est nulle si elle n'est formée dans

la quinzaine, c'est-à-dire avant l'assemblée qui suit celle où les titres ont été accordés.

ART. 618.

Toute opposition régulière est adressée au G. : Garde des Sceaux, sous le couvert de M. le *Grand-Nétori*, enregistrée par la Chambre de Correspondance, communiquée officiellement en temps utile au G. : Garde des Sceaux, et renvoyée par elle à la Chambre compétente.

ART. 619.

L'Orat. : de la Chambre qui a rendu la décision fait un rapport par écrit sur l'opposition. La Chambre, d'après ce rapport, confirme ou infirme sa première décision par une seconde qui est alors exécutée, sauf appel.

ART. 620.

L'effet de toute opposition est de suspendre l'exécution d'un arrêté pris par l'une des Chambres administratives, jusqu'à ce que cette même Chambre ait statué sur le mérite de l'opposition.

SECTION HUITIÈME.

Dispositions particulières aux Appels.

ART. 621.

Tout appel est renvoyé, dans le délai de quinze jours, par la Chambre de Correspondance, à celle de Conseil et d'Appel, en la personne de son Président.

ART. 622.

Huit jours au moins avant la discussion de l'affaire, le dossier est transmis par le Président à l'Orat. : de

la Chambre de Conseil et d'Appel, et, en cas d'absence, à son Adjoint, pour présenter un rapport écrit et signé.

ART. 623.

Les Off. . de la Chambre de Conseil et d'Appel, les appelans ou leurs représentans, ainsi que les membres de la Chambre qui a pris la décision dont il est fait appel, sont avertis par une Pl. . de convocation du jour où l'affaire sera mise en délibération.

ART. 624.

Dans la première séance de la Chambre de Conseil et d'Appel, si l'Orat. . , ou son Adjoint, déclare n'être pas suffisamment instruit pour présenter un rapport motivé, la délibération est ajournée à une tenue suivante déterminée par la Chambre.

ART. 625.

Si la Chambre le juge nécessaire, elle nomme dans sa première séance deux Adjoints à l'Orat. . , qui signent avec lui le rapport demandé.

ART. 626.

Les conclusions doivent toujours être données par un Orat. . nommé d'office, si le titulaire ou son Adjoint a été chargé du rapport.

ART. 627.

Celle des Chambres qui a pris l'arrêté dont est appel délègue, si elle le juge à propos, son Orat. . , et même une commission spéciale de trois Membres, auprès de la Chambre de Conseil et d'Appel, pour faire valoir les motifs de l'arrêté.

Les Membres de cette Chambre n'ont que voix consultative dans l'affaire en instance.

ART. 628.

S'il résulte des nouveaux débats dans la Chambre de Conseil et d'Appel que des circonstances importantes au fond n'étaient point connues de la Chambre qui a pris l'arrêté dont est appel, cette affaire est de nouveau soumise à sa délibération.

ART. 629.

Excepté dans le cas prévu par le précédent article, ou bien à moins d'insuffisance des documens qui lui ont été fournis, la Chambre de Conseil et d'Appel doit statuer sur un appel dans le délai de neuf semaines à dater du jour où le renvoi lui en a été fait.

ART. 630.

Les décisions de la Chambre de Conseil et d'Appel sont communiquées, dans le délai de trois semaines, aux parties appelantes.

SECTION NEUVIÈME.

De l'Examen des Demandes en Établissement d'Ateliers ou de Cumulation de Rites, et des Commissaires Inspecteurs ou Installateurs.

ART. 631.

Lorsque des Maç., sollicitant l'établissement d'un Atel., se sont conformés aux dispositions prescrites art. 24 à 39, pour les LL., et aux art. 71 à 90 inclusivement, pour les Atel. supérieurs, la Chambre qui doit en connaître nomme un Rapporteur.

ART. 632.

Le Rapporteur, après s'être assuré, sur le vu des pièces, que toutes les formalités ont été remplies, prend

tous les renseignemens qu'il juge convenables, et en fait son rapport à la Chambre. Ce rapport, écrit et signé, est remis par lui, avec les pièces, à l'Orat. . . , qui les examine avant de donner ses conclusions.

ART. 633.

Sur l'avis du Rapporteur et les conclusions du F. . . Orat. . . , si la décision de la Chambre est favorable, la Chambre nomme, pour les Atel. . . de Paris, trois Commissaires chargés de l'inspection de l'Atel. . . naissant. Le F. . . Rapporteur est de droit Président de la Commission.

ART. 634.

Après le Rapport des Inspecteurs, la demande en établissement d'Atel. . . est mise sous le Maill. . . , l'Orat. . . donne ses conclusions, et la Chambre, à la majorité absolue des votans, accorde ou refuse le titre constitutif demandé.

ART. 635.

Si le résultat du scrutin offre la majorité exigée, la Chambre désigne les trois Off. . . en tour pour procéder à l'Installation, lorsqu'il s'agit d'un Atel. . . à l'O. . . de Paris.

ART. 636.

Les Off. . . Installateurs sont pris à tour de rôle, et sans distinction, sur le Tableau général des Off. . . ou Dignit. . . du G. . . O. . . Néanmoins le Président de l'Installation ne peut être pris que parmi les Off. . . réélus après exercice triennal.

ART. 637.

Dans la formation du Tableau dont il s'agit, les

Off. . sont classés par ordre d'ancienneté de réception au G. . O. . . Une colonne d'observations indique quels sont les derniers installateurs et le titre de l'Atel. . qu'ils ont installé.

ART. 638.

Nul Commissaire installateur n'a le droit de choisir son remplaçant ; il perd son tour d'installation s'il ne peut ou ne veut s'en charger.

ART. 639.

Le chef du Secrétariat , neuf jours au moins avant l'Installation, informe les Off. . en tour de la mission qu'ils sont appelés à remplir. Ceux qui ne peuvent accepter sont remplacés par les Off. . immédiatement en tour après eux. Leur refus est consigné sur le Tableau.

ART. 640.

S'il s'agit d'un Atel. . éloigné de l'O. . de Paris, il est procédé aux Installations de la manière prescrite art. 58 à 68 inclusivement, et, dans tous les cas, les Commissaires installateurs se conforment aux instructions contenues art. 43 à 68 inclusivement.

ART. 641.

Les formalités prescrites par les dix articles précédents, pour l'établissement des LL. . , sont observées pour l'Installation des Atel. . supérieurs.

ART. 642.

Les mêmes formalités ont lieu pour les demandes en Cumulation de Rites et leur Inauguration.

SECTION DIXIÈME.

De l'Examen des demandes de Diplômes, Brefs, Patentes, etc., d'Agrégation de Rites ou de Reprise de Travaux et de leur Inspection.

ART. 643.

Les demandes de Diplômes, Brefs et Patentes individuelles, mentionnées art. 233 et suivans, sont renvoyées à la Chambre compétente, qui nomme un de ses Membres chargé de lui en faire rapport dans la tenue suivante.

ART. 644.

S'il y a urgence motivée par l'Atel., le Rapport peut être fait et le titre peut être accordé dans la même tenue.

ART. 645.

Chacune des Chambres se conforme, pour l'agrégation d'un nouveau Rite, à ce qui est prescrit art. 181 à 186 inclusivement.

ART. 646.

Une reprise de Travaux n'est accordée qu'en exécution des art. 198 à 201 inclusivement.

ART. 647.

La Chambre Symb. et le Supr. Conseil des Rites se conforment, pour l'Inspection particulière des Travaux des divers Atel. de la France, à ce qui est prescrit art. 409 à 418.

SECTION ONZIEME.

*Des Tableaux, des Mots de Semestres et Annuels, et de
l'Annuaire de l'Ordre.*

ART. 648.

Les mots de semestres et annuels prescrits art. 242 sont, aux époques déterminées par le même article, donnés par le G. . . Maître, ou, en son absence, par le F. . . qui le remplace dans l'ordre hiérarchique, ou même par les Présidens des Chambres, dans les cas prévus art. 475 et 480.

Le mot reste cacheté, pour être ouvert et communiqué dans le G. . . O. . ., vers la fin des Travaux, par l'Off. . . qui préside.

ART. 649.

Le Président donne le mot à voix basse, ainsi qu'il est prescrit art. 245.

Les Off. . . du G. . . O. . ., les Députés et les Présidens d'Atel. . . qui ne l'ont point reçu dans le G. . . O. . ., peuvent le demander, dans l'une de ses Chambres, à l'Off. . . qui préside.

ART. 650.

Le mot est transmis aux Atel. . . dans les cas et de la manière indiqués art. 243 et 244.

ART. 651.

Il est imprimé chaque année un Tableau alphabétique de tous les Atel. . . de la Correspondance, dressé d'après les Tableaux annuels qu'ils ont envoyés, en exécution de l'art. 227. Ce Tableau est précédé d'un Annuaire, avec indication des jours de tenue du G. . . O. . ., de ses Chambres, du Comité central et d'Elec-

tion, du G. . . Collège des Rites et des Comités permanens.

ART. 652.

Chaque article du Tableau des LL. . . énonce l'O. . . et le titre distinctif de la L. . . , la date de ses Constitutions, le nom du Vén. . . et ses qualités civiles, l'adresse de la L. . . , les nom, qualités et demeures de son Député.

ART. 653.

La même inscription a lieu pour chaque Chap. . . , Cons. . . , Trib. . . ou Consist. . . ; elle est placée immédiatement au-dessous de celle de la L. . . et dans le même article.

ART. 654.

En marge de l'article d'une L. . . on place un signe ainsi figuré ✠ si elle a un Chap. . . , et un second signe ainsi figuré ⚔, en ajoutant (30°) si elle a un Cons. . . , (31°) si elle a un Trib. . . , ou (32°) si elle a un Consist. . .

ART. 655.

Un second Tableau, divisé en trois colonnes, est placé après le Tableau général.

La première colonne contient l'état sommaire des Atel. . . en sommeil; la deuxième, celui des Atel. . . suspendus provisoirement, avec les motifs de la suspension; la troisième, celui des Atel. . . rayés définitivement par arrêté du G. . . O. . . , ou conformément aux présens Réglemens.

ART. 656.

L'Annuaire maç. . . ainsi composé est délivré gratis

aux Atel.:., ainsi qu'aux Off.:. du G.:. O.:., qui ont acquitté leur cotisation annuelle.

ART. 657.

Il est procédé, à l'égard des Atel.:. en retard de l'envoi de leurs Tableaux annuels, de la manière prescrite art. 229 à 231 inclusivement.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES FINANCES.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Organisation du Comité des Finances et de Bien-
faisance.

ART. 658.

Le Comité des Finances et de Bienfaisance, établi art. 501 à 503, se réunit une fois par quinzaine, à jour et heure fixes, dans le local du G.:. O.:.. Il tient un registre particulier de ses délibérations, lesquelles doivent être signées par tous les Membres présents à l'ouverture et à la clôture de chaque séance.

ART. 659.

Le Comité ne peut délibérer, s'il n'est composé de trois Membres au moins.

Le G.:. Trésorier, le G.:. Archit.:. Contrôleur et le

G. . Hospit. . en font partie , mais seulement avec voix consultative.

ART. 660.

Les attributions du Comité ont spécialement pour objet :

1° De préparer toutes les affaires relatives aux Finances et à la Bienfaisance ;

2° D'activer les recettes, de proposer les dépenses, et de surveiller toutes les caisses, notamment celle dite de Consignation ;

3° De vérifier, sur pièces authentiques, les comptes du G. . Trésorier, du G. . Hospit. ., ainsi que le Registre inventaire de l'Archit. . Contrôleur ;

4° De maintenir la plus sévère économie dans toutes les dépenses.

ART. 661.

Dans la première séance de chaque mois, le Comité, par l'organe de son Président, présente à la Chambre de Correspondance et des Finances l'état présumé des dépenses pour le mois suivant, et dans la séance suivante il lui fournit l'état des recettes et dépenses effectuées dans le mois précédent.

ART. 662.

Le Comité ne peut, sans une autorisation spéciale de la Chambre de Correspondance et des Finances, se permettre des dépenses autres que celles fixées par le Budget.

ART. 663.

Les demandes en secours, adressées par écrit au G. . O. ., sont envoyées au Comité de bienfaisance ;

Celles faites au G. . Hospit. . sont par lui trans-

misés au même Comité. Les délibérations relatives aux secours doivent contenir les nom, prénoms, âge, profession, gr. . . maç. . ., et domicile de chaque demandeur, ainsi que le montant de la somme accordée.

ART. 664.

Le Comité peut accorder collectivement jusqu'à la concurrence d'une somme de 25 francs par mois, y compris les 15 francs de crédit mis à la disposition de l'Hospit. . . par l'art. 697. Pour toute demande excédante, il est tenu d'en référer à la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 665.

A chaque fête d'Ordre, il propose à la Chambre de Correspondance et des Finances le montant de la somme à verser dans la Caisse de l'Hospit. . ., pour l'exercice de la bienfaisance.

ART. 666.

Les employés du Secrétariat sont à la disposition du Comité, pour les écritures relatives à ses attributions. Son Président s'entend à ce sujet avec celui du Comité d'Inspection.

ART. 667.

L'art. 579, relatif au droit de présence des Membres du Comité d'Inspection, est applicable à ceux du Comité des Finances, Off. . . du G. . . O. . ., ayant ou n'ayant pas voix délibérative.

SECTION DEUXIÈME.

Des diverses Caisses et de leur Destination.

ART. 668.

Il est établi dans le local du G. . . O. . . trois Caisses,

savoir : la Caisse de l'Ordre, ou Caisse générale, la Caisse courante, et celle de Consignation.

ART. 669.

La Caisse générale est sous la responsabilité du Président de la Chambre de Correspondance, du G. . Trésorier et du G. . Archit. . Contrôleur.

La Caisse courante, ainsi que la Caisse des Consignations, sont sous la surveillance du G. . Trésorier.

ART. 670.

La Caisse générale est composée du produit :

1° Des Contributions pécuniaires de chacun des Atel. . de la Correspondance ;

2° Du coût des Constitutions symb. ., Chartes Capitulaires, et Patentes constitutionnelles ;

3° De celui des Cahiers des divers Grades ;

4° Du prix des Diplôme, Brefs ou Patentes individuelles ;

5° De la cotisation personnelle des Off. . du G. . O. ., et d'une prestation des Off. . honoraires ;

6° Des provisions délivrées aux Off. . titulaires ;

7° Des frais de réception aux hauts gr. . de Pr. . de Roy. . Sec. . ou de G. . Insp. . Gén. ., des délégations accordées pour la collation du premier de ces gr. ., et pour celui de Chev. . K. ., dans les Vall. . où il n'existe point de Conseils ; des régularisations obtenues pour les uns et les autres, des reprises de travaux, etc., etc. ;

8° Et en général de toutes les valeurs existantes.

ART. 671.

Dans la Caisse de bienfaisance sont versés :

1° Les collectes qui ont lieu dans les assemblées du G. . O. . , des Chambres, du Comité central et d'élection ou du G. . Collège des Rites, et qui, recueillies par les Secrétaires, sont remises au G. . Hospit. . après l'annotation du montant sur le procès-verbal ;

2° Les fonds tirés de la Caisse générale et mis à la disposition du G. . Hospit. . en exécution des arrêtés du G. . O. .

Cette Caisse n'est point, comme les autres, établie dans le local du G. . O. . : elle est dans le domicile du G. . Hospit. .

ART. 672.

Les fonds énoncés art. 670 et 671 sont, à l'exception de ceux de la Caisse courante, employés :

1° Aux traitemens des divers employés ;

2° Au paiement et à l'entretien du local, aux frais de lumière, de chauffage, d'impressions et de bureaux, et aux frais éventuels des constructions et décors relatifs aux banquets, aux solennités et à la collation des grades supérieurs par le G. . Collège des Rites ;

3° A l'exercice de la bienfaisance.

ART. 673.

La Caisse générale est scellée de manière à ne pouvoir être déplacée sans effraction. Elle ferme à trois serrures différentes : l'une des clefs est remise au Président de la Chambre de Correspondance et des Finances ; la seconde au G. . Trésorier, et la troisième au G. . Archit. . Contrôleur.

ART. 674.

Les contributions des divers Atel. . , et les cotisa-

tions des Off. . du G. . O. . sont versées jour par jour, au fur et à mesure des rentrées, dans la Caisse courante.

ART. 675.

Les fonds déposés pour demandes de Constitutions, Lettres capitulaires, Patentes constitutionnelles, cumulations des Rites, Cahiers des Gr. ., Diplômes, Brefs et Patentes des Hauts Gr. ., Duplicata, etc., sont versés dans la Caisse des Consignations.

ART. 676.

A chaque tenue de la Chambre de Correspondance et des Finances, les fonds de la Caisse courante sont versés dans la Caisse générale de l'Ordre. Ceux de la Caisse des Consignations n'y sont versés que lorsque le G. . O. . a accordé la demande qui fait l'objet de la consignation.

ART. 677.

Le G. . O. . seul prononce sur la nature et l'étendue des voies et moyens nécessaires aux dépenses exigées par son administration : ses arrêtés à ce sujet sont précédés d'un rapport de la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 678.

Les dépenses extraordinaires sont ordonnées par le G. . O. . . Celles qui, relatives à la bienfaisance ou à tout autre objet, n'excèdent pas cumulativement 270 francs, le sont par la Chambre de Correspondance, qui ne peut, dans aucun cas, disposer de cette somme qu'une fois par trimestre.

ART. 679.

La Chambre de Correspondance et des Finances

expédie une ordonnance pour chaque objet de dépense : chaque ordonnance, signée par les trois premiers Dignit. . présens, est contrôlée et signée par le G. . . Archif. . .

SECTION TROISIÈME.

Des Fonctions du G. . . Trésorier.

ART. 680.

Le Trésorier paie toutes les dépenses ordonnancées par la Chambre des Finances, visées et signées par l'Archit. . Contrôleur. Il est chargé de présenter, à chaque trimestre, un rapport relatif aux finances, et peut se faire aider par le Secrétariat.

ART. 681.

Il tient deux Registres, l'un pour la recette, et l'autre pour la dépense : il annote sur le premier tout ce qu'il reçoit pour le compte du G. . . O. . .

ART. 682.

Chaque article contient, sous un numéro d'ordre, la date, le montant et la cause de recette, ainsi que le nom du F. . . ou de l'Atel. . . qui a versé les fonds. La quittance doit contenir les mêmes indications.

ART. 683.

Chaque article de dépense est également inscrit sous un numéro, avec mention de la date, du montant et de la cause du paiement, ainsi que le nom de celui à qui il est fait. La quittance doit être motivée de la même manière que ci-dessus.

ART. 684.

Dans les premiers mois des deuxième, troisième,

et quatrième trimestres, le Trésorier rend à la Chambre des Finances un compte sommaire, par recettes et dépenses, de l'état de la Caisse de l'Ordre, et de celui de la Caisse de Consignation. Dans le premier mois du trimestre de l'exercice suivant, il présente le compte général de l'année précédente.

ART. 685.

Le Compte général du Trésorier est divisé en deux parties, l'une des recettes, et l'autre des dépenses.

Le Compte de recette a pour objet les Constitutions, Lettres capitulaires, Chartes constitutionnelles, Contributions des Atel. ., et Lettres d'agrégation; les Diplômes, Brefs ou Patentes individuelles; les Cotisations, Prestations ou Provisions des Off. . du G. . O. .; les Cumulations des Rites, Reprises de Travaux, Cahiers des Gr. .; les Régularisations, Délégations et la Collation des derniers Gr. ., etc., etc.

ART. 686.

Dans les dépenses fixes et ordinaires sont énumérés les divers articles de Lumière, Chauffage, Loyer, Impressions, Parchemins et Frais de bureau; Appointemens et Gages; Actes de bienfaisance, Pensions de retraite, Archives, Fêtes de l'Ordre, Correspondance, etc., etc.

ART. 687.

Le Compte général dont il s'agit contient les Recettes et les Dépenses de l'année précédente.

Le Trésorier le présente dans le premier mois de chaque année maç. . au Comité des Finances, qui le vérifie; ensuite à la Chambre de Correspondance, qu,

lui donne acte de cette remise, et qui renvoie ce compte à une Commission spéciale de révision, nommée par le G. . . O. . .

ART. 688.

La Commission spéciale de Révision est composée d'un Off. . . non Dignit. . . et d'un Député de semestre, pris dans chacune des trois Chambres administratives. Cette Commission, après avoir révisé le compte, en fait un rapport signé par elle, dans le sein de la Chambre de Correspondance, qui le débat et l'arrête provisoirement.

ART. 689.

L'apurement du compte général n'est définitif qu'après la sanction du G. . . O. . ., lors de laquelle ce Compte est signé par les trois premiers Dignit. . ., vu par l'Orat. . ., et contre-signé par le Secrétaire présent aux travaux.

Le double de ce Compte est remis au Trésorier ; l'original est déposé dans les Archives, avec les pièces à l'appui.

ART. 690.

Le Rapport, le Compte et les Pièces y relatives, peuvent être, pendant vingt-un jours, pris en communication au Secrétariat, mais sans déplacement, par tout Membre du G. . . O. . .

ART. 691.

Le Compte général des Recettes et des Dépenses de chaque année est inséré sommairement, pour chacun des articles, dans *l'Annuaire Statistique du G. . . O. . .*

ART. 692.

A chacune des deux fêtes d'Ordre, le Trésorier, au

nom du Comité des Finances, fait un rapport au G. . . O. . sur l'état des recettes et des dépenses.

A la fête du Solstice d'hiver, cet état comprend la durée des neuf premiers mois de l'année maç. . courante ; et à celle du Solstice d'été, l'année toute entière.

SECTION QUATRIÈME.

Des Fonctions du G. . Hospitalier.

ART. 693.

Le G. . Hospit. . est seul responsable des fonds qu'il reçoit pour l'exercice de la bienfaisance. Il tient un registre de recettes et de dépenses annuelles.

ART. 694.

Il doit distinguer au chapitre des recettes les sommes versées dans sa caisse :

- 1° Par arrêté du G. . O. . ;
- 2° Par arrêté de la Chambre des Finances ;
- 3° Par délibération du Comité de Bienfaisance ;
- 4° Celles qui proviennent des collectes faites dans les Assemblées du G. . O. . , de ses Chambres et du Comité central, ainsi que dans le G. . Collège des Rites.

Le chapitre des dépenses doit distinguer aussi les secours accordés :

- 1° Par le G. . O. . ;
- 2° Par la Chambre des Finances ;
- 3° Par le Comité de Bienfaisance ;
- 4° Ceux qu'il a remis individuellement, en exécution de l'art. 697.

ART. 695.

Il donne au G. . Trésorier, qui les reproduit dans

ses comptes, les **quittances motivées** des fonds qu'il est autorisé à en recevoir pour l'exercice de ses fonctions.

ART. 696.

Le G. . . Hospit. . . ne doit délivrer aucune somme sans en exiger un reçu, et sans inscrire par ordre de date sur son registre les nom, prénoms, âge, domicile, Gr. . . et profession du F. . . qui a reçu des secours, ainsi que le montant de la somme accordée.

ART. 697.

L'Hospit. . . peut, en cas d'urgence, délivrer des secours pécuniaires jusqu'à concurrence d'une somme de trois francs. Cette faculté ne peut excéder cumulativement la somme de quinze francs par mois. Il est tenu d'en référer au Comité de Bienfaisance pour toute somme excédante.

ART. 698.

On suit pour la division temporaire, ainsi que pour la présentation, l'examen et la révision des comptes du G. . . Hospit. . ., les règles prescrites art. 685 à 692 inclusivement pour ceux du G. . . Trésorier.

ART. 699.

Le G. . . Hospit. . . doit visiter les FF. . . qui sont dans le malheur ou en état de maladie, leur offrir les soins d'une amitié compatissante, et, au besoin, provoquer en leur faveur les secours pécuniaires du G. . . O. . . ; il doit également visiter tous les Membres du G. . . O. . ., et, en cas de décès de l'un d'eux, il est autorisé à en faire convoquer les Membres par le Secrétariat, pour qu'ils puissent rendre les derniers devoirs au F. . . décédé.

SECTION CINQUIÈME.

Des Fonctions de l'Architecte-Vérificateur.

ART. 700.

Le mobilier du G. . O. . est spécialement confié aux soins et à la garde de l'Archit. . Vérificateur, qui est aussi co-dépositaire des fonds versés dans la Caisse générale.

ART. 701.

Il tient un registre contenant l'état descriptif du mobilier du G. . O. . ; ce registre reste déposé aux Archives.

ART. 702.

Il propose au Comité des Finances les réparations locatives et celles d'entretien du mobilier ; il se fait remettre et il lui présente les plans et devis estimatifs des constructions et des embellissemens qu'il croit nécessaires.

ART. 703.

Lorsque, sur le rapport du Comité, approuvé par la Chambre de Correspondance et des Finances, le G. . O. . , ou le Comité central et d'élection, a ordonné des travaux de réparations, constructions ou embellissemens, le G. . Architecte en surveille l'exécution et recueille les mémoires des entrepreneurs, qu'il fait vérifier et régler, s'il n'a lui-même les connaissances requises pour ces opérations.

ART. 704.

Il vise, comme Contrôleur, toutes les ordonnances de paiement, et fait à la Chambre de Correspondance

les rapports des affaires qui concernent son office.

ART. 705.

Vers la fin de chaque année maç. . . , le G. . . Architecte-Vérificateur présente son registre au Comité des Finances, qui fait un nouveau récolement des objets qui s'y trouvent inscrits ; les nouvelles acquisitions, les changemens ou suppressions y sont annotés et certifiés. Ce registre est ensuite produit à la Chambre de Correspondance et des Finances qui en débat et arrête le contenu.

SECTION SIXIÈME.

Dispositions générales relatives aux Comptables.

ART. 706.

Les registres des GG. . . Trés. . . , Hospit. . . et Architect. . . Vérificateur sont numérotés, paraphés sur chaque feuillet, et signés sur les premier et dernier, par le Président et le Secrétaire du Comité des Finances et de Bienfaisance. Lorsqu'ils sont remplis, le dépôt en est fait dans les Archives, conformément à l'art. 594.

ART. 707.

Lorsque, par démission ou autrement, un Off. . . comptable est remplacé dans l'intervalle d'un arrêté de compte à un autre, les registres de comptabilité sont remis au Comité, qui arrête un compte partiel pour chaque nature de recette ou de dépense. La responsabilité de l'Off. . . remplaçant ne court qu'à dater de cet arrêté.

ART. 708.

L'adoption définitive des comptes par le G. . . O. . .

libère le comptable, après remise en caisse des reliquats de comptes.

SECTION SEPTIÈME.

De la Cotisation des Officiers du G. . O. ., des Jetons de Présence, et des mesures contre les retardataires.

ART. 709.

Chaque Député élu Off. . du G. . O. . paie, avant sa prestation de serment, 27 francs pour le coût de ses provisions d'Off. . .

ART. 710.

Chaque Off. . titulaire paie annuellement 96 francs de cotisation, y compris 18 francs applicables au paiement de deux banquets annuels. Cette cotisation est exigible par trimestre et d'avance, dans les mois de mars, juin, septembre et décembre de chaque année.

ART. 711.

Les Off. . honoraires ne paient point de cotisation ; mais chacun d'eux fait annuellement un don à la caisse des pauvres.

ART. 712.

Tout Député nommé Off. . du G. . O. . paie le trimestre courant avant de prêter son obligation.

ART. 713.

Les Off. . titulaires en exercice reçoivent, à chacune des Assemblées ordinaires du G. . O. . ou de leurs Chambres respectives, un droit de présence, en un jeton d'argent de la valeur de 2 francs. Ce jeton est repris

en compte pour la même valeur, par le Trésorier, dans le paiement de leurs cotisations.

ART. 714.

Il est également accordé un droit de présence aux Assemblées ordinaires et extraordinaires du Comité central et d'élection, de la Chambre de Conseil et d'Appel et du G. . Collège des Rites.

ART. 715.

La présence de chaque F. . est constatée, au commencement et à la fin des travaux, par sa signature sur une feuille à double colonne. Cette feuille est arrêtée par le Président.

Pour l'exécution de l'art. 764, toutes les feuilles de présence sont recueillies avec soin et classées suivant les dates, sous la surveillance de la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 716.

Les feuilles ou registres de présence du G. . O. . de ses Chambres ou du Comité central, ainsi que celles de la Chambre de Conseil et d'Appel, du G. . Collège des Rites et des deux Comités permanens, sont visés et ordonnancés par la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 717.

Le jeton de présence n'est délivré qu'aux FF. . qui ont acquitté leurs cotisations. Le G. . Trésorier, comme responsable, est chargé de surveiller l'exécution de cette mesure. Tout F. . qui se présente une heure après celle qui est fixée, art. 734, pour l'ouverture des travaux, perd son droit au jeton de présence.

ART. 718.

L'Off. . en retard de trois mois de cotisation en est averti, par le Comité des Finances, dans le délai de trois semaines à dater du jour où la cotisation est exigible.

ART. 719.

Si, après ce premier avertissement, le F. . se trouve débiteur de six mois de cotisation, il est averti de nouveau, avec invitation de s'acquitter dans un délai de vingt-un jours, pendant lequel il est par le fait même suspendu de ses fonctions.

ART. 720.

Passé ce délai, si le F. . n'a point fait valoir de motifs suffisans de son retard, ou ne s'est point acquitté, le Comité en fait son rapport à la Chambre de Correspondance, qui arrête la vacance de l'office et ordonne la radiation de ce F. . du Tableau des Off. . du G. . O. . . Cet arrêté est transmis officiellement, dans la quinzaine, à chacune des autres Chambres.

ART. 721.

Tout F. . malade, ou forcé de s'absenter, qui en fait prévenir par écrit le Comité des Finances, obtient un délai pour le paiement, jusqu'à sa convalescence ou jusqu'à son retour.

Ce délai expiré, si le F. . ne se met point à jour envers la caisse, il est procédé à son égard ainsi qu'il est prescrit art. 718 à 720.

ART. 722.

Le recours contre la décision prise par la Chambre de Correspondance et des Finances, en cas de non paiement, est jugé par la Chambre d'Appel.

ART. 723.

L'Off. démissionnaire ne peut, dans aucun cas, demander la restitution de tout ou partie du trimestre qu'il a payé d'avance.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU RÉGIME INTÉRIEUR DU G. O.,

SECTION PREMIÈRE.

Des Jours de Séance du G. O., de ses Chambres, du Comité Central et d'Élection, du G. Collège des Rites et des Comités permanens.

ART. 724.

Les jours d'Assemblées générales ordinaires du G. O. sont au nombre de sept par année. Cinq de ces jours, s'ils ne sont point fériés, sont fixes, et les autres mobiles.

Les jours fixes sont le premier vendredi du premier mois; les seconds vendredis des deuxième, sixième et huitième mois, et le dernier jour du neuvième mois maçonnique.

Les jours mobiles arrivent aux Solstices d'été et d'hiver, pour la célébration des Fêtes de l'Ordre.

Les Travaux sont ouverts au Gr. de G. El. Écoss. dans les Assemblées du deuxième mois, et à celui de G. Chev. K. dans celles du neuvième

mois. Ils le sont au premier Gr. . Symb. . dans toutes les autres.

ART. 725:

Le G. . O. . peut être convoqué **extraordinairement** par l'un des trois GG. . Dignit. . , ou par le Représentant particulier du G. . Maître. Il peut l'être aussi, dans des cas urgents, par le Comité central ou par les trois Présidens réunis.

ART. 726.

Le Comité central et d'élection a quatre tenues ordinaires, fixées au 2^e mardi des 3^e, 6^e, 9^e et 12^e mois maç. . . Il peut être, en cas d'urgence, **extraordinairement** convoqué par le Représentant particulier du G. . Maître, ou par un arrêté spécial de la Chambre de Correspondance.

ART. 727.

Chacune des Chambres administratives s'assemble deux fois par mois, savoir :

La Chambre de Correspondance, les 1^{er} et 3^e lundis ;

La Chambre Symb. . , les 1^{er} et 3^e mardis ;

Le Supr. . Conseil des Rites, les 1^{er} et 3^e mercredis.

ART. 728.

La Chambre de Conseil et d'Appel a deux tenues ordinaires, fixées au 4^e jeudi des 5^e et 11^e mois maç. . . Elle peut être, en cas d'urgence, **extraordinairement** convoquée par un arrêté spécial du G. . O. . , ou par une décision de l'une des trois Chambres administratives. Cette décision est transmise au Président de la Chambre de Conseil et d'Appel.

ART. 729.

Les réunions ordinaires du G. . Collège des Rites sont fixées au 4^e samedi des premier, quatrième, septième et dixième mois maçonniques.

ART. 730.

Chacune des trois Chambres administratives, et le G. . Collège des Rites, peuvent se réunir extraordinairement, lorsqu'ils en ont reconnu la nécessité, par une délibération spéciale.

ART. 731.

Si l'un des jours fixés pour les Assemblées ordinaires du G. . O. . ou de ses Chambres est férié, la tenue ordinaire est remise au jour le plus prochain.

ART. 732.

Le Comité d'Inspection du Secrétariat, de Statistique et des Archives, se réunit les jours fixés par l'art. 574. Il peut se réunir plus souvent, si le bien du service l'exige; mais il est tenu alors de faire convoquer tous les Membres.

ART. 733.

Le Comité des Finances et de Bienfaisance se réunit aussi dans le local du G. . O. . les jeudis précédant immédiatement les Séances ordinaires de la Chambre de Correspondance et des Finances. Il peut aussi, sous la même réserve que celle du dernier article, s'assembler extraordinairement.

ART. 734.

Les Séances du G. . O. ., de ses Chambres, du

Comité central, du G. . . Collège des Rites, et des Comités, commencent à sept heures, et se terminent à neuf, à moins que l'importance des travaux n'en exige la prolongation.

SECTION DEUXIÈME.

De la Distribution et de l'Annotation des Affaires.

ART. 735.

La Chambre de Correspondance et des Finances, après avoir pris connaissance des dépêches, retient les pièces qui la concernent, et envoie les autres pièces, après qu'elles ont été reconnues régulières en la forme, à la Chambre qui doit en connaître.

Dans l'un ou l'autre cas, la distribution des Dossiers, le titre de la Chambre à laquelle en est fait le renvoi, et l'enregistrement du tout, par ordre numérique et de date, ont lieu dans le sein de la Chambre de Correspondance et des Finances de la manière prescrite art. 588.

ART. 736.

L'enregistrement, la distribution et le renvoi des pièces sont signés par le Président. Le Secrétaire présent à la distribution contre-signé le renvoi sur les dossiers.

ART. 737.

Chaque Chambre procède à la distribution des pièces qui la concernent, ainsi qu'il est prescrit par les art. 735 et 736. Ces pièces sont renvoyées à un des Membres de la Chambre, à l'Orat. . . , ou à une Commission spéciale, suivant qu'elle le juge convenable.

ART. 738.

Le nom du Rapporteur, la date de la distribution, le sommaire, et le numéro d'ordre de chaque affaire sont consignés par le Secrétaire dans l'esquisse et le procès-verbal des travaux du jour.

ART. 739.

Tout Rapporteur est autorisé à prendre au Secrétariat communication des pièces dont il a besoin pour faire son rapport. Il peut et doit consulter tout Atel. et tout Maç. propre à l'éclairer. Il lui est à ce sujet expédié des Lettres de créance, timbrées et signées par les trois premières Lum. de la Chambre compétente.

ART. 740.

Lorsque la Chambre a statué sur une affaire, le dossier est déposé aux Archives.

SECTION TROISIÈME.

Des Esquisses et de la Rédaction des Planches.

ART. 741.

Les travaux du G. O. et de ses Chambres sont d'abord consignés dans des esquisses tracées, lues et adoptées séance tenante, puis remises au net sur des Pl., dans l'intervalle de cette séance à la suivante. L'esquisse ne doit contenir que le sommaire des travaux. Leur mise au net, toujours conforme à cette esquisse, doit en développer les motifs.

ART. 742.

Lors de la lecture de l'esquisse par le Secrétaire, s'il s'y trouve quelque erreur, elle est aussitôt corrigée,

puis ensuite signée par le Président, par l'Orat.^r. et le Secrétaire.

ART. 743.

La rédaction de la Pl.^r. doit être conforme à celle de l'esquisse. Si elle ne l'est pas, l'Orat.^r. en requiert la rectification.

ART. 744.

Dès qu'une esquisse ou une Pl.^r. a été adoptée, on n'y peut plus faire de changement, lors même qu'il s'y trouverait des erreurs.

La Pl.^r. est toujours signée par les cinq premières Lum.^{es}.

ART. 745.

Les erreurs reconnues ne peuvent être corrigées que par une délibération spéciale.

ART. 746.

Les esquisses de la Chambre de Conseil et d'Appel sont lues dans chacune des trois Chambres administratives, avant d'être communiquées au G.^r. O.^r.

ART. 747.

Chaque Chambre peut se faire communiquer les Pl.^{es}. ou esquisses d'une autre Chambre.

SECTION QUATRIÈME.

De l'Ordre des Délibérations, du Régime intérieur et de la Signature au Registre de Présence.

ART. 748.

Après la lecture et l'adoption de la Pl.^r. des derniers travaux, on procède :

1° A l'introduction des députations et des FF. :
Visiteurs;

2° A l'annotation et à la distribution des affaires ;

3° A l'audition des rapports sur les divers objets administratifs et sur les demandes en Diplômes, Brefs ou Patentes individuelles;

4° A celle des demandes en Constitutions symb. ., Lettres capitulaires ou Patentes constitutives ;

5° Aux élections , présentations ou communications indiquées par l'ordre du jour.

ART. 749.

L'ordre prescrit par l'article précédent ne peut être interverti que par une délibération spéciale.

ART. 750.

Les travaux peuvent être ouverts, l'introduction des Visiteurs peut avoir lieu, et la distribution peut être faite par sept Membres présents de la Chambre ; mais il en faut onze au moins pour valider une délibération.

ART. 751.

Il est déposé sur l'un des bureaux, et présenté à la signature des FF. : qui assistent à la Séance, un registre de présence, divisé en cinq colonnes ; celle des Membres ayant voix délibérative ; celle des Off. : hon. : et titulaires ; celle des Députés et Présidents d'Atel. : , et enfin celles des Visiteurs.

ART. 752.

Une demi-heure après celle qui est fixée pour l'ouverture des Travaux (7 heures), s'il se trouve moins de onze membres ayant voix délibérative, la Chambre peut l'accorder d'office à trois Off. : présents, Membres

d'une autre Chambre, ainsi qu'aux Députés non en exercice. Leurs noms, dans ce cas, doivent être consignés dans la Pl. des travaux du jour.

ART. 753.

Tout Membre du G. . O. ., intéressé personnellement ou indirectement, en qualité de Membre d'un des Atel. . de la Correspondance, dans une affaire soumise à la décision d'une des Chambres administratives, n'a que voix consultative.

ART. 754.

Pendant et après la distribution des affaires, le Maître des Cérémonies recueille les signatures sur les registres de présence. Le Président les clôt et les arrête dans l'heure qui suit celle fixée par l'art. 734.

ART. 755.

Les FF. . Visiteurs sont admis au G. . O. . et dans ses Chambres ; mais ils n'y ont pas voix consultative.

ART. 756.

Les art. 315 à 319 inclusivement sont également observés par le G. . O. . et par chacune de ses Chambres, en ce qui concerne la règle de conduite dans le Temple.

SECTION CINQUIÈME.

Des Démissions, des Certificats de Service, et de la Radiation pour cause de non assiduité aux travaux.

ART. 757.

Toute démission est donnée par écrit : elle est communiquée aux diverses Chambres du G. . O. .

ART. 758.

Dès que la démission d'un Off. du G. O. est acceptée par la Chambre dont il était membre, on procède, dans la séance suivante, à la présentation d'un candidat pour le remplacer.

ART. 759.

Lorsqu'un Député, nommé Off. du G. O., laisse passer trois mois sans prêter son obligation, la Chambre de Correspondance l'invite par écrit à se rendre à la prochaine assemblée de la Chambre dont il doit faire partie, sous peine de voir déclarer immédiatement son élection nulle.

ART. 760.

En cas de maladie ou de voyage notoirement connu, la Chambre peut ajourner le remplacement.

ART. 761.

Lorsqu'un Député donne sa démission, la Chambre de Correspondance en informe l'Atel. qu'il représentait. Cet Atel. est tenu de procéder sans délai à son remplacement.

ART. 762.

Tout Off. du G. O., après un exercice triennal, peut demander à sa Chambre un certificat de service.

ART. 763.

Les certificats de service sont accordés par le G. O.; ils sont expédiés en parchemin, enregistrés, signés et scellés. La remise n'en est faite qu'après que les Off. qui les ont obtenus se sont mis à jour de leur cotisation.

ART. 764.

La radiation sur le tableau des Membres du G. . O. . a lieu de droit :

Pour tout Député, Off. . titul. . ou dignit. . qui, pendant trois mois consécutifs et sans motifs légitimes, n'a point signé le registre de présence dans les assemblées du G. . O. . ou de ses Chambres. En cas d'empêchement, il doit en instruire officiellement le G. . O. . .

Toutefois, la radiation n'a lieu qu'un mois après en avoir prévenu les FF. . et les Atel. . qu'ils représentent.

ART. 765.

Vers la fin de chaque trimestre, le Secrétariat fait le dépouillement des registres de présence, pour constater les noms et le nombre des absents. Il en remet la liste au Comité d'Inspection du Secrétariat. Le Comité, par l'organe de son Président, transmet officiellement cette liste à chacune des trois Chambres Administratives, qui statue ce que de droit.

ART. 766.

Lorsqu'une des Chambres a statué sur les radiations prescrites art. 764, elle en informe officiellement les deux autres Chambres, et procède, dans le délai de vingt-un jours, à la présentation d'un autre Membre, dans les formes prescrites art. 432 et suivants.

S'il s'agit d'un Député d'Atel. ., sa radiation est notifiée à l'Atel. . même, par la Chambre de Correspondance, qui l'invite à procéder sans délai à la nomination d'un nouveau Député.

SECTION SIXIÈME.

Des Décorations Maçonniques.

ART. 767.

Le Cordon des Off. du G. O. de France est un ruban noir, couleur orange, avec une lisière vert. Il est porté en sautoir et orné ainsi qu'il est dit ci-après.

ART. 768.

Le Cordon du G. M. est orné de trois branches d'acacia, brodées en métal le plus pur. Au centre est également en broderie un triangle radieux, avec le signe mystique consacré.

Celui des Adjoints au G. Maître est pareil ; seulement il n'y a que deux branches d'acacia.

ART. 769.

Le Cordon du G. Conservateur a la même broderie, à double rang : au milieu un Soleil est brodé en métal pur.

ART. 770.

Celui du Représentant du G. M. est brodé en métal pur, à double rang ; au milieu est brodé un triangle radieux.

Celui des Présidents de Chambre est orné d'un seul rang de broderie en or : au milieu est un triangle.

ART. 771.

Le Cordon des Off. titulaires est orné d'un seul rang de broderie en argent. Au milieu est une rosette, mi-partie bleue et couleur de feu pour la Chambre de Correspondance et des Finances ; couleur bleue pour la Chambre Symbolique ; couleur de feu pour le Supr. :

Conseil des Rites; et, pour le G. . . Collège des Rites, une rosette mi-partie blanche et couleur de feu. Chaque Off. . . nouvellement admis est tenu de se pourvoir de son Cordon.

ART. 772.

Les Membres de la Chambre de Conseil et d'Appel portent en sautoir, et à chaque tenue seulement, un ruban blanc, au bas duquel est suspendue une balance brodée en argent; le G. . . O. . . en fait les frais. Ces cordons sont distribués à l'ouverture, et recueillis à la clôture des travaux, par le Maître des Cérémonies.

ART. 773.

Le cordon des Off. . . hon. . . est le même que celui des Off. . . titul. . .; au milieu est une rosette blanche.

ART. 774.

Celui des Députés des LL. . ., des Chap. . ., des Cons. . ., des Trib. . . et des Consist. . ., est sans broderie; au milieu est une rosette, bleue pour le Député d'une L. . ., couleur de feu pour celui d'un Chap. . ., mi-partie blanche et couleur de feu pour celui d'un Cons. . ., d'un Trib. . . ou d'un Consist. . .

ART. 775.

Le Bijou est un triple triangle, surmonté d'une couronne, suspendu au cordon par un ruban bleu moiré.

ART. 776.

Le tablier des Off. . . du G. . . O. . . de France est blanc, doublé de satin; il est bordé d'un ruban pareil au cordon. Sur le milieu du tablier est une rosette semblable à celle du cordon.

ART. 777.

Les Membres du G. . O. . doivent toujours être en costume habillé dans ses séances ou dans celles des Chambres.

SECTION SEPTIÈME.

Des Députations et des Visiteurs.

ART. 778.

Les Atel. . de la Correspondance du G. . O. . sont admis aux travaux de ses Chambres , par députation de trois Membres seulement, avec les honneurs ci-après déterminés.

ART. 779.

Nul Visiteur n'est admis dans le G. . O. . , ou dans ses travaux symbol. . , s'il ne possède au moins le gr. . de Maître.

ART. 780.

Le Supr. . Conseil des Rites n'admet à ses travaux que des FF. . pourvus du gr. . de R. . C. . , ou de gr. . plus élevé dans lequel travaille le Supr. . Conseil.

ART. 781.

Les art. 320 à 326 inclusivement , et l'art. 755 , déterminent la conduite du G. . O. . et de ses Chambres à l'égard des FF. . Visiteurs.

SECTION HUITIÈME.

Des Honneurs et des Préséances maçonniques.

ART. 782.

Le G. . O. . ou ses Chambres accordent des honneurs aux GG. . Dignit. . , aux Présidens et aux dé-

putations de ses Chambres ; il en accorde également aux députations des Atel. . de sa Correspondance.

ART. 783.

Le G. . Maître est introduit par quinze Off. . précédés d'un Maître des Cérémonies, et conduit, sous la voûte d'Ac. . , jusqu'à la place du Président, qui lui remet le Maill. . .

Ses Adjoints sont introduits de même par neuf Off. . précédés du Maître des Cérémonies.

ART. 784.

Le G. . Conservateur est introduit par le Maître des Cérémonies et par sept Off. . , jusqu'à la place qui appartient à sa dignité.

ART. 785.

Le Représentant du G. . Maître est introduit de la même manière, par cinq Off. . , et conduit à sa place.

ART. 786.

Les Présidens et les députations des diverses Chambres du G. . O. . sont reçus par trois Off. . , et conduits à la place qu'ils ont droit d'occuper.

Toutes ces introductions ont lieu Maill. . batt. . , tous les FF. . étant debout et à l'ordre, glaive en main.

ART. 787.

Les députations des Atel. . sont introduites par deux Maîtres des Cérémonies précédés d'un Exp. . , et placées en tête de la Col. . du midi.

ART. 788.

Le Président fait rendre aux Off. . dignitaires des G. . O. . étrangers les honneurs dus à leurs dignités.

ART. 789.

Toute députation des Atel. . est saluée par les batt. . du Rite auquel tient le G. . O. . . Elle y répond selon son Rite, et le G. . O. . couvre par les batt. . dont la députation s'est servie.

SECTION NEUVIÈME.

Des Banquets.

ART. 790.

Les travaux des Fêtes d'Ordre sont suivis d'un banquet dont les préparatifs sont réglés par la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 791.

Les Membres du G. . O. . sont placés au banquet dans le même ordre que celui qui est fixé par les art. 357 et suivans.

ART. 792.

Il y a cinq santés d'obligation, savoir :

1° Celle du Souverain et de sa famille, à laquelle on joint des vœux pour la Patrie;

2° Celle du G. . Maître de l'Ordre, de ses Adjoints, du G. . Conservateur et du Représentant particulier du G. . Maître, des GG. . OO. . étrangers et des Atel. . de la Correspondance; on y joint des vœux pour la prospérité de l'Ordre;

3° Celle des Présidens;

4° Celle des Surv. ., des Off. . Dignit. . et des FF. . Visiteurs;

5° Celle de tous les Mag. . Les FF. . Servans sont admis à cette santé.

Ces santés sont portées comme il est dit à l'art. 366 pour les Atel.°.

ART. 793.

Toutes les santés sont portées debout et gl.° en main.

ART. 794.

Tout F.° qui, après en avoir payé le prix, n'assiste point au banquet, ne peut en demander le remboursement.

ART. 795.

Les Commissaires chargés des préparatifs du banquet rendent leurs comptes à la Chambre de Correspondance et des Finances. Si la recette excède la dépense, le surplus est versé dans la Caisse de Bienfaisance.

ART. 796.

Tout F.° est admis à présenter des morceaux d'Architecture ; mais aucun ne peut en lire sans les avoir préalablement communiqués aux deux Surv.° et à l'Orat.° en tour, qui décident à la majorité s'ils doivent être admis ou rejetés.

SECTION DIXIÈME.

Des Cérémonies et Commémorations Funèbres.

ART. 797.

Vers la fin du douzième mois maçonnique, le G.° O.° consacre une séance solennelle à la mémoire de ceux de ses Membres qui sont décédés pendant l'année. L'Orat.° en tour est chargé de l'oraison funèbre. Les Atel.° de Paris sont invités à cette séance par députations. Le nombre des FF.° qui les composent est déterminé par le G.° O.°.

ART. 798.

Lors du décès de l'un des Membres du G. . . O. . . , le Secrétaire est spécialement chargé d'en convoquer les Off. . . , pour rendre au défunt les derniers devoirs.

ART. 799.

La convocation doit être générale pour le G. . . Maître et ses Adjoints ; de vingt-sept Off. . . en exercice pour le G. . . Conservateur et le Représentant particulier du G. . . Maître ; de quinze pour les Présidens en exercice ; de trois Membres par chacune des trois Chambres administratives, pour les Off. . . hon. . . ou titul. . . , ainsi que pour les Députés et Présidens d'Atel. . .

Les dépenses relatives à cet objet sont supportées par la Caisse de l'Ordre.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE LA DISCIPLINE INTÉRIEURE DU G. . . O. . .

SECTION PREMIÈRE.

Des Fautes.

ART. 800.

Si un Membre du G. . . O. . . manque à ses devoirs pendant le cours des travaux, le Président, les Surv. . . ou l'Orat. . . ont seuls le droit de provoquer immédiatement une délibération à cet égard. Le F. . . inculpé

est entendu dans sa défense, et aussitôt après il couvre le Temple.

ART. 801.

Il est à l'instant même délibéré, par la voie du scrutin écrit, sur la question de savoir si le fait reproché à ce F. . est susceptible d'examen.

Si le résultat du scrutin est défavorable au F. . , l'assemblée est de nouveau consultée, dans la même forme, sur l'application de l'une des mesures déterminées ci-après.

ART. 802.

L'infraction des devoirs donne lieu, soit à une amende au profit des pauvres, soit à l'interdiction des travaux pendant la séance, soit à la traduction devant le G. . Jury.

ART. 803.

Si le F. . inculpé est renvoyé devant le G. . Jury par une décision du G. . O. . ou de l'une de ses Chambres, il est suspendu de ses fonctions avec interdiction provisoire des travaux.

Lorsque le renvoi est ordonné, le G. . Jury est immédiatement convoqué par le Président de la Chambre de Correspondance, sur l'avis du Président de la Chambre où la faute aurait été commise.

ART. 804.

Si le F. . qui a manqué à ses devoirs n'est pas Membre du G. . O. . , le G. . O. . ou l'une de ses Chambres prononce sur-le-champ et définitivement par la voie du scrutin écrit, et remplit à son égard les fonctions de G. . Jury.

SECTION DEUXIEME.

De la Plainte.

ART. 805.

Hors les cas prévus ci-dessus, aucune plainte ne peut être faite, dans le G. . O. . ou dans ses Chambres, contre un de ses Membres, pendant la tenue de ses travaux.

ART. 806.

Une plainte, pour être admise, doit être écrite et signée. Toute dénonciation anonyme est brûlée sans lecture.

ART. 807.

La plainte dirigée soit contre un Off. . du G. . O. ., soit contre un Député de semestre, ne peut être adressée qu'au Président de la Chambre dont ils font partie.

Si le Député, objet de cette plainte, n'est pas de semestre, elle est adressée au Président de la Chambre de Correspondances.

ART. 808.

Les plaintes portées contre les Membres du G. . O. . ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions.

ART. 809.

Les plaintes relatives aux Atel. . de la Correspondance du G. . O. ., ou celles de ses Atel. . contre leurs Membres, sont adressées à la Chambre de Correspondance, pour être distribuées aux Chambres qui doivent en connaître.

ART. 810.

Quant aux plaintes qui concernent la détention illícite ou le détournement des deniers destinés au G. . . O. . . , quelle qu'en soit l'origine, elles sont adressées, par le Trésorier de l'Ordre, à la Chambre de Correspondance et des Finances.

ART. 811.

Les Présidens qui ont reçu des plaintes emploient tous les moyens propres à concilier l'affaire, et s'ils ne peuvent y parvenir, ils convoquent le Conseil d'examen pour procéder à l'instruction. Cette convocation a lieu dans les trente-trois jours qui suivent la remise de la plainte.

ART. 812.

Le retrait de la plainte ou la démission du F. . . inculpé, hors le cas de rétention de deniers, fait cesser toute espèce de poursuite ultérieure.

SECTION TROISIÈME.

Du Conseil d'Examen.

ART. 813.

Le Conseil d'examen est composé de neuf Membres pris en nombre égal dans les trois Chambres administratives du G. . . O. . .

Chaque Chambre désigne, par la voie du sort, trois de ses Membres pour la formation de ce Conseil.

ART. 814.

Le Conseil d'examen est présidé par le plus âgé ; le plus jeune remplit les fonctions de Secrétaire.

ART. 815.

S'il s'agit d'une plainte portée soit par le G. . . O. . . , soit par une de ses Chambres, le Conseil d'examen nomme au scrutin l'un de ses Membres, pour procéder à l'instruction de l'affaire et en faire le rapport.

Dans tout autre cas, le Conseil d'examen nomme également un Rapporteur parmi ses Membres, à l'effet de recevoir de nouveau la déclaration de l'auteur de la plainte, qui, s'il y persiste, sera tenu de l'affirmer.

ART. 816.

L'auteur de la plainte est libre de la retirer tant qu'elle n'est pas affirmée par lui devant le Rapporteur du Conseil d'examen.

ART. 817.

Dans le cas de l'affirmation de la plainte, le Conseil d'examen délibère, à la majorité des voix, sur la question de savoir s'il y a lieu à prévention.

ART. 818.

Si la plainte est rejetée, le plaignant peut appeler de cette décision du Conseil d'examen au G. . . Jury.

ART. 819.

Si la plainte est admise, le F. . . inculpé est invité à se présenter devant le Conseil d'examen, dans le délai de neuf jours, pour être entendu sur cette plainte, qui lui est communiquée.

ART. 820.

Si le F. . . inculpé ne défère pas à cette invitation, elle est renouvelée une seconde fois, avec le même intervalle de neuf jours.

ART. 821.

S'il est constaté que ce F. . est momentanément absent de l'O. . de Paris, il ne peut être procédé contre lui qu'à son retour.

Dans le cas où il est prouvé qu'il réside à l'O. . de Paris, l'instruction a lieu à son égard comme volontairement défaillant.

ART. 822.

Aussitôt que le Conseil d'examen a terminé l'instruction de l'affaire, soit contradictoirement, soit par défaut, il en informe officiellement les trois Chambres administratives du G. . O. ., pour qu'elles procèdent sans délai à la formation du G. . Jury.

ART. 823.

Avant de se dissoudre, le Conseil d'examen charge le Rapporteur de transmettre au G. . Jury toutes les pièces, documens et décisions relatifs à l'affaire.

ART. 824.

Dans l'intervalle, et jusqu'à son ajournement devant le G. . Jury, le F. . qui s'y trouve traduit peut de nouveau faire cesser les poursuites dont il est l'objet, en donnant sa démission de Membre du G. . O. .; toutefois cette démission n'est valide que dans le cas où la plainte n'a point pour objet une rétention de deniers de l'Ordre.

SECTION QUATRIÈME.

Du Grand Jury.

ART. 825.

Le G. . Jury est composé de vingt-sept Membres , que les trois Chambres administratives désignent en nombre égal, par la voie du sort. Le nom du plaignant n'est point jeté dans l'urne.

ART. 826.

Les Membres qui ont fait partie du Conseil d'examen ne peuvent concourir à cette nomination.

ART. 827.

Au moment de la réunion des Membres du G. . Jury, le plus ancien et le plus jeune remplissent provisoirement, l'un, les fonctions de Président, et l'autre, celles de Secrétaire.

Il est ensuite procédé à la nomination définitive du Président et du Secrétaire, à la majorité des voix.

ART. 828.

Aussitôt après son installation, le G. . Jury nomme, également à la majorité des voix, un Rapporteur pour l'affaire sur laquelle il doit statuer, et fixe le jour où elle sera mise en délibération.

Dans la même séance, il est ordonné que le F. . inculpé sera mandé devant le G. . Jury pour le jour de la nouvelle réunion.

ART. 829.

Le F. . inculpé peut choisir un défenseur dans tout

l'Ordre maç.:., pourvu que ce défenseur ait au moins le gr.:. de Maître, et qu'il appartienne à une L.:. régulière.

ART. 830.

Si le F.:. inculpé n'use pas de ce droit, le G.:. Jury, dans une séance suivante, lui en désigne un d'office, hors de son sein et du Conseil d'examen. Cette nomination se fait à la majorité des voix.

ART. 831.

Le F.:. inculpé peut récuser sept Membres du G.:. Jury, sans que, dans aucun cas, cette récusation puisse être motivée.

Les Membres non récusés forment définitivement le G.:. Jury chargé de statuer sur l'affaire.

ART. 832.

Au jour marqué pour la délibération, le F.:. inculpé est introduit devant le G.:. Jury, pour y entendre les charges portées contre lui, et y répondre.

ART. 833.

Le Rapporteur fait l'exposition de l'affaire, et ne doit produire à l'appui que les pièces qui d'avance ont été communiquées au F.:. inculpé. Ensuite il donne ses conclusions seulement sur la culpabilité ou la non culpabilité du prévenu.

ART. 834.

Le F.:. inculpé, ou son défenseur pour lui, présente ses moyens justificatifs.

Le Rapporteur peut répliquer ; mais le F. . inculpé ou le défenseur a toujours la parole en dernier lieu.

ART. 835.

Le Président demande au F. . inculpé s'il n'a rien à ajouter à sa défense, et, après la réponse, il ferme les débats.

ART. 836.

Le Président résume l'affaire, ensuite il invite le F. . inculpé à couvrir le Temple avec son défenseur et tous les FF. . Visiteurs. Aussitôt le G. . Jury entre en délibération secrète, et il prononce, sans désemparer, par la voie du scrutin écrit.

Le Rapporteur ne prend point part à la délibération.

SECTION CINQUIÈME.

Des Peines et de leur Application.

ART. 837.

Le G. . Jury ne peut appliquer que trois sortes de peines, savoir : La censure, l'interdiction des travaux maç. . pendant un temps qu'il détermine ou l'exclusion de ces travaux à perpétuité, avec privation des droits maç. .

ART. 838.

Il ne peut être statué sur l'application des deux peines les plus graves, que par le scrutin de boules, et à la majorité absolue des votes. Dans ce cas, les boules noires sont toujours pour la condamnation.

ART. 839.

Le Président met d'abord aux voix l'application de la plus forte peine. Elle est rejetée si le scrutin ne contient pas la majorité absolue de boules noires, et adoptée dans le cas contraire.

Il met ensuite aux voix l'interdiction temporaire des travaux maç. Cette interdiction est prononcée comme ci-dessus, à la même majorité de boules noires. Si le scrutin contient un nombre moindre de boules noires, la peine de la censure est alors adoptée, et, sans discussion, appliquée au F. inculpé.

ART. 840.

Si l'interdiction temporaire des travaux maç. est prononcée, le G. Jury statue à la majorité absolue des votes, et par scrutin écrit, sur la durée de cette interdiction, qui ne peut en aucun cas être moindre de trois mois, ni excéder neuf mois.

ART. 841.

Si l'exclusion à perpétuité des travaux maç. est prononcée, elle est consignée en ces termes dans le procès-verbal : Le F. N..... a donné sa démission devant le G. Jury.

ART. 842.

Toute décision du G. Jury est définitive et sans appel ni pourvoi. Le Président en proclame le résultat après avoir fait rentrer dans le Temple les FF. qui l'avaient couvert.

ART. 843.

Les FF. Visiteurs sont admis aux tenues du G.

Jury, jusqu'au moment de sa délibération secrète; mais ils occupent un banc séparé de ceux où siègent ses Membres.

ART. 844.

Dans tout état de cause, soit devant le Conseil d'examen, soit devant le G. . . Jury, tout F. . . inculpé a le droit d'exiger qu'on lui fasse connaître l'auteur de la plainte portée contre lui, ainsi que les témoins qui ont fait à ce sujet des dépositions.

CHAPITRE SIXIÈME.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

SECTION PREMIÈRE.

Des Ateliers et des Maçons Irréguliers.

ART. 845.

Tout Membre du G. . . O. . ., tout Atel. . . ou Maç. . . qui fera partie d'une autre obédience que celle du G. . . O. . . sera rayé du tableau de l'Ordre maç. . . en France.

La radiation d'un Membre du G. . . O. . . sera prononcée par le Comité central.

La radiation d'une L. . . ou d'un Maç. . . possédant les Gr. . . symboliques sera prononcée par la Chambre Symbolique.

La radiation d'un Chap. ., Cons. ., Trib. ., Consist. . et de tout F. . possédant des Gr. . au-dessus de celui de Matt. . sera prononcée par le Supr. . Cons. . des Rites.

ART. 846.

Chacune des Chambres informe sur les irrégularités commises par les Membres du G. . O. . et par les Atel. . de la Correspondance.

Elle rappelle à l'observation des réglemens les Membres du G. . O. . ou les Atel. . lorsqu'ils s'en écartent, et provoque les mesures d'ordre prescrites par les Statuts généraux.

ART. 847.

Il est établi au Secrétariat du G. . O. ., sous la surveillance immédiate de la Chambre de Correspondance, un registre d'inscription contenant les noms, prénoms, âge, lieu de naissance, gr. ., demeures et qualités civiles de tous les Maç. . signalés comme irréguliers, et qui ont été reconnus tels par une délibération spéciale de l'une des Chambres compétentes. Les motifs de l'irrégularité sont consignés en regard des noms inscrits avec la date de la délibération.

ART. 848.

Au commencement de chaque année maç. ., le G. . O. . adresse aux Atel. . de sa Correspondance l'état nominatif des individus inscrits sur le registre établi par l'art. 847, ainsi que les causes de leur irrégularité.

SECTION DEUXIÈME.

De l'Évocation des Affaires par le G. . . O. . .

ART. 849.

Le G. . . O. . . peut, en tout état de cause, évoquer toute affaire dont serait saisie une de ses Chambres. Il peut aussi exercer le même droit en matière disciplinaire ou d'intérêt général, alors même qu'aucune de ses Chambres n'est saisie.

ART. 850.

Dans le cas où l'une des trois Chambres administratives est déjà saisie d'une affaire, si la Chambre juge que l'affaire est susceptible d'être évoquée par le G. . . O. . ., elle émet un vœu qui est transmis au G. . . O. . .; ce vœu est développé par l'Orat. . . de la Chambre, et si le G. . . O. . . le prend en considération, il nomme une commission, qu'il charge de toute l'instruction.

ART. 851.

Si l'affaire est administrative ou dogmatique, la Commission fait son rapport, et le G. . . O. . . prononce.

ART. 852.

S'il s'agit d'une plainte portée contre un Atel. . ., un ou plusieurs FF. . ., la Commission se conforme pour l'examen, aux dispositions des art 815 à 824, et prévient les parties intéressées quinze jours à l'avance, pour qu'elles viennent se défendre dans la séance où la Commission fera son rapport. Elles pourront dési-

gner des défenseurs choisis parmi les Maç. . . réguliers, et conformément à l'art. 829.

ART. 853.

Les Membres du G. . . O. . . présens avant la clôture des débats auront seuls le droit de prendre part au vote dans le jugement à intervenir.

ART. 854.

Le Président ayant clos les débats et fait son résumé, les inculpés, leurs défenseurs et les FF. . . Visiteurs couvrent le Temple.

ART. 855.

Le G. . . O. . . délibère alors, et dans le cas de culpabilité reconnue se conforme, pour les peines et leur application, aux art. 837 à 841 inclusivement ; il prononce à la majorité absolue.

SECTION TROISIÈME.

De l'Envoi, de l'Exécution, et des Modifications aux présens Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre.

ART. 856.

Le G. . . O. . . proclame les présens Statuts et Réglemens généraux loi fondamentale de l'Ordre maç. . . en France.

ART. 857.

Les présens Statuts sont exécutoires, savoir : pour les Atel. . . de France dans le délai de 33 jours, et pour les Atel. . . d'outre-mer dans le délai de cinq mois, à dater du jour de leur promulgation.

ART. 858.

La date de la promulgation est celle du jour de leur envoi à chacun des Atel.: de la Correspondance.

ART. 859.

Si l'expérience nécessite quelques modifications dans les présens Statuts et Réglemens, ces modifications ne peuvent être adoptées qu'à la fin de chaque série quinquennale, et conformément aux dispositions suivantes.

ART. 860.

Dans les six derniers mois de chaque série quinquennale, le G.: O.: nomme une Commission de quinze membres, savoir : Trois Off.: de chacune des trois Chambres Administratives, trois Députés et trois Présidens d'Atel.:, à l'effet d'examiner tous les documens relatifs aux Statuts généraux, adressés au G.: O.: par les Atel.: et les Maç.:, conformément à l'art. 257 des présens Statuts.

ART. 861.

Dans le délai de trois mois, la Commission fait un rapport au G.: O.:, réuni en assemblée générale, sur les documens soumis à son examen.

ART. 862.

Si le G.: O.: reconnaît l'utilité des modifications proposées, il charge la même Commission de la révision des articles signalés.

ART. 863.

Dès que la Commission a terminé son travail, elle le soumet au G.: O.: convoqué en assemblée générale.

ART. 864.

Le G. . O. ., seul, discute, adopte ou rejette les articles modifiés par la Commission. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des votans.

ART. 865.

Les modifications adoptées par le G. . O. . sont obligatoires pour tous les Atel. . et les Maç. . de sa correspondance.

ART. 866.

Les présens Statuts et Réglemens généraux seront burinés en entier sur le livre d'or du G. . O. . de France et signés par tous ses Membre présens à l'O. . de Paris. Il en sera de même des modifications qui pourraient être adoptées à l'avenir.

ART. 867.

Les précédens Statuts et Réglemens généraux sont et demeurent abrogés.

FIN.

Nous, soussignés, Membres composant la Commission de révision, après avoir collationné les 867 articles ci-dessus des présens Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre maçonnique en France, sur la minute originale, certifions que tous ces articles, ainsi que les modèles et tableaux ci-après annexés, sont conformes à ceux qui ont été discutés et adoptés en Comité central, dans ses 49 assemblées spéciales des 12 juillet,

a et 22 septembre, 7 octobre 1836; 8 et 28 avril, 5, 17 et 30 mai, 10 et 30 juin, 11, 22 et 31 juillet, 16 et 30 août, 29 septembre, 14 et 24 novembre, 9 et 22 décembre 1837; 13 janvier, 3 et 17 février, 10 et 26 mars, 7 et 21 avril, 5 et 19 mai, 8 et 29 juin, 13 et 27 juillet, 3, 24 et 31 août, 14 et 28 septembre, 13 et 26 octobre, 9 et 24 novembre 1838; 18 et 26 janvier, 9 et 16 février, 2 et 9 mars 1839; et dont l'ensemble a été sanctionné par le G. O. de France dans ses 4 assemblées générales et extraordinaires des 30 novembre, 8 et 15 décembre 1838, et 15 mars 1839.

O. de Paris, le 7 *sivan* 5839 (20 mai 1839 ère vulgaire).

Signé : DELACHANTERIE, DETOURNAY, P. MORAND, BESSIN,
VASSAL, PILLOT, JANIN, ARTHAUD, SICARD, Off. du
G. O. et BAILLY, Député.

*Approuvé les présens statuts pour être exécutés dans toutes
leurs dispositions.*

Paris, le 22 juin 1839.

Signé : AL. DELABORDE,

G. Maître Adjoint.

C^{te} RAMPON,

G. Conservateur.

BOUILLY,

Représentant particulier du G. M.

Les Présidens de Chambres :

Signé , P. TARDIEU, Président de la Ch. de Corresp.
et des Finances.

PINET, Président de la Ch. Symbolique.

DESANLIS, Président de la Ch. du Supr.
Conseil des Rites.

P. MORAND, Président de la Ch. de Conseil
et d'Appel.

Les Orat. : BESSIN, de la Ch. de Corresp. et des Finances.

LEFÈVRE-D'AUMALE fils, de la Ch. Symbolique.

JANIN, de la Ch. du Supr. Conseil des Rites.

Les Secrétaires : VASSAL, de la Ch. de Corresp. et des Finances.

PILLOT, de la Ch. Symbolique.

SICARD, de la Ch. du Supr. Conseil des Rites.

Certifié par la Ch. de Correspondance et des Finances,

Les Officiers Dignitaires,

P. TARDIEU, *Président.*

TASKIN, *1^{er} Surv...*

BAUCHE, *2^e Surv...*

BESSIN, *Orat...*



Par Mandement du G. O.,

VASSAL,

Secrétaire de la Ch. de Corresp. et des Finances.

Timbré et scellé par nous G. Garde des
Timbres et Sceaux du G. O.

AGIRONY.

ANNEXE

DES MODÈLES

PRESCRITS PAR LES STATUTS GÉNÉRAUX.

N° I. (ART. 27.)

DEMANDE EN CONSTITUTIONS.



A LA GLOIRE DU G. . . A. . . DE L'UNIVERS ,

Au nom et sous les auspices du G. . . G. . . de France.

La L. . . de Saint-Jean, sous le titre distinctif de... à l'O. . . de...

Au G. . . O. . . de France.

S. . . S. . . S. . .

TT. . . RR. . . FF. . . ,

Animés du désir de travailler régulièrement pour la gloire de la ~~Franche-Maçonnerie~~ et le bien général de l'humanité, nous vous prions de nous réunir au centre commun des Maç. . . français, en nous accordant des Constitutions qui régularisent la L. . . élevée à l'O. . . de...., sous le titre distinctif de...., au rite...., conformément au vœu de la délibération prise le... jour du.... mois de l'an de la V. . . L. . . 58. . , dont extrait est ci-joint.

Attachés à vous par les liens de la fraternité, nous nous efforcerons par notre régularité de justifier vos suffrages.

Nous nous engageons dès à présent à nous conformer

aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, et à acquitter avec exactitude la contribution annuelle.

Nous sommes par L. N. M. Q. V. S. C.

A l'O. de..., le ... jour du... mois de l'an de la
V. Lum. 58... (.... 18..., ère vulgaire).

TT. RR. FF.,

Vos très-affectionnés et très-dévoués FF.

Le 1^{er} Surv.

Le Vén.

Le 2^e Surv.



Vu par l'Orat.,

Timbré et scellé par nous, Garde des
timbres et sceaux de la L.

Par mandement de la A.

.....
Secrétaire.

POUR LES CHAPITRES.

Le même modèle, en substituant le mot *Vall.* à celui d'*O.*, le mot *Chap.* à celui de *L.*, et les mots *Lettres capitulaires* à celui de *Constitutions*.

POUR LES CONSEILS.



A LA GLOIRE DU G. A. DE L'UNIVERS,

Au nom et sous les auspices du G. O. de France.

Le Conseil des GG. Chev. El. Kad. sous le titre
distinctif de Vall. de...

*Au G. O. de France,
S. S. S.*

Animés du désir de répandre les sublimes connaissances des GG. Chev. El. Kad.,

Nous vous prions de nous faciliter les moyens d'atteindre un but aussi utile, en nous accordant des Chartes constitutives qui régularisent le Cons. des GG. Chev. El. Kad. à la Vall. de..., sous le titre distinctif de..., conformément à sa décision prise le... jour du... mois de l'an de la G. Lum. 58., dont extrait est annexé à la présente, ainsi que l'autorisation de la L. et du Chap. établis sous le même titre.

Attachés à vous par les liens de la fraternité, nous nous efforcerons de mériter la haute faveur que nous sollicitons, et, dès ce moment, nous prenons l'engagement de nous conformer aux Réglemens et Statuts généraux de l'Ordre, et d'acquitter avec exactitude la contribution annuelle.

A la Vall. de..., le... jour du... mois de l'an de la G. Lum. 58... (..... 18.., ère vulgaire.)

Nous sommes, par L. N. M. Q. V. S. C.,
TT. II. FF.,

Vos très-affectionnés et très-dévoués FF..

1^{er} G. Surv.,

G. Maître,

2^e G. Surv.,

.....

.....

.....



Vu par le G. Chev. d'Eloquence,
.....

Timbré et scellé par nous, Garde des
timbre et sceau,

.....

Par mandement du Conseil,
Le G. Chancelier,

.....

POUR LES CONSISTOIRES.

Ce modèle est le même que le précédent, en substituant la dénomination de *Pr. de R. S.*, à celle de *G. Chev. El. Kad.*, et en changeant les qualifications des quatre premiers dignitaires.

N° II. (ART. 33.)

VISA PAR LES ATELIERS

Du tableau des Membres d'un Atelier en instance de titres constitutifs.

Nous, Membres et Officiers dignitaires de la L., régulièrement constituée sous le titre distinctif de..., rite..., à l'O. de...

Vu le tableau des FF. composant la L. en instance sous le titre de..., au rite..., à l'O. de... (*ou au même Orient, s'il en est ainsi*), après nous être fait représenter les titres maçonniques de chacun desdits postulans, et nous être assurés de leurs qualités civiles et morales, certifions que leur demande mérite d'être accueillie par le G. O., et nous nous félicitons de leur donner en cette occasion une preuve de notre estime et de notre amitié.

Ainsi délibéré en notre séance du.... jour du.... mois 58...

(..... 18., ère vulgaire.)

1^{er} Surv.,

Vén.,

2^e Surv.,

.....

.....

.....



Vu par l'Orat.,

.....

Timbré et scellé par nous, Garde des
timbre et sceau de la L.,

.....

Par mandement de la L.,

.....
Secrétaire.

POUR LES CHAPITRES.

Le même modèle, dans lequel on doit substituer les mots *Chap.* à ceux de *L.*; le titre de *T. S.* à celui de *Vén.*, et l'expression *Vall.* à celle d'*O.*.

POUR LES CONSEILS.

Nous, Membres et Officiers dignitaires du Conseil des GG. Chev. El. Kad. sous le titre distinctif de..., à la Vall. de...

Vu le tableau des Membres du Conseil en instance sous le titre de...., à la Vallée de....

Vu aussi les titres maçonn. de chacun d'eux, desquels il résulte qu'ils possèdent régulièrement le Gr. de Kad., .. degré du rite

Certifions que leur demande mérite d'être accueillie par le Gr. O.; et nous nous félicitons de leur donner en cela une preuve de notre estime et de notre amitié.

Ainsi délibéré en notre séance du.... jour du.... mois....

l'an de la G. L. 58... (..... 18... ère vulgaire.)

1^{er} G. Surv.,

G. Maître,

2^e G. Surv.,

.....

.....

.....



Vu par le G. Chev. d'Eloquence,

.....

Timbré et scellé par nous, Garde des

timbre et sceau du Conseil,

.....

Par mandement du Conseil,

Le G. Chancelier,

.....

POUR LES CONSISTOIRES.

Le modèle pareil au précédent, en remplaçant les mots Cons. de G. Chev. El. Kad., par ceux de Consist. de Pr. de R. Sec.; ceux de Kad., .. degré, par ceux de Pr. de R. Sec., .. degré.

1^{er} Lieut. G. Command., G. Command., 2^e Lieut. G. Command.,

.....

.....

.....



Vu par le Min. d'Etat,

.....

Timbré et scellé par nous, G. Garde

des timbre et sceau du Consist.,

.....

Par mandement du Consist.,

Le G. Chancelier,

.....

N° III. (ART. 147 ET 157.)
CERTIFICAT D'ÉLECTION
D'un Président d'Atelier.

PLACE
du
timbre.

A LA GLOIRE DU G. . . A. . . DE L'UNIVERS,
La L. . . de Saint-Jean, sous le titre distinctif de... ,
rite.... , à l'O. . . de....

*Au G. . . O. . . de France ,
S. . . S. . . S. . .*

TT. . . CC. . . FF. . . ,

En exécution de l'art. 157 des Statuts et Réglemens généraux, nous avons la faveur de vous informer que, dans notre séance du... jour du... mois, l'an de la V. . . Lum. . . 58.., nous avons élevé à la dignité de notre Vén. . . , à la majorité absolue (*ou à l'unanimité*) des suffrages, le T. . . C. . . F. . . (*les nom, prénoms, âge, lieu, département, date, mois et année de naissance, profession, grade maç. . . et demeure du Vén. . .*), et nous vous prions de le reconnaître et de l'accueillir en cette qualité.

A l'O. . . ou à la Vall. . . de , le 18.., ère vulgaire.

1^{er} Surv. . . , L'ex-Vén. . . , 2^e Surv. . . ,
.....

PLACE
du
sceau.

Vu par l'Orat. . . ,
.....

Timbré et scellé par nous, Garde des
timbre et sceau,
.....

Par mandement de la L. . . ,
.....
Secrétaire.

POUR LES ATEL. . . SUPÉRIEURS.

Même mode d'annonce de l'élection du Président, avec les changemens indiqués dans le Modèle n° 1^{er}.

N° IV. (ART. 157, § 2 ET 161.)

DÉCLARATION AU G. . O. .

D'un Député ou d'un Président d'Atelier pour obéissance aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre.

Je (*le nom, les prénoms, la qualité civile, la demeure, le grade et la dignité maç. . du Député ou du Président, le titre de la L. ., du Chap. ., du Cons. ., du Trib. . ou du Consist. . dont il est Membre, et l'O. . ou la Vall. . de ces Atel. .*) déclare solennellement obéir, sans restriction, aux Statuts et Réglemens généraux, et rester inviolablement attaché au G. . O. ., seul Législateur et Régulateur de l'Ordre maçonnique en France.

A l'O. . ou à la Vall. . de....., le 18.., ère vulgaire.

(*La signature du Député ou du Président.*)

POUVOIRS

*A un Député d'une L. . . , d'un Chap. . . , d'un Cons. . . ,
d'un Trib. . . ou d'un Consist. . .*



**Extrait du livre d'Architect. . . de la L. . . (du Livre d'Or
du Chap. . . , du Livre des Bal. . . du Cons. . . , du Trib. . . ou
du Consist. . .), sous le titre distinctif de...., rite..... à
l'O. . . de... du.... jour du.... mois de l'an de la V. . .
Lum. . . 58...**

Le F. . . Orateur a demandé que, pour satisfaire aux Statuts et Réglemens généraux de l'Ordre, il fût procédé à la nomination d'un Député au G. . . O. . . de France.

Cette demande mise en délibération , et les voix recueillies par le scrutin , la L. . . (ou le Chap. . . , ou le Cons. . . , ou le Trib. . . , ou le Consist. . .) a nommé à la majorité absolue (ou à l'unanimité) des suffrages, pour la (ou le) représenter au G. . . O. . . de France, le T. . . C. . . F. : (nom, prénoms, qualités civiles, grade maç. . . , âge, lieu, département, date, mois et année de naissance, et demeure à Paris) (1).

En conséquence, la L. . . (le Chap. . . , le Cons. . . , le Trib. . . ou le Consist. . .) a donné et donne au T. . . C. . . F. : pouvoir de la (ou le) représenter, et d'agir au nom de la L. . . (du Chap. . . , du Cons. . . , du Trib. . . ou du Consist. . .) conformément aux Statuts et Réglemens

¹ On spécifiera, dans les qualités maç. . . , le titre de la L. . . , du Chap. . . et du Conseil dont le F. . . sera membre actif à l'O. . . de Paris.

généraux de l'Ordre, et aux instructions particulières qu'elle (ou qu'il) pourra lui envoyer, selon les circonstances, promettant d'approuver et d'exécuter tout ce qu'il aura approuvé et promis au G.^o. O.^o. de France, au nom de la L.^o. (du Chap.^o., du Cons.^o., du Trib.^o. ou du Consist.^o.).

O.^o. ou Vall.^o. de, le 18.^o., ère vulgaire.

(Signatures des trois premiers Off.^o. dignit.^o.)

.



Vu par l'Orat.^o. ou par
le G.^o. Chev.^o. d'éloquence.

.

Timbré et scellé par nous, Garde des
timbre et sceau de la L.^o. (du
Chap.^o., du Cons.^o., du Trib.^o. ou
du Consist.^o.).

.

Par mandement de la L.^o. (du
Chap.^o., du Cons.^o., du
Trib.^o. ou du Consist.^o.)

.

Secrétaire (ou G.^o. Chancelier).



N° VI. (ART. 234.)

DEMANDE EN DIPLOME, BREF OU PATENTE

Des Grades symboliques, capitulaires ou philosophiques.



A LA GLOIRE DU G. O. DE L'UNIVERS,

Au nom et sous les auspices du G. O. de France,
la L. Saint-Jean, sous le titre distinctif de..., rite...
à l'O. de... (*le Chap., le Cons., le Trib. ou le*
Consist. à la Vall. de...)

Au G. O. de France.

S. S. S.

TT. RR. FF.,

Le T. C. F. N[°], désirant participer aux travaux
des LL. (*Chap., Cons., Trib. ou Consist.*) régu-
lières (*ou réguliers*), nous a priés de vous demander pour
lui un diplôme de M. (*un bref ou une patente*) qui con-
state sa qualité de Maçon régulier au grade de... Nous
saisissons avec plaisir l'occasion de lui donner cette
preuve de notre amitié, et nous vous prions d'accorder
ce diplôme (*bref ou une patente*) au T. C. F. (*les*
nom, prénoms, qualités civiles et maç., avec distinction
du rite, le titre de l'office que possède le F. s'il est digni-
taire de la L.; le lieu, le département, les jour, mois et
an de sa naissance; sa demeure) reçu Membre de notre
L. (*Chap., Cons., Trib. ou Consist.*) le... jour
du... mois de l'an de la V. Lum. 58... (..... 18.,
ère vulgaire.)

O. ou Vall. de, le 18., ère vulgaire.

Nous sommes, etc.

(*Les dates, signatures, timbre et sceau, comme au modèle, n° 1, de la De-*
mande en constitutions, page 223, en changeant toutefois les qualifications
attribuées aux cinq premiers dignitaires suivant l'Atel. en demande.)

N° VII. (ART. 28.)

TABLEAU

Tel qu'il doit être tracé annuellement par chaque Atel., pour établir la régularité des demandes en diplômes, brevets et patentes, contenant les noms, prénoms, qualités, grades maçonniques, dates de réception ou d'affiliation, naissances et demeures, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous.



TABLEAU DES FF. COMPOSANT LA L. DE SAINT-JEAN, SOUS LE TITRE DISTINCTIF DE AU RITE¹.

A F O. de... le... jour du... mois de l'an de la V. L. 58..

NOMS		QUALITÉS		Dates de réception ou d'affiliation.	NAISSANCE.		Adresse des Frères.	Signature. <i>Manu propié.</i>	OBSERVATIONS.
de famille.	de baptême.	civiles.	maçonniques et les grades.		Lieu.	Jour et mois.			

Certifié par nous, Officiers de la R. L., le... jour du... mois de l'an de la V. L. 58... (..... 18... ère vulgaire.)

1^{er} Surv. .

Vén. .

2^e Surv. .

.....

.....

.....



Vu par l'Orat. .

.....

Timbré et Scellé par nous, Garde des timbres et sceau.

.....

Par mandement de la L.,

.....

Secrétaire.

Adresse anagrammatique et fixe de la L. à Monsieur.....

¹ Ce modèle sert également aux Chap., aux Conseils, aux Trib., et aux Consist., en changeant les dénominations et qualifications suivant l'Atel..

TABLEAU GÉNÉRAL

Des prix fixés par le G. . O. . pour les Constitutions Symboliques, Lettres capitulaires, Patentes constitutionnelles de K. . et de Pr. . de R. . Sec. ., des Cumulations de rites, des Diplômes, Brefs, Patentes des 24° ou 30°, 31°, 32° et 33° degrés, des Duplicata de Titres constitutifs et personnels, du minimum des réceptions, des contributions annuelles, etc.

SAVOIR :

Constitutions symboliques pour chacun des divers rites reconnus par le G. . O. .	150	«
Lettres capitulaires de chaque rite reconnu par le G. . O. .	81	»

Rite écossais d'Hérédoin (25 degrés).

Patentes constitutionnelles pour un Conseil du Liban, 22° degré.	33	»
<i>Idem</i> , pour un Conseil de G. . Chev. . du Soleil, 23° degré.	33	»
Ensemble.	66	»
<i>Idem</i> , pour un Conseil de Kad. ., 24° degré.	33	»
Les trois ensemble.	99	»

Rite écossais ancien et accepté (33 degrés).

Patentes constitutionnelles pour un Conseil du 22° degré.	33	»
<i>Idem</i> , pour un Conseil du 27° degré.	33	»
Les deux ensemble.	66	»
<i>Idem</i> , pour un Conseil de Kad. ., 30° degré.	33	»
Les trois ensemble.	99	»

Ci-contre.....	99	»
Patentes constitutionnelles pour un Trib.: du 31 ^e degré.....	41	»
Les quatre réunis.....	140	»
<i>Idem</i> , pour un Consistoire du 32 ^e degré.....	60	»
Les cinq réunis, ci.....	200	»

Cumulations de rites.

Pour la L.: symbolique, sans parchemin.....	75	»
Pour le Chap.: , sans parchemin.....	40	50
Sur un nouveau parchemin, s'il est demandé, de plus.....	7	»

Délégations.

Pour chaque Délégation de Pr.: de R.: Sec.: accordée par le G.: Collège des rites.....	10	»
Pour chaque Délégation de Chev.: K.: accordée par le Supr.: Conseil des rites.....	50	»

Titres personnels.

Pour un Diplôme de M.:.....	7	»
Pour un Bref de R.: C.:.....	7	»
Pour chaque Patente de 24 ^e ou 30 ^e , 31 ^e , 25 ^e ou 32 ^e et de 33 ^e degré.....	15	»
Pour droits de Provisions et Admission de chaque nouvel Off.: du G.: O.:.....	27	»

Duplicata.

Pour chaque titre Constitutif (<i>Symboliques ou Capitulaires</i>).....	7	»
Pour chaque Patente constitutionnelle.....	15	»
Pour un Dipl.: de M.: ou un Bref de R.: C.:.....	7	»
Pour chaque Patente des hauts degrés.....	15	»

Collections des Grades pour chaque rite.

Collection des Grades symboliques.....	45	»
--	----	---

Collection des Grades capitulaires, jusqu'à celui de Chev. R. C. compris.....	60	»
Collection des Grades philosophiques, jusqu'à celui de G. Chev. K. compris.....	75	»
Collection des 31 ^e et 32 ^e degrés.....	30	»
Collection du 33 ^e degré.....	80	»

Minimum des prix des réceptions (art. 289).

Aux Gr. Symb. {	pour celui d'App.... 50 »		
	pour celui de Comp.... 20 »	100	»
	pour celui de M..... 30 »		
Pour les Gr. Capitulaires, jusqu'à celui de R. C. inclusivement.....	40	»	
Pour les deg. philosophiques, jusqu'à celui de K. compris.....	60	»	
Pour ceux de G. Insp. Inq. et de Pr. de R. Sec.....	80	»	
Et pour celui de G. Insp. Gén.....	120	»	

Contributions annuelles des Atel. (art. 291).

Pour une L. symb.....	33	»
Pour un Chap. de R. C.....	21	»
Pour un Cons. de K.....	33	»
Pour un Trib. de G. Inq. Insp.....	33	»
Pour un Consist. de Pr. de R. Sec.....	33	»

FIN DES MODÈLES ET DES TABLEAUX.

*INSTITUTION de médailles de récompenses en faveur des
Atel.: et des Maç.:, qui, par leurs actes, leurs talens ou
leurs services, auront bien mérité de la Fr.: Maçonnerie.*

SUIVIE

De l'instruction relative aux pièces à produire par les Atel.: ou les
Maç.: à l'appui de chaque demande en récompense maçonnique,
et sur le mode de distribution des médailles.

ARRÊTÉ DU G.: O.: DE FRANCE,

Du 30 octobre 1838.

Le G.: O.: de France réuni en assemblée générale,
après avoir entendu le rapport de la Commission spéciale
chargée d'examiner la proposition faite par l'un de ses
membres, tendant à accorder des récompenses aux actes
de vertu ou de dévouement et aux services signalés rendus
à l'Ordre ;

Le rapport et le projet d'arrêté mis en discussion ;

Plusieurs FF.: également entendus dans leurs observa-
tions ;

Où le V.: F.: Orat.: en ses conclusions ;

Considérant qu'il est de l'essence de la Maç.: et de la
constitution même du G.: O.: d'encourager et de ré-
compenser tous les actes qui tendent au bonheur de l'hu-
manité et à l'amélioration sociale, comme aussi de rému-
nérer tous les services éminens rendus à la Maçonnerie ;

Considérant qu'il est nécessaire que l'application de ce
principe d'émulation soit confiée à une Commission per-
manente nommée *ad hoc*, et qui puisse s'occuper spécia-
lement de l'examen préparatoire des demandes, pour que
les intentions du G.: O.: soient remplies d'une manière
digne de l'institution maçonnique,

Arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Des récompenses d'encouragement sont décernées par
le G.: O.: de France aux Atel.: et aux Maç.: qui se
seront distingués par des services éminens rendus à l'Ordre
maçonnique ; par des actes de vertu, de philanthropie ou
de dévouement ; par des institutions utiles ou par des tra-
vaux littéraires et scientifiques relatifs à la Maçonnerie.

ART. 2.

Ces récompenses consistent dans une médaille d'argent du module de 52 millimètres (22 lignes), frappée au type du G. . . O. . . de France d'après le dessin adopté.

Un certificat sur parchemin délivré par le G. . . O. . . à l'Atel. . . ou au F. . . , portant ses titres et ses noms, avec les motifs de la récompense, sera remis en même temps que la médaille.

Il sera en outre placé, dans le temple du G. . . O. . . , un tableau spécial, destiné à perpétuer le souvenir des actes et services rémunérés, et sur lequel seront burinés les titres distinctifs des Atel. . . et les noms des Maç. . . qui auront reçu la médaille, ainsi que la cause qui l'aura fait décerner.

ART. 3.

La médaille sera portée en sautoir et suspendue à un ruban moiré de la largeur de 42 millimètres (18 lignes), aux couleurs du G. . . O. . . ; mais, lorsque la récompense sera décernée à un Atel. . . , la médaille sera attachée par le même ruban au cordon du Président.

ART. 4.

Une Commission permanente, établie dans le sein du G. . . O. . . de France, sera chargée d'examiner toutes les demandes en récompenses et toutes les propositions qui pourraient être faites à ce sujet.

ART. 5.

Cette Commission, qui prendra le titre de *Commission des récompenses*, sera composée de 15 membres, savoir : 9 Off. . . titulaires du G. . . O. . . pris en nombre égal dans chacune des 3 Chambres administratives, 3 Présidents d'Atel. . . des O. . . du dépt. de la Seine, et 3 Députés ; elle sera nommée au scrutin, à la majorité absolue, par le G. . . O. . . , et se renouvellera par tiers (3 Off. . . , un Député et un Président) d'année en année. Les membres sortans ne pourront être réélus qu'après une année d'intervalle.

Pour le premier renouvellement, le sort désignera, à l'expiration de la première année, les cinq premiers membres qui devront être remplacés ; le même mode sera suivi pour le deuxième tiers à la fin de la seconde année, seulement à l'égard des dix plus anciens membres, et le dernier tiers sortira de droit à la fin de la troisième année, pour continuer ensuite chaque année par rang d'ancienneté de nomination.

Les vacances survenues par décès ou démissions seront

remplies immédiatement par des FF. . nommés par le G. . O. . et pris dans la même catégorie que les membres à remplacer, lesquels, dans ce cas, ne feront partie de la Commission que le temps qui restait à faire aux membres sortans.

ART. 6.

La Commission nommera chaque année ses Président, Vice-Président et Secrétaire; elle pourra délibérer au nombre de neuf membres présens, et ses décisions seront prises à la majorité absolue.

ART. 7.

Les demandes et propositions relatives aux récompenses devront être adressées *franco* au G. . O. . de France, avant le premier juillet de chaque année; celles arrivées postérieurement seront renvoyées à l'année suivante. Ces demandes seront insérées au fur et à mesure de leur arrivée et par ordre numérique sur un registre spécial; une mention indiquera, en marge de chaque demande, la décision qui aura été prise à son égard. La Commission devra se réunir du 1^{er} au 15 juillet de chaque année.

ART. 8.

La Commission nommera un ou plusieurs rapporteurs, qui devront faire leur rapport au G. . O. . en séance extraordinaire. Ces séances auront lieu dans la seconde quinzaine de novembre, et le G. . O. . statuera définitivement sur l'objet de ces rapports.

ART. 9.

Dans les sept jours qui suivront les décisions rendues, les Atel. . et les Maç. . qui auront obtenu des récompenses en seront informés chacun en ce qui le concernera.

ART. 10.

Les récompenses seront distribuées dans chaque fête solsticiale d'hiver (*décembre*).

ART. 11.

Il ne pourra être distribué plus de sept médailles dans la même solennité solsticiale.

ART 12.

La Chambre de correspondance et des finances est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé et adressé à tous les Atel. . de la correspondance du G. . O. . de France.

INSTRUCTION pour la production des pièces à l'appui de chaque demande en récompense qui sera adressée au G. . O. . par les Atel. . ou par les Maç. ., et sur le mode de distribution des médailles accordées. (Décision du 18 février 1839.)

PIÈCES A PRODUIRE.

Tout Atel. . qui adressera au G. . O. . une demande en récompense maçonnique, soit en son nom ou pour l'un de ses membres, doit produire à l'appui les pièces suivantes :

1° Si la demande est pour l'Atel. ., un extrait du registre de ses procès-verbaux datés, relatant les motifs et les circonstances sur lesquels la demande est fondée.

2° Si elle est en faveur d'un Maç. ., l'Atel. . qui l'adressera doit, indépendamment de la demande écrite portant les noms, prénoms, lieu, jour, mois et année de naissance, qualité civile, Gr. . maç. . et demeure du F. ., l'appuyer de pièces probantes et authentiques des faits et actions honorables, ou discours maç. . dont le F. . sera l'auteur, ou des services éminens qu'il aura rendus à la Fr. .-Maçonnerie.

Toutes les pièces émanées de l'Atel. . doivent être signées par les cinq premiers dignitaires, compris l'Orat. ., timbrées, scellées et revêtues de la signature du Garde des timbre et sceau.

Celles à produire pour les faits et actions en dehors de la Maçonnerie doivent aussi être certifiées et légalisées par les autorités civiles et locales.

DISTRIBUTION DES MÉDAILLES.

Les médailles décernées par le G. . O. . seront par lui remises solennellement dans chaque fête solsticiale d'hiver (en *Décembre*), savoir :

1° Aux Atel. . de l'O. . de Paris et de la banlieue, à une députation spéciale composée des cinq premiers dignitaires de l'Atel. . ;

2° Aux Maç. . du même O. ., à eux personnellement, ou, en cas d'empêchement, à un F. . délégué par eux ;

3° Enfin aux Atel. . et aux Maç. . des O.O. . des départemens, aux Députés de ces Atel. . ou de l'Atel. . dont fera partie le F. . récompensé : ces députés devront être munis d'un pouvoir spécial à cet effet.

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

A.

ABROGATION des précédens Statuts et Réglemens généraux, 867.
ABSENCE (cas d') des Off. et Dignitaires du G. O. lors de leur nomination. — Comment informés de leur élection, 571 et 572.

— par congé, du Chef du Secrétariat, 584.

ACTIFS (Maçons) ou cotisans. Sont seuls réguliers les Maçons portés comme actifs sur les tableaux annuels des Atel., 228.

ACTIVITÉ dans les Atel. — Comment prouvée par les Maç., 228, 261, 322 et 334. — Nombre d'Atel. dont on peut faire partie active, 133.

ADJOINTS aux dignitaires. — Dans les Atel., 110, 121 et 122.

— Dans le G. O., 455, 466, 539 et 545.

— (Membres) de la Ch. de Conseil et d'Appel, 482. — Du G. Collège des Rites, 102.

ADMINISTRATION (frais d') du G. O. — Par qui supportés, 23 et 290.

— du G. O. — A qui confiée, 19.

— *intérieure* des Atel., 276 et 290.

ADMISSION des Atel. à la correspondance du G. O., 69.

— *des Députés* au G. O. — Formalités à cet égard, 163 à 170 et 421 ; — leur participation active aux travaux des Ch. avec voix délibérative, 171 et 422 ; — comment désignés, 424 ; — leur remplacement dans les Ch. pendant le cours d'un semestre, 426.

— *des Visiteurs* dans les Atel., 320 à 326. — Dans le G. O., 755, 779 à 781. — Les Visiteurs ne sont point admis dans le Comité Central et d'Élection, 500.

ADRESSE ANAGRAMMATIQUE de chaque Atel., 39. — Du G. O., 592.

AFFAIRES CONTENTIEUSES. — Qui doit en connaître, 454, 468, et 478.

AFFILIATIONS *collectives* entre les Atel., 98 et 265. — Leur objet, 266. — Limitation de leur nombre, 269.

— *individuelles* : illimitées pour les Atel., 271. — Limitées quant au nombre pour chaque Maçon, et soumises à une condition, 273. — Dans quel cas interdites, 95.

AFFILIÉS libres, 266 et 272.

AFFRANCHISSEMENT des dépêches du G. O., 39.

AGAPES ou travaux de table des Conseils de K., 361 à 367.

ÂGE requis pour être initié, 3. — Pour obtenir chaque grade, 341. — Pour être élu Président ou Député d'Atel., 135 et 138. — Dispenses conditionnelles, 3 et 341.

AGRÉGATION de nouveaux rites (demande en). — Formalités pour l'obtenir, 181 à 185 et 645; — après l'avoir obtenue, 186 et 187; — ce qui en résulte, 188 à 190.

AJOURNEMENT des demandes en titres Mac.. — Dans quel cas, 239 et 294. — D'initiation, d'affiliation ou de régularisation, 335, 337 et 338.

AMENDES encourues par les Mac. et versées dans la caisse de l'Hospitalier, 214, 378 à 379 et 802.

ANNEXE des modèles ou formules, pages 223 à 233.

ANNOTATION de la Correspondance (de l'). — Par qui faite, 574, 577 et 735.

ANNUAIRE du G. O.. — Sa composition, 651 à 655. — Sa distribution et son envoi, 574, 656 et 657.

APPEL (droit d'), 21, 167, 176, 204, 224, 231, 238, 251, 263, 293, 304, 400 et 406. — Comment il doit être exercé par les Atel. contre les décisions des Chambres du G. O., 254 à 256; — contre celles du Conseil d'examen, 818. — Par qui jugé, 621. — Mode et circonstance du jugement, 622 à 630. — Dans quel cas n'est pas suspensif, 420, 473 et 478. — Par un Maçon contre les actes de l'Atel. dont il est membre, 258. — Dans quel délai ce droit doit être exercé, 264 et 402. — Par l'Orateur d'un Atel., 115 et 402. — Par les Orateurs du G. O., 537. — Dispositions particulières aux appels, 621 à 630.

APPLICATION des peines par les Atel. contre leurs membres, 373, 378 à 380, 387 et 399.

— par le G. O. contre ses membres, 719 à 721, 801 à 803, 837 à 841 et 845. — Contre les Mag., 804 et 845. — Contre les Atel., 473, 478 et 845.

APUREMENT et adoption définitive des comptes du Trésorier et de l'Hospitalier du G. O., 689, 698 et 708.

ARCHITECTE-VÉRIFICATEUR. — Ses fonctions, 702 à 705.

ARCHIVES des Atel. — Pièces qui y sont spécialement déposées, 49, 52 et 57.

— du G. O. — De quoi elles se composent, leur mise en ordre et la communication des pièces, 531, 593 à 600 et 740.

ARCHIVISTE du G. O. — Ses fonctions, 597. — Sa responsabilité, 575. — Mode de communication des pièces, 598 à 600.

ARRÊTÉ concernant les récompenses maç., 237.

— relatif à la promulgation des nouveaux statuts et réglemens généraux de l'Ordre, à leur envoi aux Atel. et à leur mise à exécution, page XXIX.

ARRÊTÉS des Atel. — Comment ils peuvent être rapportés, 312.

— des Ch. du G. O. — Leur exécution, 21, 430, 473 et 478. — Faculté par le G. M. de réclamer contre les Arrêtés du G. O., 524 et 525. — Ce qui en résulte, 526 et 527.

ASSEMBLÉES ordinaires du G. O., 724. — Du Comité Central et d'Élection, 726. — Des Ch. administratives, 727. — De la Ch. de Conseil et d'Appel, 728. — Du G. Collège des Rites, 729.

— *extraordinaires*. — Comment convoquées, 465, 493, 725, 726, 728 et 730.

ASSIDUITÉ aux Travaux du G. O. (Voyez **RADIATION**.)

ATELIERS. — Leur dénomination maç., 6. — Existence conditionnelle de quelques-uns, 7. — Leur nombre proportionnel, 9 et 298. — Nombre à Paris, 299; — dans les départemens, 297 et 298. — Leur centre commun, 10. — Non reconnus en France, 16. — Leur admission à la Correspondance du G. O., 69. — Limites de leurs droits, 95 à 99. — *en instance* de titres constitutifs, 24 à 94. — Prohibition

relativement à leurs Travaux, aux Visiteurs et à la reconnaissance par le G. O. de leurs timbres et sceaux, 95 et 96.

ATELIERS irréguliers ou Réfractaires, 204, 220 et 845.

ATTRIBUTIONS des Atel. — LL., 70. — Chap., 78. — Conseils de K., 86. — Consist., 91 à 93.

— des Ch. du G. O. — Ch. de Correspondance et des Finances, 455 à 464. — Ch. Symb., 466 à 475 et 845. — Supr. Conseil des rites 476 à 480 et 845. — Ch. de Conseil et d'Appel, 483 à 492.

— du Comité Central et d'Élection, 494 à 498.

— des Comités, du Secrétariat, 574 à 579; — des Finances et de Bienfaisance, 658 à 667.

— du G. Collège des Rites, 103 à 106.

AUTORISATION nécessaire pour être initié avant l'âge de vingt-un ans, 3. — Cas de dispense, 3, § 2 du 5°. — Pour impression de sujets maç., 250 à 252 et 278.

AUTORITÉ maçonnique en France (Centre de l'), 10.

AVERTISSEMENTS aux Atel. en retard de l'envoi de leurs tableaux annuels, 229 et 230. — De leurs contributions, 292.

— aux Off. retardataires de leurs cotisations, 718 à 720.

B.

BANQUETS dans les Atel., 361 à 367. — Ne peuvent avoir lieu que dans un local maç., 364.

— dans le G. O. — Prix, 710 et 794. — Fonctions des Commissaires, 790, 791 et 795. — Santé, 792 et 793. — Excédans de la recette des banquets, versés dans la caisse de bienfaisance, 795.

BIENFAISANCE (exercice de la), 1; — par les Atel., 276; — par le G. O., 663 à 665, 671 et 697. — Tribut des Maç., 315, 319, 670, 711 et 756.

BREFS. Ce que c'est, 233. — De quelle manière la demande en doit être formée, 234. — Droit d'appel réservé en cas de refus, 238. — Ajournement de la demande en cas d'arriéré de contributions, 239. — Urgence, 644.

BULLETINS des votes en matière d'élections ou de nominations,

dans les Atel.:, 141 à 145.—Dans le G.: O.: 433, 435, 517, 518 et 520.

BULLETINS des votes en matière de jugement.—Dans les Atel.:, 396, 398 et 399. — Dans le G.: O.:, 836 et 840.

BUT de la Franc-Maçonnerie, 1, 5, 276 et 290.

C.

CAHIERS des Grades. — Leur examen pour un nouveau rite, 182. — Leur dépositaire, 186, 597. — Prix de chaque collection, pages 235 et 236.

CAISSES de l'Ordre. — Où établies, 671 et 673. — Leur nombre, 668 à 671. — Sous quelle responsabilité, 669 et 673. — Fonds versés dans la Caisse générale, 223, 670 et 673. — Dans la Caisse de bienfaisance, 671, 694 et 795. — Dans la Caisse courante, 674. — Dans celle des consignations, 675. — Versement des fonds d'une caisse dans une autre, 671 et 676. — Emploi des fonds, 672.

CAUSES d'irrégularité pour les Maç.:, 203, 277 et 845. — Pour les Atel.:, 204, 277 et 845. — Pour les Membres du G.: O.:, 845.

CENSURE encourue par un Maç.:, 837.

CENTRE maçonnique en France, 10.

CÉRÉMONIAL usité dans les Atel.: à l'égard de leurs Présidens et dignitaires, 352, 355 et 356 ; — des Commissaires installateurs, 45, 46, 56, 61 et 64 ; — des Inspecteurs, 416 ; — des GG.: dignitaires de l'Ordre, 350 ; — des Off.: titulaires ou honoraires du G.: O.:, 352 ; — des Membres du G.: Collège des Rites, 353 ; — des Visiteurs, 349, 354, 355, 357, 358 et 360 ; — des députations, 351.

CÉRÉMONIES funèbres dans les Atel.:, 368 à 370. — Dans le G.: O.:, 797 à 799.

CERTIFICATS de service. — Quand accordés aux Off.: du G.: O.:, 762 et 763.

— d'élection des Présidens d'Atel.:, 157 (modèle n° 3, page 228).

CESSATION des travaux d'une L.:, 191 à 201. — Conséquences

- pour les Atel.^{rs} supérieurs dont elle est la base, 7 et 202.
- CHAMBRES. — De qui tiennent les pouvoirs qui leur sont délégués, 12. — Leurs dénominations diverses, 19. — Exécution de leurs arrêtés, 21, 436, 473 et 478.
- CHAMBRE de *Correspondance et des Finances*. — Sa composition, 428. — Ses dignitaires, 455. — Ses attributions, 457 à 464, 846 à 848.
- *Symbolique*. — Sa composition, 428. — Connait de tout ce qui est relatif aux LL.^{rs}, 467 à 473, 475, 845 et 846.
- *Suprême Conseil des rites*. Sa composition, 428. — Ses dignitaires, 476. — Connait de tout ce qui concerne les Atel.^{rs} supérieurs, 478 à 480, 845 et 846. — Condition imposée à ses membres, 477.
- de *Conseil et d'Appel*. — Sa composition par les trois autres Chambres, 431, 481 et 482. — Ses dignitaires nommés par elle, 483 et 559. — Ses attributions, 486 à 492. — Installation de son Président, 567. — Nombre et jours de ses tenues fixes, 493. — Dispositions particulières aux appels, 621 à 630.
- CHAPITRES. Mode et conditions de leur érection, 71 à 77 et 300. — Leurs droits et pouvoirs, 78.
- CLASSIFICATION des grades relativement à leur collation, 339 et 340.
- CLOTURE (heure de la) des travaux du G.^o. O.^o, 734. — De la feuille de présence, 754.
- de la feuille de présence dans les Atel.^{rs}, 305.
- COMITÉ central et d'élection. Sa création, 19. — Sa composition, 429 et 494. — Ses attributions, 167, 435, 453, 495 et 845. — Nombre et jours de ses tenues ordinaires, 500.
- d'inspection du *Secrétariat, de Statistique et des Archives*. Sa composition, 504. — Ses jours de tenue, 574, 577 et 732. — Ses attributions, 574 à 578 et 765. — A quel nombre peut délibérer, 576 et 578 ; — ouvrir la correspondance, 577. — Droit de présence, 579.
- des *finances et de bienfaisance*. Sa composition, 503 et 659. — Son organisation, 505. — Son renouvellement, 506. — Ses attributions, 660 à 665, 687, 697, 703 et 705. — Droit de présence, 667. — A quel nombre délibère, 659. — Jours de ses tenues, 574, 577, 658 et 733.

COMITÉ d'instruction dans les Atel. — Sa composition, 383. —

Ses fonctions, 384 à 386 et 390.

— *permanens*, 456. (Voyez **COMITÉ d'inspection**, et **COMITÉ des finances**.)

COMMÉMORATIONS funèbres par le G.^o. O.^o., 453, 797 à 799. —

Par les Atel.^o., 368 à 370.

COMMISSAIRES inspecteurs d'Atel. en instance. — Leurs fonc-

tions, 31, 32, 77, 85, 94, 174 et 470. — D'Atel.^o en activité, 409 à 416, 632 et 634. — Par délégation des Ch.^o., 417 à 419.

— *installateurs*. — Comment nommés et désignés, 59, 635 à 639. — Leurs fonctions, 43 à 57, 61, 62, 65 à 68.

— *des banquets* du G.^o. O.^o.. — Leurs fonctions, 795.

COMMISSIONS d'inspection des LL. dans les départements, 31 et

32, 417 et 418. — A Paris, 37, 410 à 416. — Durée de leurs fonctions, 411.

— *permanentes*, 501. (Voyez **COMITÉS d'inspection**, et **des finances**).

— *temporaires*, 502.

— *spéciale de révision des comptes*. — Par qui nommée, 687.

— Sa composition et ses fonctions, 688.

COMMUNICATION des mots de semestre et annuels. — Dans les

Atel.^o., 55, 244 à 248. — Dans le G.^o. O.^o., 453, 475 et 480.

— *des grades*. — Peut avoir lieu pour les grades intermédiaires seulement, 339. — Interdite pour tous les autres, 340.

— au G.^o. O.^o., par les Atel.^o., de la nomination de leurs Députés et Présidents, 147.

— à l'Orat.^o. de tout discours ou morceaux d'architecture avant de les lire en tenue ou aux travaux de table, 317, 533 et 539.

— aux membres du G.^o. O.^o., des comptes généraux du Trésorier et de l'Hospitalier, 690 et 698.

— *des pièces déposées dans les Archives*, 593 à 600. — Aux

rapporteurs, 739. — Aux Ch.^o., 581, 746 et 747. — Aux

Atel.^o dans le cas de non visa d'un pouvoir de Député, 167.

Le déplacement des pièces n'a lieu que pour le G.^o. M.^o., 531 et 599.

COMPTABLES (officiers). (Voyez **TRÉSORIER**, **HOSPITALIER**, **ARCHITECTE**). — Dispositions générales à leur égard, 706 à 708.

CONCLUSIONS de l'Orat.., 115, 313, 339 et 626. — Elles ferment

- toute espèce de discussion, et les boules blanches y sont toujours favorables, 310. — Peuvent être données d'office, 626.
- CONDITIONS pour être reçu Maç.^o., 3.** — Pour être élu Président d'Atel.^o., 135. — Pour être nommé Député, 119 et 138. — Pour conserver le titre d'Off.^o du G.^o. O.^o., 442. — Pour obtenir des lettres d'honneur du G.^o. O.^o., 444.
- CONFIRMATION** par le G.^o. O.^o. de la nomination des Off.^o. et Dignitaires, 543.
- CONGÉS.** Comment et à quelle condition ils doivent être demandés et accordés dans les Atel.^o., 346 à 348.
- aux employés du G.^o. O.^o., 584.
- Le G.^o. O.^o. n'en accorde point à ses Membres.
- CONSEILS d'administration** des Atel.^o.. — Leurs attributions, 373.
- CONSEILS de K.^o..** Mode et conditions de leur formation, 79 à 85. — Leurs droits et pouvoirs, 86.
- *d'examen* des plaintes portées au G.^o. O.^o. contre ses Membres. — Sa composition, ses fonctions et délibérations, 813 à 823.
- CONSENTEMENT** indispensable pour être initié avant l'âge de vingt-un ans, 3. — D'une L.^o. pour la création d'un Chap.^o. et Atel.^o. Supérieurs, 7. — De l'Officier commandant le corps dans lequel se forme une L.^o. Militaire, 38.
- CONSIGNATIONS** (des), 668, 669, 676 et 684.
- CONSISTOIRES.** Mode et conditions de leur établissement, 87 à 90. Leurs attributions, 91 à 93. — Comment installés, 94.
- CONSTITUTION provisoire** d'une L.^o., 24 à 27. — Formalités à remplir, 28 à 39. — Des Atel.^o. Supérieurs, 71 à 94.
- d'un nouveau rite, 181 à 190.
- CONTRIBUTIONS** annuelles et fixes dues par les Atel.^o. au G.^o. O.^o., 291. — Comment perçues, 295. — Mesures envers les Atel.^o. retardataires, 292 et 293. — Ne peuvent être augmentées par le G.^o. O.^o., 296.
- CONVOCATION** (des Pl.^o. de), 140, 311, 312 et 329.
- CORRESPONDANCE entre les Atel.^o..** — Quelle elle peut être, 265 à 267. — Ses effets, 268 à 270.
- *entre les Atel.^o. et les Maç.^o.,* 271 à 273.
- des Maç.^o. individuellement avec le G.^o. O.^o., 257 et 259.

CORRESPONDANCE du G.^o. O.^o. (Après quelle formalité les Atel.^o. sont admis à la), 69.

CORRESPONDANCE (réception et envoi des pièces de la). Signature, 586. — Annotation sur trois registres, 588 à 590. — Adresse ou suscription du G.^o. O.^o., 592.

CORRESPONDANS (Membres), 272.

COTISANS (Membres) ou actifs, 228. — Leurs droits, 134.

COTISATIONS et Rétributions que perçoivent les Atel.^o., 289.

— *des Off.^o. du G.^o. O.^o.,* payables par avance, 710 et 712. — Avertissemens aux retardataires, 718 et 719. — Peine encourue par eux faute de s'acquitter, 720 et 721.

COUVREUR (F.^o.), 108.

CUMULATION de rites (demande en), 172. — Comment doit être formée par les LL.^o. de Paris, 173 et 174. — Par celles des départemens, 173 et 175. — Leur inspection, 174. — De quoi les LL.^o. doivent s'abstenir jusqu'à ce que la demande soit accordée, 179. — Examen de cette demande par le G.^o. O.^o., 174 à 178, 631 à 642.

D.

DÉCISIONS (mode des) dans les Atel.^o., 307 à 312.

DÉCLARATION à faire au G.^o. O.^o. par les Présidens d'Atel.^o. nouvellement élus, 157 (modèle n^o 4, page 229). — Par les nouveaux Députés, 161 (même modèle). — Pour l'obtention du grade de Pr.^o. du R.^o. Sec.^o., 92.

DECORATIONS maç.^o. en général, 349. — Celles du G.^o. O.^o., 767 à 776. — Aucune ne peut être portée sur la voie publique, 376.

DÉLAIS prescrits pour *appel au G.^o. O.^o.,* 264, 400 et 402. — Pour la *collation* entre chaque grade, 341. — Pour l'*envoi au G.^o. O.^o.* des radiations prononcées par les Atel.^o., 374. — Pour l'*installation* des LL.^o., 67. — Pour juger un maç.^o., 391 à 394. — Pour la *nomination des Députés* par les nouveaux Atel.^o., 70, 77, 86, 94 et 187. — Pour la *notification aux Maç.^o.* des arrêtés ou décisions du G.^o. O.^o. qui les concernent, 407. — Pour l'*obligation à prêter au G.^o.*

O. par les Députés nommés Off., 759. — Pour les rapports à faire sur refus du visa d'une demande en constitutions, 34, et sur un nouveau Député, 164 et 165. — Pour le remplacement d'un Député non admis, 163. — Pour le visa d'une demande en constitution d'Atel., 30.

DÉLAI accordé à un Off. du G. O. qui n'a plus de députation, pour s'en pourvoir d'une, 442.

DÉLÉGATIONS pour conférer les hauts grades. — Par qui accordées, 92, 93 et 105. — Pour installer et inspecter les Atel. dans les dép., 53, 417 à 419.

DÉLEGUÉS des Atel. pour soutenir les appels formés par eux, 256. — Du G. O. pour les installations et inspections dans les dép., 61, 418 et 419.

DÉLIBÉRATIONS du G. O. — Nombre de Membres présents pour les valider dans ses Ch. administratives, 750. — Dans la Ch. de conseil et d'appel, 488. — Dans le Comité du secrétariat, 576 à 578. — Dans le Comité des finances, 659.

DÉLITS contre les mœurs. — Définition, 376. — Instruction, 381 à 390. — Jugement, 391 à 408. — Peines, 379.

— *contre l'honneur.* — Définition, 377. — Instruction, 383 à 390. — Jugement, 391 à 408. — Peines, 380.

DELIVRANCE (de la) ou remise des titres constitutifs, diplômes, etc., 603 à 606.

DEMANDES de titres constitutifs pour les LL., 27 à 39. — Chap., 73 à 77. — Conseils de K., 81 à 85. — Consist., 89 et 90 (modèles n° 1, pages 223 à 225). — De cumulation de rites, 172 à 180. — D'agrégation de nouveaux rites, 181 à 190.

— *de titres personnels.* — Dipl., Brefs ou patentes, 233 à 241 (modèle n° 6, page 232).

— *de reprise de travaux,* 198 et 199.

— *en initiation,* 327 à 332. — De grades, 333.

— *en affiliation ou régularisation,* 334.

— *en visa de titres maç. personnels* délivrés dans les colonies, 240.

— *en récompense maç.* — Comment faites, page 239, art. 7.

— Pièces à produire à l'appui, page 240.

— *en secours,* 663. — Mode de distribution, 664.

DEMANDE individuelle au G.^o. O.^o. — Comment admise, et ce qui a lieu à cet égard 259.

DÉMISSIONS. Comment et à quelles conditions, données et acceptées dans les Atel.^o, 342 à 345. — Données dans le G.^o. O.^o, par un Off.^o, 757 et 758, ou par un Député, 761. — Dans le cas d'une plainte contre un Membre du G.^o. O.^o, 812 et 824.

DÉNOMINATION Maç.^o. de chaque Atel.^o, 6.

DÉPÊCHES adressées au G.^o. O.^o. — Doivent être affranchies, 39.

DÉPENSES ordinaires, 686. — Par qui arrêtées, 678 et 679; — par qui ordonnancées, 679. (Voyez, pour le surplus, CARRES.)

— **extraordinaires**, 436, 497 et 678. — Ordonnancement, 679.

DÉPÔT dans les archives du G.^o. O.^o. de toutes les pièces annotées et sur lesquelles il a été statué, 186, 593 à 596 et 740.

DEPOUILLEMENT trimestriel des feuilles de présence, 574 et 765.

— **du Scrutin.** Nombre de Membres ayant droit de voter pour qu'il circule, 307. — Cause d'annulation, 145.

DÉPUTATIONS d'Atel.^o. En quel nombre leurs Membres sont admis dans le G.^o. O.^o. ou dans ses Chambres, 778. — Nombre qu'on ne peut excéder comme Député, 513.

DÉPUTÉS au G.^o. O.^o. (des) ou Représentans élus des Atel.^o, 119. — Age requis et conditions pour être nommés, 135 à 138, 140 à 142. — Leur admission dans le G.^o. O.^o, 157 à 170 — Obligation qu'ils doivent prêter, 161. — Leur mission spéciale, 119. — Leur admission aux Travaux du G.^o. O.^o. avec voix délibérative, 171 et 425. — Dans les Ch.^o, 422. — Leur répartition semestrielle dans les diverses Chambres et dans le Comité des finances, 422 et 432. — Leur remplacement dans les Ch.^o. pendant le cours d'un semestre, 426. — Leur présentation au titre d'Off.^o. du G.^o. O.^o, 432 à 440. — Leur démission, 761. — Nombre d'Atel.^o. qu'ils peuvent représenter, 513.

— (**Officiers**) près des Ch.^o. administratives. — Leur mission, 544.

DÉTENTION illicite ou **DÉTOURNEMENT** des deniers destinés au G.^o. O.^o, 810 et 812.

DEVOIRS (derniers) envers les Maç.^o. décédés, 369, 699, 798 et 799. — Les insignes maç.^o. ne peuvent être portés que sur le lieu de l'inhumation, 376

- DIGNITAIRES des Atel. .** — Leurs titres divers dans les LL. . , 108. — Droits et devoirs des Vén. . , 111 à 113. — Des Surv. . , 114. — Des Orat. . , 115. — Des Secrétaires , 116. — Des Exp. . , 117. — Des Maîtres des cérémonies , 118. — Des Députés au G. . O. . , 119. — Des Off. . comptables et responsables , 120. — Des adjoints ou Temporaires , 121 et 122. — Leurs titres en Chap. . , 124. — En Conseil de K. . 125. — En Consist. . , 126. — Au G. . Collège des rites , 129. — Les droits et devoirs des Off. . des Atel. . supérieurs sont les mêmes que dans les LL. . , 128.
- (*Officiers*) du G. . O. . , 449 et 495. — Des Chambres administratives , 455, 466 et 476. — De Conseil et d'appel , 483. — Leur nomination , 495. — Leur installation , 567 à 570. — Responsables , 575 , 669 et 693. — Stage d'un an d'exercice comme Off. . pour être nommé Dignitaire , 448. — Il est de trois ans pour être Membre de la Gh. . de Conseil et d'appel , 481.
- *Adjoints ou Temporaires* , 539 , 545 et 546.
- DIPLOMES.** Ce que c'est , 233. — De quelle manière la demande en doit être formée , 234. — Droit d'appel en cas de refus , 238. — Ajournement de la demande si l'Atel. . qui l'a faite est arriéré de ses contributions , 239. — Urgence , 644.
- DIRECTION des travaux du G. . O. . et de ses Ch. .** — A qui confiée , 448 , 449 et 452.
- DISCIPLINE** (droit de) intérieure des Atel. . , 263.
- (de la) intérieure du G. . O. . , 800 à 804.
- DISCOURS** et pièces d'architecture. — Doivent être communiqués au Président et à l'Orat. . de l'Atel. . avant de les prononcer , 317. — Dans le G. . O. . , 533 , 539 et 796.
- DISPENSE** d'âge en faveur des Militaires en activité de service , pour être initiés , 3. — Du délai d'intervalle ordinaire pour la collation des Gr. . de Comp. . et de M. . seulement , 341. — Du visa du tableau d'une L. . en instance à Paris , 29.
- DISPOSITIONS** relatives à l'établissement des Atel. . et à la diversité des rites , 95 à 99.
- particulières aux appels , 621 à 630.
- générales relatives aux Comptables du G. . O. . , 706 à 708.
- DISTRIBUTION** des affaires générales par la Chambre de corres-

- pondance, 735 et 748. — Enregistrement et renvoi, 736. — Distribution particulière des autres Chambres, 737 et 748. — Nomination des rapporteurs et leurs fonctions, 737 à 739.
- DISTRIBUTION** (Mode de) des médailles de récompense par le G. O., page 240.
- DIVERSITÉ** des rites, 97 et 99.
- DIVISION** (de la) des grades en classes, 339 et 340.
- DOMICILE** (temps de) voulu pour être initié, 3. — Pour être élu Président ou Député, 135 et 138.
- DON** annuel à la caisse des pauvres par les honoraires du G. O., 670, 711.
- DROIT** d'appel, 21, 167, 176, 201, 224, 231, 238, 251, 263, 293, 304, 400, 406 et 473. — Dans quel délai tout appel doit être interjeté, 264.
- ou jeton de présence. — A qui accordé, 579, 713, 714 et 717.
- DROITS** des Atel. constitués et en activité. — LL., 70. — Chap., 78. — Conseils de K., 86. — Consist., 91 et 92. — G. Collège des rites, 103 à 106 et 129. (Voir leurs autres droits à leur spécialité.)
- du G. O. comme législateur et régulateur de l'Ordre, 12 à 17 et 427.
- des Maçons. — Comment établis, reconnus et exercés, 228, 258, 259, 261, 320 et 335. — Comment ils se perdent, 4.
- (des) d'élection ou d'éligibilité dans les Atel., 134 à 138 et 156.
- acquis réservés, 302.
- DUPLICATA** de titres maç. personnels. — Doit être accordé avec la plus grande réserve, 262.
- DURÉE** des fonctions. — Dans les Atel., de leurs Présidents, 136. — dans le G. O., des Off. titulaires, 441 à 443. — Des Off. honoraires dans les Ch., 447. — Des Dignitaires, 483, 551, 552 et 555. — De leurs successeurs, 560 et 561. — Du G. M. et de ses Adjoints, 547 et 548. — Du G. Conservateur, 549. — Du Représentant particulier du G. M., 550. — Des Députés, 422 et 506. — Dans le Comité des finances, de ses Membres, 505 et 506. — Des commissions d'inspection des travaux maç., 411.
- des pouvoirs des Commissaires installateurs, 67, 68 et 640.

E.

ELECTIONS dans les Atel. — A qui le droit est accordé ou refusé, 134 et 156. — Des Présidens, 135. — Des Députés auprès du G.^r. O.^r., 138 et 142. — Des Dignitaires, 137 et 142. — Mode et conditions prescrites pour leur validité, 140 à 147. — Époques, 139.

— dans le G.^r. O.^r.. Du G.^r. M.^r., des GG.^r. dignitaires et du Représentant du G.^r. M.^r., 495, 515 à 522. — Des Off.^r. titulaires, 432 à 437, 439, 440, 453 et 495. — Des Off.^r. dignitaires, 448, 453, 455, 466, 476 et 495; — de leurs Adjoints, 455, 466 et 476. — Des Dignitaires de la Ch.^r. de Conseil et d'appel, 483. — Époques, 556 à 559.

ÉLEMENS du G.^r. O.^r., 420 à 426.

ÉLIGIBILITÉ (droit à l') : à la présidence d'un Atel.^r., 135. — A la députation au G.^r. O.^r., 138. — Aux autres Offices, 137 et 156.

EMPLOYÉS du G.^r. O.^r.. Leur nomination, 495 et 508. — Leur traitement, 498 et 583. — Leurs devoirs, 507, 509, 580 à 582, 666 et 798. — Comment ils se suppléent entre eux, 584. — Leurs pensions de retraite, 585. — Cas de remerciement ou de destitution, 510. — Délibérations à leur égard, 578. — Par qui dirigés, 641. — Sous quelle surveillance, 509 et 574.

ENREGISTREMENT des pièces adressées au G.^r. O.^r., 587 à 589. — De celles envoyées ou remises par le G.^r. O.^r., 590, 591, 601, 603 à 606. — Oppositions à l'enregt. de ces dernières pièces, 612 à 620.

— de l'apposition du sceau, 602. — Oppositions, 612 à 620.

ENVOI ou remise des pièces. (Voyez **ENREGISTREMENT**.)

ÉPOQUES des élections dans les Atel.^r., 139. — Dans le G.^r. O.^r., 556 à 559.

ERREURS (des) dans les esquisses et procès-verbaux, 314, 742 à 745.

ESQUISSES (Mode du tracé et de l'adoption des) en L.^r., 313 et 319. — Dans le G.^r. O.^r. et dans ses Chambres, 741 à 747.

ÉTABLISSEMENT (de l') des LL.^r. 41 à 70. — Chap.^r., 71 à 78 et 300. — Conseils de K.^r., 79 à 86. — Consist.^r., 87 à 94. —

Dispositions y relatives, 95 à 99. — Du G.^o. Collège des Rites, 100 à 107.

ETRANGERS. Temps de résidence pour être initié, 2.

ÉVOCATION (de l') des affaires par le G.^o. O.^o., 14, 453, 849 à 855.

EXAMEN des demandes faites au G.^o. O.^o.. — En établissement d'Atel.^o., 631 à 634. — En cumulation de rites et en inauguration, 642. — En obtention de dipl.^o., brevets, patentes, etc., 643 et 644. — En agrégation de rites, 645. — En reprise de travaux, 646.

— des comptes des Trésorier et Hospitalier, 687, 688 et 698.

EXCLUSION à perpétuité des Atel.^o.. — Dans quels cas, 215, 827 et 845.

EXÉCUTION provisoire des décisions des Ch.^o. du G.^o. O.^o. non-obstant l'appel. — Dans quelle circonstance, 430, 473 et 478.

EXERCICE (de l') triennal des Off.^o. et Dignitaires du G.^o. O.^o., 441, 443, 453 et 495.

• EXPERTS. Leurs fonctions dans les Atel.^o., 117; — dans le G.^o. O.^o., 542 et 545.

F.

FAUTES commises dans les Atel.^o.. — Définition, 375. — Comment réprimées ou punies, 378.

— commises dans le G.^o. O.^o. ou dans ses Chambres par ses propres Membres, 800 à 803. — Par un Visiteur, 804. — Peines encourues, 802 et 803.

FÊTES DE L'ORDRE célébrées par les Atel.^o., 361 à 364 et 453. — Ordre des santés dans les banquets, 365; — par qui et comment portées, 366 et 367. — Fonctions spéciales de l'Orat.^o., 115.

— célébrées par le G.^o. O.^o., 790 à 796.

FEUILLES de présence. — Doivent être signées à chaque tenue d'Atel.^o., 305. — Doivent l'être en G.^o. O.^o. par ses Membres et les Visiteurs, 715, 751 et 754. — Leur visa par la Chambre des finances, 716. — Leur clôture, 754. — Leur dépoillement par trimestre, 574 et 765. (Pour le surplus, voyez PRÉSENCE.)

FINANCES (de l'Administration des) du G.^o. O.^o.. — Fonds

généraux, 670 à 672 et 675. — Fonds destinés à la bienfaisance, 671 et 672.

FIXATION du nombre d'Atel.^{..} à Paris, 299; — dans les départemens, 297 et 298.

FONCTIONS des GG.^{..} *Dignitaires de l'Ordre*, 523 à 526. — Comment suppléés entre eux, 528 et 529. — Quel est le dépositaire du glaive de l'Ordre, 530.

— du Représentant particulier du G.^{..} M.^{..}, 532.

— des Présidens des Chambres, 533 à 535. — Des Surv.^{..}, 536.

— Des Orat.^{..}, 537 à 540. — Des Secrétaires, 541. — Des Exp.^{..}, 542 et 545. — Du Trésorier, 680 à 692 et 810. — De l'Hospitalier, 693 à 699. — De l'Architecte-Vérificateur, 700 à 705.

— De l'Archiviste, 597, 599 à 600. — Du Garde des Sceaux, 607 à 612 et 618. — Des Off.^{..} dignitaires adjoints ou temporaires, 539 et 545.

— dans les Atel.^{..} (Voyez DIGNITAIRES des Atel.^{..})

— des Commissions d'inspection, 31, 32, 37, 413, 415, 416 et 418.

— (De l'Incompatibilité des) dans le G.^{..} O.^{..}, 511 à 514. — Dans les Atel.^{..}, 130 à 133.

— De leur durée, 547 à 552. (Voyez DURÉE des fonctions.)

FONDS. (Voyez CAISSES et FINANCES.)

FORMALITÉS à remplir pour les demandes en création d'Atel.^{..}

LL.^{..}, 24 à 40. — Chap.^{..}, 71 à 77. — Conseils de K.^{..}, 79 à 84. — Consist.^{..}, 87 à 90. — En cumulation de rites, 172 à 175.

— En agrégation d'un nouveau rite, 181. — Pour la suspension de travaux, 191 à 194. — Pour leur reprise, 198 et 200.

FORMATION (de la) des LL.^{..}, 24 à 40. — Formalités particulières à remplir par les LL.^{..} de Paris, 25 à 28, 36 et 39; — par celles des départemens, 25 à 36 et 39, et par celles militaires, 38.

FORMULE de l'Obligation, Déclaration ou Serment envers le G.^{..} O.^{..}, 50, 65, 148, 170 et page 229.

FRAIS de l'administration de l'Ordre. — Par qui supportés, 23 et 290.

FRANCS-MAÇONS (Ordre des). — Son but, 1, 5, 276 et 290.

FUSION (de la) des Atel.^{..} — Ce que c'est, 279. — Formalités pour l'opérer entre plusieurs LL.^{..}, 280 à 284; — entre les Atel.^{..} supérieurs, 285 à 287.

G.

GLAIVE de l'Ordre (Dépositaire du), 530.

GRADES.—Leur division en classes, 339.—Leur importance relative, 340.—Intervalle à observer dans leur collation, 341.—Age requis pour les obtenir, 3 et 341.—Dispense d'âge et d'intervalle, 3 et 341.—Qui ne peuvent être conférés que par délégation du G. : Collège des rites, 91, 93 et 105.—Qu'il faut posséder régulièrement pour être admis Visiteur ou Défenseur dans le G. : O. : , 779, 780 et 829.—Nul Atel. : ne peut déléguer aucun pouvoir pour conférer des grades en son nom, 78, 86 et 91.

GRAND Architecte-Vérificateur, 700 à 705.

- Archiviste, 597, 599 à 600.
- Collège des Rites (du). — Son établissement, 100.—Sa Composition, 101 et 102.—Ses Dignitaires élus par lui, 559.—Installation de son Président et de ses Dignitaires, 568 à 570.—Ses Attributions, 104 à 106, 182 et 185.—Sa division en sections pour chaque rite reconnu, 103.
- Conservateur.—Son élection, 495 et 519.—Ses droits, 528 et 531.—Durée de ses fonctions, 549.—*Ne reçoit aucune correspondance*, 531.
- Garde des Sceaux, 607 à 612 et 618.
- Hospitalier, 693 à 699.
- Jury (du).—Sa composition, 823.—Son organisation, 826 à 828.—Ses fonctions et délibérations, 830 à 836.—Du jugement et de l'application des peines, 837 à 844.
- *Jury extraordinaire* en assemblée générale du G. : O. : .—Sa Constitution, 14.—Comment le G. : O. : procède dans ce cas, 849 à 855.

GRAND-ORIENT DE FRANCE (le). Est composé des Présidents d'Atel. : sous le titre de *membres nés*, et des Députés de ces mêmes Atel. : , sous celui de *Représentans élus*, 11 et 420.—Ses droits, 12 à 17 et 427.—Sa division administrative, 19.—Par qui sont dirigés ses travaux, 448.—Travaux spéciaux dans ses assemblées générales, 453 et 454.

— Trésorier, 680 à 692 et 810.

GRANDES Loges provinciales.—Ne sont point reconnues, 17.

GRANDS Dignitaires de l'Ordre, 449.—Leur nomination, 453 et 495.

— Inspecteurs généraux. — Leurs droits dans le G.^o. Collège des rites, 101 et 102.—Par qui exclusivement reçus, 404.

— Maîtres-Adjoints. — Leur élection, 495 et 519.— Leur installation, 565. — Leurs droits, 528 et 531.— Durée de leurs fonctions, 548.—*Ne correspondent qu'avec le G.^o. O.^o.*, 531.

— Maîtres ou Présidents des Conseils de K.^o. — Leurs droits et devoirs, 128.

— Maître de l'Ordre. — Son élection, 495, 515 à 518.— Son installation, 564.— Durée de ses fonctions, 547 et 548.— Ses droits, 523 à 526 et 531.—*Il ne lui est adressé ni demandes, ni lettres, ni mémoires*, 531.

— Orients étrangers, 15. — Vins par le G.^o. O.^o. des titres Maç.^o. délivrés par eux, 241.

H.

HEURE de l'ouverture des travaux dans le G.^o. O.^o., 717, 734 et 752.—Clôture, 734.

— de Clôture des feuilles de présence dans le G.^o. O.^o., 754.

HIEROGLYPHES (des) sur les titres Maç.^o. délivrés par les Atel.^o., 260.

HONNEURS maçonniques dans les Atel.^o.—En quoi consistent ; à qui et comment accordés, 349 à 360 et 416. — Dans le G.^o. O.^o., 782 à 789.

— funèbres rendus par les Atel.^o. à leurs Membres, 368 à 370.

— Par le G.^o. O.^o. aux siens, 699, 797 à 799.

HONORAIRES du G.^o. O.^o. (Officiers). — Acquièrent ce titre par neuf ans d'exercice, 444 et 453.— Leurs droits et leurs fonctions, 445.— Leur répartition dans les Chambres et dans le G.^o. Collèges des rites, avec voix délibérative, 102, 447 et 462. — dans les Atel.^o., 134.

HOSPITALIER (Grand). — Responsable de sa caisse, 693.— Tient un registre de recette et de dépense, 693.— Comment tenu, 694.— Ses autres fonctions sont déterminées articles 695 à 699.

I.

- IMPRESSION** (projet d'). Comment autorisé par le G. : O. : , et conditions attachées à l'exercice du droit d'imprimer, 277 et 278. — Conséquences dans le cas d'infraction, 203 et 215.
- IMPRIMEUR** du G. : O. : . Sa nomination, 495.
- INAUGURATION** à un nouveau rite (mode d'), 177, 178 et 642.
- INCOMPATIBILITÉ** (de l') des fonctions. — En ce qui concerne les Atel. : ou les Maç. : , 130 à 133. — En ce qui concerne le G. : O. : et ses Chambres, 511 à 514.
- INFORMATIONS** sur les irrégularités commises par les Atel. : et par les membres du G. : O. : , 846.
- INFRACTIONS** aux devoirs Maç. : en tenue dans les Atel. : , 375. — Comment punies, 378. — Dans le G. : O. : , 800 à 804.
- INITIATIONS** par les Atel. : . — Leur devoir à ce sujet, 276. — Règles à observer, 327 à 331. — Dans quelles circonstances interdites, 95, 179 et 214. — Les initiations peuvent être conférées par un Atel. : aux Membres d'un autre Atel. : ; mais à quelles conditions, 382 et 383. — Scrutin, 335. — *privées* (faculté des), 274. — Conditions et restrictions, 275 et 276.
- INSCRIPTION** (rang d') sur les tableaux du G. : O. : . — Des Off. : titulaires, 573 et 637. — Des Off. : honoraires, 447. — Des Députés et Présidens d'Atel. : , 102, 422 et page 238, art. 3.
- INSIGNES** ou **DÉCORATIONS** maçonniques (des), 349, 767 à 177. — Ne peuvent être portés hors des temples que sur le lien de l'inhumation d'un F. : décédé, 376.
- INSPECTEURS** (Voyez COMMISSAIRES-INSPECTEURS).
- INSPECTION** des Atel. : en instance de titres constitutifs, 31, 77, 85 et 94; — en demande de cumulation de rites, 174 et 175. — Des Atel. : en activité, 409 à 419. — Peut être faite par délégation dans les départements, 417 et 419.
- INSTALLATEURS** des Atel. : à Paris et banlieue, 41 et 177. — Dans les départements, 42, 58, 84, 178 et 640. — Comment désignés, 636 à 639.

INSTALLATION des Atel.^{..} (mode et circonstances de l') à Paris et banlieue par les Off.^{..} du G.^{..} O.^{..}, 43 à 57 et 177.—Dans les départemens par des Commissaires nommés dans les Atel.^{..}, 42, 58 à 63, 178, 640 et 641.—Par l'Atel.^{..} lui-même, 64 à 66.—Délai fixé pour ces installations, 67 et 68.

— des Dignitaires dans les Atel.^{..}, 50, 51, 148 à 153.

— des Off.^{..} et des Dignitaires du G.^{..} O.^{..}, 562 à 573.

INSTRUCTION sur les plaintes portées dans les Atel.^{..} contre leurs Membres, 381 à 390.—Dans le G.^{..} O.^{..} contre ses Membres, 813 à 824.—Contre un Atel.^{..} ou un Maç.^{..}, 852.

— relative aux récompenses sollicitées par les Atel.^{..} ou les Maç.^{..}, page 240.

INTERDICTION des travaux maç.^{..}. — Dans quels cas peut être prononcée par les Atel.^{..}, 379, 399 et 401.—Par le G.^{..} O.^{..}, 802, 803 et 837.

INTERVALLE à observer dans la collation des grades, 339 à 341.

INTITULÉ des actes des Ch.^{..} du G.^{..} O.^{..} et du Comité central, 22.—Du G.^{..} Collège des rites, 107.

— des Pl.^{..} des Atel.^{..}, 314.

INTRODUCTION dans le G.^{..} O.^{..}, des députations de ses Ch.^{..}, 786, et de celles des Atel.^{..}, 778, 787 et 789. — Du G.^{..} M.^{..} et de ses Adjoints, 783.—Du G.^{..} Conservateur, 784.—Du Représentant du G.^{..} M.^{..}, 785. — Des Présidens de Ch.^{..}, 786.—Des Off.^{..} Dignitaires des GG.^{..} OO.^{..} étrangers, 788. — Des Visiteurs, 779 à 781.

— (de l') dans les Atel.^{..}, 247, 319, 321, 324, 349 à 360.

IRRÉGULARITÉ (Causes de l') pour les Maç.^{..}, 203, 277 et 845;—pour les Atel.^{..}, 204 à 206, 277 et 845.

— (Cessation de l'), 207 et 219. — Moyens de l'obtenir par les Maç.^{..}, 208 à 215;—par les Atel.^{..}, 216 à 226.

J.

JETONS de Présence.—A qui accordés seulement, 579, 713, 714 et 717.

JOURS de séance du G.^{..} O.^{..}, 724 et 725.—Pour les Commémorations funèbres, 797.

JOURS de séance du Comité central et d'Élection, 726.

— des trois Chambres administratives, 727 et 730.

— de la Chambre de Conseil et d'Appel, 728.

— du G. . Collège des rites, 729 et 730.

— du Comité d'inspection du secrétariat, 574, 577 et 732.

— du Comité des finances, 574, 577, 658 et 733.

JUGEMENT (du) des délits dans les Atel. . .—Formalités à observer, 391 à 400, 402 à 405 et 408.—La suite, en cas d'appel, 401, 405 à 407. — Si l'accusé fait défaut, 403 et 404. — La suite dans le G. . O. ., 406 et 407.

JURY (Grand).—Il est établi dans le sein du G. . O. . en cas d'instruction contre ses membres.—Sa composition, 825 et 826.—Son organisation, 827 et 828.—Ses fonctions et délibérations, 828 à 836.—Droit de récusation, 831.—Des peines et de leur application, 837 à 841. — Dans le cas de condamnation, toujours les boules noires la prononcent, 838 à 840. — Ses décisions sont sans appel, 842. — Le F. . inculpé a droit de connaître le plaignant et les témoins qui ont déposé, 844.

JUSTIFICATION des titres qui prouvent la régularité maçonnique, 228, 261, 322 et 334.

L.

LETTRES d'honneur.—Comment et par qui accordées, 444 et 453.

LOCAUX maçonniques.—Seuls reconnus par le G. . O. ., 205.

LOGES. Leur origine, 6.—Sont la base nécessaire et indispensable de tous les Atel. . supérieurs, qui ne peuvent exister sans elles, 7.—Leur formation, 24.—Règles à observer pour cette formation par les LL. . de Paris, 25 à 37; — par celles des départemens, 25 à 36; — par les LL. . militaires, 38. — Mode de leur installation, 41 à 69, 636 et 640. — Frais de leur établissement, 39.—Leurs droits et pouvoirs, 70.

— *Provinciales* (Grandes), abolies, 17.

LOWTOS ou fils de Maç. .—Conditions de leur initiation avant l'âge requis, 3. — Exception admise à leur égard, 289.

M.

MAÇON (FRANC). — Ses devoirs, 1. — Comment on le devient, à quel âge et à quel titre, 3. — Comment on en perd les droits, 4. — Déclaré infidèle, 196.

MAÇONNERIE (FRANC). — Ses principes et son but, 1, 2, 5, 276, 290 et 312.

MAÇONNIQUES (Sociétés). — Comment composées, 2. — Leur but, 1, 5, 276 et 290. — Leurs titres divers, 6. — Bases de leur organisation, leur point de centre et d'unité, 7 à 10.

MAÇONS irréguliers (des), 202, 845 à 848.

MAÎTRES des cérémonies. — Dans les Atel., 110. — Dans le G. : O., 543.

MAJORITÉ (de la) prescrite dans les délibérations. — Absolue ou moitié plus un du nombre des votans, généralement. — Préférence acquise dans le cas de parité de voix, 144. — Double vote au président, dans le même cas, 535. — Des deux tiers dans les cas prévus, 173, 280, 281, 336, 341, 385, 397, 398 et 491. — Majorité relative, 142. — Des trois cinquièmes, 386 et 576. — Du tiers, 659.

MANDAT des inspecteurs dans les Atel., 413 et 415.

MÉDAILLES de récompense décernées par le G. : O., pages 237 à 240.

MEMBRES du G. : O. qui, dans certains cas, n'ont que voix consultative, 490, 627 et 753.

MÉTAUX à verser au G. : O. par les Atel. ou par les Maç., selon la demande adressée, pages 234 à 236.

MILITAIRES en activité de service. — Conditions de leur initiation, 3. — Exception qui peut avoir lieu en leur faveur, 289. — (LOGES). — Condition spéciale à leur formation, 38.

MINIMUM des prix de l'initiation et de la collation des grades, 289.

MODÈLES ou FORMULES, pages 222 à 232.

MODIFICATIONS. — Dans la classification du nombre d'Atel., 301 et 302. — Du coût des constitutions, etc., et des appointemens des employés, 296. — Par qui proposées, 493.

— ou *changemens* proposés aux statuts et réglemens généraux,

- 257 et 259. — Leur examen, 260 et 261. — Commission de révision, 262 et 263. — Adoption ou rejet, 264 et 265.
- MOTS de semestres ou annuels. — Par qui et comment donnés dans les Atel., 55, 244 à 248. — Dans le G. O., 453, 475, 490, 648 et 649. — Époque de leur envoi aux Atel. par le G. O., 242. — Quels Atel. les reçoivent, 243 et 650. — Comment ils doivent être communiqués, 244 à 246. — Les Visiteurs ne peuvent être admis sans les donner, 247. — Jamais communiqués aux FF. servants, 249.
- MUTATIONS ou vacances dans les Ch. — Dans quel délai et comment il est pourvu au remplacement des Députés, 426; — des Off. titulaires et dignitaires du G. O., 438, 495, 553, 554, 556, 571, 757, 758, 761 et 766.

N.

- NOMBRE d'Atel. dont on peut être Membre actif, 133 et 273.
- Qu'on peut représenter comme Député, 513.
 - des Atel. (Fixation du) dans les départemens, 297 et 298; — à Paris, 299. — Droits acquis réservés aux plus anciens et à ceux maintenant existans, 300 et 302. — Tableau relatif à cette fixation, 298.
 - indispensable de Maç. pour créer un Atel., 24 et 173; — pour obtenir une reprise de travaux, 198.
 - de Membres actifs du même Atel. pour ouvrir et continuer les travaux, 306; — pour que le serutin circule sur leur demande, 307.
 - de boules noires pour rejeter un profane, 325.
- NOMINATIONS (Époques des) ou élections *générales* dans les Atel. — Par les LL. en décembre, 129. — Par les Chap. en janvier, 139. — Par les Conseils, Trib. et Consist. en février, 139.
- dans le G. O. par chacune des Ch. administratives, 556 et 557. — Par le Comité central et d'élection, 553. — Par la Chambre de Conseil et d'Appel, 559. — Par le G. Collège des rites, 560.
 - *partielles* dans l'intervalle des Élections générales. — Par les Ch. administratives, 432 à 434, 437, 438, 455, 466, 485 et

553.—Par le Comité central et d'élection, 435 à 437, 439, 440 et 453.

NOMINATIONS par les Atel. ., 154.

— du G. . Maître, 495, 515 à 518.—Des G.G. . Dignitaires, 453, 495 et 519.—Du Représentant particulier du G. . M. ., 495, 520 à 522.

— des Commissaires-*Inspecteurs* d'Atel. . provisoires, 470, 478 et 633;—en activité de travaux, 409, 417 à 419.

— des Commissaires *Installateurs* d'Atel. ., 58, 635, 636, 638, 640 et 641.

— des Membres et des Adjointés de la Ch. . de Conseil et d'Appel, 481 et 482;—de ses Dignitaires, 483.

— des Membres du G. . Collège des rites, 102.

— des Employés du G. . O. ., 453 et 495.

NOTIFICATION des arrêtés du G. . O. . ou des décisions de ses Ch. ., 407 et 630.

O.

OBLIGATION à prêter au G. . O. . par les Atel. . lors de leur installation, 50. — Par les Présidents d'Atel. ., 65 et 170. — Par les Députés, 170.—Par les Off. . et Dignitaires du G. . O. ., 562, 563 et 570.—Délai dans lequel les Députés nommés Off. . du G. . O. . doivent prêter l'obligation, 759.

OBSERVATIONS d'un Atel. . ou d'un Maç. . sur les statuts généraux, ou particulières, 257 et 259.

OFFICIERS (Voyez DIGNITAIRES DES ATEL. .).

— *Comptables et Responsables* des Atel. ., 120.—Du G. . O. ., 706 à 708.

— *Adjointés ou Temporaires* des Atel. ., 121 et 122. — Du G. . O. ., 545 et 546.

— *du G. . O. .* Sont pris parmi les Députés, 427. — Comment élus, 432 à 440 et 495.—Leur nombre et leur répartition dans les Chambres, 428 et 431. — Durée de leurs fonctions, 441.

— *Démissionnaires*, 723, 757, 758, 812 et 841.

— *Dignitaires* du G. . O. . choisis parmi ses Off. . titulaires, 448 et 450.—Comment nommés, 495.—Leurs titres et fonctions, 449 à 452.

OFFICIERS *Députés* auprès des Ch. administratives. — Leur mission, 544.

— *Honoraires*. — Comment nommés, 444. — Leurs droits, 445.

— Faculté de conserver l'activité et condition à cet égard, 446. — Leur répartition dans les Ch., 447. — Don annuel qu'ils doivent verser à la caisse des pauvres, 670 et 711.

OPPOSITION au sceau et à l'enregistrement. — A qui le droit en est réservé, 614. — Comment et dans quel délai elle doit être formée, 615 à 617. — A qui adressée, 618. — Par quelle autorité confirmée ou rejetée, 616 et 619. — Ses effets, 620.

— aux demandes en constitution d'Atel. — Qui en juge la validité, 469.

ORATEURS. — Leurs droits et devoirs dans les Atel., 115, 308, 313, 317, 368, 373, 399, 402 et 403. — Dans le G. O., 587 à 540. — Des *Adjoint*s, 539, 5°, 622 et 624.

ORDONNANCEMENT des dépenses, 678 et 679.

ORDRE (de l') intérieur du G. O. ou de ses Ch., 495, 6°.

ORDRE des travaux en G. O., 748 à 756. — Nombre des présens nécessaire pour l'ouverture des travaux et pour délibérer, 750. — Faculté de suppléer les absents, 752. — Règle de conduite pendant les travaux, 756. — Membres n'ayant accidentellement que voix consultative, 490, 627 et 753. — Signature et clôture de la feuille de présence, 754. — Visiteurs, 755, 778 à 781. — Règle de conduite dans le temple, 756.

ORDRE des travaux dans les Atel., 305 à 319. — Visiteurs, 320 à 326. — Honneurs et préséances, 349 à 360.

ORDRE maçonnique et des Maçons (de l'). — Son but, 1, 5, 276 et 290. — Sa composition moralement, 2 à 4.

OUVERTURE de la correspondance, 458, 574 et 577.

— des travaux dans les Atel., 306 ; — dans les installations d'Atel., 47 et 48.

— dans le G. O. — A quelle heure, 717, 734 et 752. — Membres présens pour y procéder et délibérer, 488 et 750. — A quel Gr. elle a lieu dans la Ch. de Correspondance et des Fin., 465 ; — dans celle Symb., 474 ; — dans le Supr. Conseil des rites, 479 ; — dans la Ch. de Conseil et d'Appel, 492 ; — dans le Comité central et d'élection, 500 ; — en G. O., 724.

P.

PAYEMENT (refus de) de la part des Maç.^{rs}. à leurs Atel.^{rs}., cause d'irrégularité, 203. — Constaté par le mode prescrit, 361 à 373. — Signalé au G.^{rs}. O.^{rs}., 374. — Signalé par lui à tous les Atel.^{rs}. de la correspondance, 347 et 348.

PAROLE (la). — Commune et à qui accordée ou refusée dans les Atel.^{rs}. 306 et 309. — Dans le G.^{rs}. O.^{rs}. ou dans ses Chambres, 539, 755 et 756.

PATENTE. — Ce que c'est, 233. — De quelle manière la demande en doit être formée, 234. — Droit d'appel en cas de refus, 239. — Ajournement de la demande qui en est faite, en cas d'arriéré de contributions dues par l'Atel.^{rs}., 239.

— de Pr.^{rs}. de R.^{rs}. Sec.^{rs}. ou de G.^{rs}. Insp.^{rs}. Gén.^{rs}. — Exclusivement délivrée par le G.^{rs}. O.^{rs}., 106.

PENES encourues par les Maç.^{rs}. comme dépositaires illégalement de titres, pièces ou objets Maç.^{rs}., 194 et 196. — Pour causes d'irrégularité, 203, 206 et 845. — Pour infractions, 214, 215 et 277. — Pour inexécution des statuts, 229, 231, 332. — Pour non paiement de cotisations, 372 à 374. — Pour délits, 378 à 380. — Pour manquement aux devoirs maç.^{rs}. dans le G.^{rs}. O.^{rs}., par ses Membres ou Visiteurs, 802 à 804. — Pour plainte reconnue n'être pas fondée, 385.

— par les Atel.^{rs}. pour cessation de travaux pendant plus de trois ans, 197. — Pour causes d'irrégularité, 204 et 845. — Pour inexécution des statuts, 231 et 293. — Pour infraction, 277 et 364. — Application des peines par le G.^{rs}. Jury, 827 et 833.

PENSIONS de retraite des employés du G.^{rs}. O.^{rs}., 585.

PERCEPTION de métaux pour la caisse de l'Ordre. — Comment elle a lieu, 295.

PIÈCES à produire au G.^{rs}. O.^{rs}. par les Atel.^{rs}. à l'appui des demandes en constitutions, 27 à 29, 35 et 36; — en lettres capitulaires, 73 et 74; — en patentes constitutives de Conseil, 81 et 82; — de Consist.^{rs}., 89 et 90; — en cumulation de rites, 173 et 175; — en agrégation d'un nouveau rite, 181; — en reprise de travaux, 198 et 200.

PRISONS irrégulières. — De leur régularisation, 160 et 735.

PLAIGNANT. — Peine encourue par lui si sa plainte est déclarée mal fondée, 385.

PLAINTE ou accusation de délit. — Comment doit être portée contre les Membres d'un Atel., et comment retirée, rejetée ou reçue, 382 à 390. — Distinction relative au Président inculpé, 388 et 389. — Interdiction provisoire du F.: inculpé, 387.

— portée en G.: O.: ou dans ses Chambres contre un de ses Membres, 805 à 812.

PLANCHES (tracé des). — Règles à observer à ce sujet, 313, 314, 741 à 747.

— de convocation (des), 110, 140, 321, 812 et 329.

POMPES funèbres. — Mode de célébration dans les Atel., 368 à 370. — Dans le G.: O.:, 453, 797 à 799.

POPULATION comme base du nombre d'Atel.: fixé dans chaque O.:, 297 à 299.

POUVOIRS du G.: O.: comme législateur et régulateur de l'Ordre maç.:, 12 à 14.

— pour l'inspection des Atel.: — Par qui accordés et délivrés, 409, 417, 419, 471 et 473.

POUVOIRS (des) aux Députés d'Atel.: près le G.: O.:, 147 et 161. (Modèle n° 5, pages 220 et 231.)

PRÉSEANCES. — Dans les Atel.:, 349 à 360. — Dans le G.: O.:, 532, 782 à 789.

PRÉSENCE (droits de). — A qui payés en G.: O.: ou dans ses Chambres, 713 et 714. — Dans les Comités, 579 et 667. — Dans le G.: Collège des rites, 714. — A qui refusés, 717. — Comment la présence est constatée, 579, 715 et 716. — Clôture des feuilles de présence, 754.

— (durée de la) d'un militaire à son corps pour être initié, 3.

PRÉSENTATIONS (époque des) au titre d'Off.: ou à l'office de Dignitaire du G.: O.:, dès qu'il y a vacance ; 553, 554 et 556. — Pour le renouvellement triennal de tous les Dignitaires, 556 à 559 (Voyez NOMINATIONS).

— des comptes du G.: Trésorier, 684, 687 et 692, et de ceux du G.: Hospitalier, 698.

PRÉSIDENT du G.: O.: dans l'ordre hiérarchique, 451 et 452.

PRÉSIDENCE d'un Atel. — A qui déferée à défaut des dignitaires qui ont droit de présider, 117.

PRÉSIDENTS des Atel., membres nés du G. O., 113 et 420. —

Conditions pour être élus, 135 et 136. — Leur reconnaissance par le G. O., 157 à 160 et 421. — Leurs droits et devoirs, 111 à 113, 128, 131, 132, 246, 305, 308, 309, 313, 315, 317, 328 à 330, 332, 335, 360, 369, 373, 383, 391, 395 et 420. — Voix délibérative dans le G. O., seulement en l'absence du Député de l'Atel. qu'ils président, 425.

— du G. O. — Leur installation, 567 et 568. — Leurs fonctions et droits, 533 à 535.

— ou G. M. des Conseils de K. — Leurs droits et devoirs, 128.

PRESTATION de serment au G. O. par ses membres, 159, 170, 563 et 570. — Par les Atel. et leurs membres, 50, 51 et 65.

PRIORITÉ de demande. — Dans quel cas acquise, 303. — D'âge, 144.

PRIVATION des droits maç., 4. — Pour quelles causes et comment prononcée, 215, 231, 373, 380, 399, 837, 841, 845 et 855. — Du droit d'élection, 134.

PRIX (*minimum* du) de l'initiation et de la collation des grades, 280.

— des divers titres maç. et délégations accordées par le G. O. ou par le G. Collège des Rites, pages 234 à 239.

PROVISIONS d'Off. titulaires du G. O., 709.

PUBLICATIONS maç. (des). — Doivent être autorisées par le G. O., 203, 215, 277 et 278.

Q.

QUALITÉS exigées pour être reçu Maçon, 3. — Pour être admis comme Député auprès du G. O., 119.

QUESTIONS à poser dans les jugemens concernant les délits, 395.

R.

RADIATION du tableau de l'Ordre, par annotation sur le registre spécial établi, 847. — Pour cause de non paiement de cotisations ou autres charges, par les Maç.^{rs}. aux Atel.^{rs}. dont ils sont Membres actifs, 373. — Pour délits, 380 à 400. — Pour défaut d'envoi des tableaux annuels au G.^{rs}. O.^{rs}. par les Atel.^{rs}., 231, — ou du non paiement de leurs contributions, 293. — Pour pratiquer un Rite sans y être autorisé, 99. — Pour cessation irrégulière de travaux, 197. — Pour infraction aux Statuts et Réglemens, 473.

— du tableau des Membres du G.^{rs}. O.^{rs}., pour cause d'absence prolongée des travaux, 764 à 766; — pour non paiement de leurs cotisations, 720.

— de tout membre du G.^{rs}. O.^{rs}., Atel.^{rs}. ou Maç.^{rs}., qui ferait partie d'une autre obédience que celle du G.^{rs}. O.^{rs}., 845.

RANG d'inscription, dans le G.^{rs}. O.^{rs}., des Off.^{rs}. titulaires, 409, 573, 581 et 637; — des Honoraires, 447 et 581; — des Députés, 422 et 581; — des Présidens d'Atel.^{rs}., 581 et page 238, art. 5.

RAPPEL (du) à l'ordre dans les Atel.^{rs}., 316 et 378.

RAPPORT d'un arrêté. — En quel cas et comment il peut avoir lieu dans les Atel.^{rs}., 312; — dans le G.^{rs}. O.^{rs}., 745.

RAPPORTS des Atel.^{rs}. entre eux, 98. — Entre des rites différens, 98 et 265.

— sur l'admission des Députés, 164 à 167 et 460. — Sur les propositions en initiation, 328 à 331.

RAPPORTEURS, 533, 632, 738 et 739.

RECENSEMENT ou dépouillement trimestriel des feuilles de présence, 574 et 765.

RECEPISSÉ des pièces remises au G.^{rs}. O.^{rs}.. Par qui donné, 40 et 195.

RÉCEPTION des Visiteurs, des Députations, des Off.^{rs}. du G.^{rs}. O.^{rs}. et des GG.^{rs}. Dignitaires de l'Ordre dans les Atel.^{rs}., 320 à 326, 349 à 360; — dans le G.^{rs}. O.^{rs}., 778 à 789.

— (De la) des pièces adressées au G.^{rs}. O.^{rs}., 587 à 589 et 591.

RECEPTIONS (des) aux divers grades, 339 à 341. (Voyez GRADES).

RECETTES (des) en général. — Leur nature dans les Atel. . . , 212 à 214 , 289 , 315 , 361 et 378. — Dans le G. . O. . , 217 , 221 , 670 , 671 , 709 à 711 , 795 et 802.

RÉCOLEMENT annuel du matériel du G. . O. . , 705.

RÉCOMPENSES Maç. . (des) aux Atel. . et aux Maç. . , pag. 237 à 240.

RECONNAISSANCE par le G. . O. . des Députés et Présidens d'Atel. . , 157 à 170. — D'un nouveau Rite , 181 à 190.

RÉDACTION des Pl. . ou procès-verbaux du G. . O. . , 741 à 747 ; — des Atel. . , 313 et 314.

REDDITION des comptes du G. . Trésorier , 687 à 698 , 707 et 708 ; — du G. . Hospitalier , 698 , 707 et 708.

RÉÉLECTIONS triennales , 443 , 453 et 495.

RÉFECTOIRES ou travaux de table des Chap. . , 361 à 367.

RÉFRACTAIRES (Atel. . déclarés) , 220.

REFUS DE PAIEMENT (du) par les Maç. dans les Atel. . . — Mise en demeure et conséquences , 371 à 374.

— de visa à un Atel. . en instance de titres constitutifs , 34 et 35.

RÉGIME particulier des Atel. . . — Leurs droits à ce sujet , 249 à 264. — Réserve à observer dans les initiations , 276. — Formalités relatives à leurs réglemens particuliers , 250 à 253. — Restrictions relatives aux parchemins qu'ils emploient pour délivrer à leurs Membres des diplômes , brevets ou patentes , 260.

RÉGIME (du) *administratif* du G. . O. . , 574 à 657.

— *intérieur* du G. . O. . et de ses Ch. . , 495 , 724 à 799.

REGISTRES spéciaux établis dans le G. . O. . . — Par qui et comment tenus. — Livre d'ordre ou d'annotation , 532 à 534 , 574 , 577 et 588. — Journal de réception des pièces , 589 ; — d'envoi , 590. — Copie de lettres ou pièces officielles , 591. — Du sceau , 602 à 604 et 612. — Esquisses et procès-verbaux des séances , 539 , 541 , 581 , 671 , 741 à 745. — Des Comités du Secrétariat , 576 , 577 et 579 , et des Finances , 658. — Du G. . Architecte , 701 , 705 et 706. — Du G. . Archiviste , 597 et 600. — Du G. . Hospitalier , 693 , 694 , 696 et 706. — Du G. . Trésorier , 681 à 683 et 706. — Des demandes en récompense , page 239 , art. 7. — Des Atel. .

- et Maç.: radiés, 847 et 848. — Feuilles de présence, 574, 579, 667, 715, 716, 751 et 754.
- RÈGLEMENS (des) particuliers des Atel.:, 249 à 253.
- du G.: O.:, 420 à 867.
- RÉGULARISATION (moyens de) pour les Maç.:, 208 à 215 et 334.
- pour les Atel.:, 216 à 219. — Comment la demande doit en être faite, 220 et 222. — Ce qui en résulte si cette demande est refusée, 224 et 226. — Si elle est accordée, 225. — Dans quel cas un Maç.: formerait en vain cette demande, 215. — Formalités à suivre en quelque cas que ce soit, 208 à 214.
- (de la) des pièces reconnues irrégulières, 160 et 735.
- RÉGULARITÉ. — Comment prouvée par un Maç.:, 261, 322 et 334.
- RÉGULIER (Maçon). Ce qui seul constitue cette qualité, 228 et 229.
- REJET ou ajournement indéfini d'un profane. — Par quel nombre de boules noires il est prononcé, 335.
- REMISE (de la) ou de l'envoi des pièces par le G.: O.:, 586 à 591, 603 à 606.
- REMPLACEMENT (du) dans le G.: O.:, des Députés, 424 et 426. — Des Off.: titulaires et Dignitaires, 485, 553, 554, 556, 560, 758 à 760.
- RENOUVELLEMENT triennal de tous les Off.: dignitaires du G.: O.:, de ses Ch.: et du Collège des Rites, 555 à 559 et 561.
- RENSEIGNEMENTS sur les profanes présentés à l'initiation, 328 à 331.
- RÉPARTITION dans les Ch.:, dans le Comité des Finances et dans le G.: Collège des Rites des Off.: titulaires, 102, 428, 431, 481 et 503. — Des Off.: honoraires, 102, 447 et 482. — Des Députés, 422, 482 et 503.
- REPRÉSENTANS ÉLUS (des) par les Atel.: (Voyez DÉPUTÉS).
- REPRÉSENTANT PARTICULIER du G.: M.:. — Candidature, 495 et 520. — Nomination, 522. — Son installation, 566. — Ses droits et fonctions, 532. — Durée de ses fonctions, 550. *Il est spécialement chargé des relations ordinaires entre le G.: O.: et le G.: M.:, 532.*
- REPRISE de travaux. — De quelle manière la demande en doit être faite, 198 et 199. — Si elle est accordée, 200 et 646. — Si elle est refusée, 201 et 304. — Priorité dans le cas de demandes simultanées, 303.

- RÉSIDENCE** (durée de la) d'un étranger pour être initié, 3.
- RESPONSABLES** (Dignitaires) dans le G. . O. ., 192, 575, 669, 693 et 700.
- RESTITUTION** des métaux versés et titres déposés, dans le cas de demande refusée, 40, 190, 226.
- RÉSUMÉ** des rapports au G. . O. . sur la révision des nouveaux statuts, page v.
- RETARDATAIRES** (*Atel. .*) de l'envoi de leurs tableaux, 229 à 231.
- Du paiement de leurs contributions annuelles, 292.
- (*Maçons*) de leurs obligations pécuniaires dans les *Atel. .* —
- Mise en demeure, 371. — Ce qui résulte de leur silence, 372 à 374.
- (*Off. . du G. . O. .*) de leurs cotisations, 718 à 722.
- RÉUNIONS** maçonniques. — Leur dénomination comme *Atel. .*, 6.
- RÉVISION** des comptes du G. . Trésorier, 687 et 688. — Du G. . Hospitalier, 698.
- RITES** (des divers) reconnus par le G. . O. ., 5, 13, 97, 99, 103, 186 à 188. — Rapports entre eux, 98 et 265.
- (demande en agrégation de nouveaux), 99, 181 à 190.

S.

- SAC** des propositions (circulation du), 118, 319, 342 et 756.
- SANTES**. — Leur ordre, 365. — Par qui et comment portées, 366 et 367.
- SCEAUX** et timbres des *Atel. .* — Leur projet doit être préalablement soumis à l'approbation du G. . O. ., 96.
- Ils sont apposés sur toutes les pièces adressées au G. . O. .*
- du G. . O. . — Leur nature, et quels en sont les dépositaires, 607, 608 et 611. — Sur quelles pièces et par qui apposés, 609, 610 et 611. — Enregistrement de leur apposition, 602. — Qui reçoit les oppositions à cet égard, 612.
- SCISSIONS**. — Le G. . O. . n'en reconnaît pas, 288.
- SCRUTATEURS** dans les *Atel. .*, 141. — Dans le G. . O. ., 541, § 5.
- SCRUTIN** (mode du) dans les *Atel. .* pour les initiations, affiliations ou régularisations, 331, 335 à 338. — Pour la collation

d'urgence des 2^e et 3^e grades symb., 341. — Pour les élections, 141 à 145. — Pour la fusion d'Atel., 280 et 281. — Pour les délibérations en général, 222, 254, 307 et 310. — Dans le Comité d'instruction, 385 et 386. — Pour jugement, 392, 397 à 399. — Bulletins ou boules, par qui distribués, 118; — par qui recueillis, 117; — présens à leur dépouillement, 115 à 117. — Cause d'annulation, 145. — Les boules blanches sont toujours en faveur des conclusions données, 310.

SCRUTIN (du) dans le G. O. — Tous ses arrêtés ou décisions de ses Ch. sont pris à la majorité absolue des votans, sauf les décisions de la Ch. d'appel qui sont prononcées aux deux tiers des voix, 421. — Le double vote est donné au président dans le cas de parité des voix, 535. — Distribution des bulletins ou boules, 543; — par qui recueillis, 542; — présens à leur dépouillement, 539, 541 et 542. — Les boules blanches sont toujours favorables aux conclusions données; mais elles sont noires pour la condamnation en G. Jury, 838 et 839.

SÉANCES ordinaires du G. O. (Voyez JOURS de séance.)
— extraordinaires. — Dans les cas d'urgence, 725, 726, 728, 730, 732 et 733.

SECRÉTAIRES des Atel. — Leurs droits et devoirs, 116, 309, 313, 315, 316 et 403. — Du G. O. — Leurs fonctions, 195, 509, 541, 571, 581, 597, 602, 605, 736, 738 et 742.

SECRÉTARIAT, 508. (Voyez EMPLOYÉS du G. O.)

SECTIONS des rites reconnus par le G. O., 103.

SERMENT au G. O. — Par les Atel. et leurs Membres, 50, 51 et 65. — Par les Députés et Présidens d'Atel., 170. — Par les Off. titulaires et dignitaires, 563 et 570.

— relatif aux mots de sem. et ann., 245.

SERVANT (F.), 123. — Ne reçoit jamais les mots de sem. et ann., 248.

SIÈGE du G. O. de France; à Paris, 18.

SIGNATURE en G. O. ou dans ses Chambres, des pièces de la correspondance, 459, 541 et 586. — Des feuilles de présence, 715, 751, et 754. — Des livres d'ordre et d'annotation, 532 et 534.

SOCIÉTÉS maçonniques (des). — Leur dénomination comme Atel., 6.

SOMMEIL (Atel.: en), 303 et 655.

STAGE d'exercice comme Off.: titulaire du G.: O.: avant d'être nommé dignitaire, 448. — Pour être Membre de la Ch.: de Conseil et d'Appel, 481.

STATISTIQUE maçonnique. (Voyez **ANNUAIRE**.)

SUFFRAGES qu'il faut obtenir dans les élections d'un Atel.: pour être nommé à un office, 142 et 144. — Dans le G.: O.:, 433, 435, 439 et 443.

SUPRÊME Conseil des rites, 476 à 480. (Voyez **CHAMBRES**.)

SURVEILLANS dans les Atel.:, 114. — Dans le G.: O.:, 536.

SUSCRIPTION du G.: O.:, 592.

SUSPENSION des travaux. — Obligations imposées aux Atel.: à cet égard, 191 à 193 et 195. — Peines imposées aux Membres de ces Atel.: s'ils ne les remplissent pas, 192, 194 et 196. — Peines imposées dans le même cas aux Atel.:, 197. — Effets de la suspension de la L.: relativement aux Atel.: supérieurs souchés sur elle, 202.

— *provisoire ou temporaire* (causes de la) des travaux d'un Atel.: par le G.: O.:, 473 et 478 ; — des droits maçonniques d'un F.: par son Atel.:, 372, 379, 387 ; — par le G.: O.:, 194 ; — d'un Membre du G.: O.:, 719 et 803.

T.

TABLE sommaire, page xxxi.

TABLEAUX annuels des Atel.: (modèle n° 7, page 233). — Époque de leur envoi au G.: O.:, 237. — Ce qui résulte des retards, 229, 231 et 657. — Sont seuls consultés pour constater la régularité d'un Maç.:, 228.

— (de l'établissement des) annuels par ordre alphabétique des Atel.: de la correspondance du G.: O.:. — Leur composition, 464, 651 à 655. — Leur envoi aux Atel.:, 464 et 656.

TABLEAU statistique du nombre des Atel.: relativement à la population de chaque O.:, 298 et 299.

— des Députés en exercice ou de semestre. — Comment dressé, 422 à 424.

TABEAU des Présidens d'Atel. de l'O. de Paris et banlieue,
581.

— des Off. du G. O., 442, 573, 581 et 637. — Des Hono-
raires, 447 et 581.

— des Candidats aux députations et des tours de rôle pour
les installations, 581 et 636.

— général des prix fixés pour tous les titres maç., etc., pages
234 à 236.

TENUE ou conduite dans les Atel. — Règles à observer à cet
égard, 315 à 318 et 325. — Dans le G. O., 756 et 777.

TENUES ou assemblées du G. O. (Voyez JOURS DE SÉANCE.)

TIMBRES des Atel., 76 et 84. — Leur projet doit être préala-
blement soumis au G. O., 96. — Celui du G. O., 611.

Ils doivent être apposés en tête de tous les actes maç.

TITRES constitutifs. — A qui ne peuvent être accordés, 15.
(Voir, pour le surplus, CONSTITUTIONS, LETTRES CAPITULAI-
RES, et PATENTES CONSTITUTIVES.)

— Maç. personnels que peuvent délivrer les Atel. à leurs
Membres, 260 à 262. — Qui sont accordés par le G. O.,
233 à 239. — Exclusivement délivrés par le G. O., 106.

— distinctifs des Atel. (choix des), sauf la sanction du G.
O., 26, 75, 83, 88.

TRAITEMENT des Employés du G. O., 498, 583 et 584.

TRAVAUX des Atel. — Par quel nombre de FF. ils doivent
être ouverts, 306. — Quel ordre y doit être suivi, 319. — De
leur suspension, 191 à 202.

— du G. O. en assemblée générale. — Par qui dirigés, 448,
451 et 452. — Leur objet, 453 et 454. — Des Ch. adminis-
tratives. — Correspondance et des finances, 456 à 465 ; —
Symb., 467 à 475 ; — Supr. Conseil des Rites, 477 à 480.
— De la Ch. de Conseil et d'Appel, 483 à 493. — Du Comité
central et d'élection, 494 à 500. — Des Comités, du secrétariat,
574 à 579 ; — des finances, 658 à 667.

— de table dans les Atel., 363 et 364. — Dans le G. O., 791
à 796.

TRESORIER (Grand-). — Il paie toutes les dépenses, 680. — Re-
gistres qu'il tient, 681 à 683, 685 et 686. — Présentation de
ses comptes au Comité des finances, puis à la Chambre de

Correspondance, 687 ; — leur vérification, 687 ; — leur adoption provisoire, 688 ; — leur présentation au G. . O. ., 692. — **Apurement définitif de ses comptes**, 689 et 708 ; — leur communication aux Membres du G. . O. ., 690. — **Insertion de leur sommaire dans l'annuaire**, 691. — **Son devoir dans le cas de détournement des deniers destinés au G. . O. .**, 810.

TRESORIER des Atel. ., 120 et 408.

TRES-SAGE ou **Athers.**, 128. (Voyez **PRÉSIDENTS** des Atel. .)

TRIBUNAL de GG. . Inq. . Insp. ., 6, 106, 289 et 291.

TRIBUT à la bienfaisance, 315, 319, 670, 711 et 756.

TRONC de bienfaisance (circulation du), 319 et 756.

TRIENNALITÉ, ou **durée des fonctions des Présidents d'Atel. .**, 186. — **Des Off. . du G. . O. .**, 419, 441, 443 et 573 ; — **de ses Dignitaires**, 483, 550 à 552, et 560.

U.

URGENCE (cas d') pour la délivrance de titres maç. . personnels, 236 et 644 ; — de secours, 697. — **Pour l'initiation**, 329 et 332. — **Pour l'obtention des 2^e et 3^e grades symb. .**, 341. — **pour les réunions extraordinaires du G. . O. .**, 725. — **De ses Ch. .**, 730. — **Du Comité central et d'élection**, 726. — **De la Ch. . de Conseil et d'Appel**, 728. — **Des Comités permanens**, 732 et 733. — **Du G. . Collège des Rites**, 730.

V.

VACANCE d'office dans les Atel. . Comment il y est pourvu, 154 et 155.

— **dans le G. . O. . ou dans ses Chambres**. Dans quel délai et comment il y est pourvu pour les Députés, 426. — **Pour les Off. . et Dignitaires**, 432, 438, 485, 553, 554, 581, 720 et 758.

VALIDITÉ (de la) des élections dans les Atel. ., 142.

VÉNÉRABLE. Conditions pour être élu, 135 et 142. — **Sa reconnaissance par le G. . O. .**, 157 à 160 et 421. — **Son serment d'obligation**, 170. — **Ses droits et devoirs**, 111 à 113. — **Droit de vote en G. . O. .**, 425.

VERIFICATION (de la) des comptes du G. : Trésorier, 660, 687 et 688.—Du G. : Hospitalier, 660 et 698. — Du Registre inventaire du G. : Architecte-Vérificateur, 660 et 705.

VISA du tableau des Membres d'un Atel. : en instance, 29. —

Dans quel délai il doit être apposé, 30. — En quels termes accordé, 33.—Refus motivé, 34.—Ce qui, dans ce cas, reste à faire à l'Atel. : en instance, 35.

— par le G. : O. : des pouvoirs donnés aux Députés, 166 à 169.

— de l'élection des Présidens d'Atel. : , 158 à 160.

— des réglemens particuliers des Atel. : , 249 à 253.

— seulement, et sur leur demande officielle, des Dipl. : , Brefs et Patentes accordés par les Atel. : des Colonies, 240 ; — et de ceux délivrés par les GG. : OO. : étrangers en correspondance avec le G. : O. : de France, 241.

— des dépenses du G. : O. : , 680. — Des ordonnances de paiement, 704 et 716. — Des feuilles où registres de présence, 716.

VISITEURS dans les Atel. : . Leurs droits et leurs devoirs, 320, 321, 323 à 326, 335 et 355. — Preuves à fournir de leur régularité, 47, 228, 322 et 334. — Ne peuvent être admis plus de trois fois s'ils ont cessé d'être Membres actifs d'un Atel. : , ou s'ils sont porteurs de titres irréguliers, 323 à 326. — Ne le sont qu'après l'adoption de la pl. : des derniers travaux, 321. — Ne peuvent prononcer aucun discours sans l'avoir communiqué au Président et à l'Orat. : , 317. — N'ont voix délibérative que dans les initiations au premier grade symbol. : , 321 et 335. — Leur introduction, 349 à 360. — Sont soumis à la discipline intérieure de l'Atel. : qui les admet, 325.

— dans le G. : O. : et dans ses Ch. : . Leur admission, 778 à 781 ; — mais sans voix consultative, 755 et 781. — Ils doivent posséder au moins le grade de M. : , pour y être admis, 779 ; — celui de R. : C. : et plus élevé pour assister aux travaux du Supr. : Conseil des Rites, 780. — Ne sont point admis dans le Comité central et d'élection, 500. (Voyez, pour le surplus, INTRODUCTION.)

VOEUX des Atel. : ou des Maç. : , 14 et 413. (Voyez DEMANDES et OBSERVATIONS INDIVIDUELLES.)

VOIX délibérative acquise ou donnée en assemblée générale du G. : O. : , 425 et 445. — Dans les Ch. : administratives, 171,

422 et 447. — Dans la Ch. de Conseil et d'appel, 422, 447, 482 et 488. — Dans le Comité central et d'élection, 494. — Dans le G. Collège des rites, 101. — Dans les Atel., aux Membres actifs cotisans et honoraires, 134. — Aux Visiteurs, dans quel cas, 321 et 335.

Voix consultative. Cas où les Membres du G. O. n'ont que voix consultative dans les assemblées générales du G. O., 425. — Dans les Ch. administratives, 753. — Dans la Ch. de Conseil et d'appel, 490 et 627. — Dans les Atel., à tous les Visiteurs, 321.

VOTANS. Nombre nécessaire pour valider les élections et les délibérations dans le G. O., 488 et 750. — Dans les Atel., 306.

VOTE (droit de) dans les Atel. Qui l'exerce, et à qui refusé dans les élections, 134 et 156. — N'est point conféré, en matière d'administration ou de finances, aux Membres des Atel. affiliés entre eux, 267. — N'est exercé par les Maç. correspondans ou affiliés libres que dans les Atel. dont ils sont Membres actifs, 272. — Les signataires d'une plainte ne peuvent non plus exercer ce droit dans le jugement qui en est la suite, 408.

— *dans le G. O.* en assemblée générale. Est acquis à tous les Membres qui le composent, 11, 420, 425 et 445; — à l'exception des Présidens d'Atel., qui n'exercent ce droit qu'en l'absence du Député de l'Atel. qu'ils président, 425. — Dans les Ch., aux Députés de semestre et aux honoraires, 422, 447, 477, 482 et 503. — Aux Off. ou Députés appelés à délibérer dans les Ch. pour y compléter le nombre onze, 488, 489 et 752. — Le double vote est donné aux Présidens lorsqu'il y a parité dans les suffrages, 535. — Cas dans lesquels les Membres des Ch. n'ont que voix consultative dans la Ch. d'appel, 490 et 627, ou dans celles administratives s'il s'agit d'une affaire d'un Atel. dont ils sont aussi Membres, 753. — A qui le droit de voter est refusé en matière de plainte, 408 et 825; — d'examen, 826, — et de jugement, 836 et 853.



ERRATA.

Page vi, ligne 11, au lieu de, *des lacun es* ; lisez, *des lacunes*.

Page 37, art. 129, ligne dernière, après *votans* ; ajoutez un point.

Page 69, art. 258, première ligne, au lieu de, *la voix d'appel* ; lisez, *la voie d'appel*.

Page 119, art. 442, ligne 2, après *d'un Atel.* ; ajoutez une virgule.

Page 146, au 3^e titre, au lieu de, *Des Officiers Dignitaires, Adjoints ou temporaires* ; lisez, *Des Officiers dignitaires adjoints ou temporaires*.

Page 149, art. 560, lignè 2, lisez, *du*, au lieu de *u*.

Page 205, art. 798, ligne 2, au lieu de, *le Secrétaire* ; lisez, *le Secrétariat*.





